

SOMMET Le sommet des chefs d'Etat des pays « ayant le français en partage » devait s'ouvrir, samedi 2 décembre, à Cotonou, au Bénin, en présence de Jacques Chirac. La

conférence ministérielle qui l'a précédée a été le théâtre de « vives discussions politiques ». Elle s'est refusée à condamner le Nigeria après la récente pendaison de neuf militants

ogonis, et a proposé la création, en 1997, d'un poste de secrétaire général du mouvement. **LES PARTENAIRES AFRICAINS** de la France pourraient profiter du sommet de

Cotonou pour évoquer avec M. Chirac le plan de réduction du dispositif de l'armée française sur le continent noir, qui est à l'étude dans le cadre de la prochaine loi de pro-

grammation militaire 1997-2002. **LES BÉNINOIS**, auxquels M. Chirac rend visite, vendredi, se préoccupent davantage de la prochaine élection présidentielle.

Les pays francophones cherchent à structurer leur mouvement

Le sixième sommet des chefs d'Etat, qui s'ouvre, samedi 2 décembre, à Cotonou, au Bénin, en présence de Jacques Chirac, va décider la création d'un poste de secrétaire général

FRANÇOIS MITTERRAND a quitté le palais de l'Élysée en regrettant de « n'avoir pas usé assez de [son] autorité pour obtenir le développement du français à l'étranger ». Le candidat Jacques Chirac a promis que « la place [dans le monde] de la langue française sera à l'évidence l'une de [ses] grandes priorités ».

Depuis qu'il est chef de l'Etat, M. Chirac – qui, alors premier ministre, créa, en 1986, le portefeuille de la francophonie – ne s'est plus exprimé sur ce sujet mais il a laissé agir Margie Sudre, secrétaire d'Etat à la francophonie. La présidente du conseil régional de la Réunion n'a pas réussi, à fléchir son collègue des finances, Jean Arthuis, qui a amputé d'environ 180 millions de francs le budget 1996 de l'action culturelle extérieure de la France. « Le nombre de boursiers étrangers accueillis chez nous a baissé de 25 % entre 1992 et 1995. Une telle tendance, maintenue, voire accentuée, minerait nos ambitions », écrit-il M^{me} Sudre.

Sur cette question capitale du « nerf de la guerre », le secrétaire d'Etat n'a pas été écouté car il semble bien que ni le premier ministre, Alain Juppé, ni le chef de la diplomatie, Hervé de Charette, dont relève le département de la francophonie, n'aient les mêmes vues sur la francophonie que M. Chirac et M^{me} Sudre. Le sommet de Cotonou sera peut-



être l'occasion pour le président de la République d'affirmer l'importance – autre qu'électorale – qu'il attache au rayonnement du français, encore que le démarrage d'une politique linguistique d'envergure impliquerait le déblocage d'hypothétiques nouveaux crédits.

Les présents concourent pour la diffusion du français *stricta sensu*, souvent mal discernables, répartis entre plusieurs administrations, dont le ministère de la coopération et le Quai d'Orsay, ne sont pas négligeables puisque,

opérations multilatérales comprises, ils doivent être de l'ordre de 5 milliards de francs par an – l'équivalent de l'aide économique de Paris à l'Algérie –, mais ils sont traditionnellement victimes de l'éparpillement et de grignotages budgétaires.

UNE DIMENSION POLITIQUE

Si, pour le moment, M^{me} Sudre n'a pas gagné la partie financière, elle a, en revanche, mené à son terme et sans bruit une épineuse négociation diplomatique, essentiellement avec le Canada,

pour que soit enfin conférée à la francophonie une « dimension politique ». Cette idée avait été dégrossie par Jacques Toubon, responsable de la francophonie dans le cabinet d'Edouard Balladur. Elle a creusé la même idée et a obtenu de nos partenaires que soit institué, au sommet de Cotonou, un « secrétariat général de la francophonie ».

Ce poste politique permanent, qui ne serait pourvu qu'après le septième sommet, prévu, dans deux ans, à Hanoï, devrait être attribué à une « personnalité internationale de tout premier plan, capable de donner à la francophonie une grande visibilité sur la scène mondiale ». Chacun pense en tête à Boutros Boutros-Ghali. Artisan de l'adhésion de l'Egypte au cercle francophone, il avait assisté au sommet de l'île Maurice et est attendu à celui de Cotonou. Surtout il sera peut-être

libéré, au début de 1997, de sa charge actuelle de secrétaire général des Nations unies.

Avant d'être prise au sérieux dans le champ universel – la presse des Etats-Unis est allée naguère jusqu'à se gausser des « sommets de Marie-Chantal », –, la francophonie – c'est-à-dire le rôle dans le monde du français et des permanences culturelles qu'il incarne – devra d'abord être prise en considération à Paris même.

« INCOMPRÉHENSIBLE CÉCITÉ »

M^{me} Sudre, là aussi, est très consciente du problème. Lors d'une allocution devant le Conseil supérieur de la langue française, le 24 octobre, elle n'a pas hésité à fustiger « la grande légèreté, l'incompréhensible cécité » de « l'élite française » face à l'avenir de la francophonie, et d'abord en France même, en Eu-

rope occidentale même. L'un des projets du secrétaire d'Etat est d'arriver à un accord pour que chaque pays de l'Union européenne (UE) rende obligatoire dans ses écoles l'enseignement, « sur un pied d'égalité », de deux idiomes étrangers. Le français en bénéficierait forcément, y compris, à moyen terme, dans les institutions de Bruxelles. Aux yeux de M^{me} Sudre, le sort futur du français au Bénin, dans son Vietnam natal, dans son Beu d'adoption l'Océan Indien, et ailleurs, ne sera garanti que si on continue à travailler majoritairement dans la langue de de Gaulle au siège de l'UE. C'est là une opinion encore peu répandue à Paris, partagée cependant de longue date par nombre d'émigrés chargés des relations avec les pays du Sud.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

50 cartons d'invitation

50 Etats ou entités ont été invités au sixième sommet francophone, à Cotonou : Belgique (Royaume), Bénin, Bulgarie, Burkina-Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada (Fédération), Cap-Vert, Centrafrique, Communauté française de Belgique (Wallonie-Bruxelles), Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Egypte, France, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Laos, Liban, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Monaco, Niger, Nouvelle-Brunswick et Québec (provinces canadiennes), Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Sénégal, Seychelles, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, Vanuatu, Vietnam, Zaïre. Deux nouveaux membres : Moldavie et Sao-Tomé-et-Principe. Un « invité spécial » : Val d'Aoste.

Une nouvelle « vitrine » au Mozambique

MAPUTO

de notre envoyé spécial

Au cœur de la capitale mozambicaine, entre la Maison de fer d'Elisef, la mairie et la cathédrale, on ne peut que remarquer un ensemble blanc et turquois de pavillons d'architecture luso-coloniale. Construit en 1938, cet ancien cercle portugais, que Paris vient d'aménager pour 20 millions de francs, abrite désormais, sur 2 700 mètres carrés couverts, le Centre culturel franco-mozambicain. Son inauguration a eu lieu, à la fin de novembre, à l'occasion de l'installation d'un récepteur en modulation de fréquence des émissions de Radio France internationale (RFI). Double « vitrine » francophone à l'heure où Maputo, pour des raisons économiques-politiques, vient d'adhérer au Commonwealth.

Terre bantoue, le Mozambique appartient aussi à bien des regards à la communauté lusophone et latine. Après avoir noué des liens avec son environnement continental anglophone, il prend conscience que, face à ses côtes, toutes les îles de l'Océan Indien sont membres de la communauté francophone, îles avec lesquelles n'existe aucune liaison aérienne directe. S'il n'est pas question, comme à l'époque de la colonisation portugaise, de généraliser l'emploi du français dans l'enseignement, l'élite locale, souvent francophone, comme le président Chissano ou le romancier Mia Couto, souhaite redonner une place de choix au français et, à terme, s'intégrer à la famille francophone, comme l'ont déjà fait d'autres nations lusophones comme le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, et Sao-Tomé-et-Principe.

250 MILLIONS DE FRANCS PAR AN

Volonté illustrée non seulement par la présence de RFI et du Centre culturel franco-mozambicain mais aussi par le fait que, sur 12 000 collégiens, la moitié apprennent le français. Créée en 1962, l'université de Maputo, la seule dans un pays de 18 millions d'habitants, ne compte, pour le moment, que 4 000 étudiants.

La France entretient ici 35 coopérants dont 10 enseignants et consacre au Mozambique moins de 250 millions de francs par an dont près de 40 en aide culturelle. L'ère consacrée par cette présence culturelle et radiophonique se limite, pour l'heure, à l'ancienne Lourenço Marques et à ses abords, soit 2 millions d'âmes. Les autorités locales ont exprimé le désir que la France s'intéresse aussi à d'autres régions du pays, par exemple à Beira, où une université catholique est en projet.

Pierre Malet

J.P.P.H.

Une présence sur les cinq continents

« LA FRANCOPHONIE est née d'un désir ressenti hors de France », comme l'a dit Boutros Boutros-Ghali. Elle a commencé à s'organiser, à partir des années 60, à l'initiative d'hommes d'Etat africains comme Léopold Senghor ou arabes comme Habib Bourguiba. Le mouvement institutionnel de la francophonie englobe la plupart des Etats où le français, quel qu'il soit son statut, est peu ou prou « langue familière ». Sur la cinquantaine de membres de ce mouvement, un sur cinq n'est pas issu des anciens empires coloniaux français.

C'est en 1880 que le géographe Onésime Reclus forge le mot latinogrec de francophonie. Le numéro fondateur de la revue *Esprit* sur « le français, langue vivante » paraît en 1962. Une vingtaine d'Etats francophones créent, en 1975, à Niamey, une agence de coopération culturelle et technique. François Mitterrand préside, en 1986, à Versailles, le premier sommet francophone. En 1993, le sommet de Maurice approuve, à l'unanimité, le principe de « l'exception culturelle ».

Le français est au neuvième rang parmi les langues les plus utilisées dans le monde. Elle est la seule, avec l'anglais, à être présente sur les cinq continents et à jouer un rôle d'idiome de travail international. La part des pays francophones dans la production mondiale est de 11 %, et dans le commerce international de 18 % ; 9 % de la population mondiale est francophone, mais les locuteurs « réels » en français n'en représentent que 3 %.

Les institutions multilatérales francophones comptent l'Agence de coopération culturelle et technique (45 membres), l'Association internationale des universités entièrement ou partiellement de langue française (300 membres), le Conseil permanent de la francophonie, TV5, télévision francophone multilatérale à vocation mondiale. Le budget de ces institutions s'élève à environ 1 milliard de francs par an, majoritairement apporté par la France et le Canada, soit dix fois plus qu'il y a dix ans.

Paris étudie une réduction de son dispositif militaire en Afrique

LA FRANCE a prévu d'organiser, en 1996, trois grands exercices militaires interarmées en Afrique – à Djibouti, au Gabon et au Sénégal –, pour démontrer sa capacité à engager des forces nationales aux côtés des armées locales, qu'elle a contribué à former et à équiper, et des unités qu'elle y a prépositionnées dans le cadre des accords de défense. Les années précédentes, certains de ces exercices ont été ralentis, voire suspendus, à cause de la forte participation – en effectifs – des armées françaises aux opérations extérieures placées sous l'égide de l'ONU.

En dépit de cette reprise, l'an prochain, des exercices avec les pays africains, la France – dans le cadre de sa réflexion en cours sur le « format » de ses armées, menée au sein du comité stratégique au ministère de la défense – étudie l'éventualité de procéder à un réaménagement progressif de son dispositif mili-

taire outre-mer. A ce jour, sur un total de quelque 62 600 hommes déployés hors du territoire métropolitain, la France entretient en Afrique des forces de présence au Sénégal (1 250), en Côte d'Ivoire (590), au Cameroun (10), au Gabon (630), en Centrafrique (1 400), au Tchad (860) et à Djibouti (3 500). Ces effectifs n'ont rien à voir avec les détachements militaires français maintenus pour le compte de la coopération dans vingt-cinq Etats africains – de l'ordre de 1 145 hommes en 1995 –, qui sont en constante diminution : 1 780 en 1985.

Tant pour des raisons budgétaires que pour des raisons liées à une diminution prévisible des effectifs militaires – l'armée de terre, par exemple, a perdu 95 000 hommes au cours des vingt dernières années –, la France envisage une réduction de son dispositif militaire permanent à l'extérieur. Aucune décision n'a

été arrêtée. Elle ne le sera qu'au terme des études du comité stratégique qui a été chargé de remettre à plat le système actuel et qui doit soumettre, avant le printemps 1996, une série de propositions de réorganisation au chef de l'Etat et au gouvernement.

Le sort de plusieurs bases est ainsi en suspens, à commencer par celles de Djibouti, de Bangui et de Bouar (Centrafrique), de Libreville (Gabon) ou de Bouaké (Côte d'Ivoire). Dans le même temps, la France développe la perspective que certains Etats africains constituent, avec le concours de pays alliés en Europe, des « modules de forces en attente », qui seraient chargées – sans être permanentes – pour des raisons de coût – de conduire des actions de prévention et des opérations de maintien de la paix.

J. L.

Le possible retour sur scène de l'ancien président Kérékou agite le monde politique béninois

COTONOU

correspondance

En mars 1996, le Béninois se choisira un nouveau président. Dans ce contexte pré-électoral, peu sont enclins à penser que l'attaque au lance-roquettes du 14 novembre contre la salle de conférences où se réunira le Sommet de la francophonie soit imputable à des islamistes algériens, comme l'avait laissé entendre la presse locale. En réalité, l'attentat a été revendiqué par un communiqué qui réclamait « la libération de Jean-Claude Sogla », un officier, parent de l'actuel chef de l'Etat, placé en résidence surveillée après que des rumeurs de complot militaire eurent circulé au début du mois de novembre.

Depuis l'attentat, plusieurs arrestations ont été opérées dans les milieux militaires, un suspect a été tué et la police, aurait saisi sept des dix roquettes volées, il y a un an, dans le camp militaire de Ouidah. Parmi les personnes interpellées se trouve un ministre de l'ancien président Mathieu Kérékou, le colonel Souleï Dankoro. Le chef de l'Etat, Nicéphore Soglo, ne s'est pas privé de mettre en cause les « nostalgiques de l'ancien régime ». Il est vrai, reconnaît un diplomate occidental, qu'un

échec du sommet nuirait aux chances de réélection de M. Soglo. Or l'éventuelle candidature de M. Kérékou, l'ancien dictateur marxiste qui dirigea le pays pendant dix-sept ans, passionne davantage la presse et l'opinion que l'ouverture du Sommet de la francophonie.

« Un échec du sommet nuirait aux chances de réélection de M. Soglo », reconnaît un diplomate occidental

A Cotonou, les travaux d'aménagement, rendus nécessaires par la vétusté des équipements hôteliers et routiers, ont commencé avec beaucoup de retard. Habités aux dérapages contrôlés sur les pistes de sable, les conducteurs de moto-taxis pestent

contre les chantiers de la francophonie. « Le gouvernement construit des routes, mais où sont les emplois dans ce pays à tant besoin ? », s'empare un ancien fonctionnaire victime du deuxième plan d'ajustement structurel. Entrée en vigueur, il y a cinq ans, la réduction des effectifs de l'administration a provoqué un malaise d'autant plus profond qu'un chômage est venue s'ajouter l'inflation – plus de 50 % en deux ans – qui a suivi la dévaluation du franc CFA.

M. Kérékou jouit d'une incontestable popularité après avoir dignement quitté le pouvoir à l'issue de l'élection présidentielle de mars 1991. Dans les rangs de la presse indépendante, d'anciennes victimes de la censure du régime militaire défendent désormais sa cause. « Lors de la conférence nationale, il avait les moyens de mettre fin au processus démocratique. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il a compris, après la chute du mur de Berlin, que l'autoritarisme et le communisme menaient à l'impasse », commente un journaliste de la Gazette du Golfe.

Pour mener campagne, les partisans de M. Kérékou affirment que leur candidat a toujours combattu le régionalisme et le né-

potisme. Cet argument séduit une partie de l'opinion publique qui s'irrite du rôle joué par la famille du chef de l'Etat sur la scène politique nationale. Réuni en congrès, le 4 novembre, un parti de l'opposition parlementaire, Notre cause commune, a invité l'ancien chef de l'Etat à se présenter aux suffrages des électeurs.

Pour expliquer la popularité de M. Kérékou, des diplomates parlent d'« amnésie collective ». « La bonne grâce avec laquelle il a abandonné le pouvoir a une contrepartie de taille : on n'a jamais jugé les dirigeants. Ils imaginent encore que Kérékou a été victime de son entourage et qu'il n'est pour rien dans notre malheur », explique l'un d'eux. Face à sa possible candidature, les partisans de M. Soglo font valoir les bonnes performances économiques – le FMI prévoit, pour 1995, une croissance de 6,4 % – et comptent sur la réussite du Sommet de la francophonie pour asseoir la popularité du président en exercice. « S'il était dirigé par Kérékou, ironise un chef d'entreprise, le Bénin aurait-il obtenu le privilège d'organiser cette manifestation internationale ? »

Chirac 1995

سكوتيا ميلاجر

Les officiers français de la Forpronu ont pris le parti des extrémistes serbes de Sarajevo

Les habitants de la capitale bosniaque ne comprennent pas ce soutien

Les officiers français sont aux prises avec une situation difficile à Sarajevo, où les extrémistes serbes, refusant que les quartiers dont

ils ont pris le contrôle soient intégrés à la capitale bosniaque, menacent de recourir aux armes ou d'organiser l'exode. D'après les

portes-parole de ces extrémistes, les militaires français encouragent de fait la résistance aux accords de paix de Dayton.

SARAJEVO

de notre correspondant
L'état-major français de la Forpronu, soutenu par Paris, est en train de voler au secours des Serbes qui assiègent Sarajevo depuis trois ans et demi, « au nom de la défense de la France ». Depuis la conclusion de l'accord de Dayton, les officiers « casques bleus » n'économisent pas leurs efforts pour soutenir les séparatistes serbes de la capitale bosniaque, allant jusqu'à cautionner leur refus du plan de paix.

Au lieu de convaincre peu à peu les extrémistes d'appliquer les accords de paix, les « casques bleus » les incitent à défer la communauté internationale. Ils justifient ce comportement par un souci de veiller aux intérêts français – et surtout à l'image de l'armée – et par leurs craintes de troubles violents au cours des prochaines semaines. Certains, qui ont une mission de « médiateurs », deviennent de véritables « conseillers » des Serbes, notamment en communication.

La Forpronu se transforme actuellement en porte-parole des soldats d'Ilidza, de Grbavica et de Vogosca, les trois quartiers qui doivent être restitués aux Bosniaques dans le cadre de la « réconciliation » de Sarajevo. Des officiers conseillent les Serbes, autour d'un verre, sur la meilleure façon d'interpeller les opinions publiques. Ils font du « lobbying » auprès des journalistes et principalement des chaînes de télévision. L'état-major, parallèlement, envoie des rapports alarmistes à Paris, évoquant « la défense des valeurs universelles de la France » et « le défi impossible imposé aux Français ».

L'opération a porté ses fruits au-delà de toute espérance, puisque Jacques Chirac s'est lui-même inquiété auprès de Bill Clinton de l'avenir des Serbes des trois quartiers. Au sein du commandement français, on souhaite une modification de facto du plan de paix. « Si une renégociation complète n'est pas envisageable, il faut agréer l'accord de nouvelles modalités », soutient le général Jean-René Bachelet, commandant de la Forpronu, réputé très influent à Paris, jusqu'à

L'Elysée. Il est soutenu par le général Janvier, le chef des forces de l'ONU, et le général de Lapresle, le conseiller militaire de Carl Bildt, l'envoyé de l'Union européenne.

« Nan ! Nous ne cautionnerons pas le nettoyage ethnique ! », s'écrit le général Bachelet, évoquant l'éventualité d'une fuite des Serbes effrayés par l'arrivée de la police bosniaque. Mais c'est précisément en soutenant Ilidza et Grbavica que la Forpronu cautionne le nettoyage ethnique. Les Musulmans et les Croates, majoritaires, ont été tués ou chassés, leurs appartements ont été réquisitionnés par des Serbes qui se sont employés, depuis 1992, à briser et à diviser Sarajevo. C'est précisément au nom de la séparation ethnique qu'une poignée

de « Qu'ils aillent vivre à Srebrenica ! Leur armée a préparé le terrain », conclut-elle, soulignant qu'à Sarajevo près de cinquante mille personnes, serbes, musulmanes ou autres, attendent le départ de l'armée serbe pour réintégrer leur maison de Grbavica et des autres quartiers.

Les officiers français, contre toute attente, soutiennent les camps retranchés des derniers combattants serbes. Ils sont les relais d'une intense campagne politique et médiatique. Pourquoi l'armée française en arrive-t-elle à participer à ce combat ? Des observateurs évoquent une tradition pro-serbe chez les officiers, héritée des écoles de guerre et des livres d'histoire. Ils évoquent aussi un certain racisme envers les Musulmans. A Ilidza justement,

mois avant de partir, je refuse également que, si les Serbes restent par la force, les Bosniaques et les Américains rejettent la faute de la non-application du plan sur la France. Car les Français, en charge de Sarajevo dans le dispositif de l'OTAN, seront en première ligne.

Par crainte de devoir affronter des combats, les Français sont en train de détruire le fragile équilibre de Dayton, accuse un officier britannique. Il est vrai que les Américains ont une vision trop manichéenne de la situation, avec de bons Bosniaques et de méchants Serbes. Mais les Français, par leur soutien et leurs conseils, incitent les Serbes à la résistance. Il ne faudra pas ensuite se lamenter si de violents incidents se déroulent entre les Serbes d'Ilidza et les forces internationales. « J'ai l'impression que l'armée française manipule un peu Paris », conclut-il.

LES VOYOUS D'ILIDZA

En prétendant protéger l'image de la France et la vie de ses soldats, elle obtient l'effet inverse et crée une réelle instabilité politique. Elle apporte son soutien à des nationalistes pour qui l'accord de Dayton n'offre, il est vrai, pas d'autre solution que l'exil d'une ville qu'ils ont meurtrie à l'extrême.

J'ai honte pour la France, dit une femme. Quand j'ai eu connaissance du message de Chirac à Clinton, j'ai compris que Sarajevo venait de perdre un ami. Une fois de plus. La télévision nationale serbe s'est, en revanche, chaudement félicitée de l'intervention de M. Chirac. Et puis, ajoutée-t-elle, assimiler les Serbes de Sarajevo aux voyous d'Ilidza est scandaleux. Les Serbes de Sarajevo vivent aujourd'hui soit à Belgrade, soit à l'étranger, soit à l'intérieur de Sarajevo, côté bosniaque. Seule une infime minorité est allée dans ces trois quartiers, et a participé au massacre de la ville par l'armée serbe. Pour les Sarajéviens assésés, qu'ils soient musulmans, serbes ou croates, la sécurité de la capitale passe obligatoirement par le départ des « tuteurs » d'Ilidza et de Grbavica.

Rémy Ourdan

Le Congrès devrait approuver l'envoi de soldats américains en Bosnie

M. Clinton a fait des concessions aux républicains

WASHINGTON

de notre correspondant
En acceptant de signer, jeudi soir 29 novembre, le budget de la défense pour 1996, Bill Clinton a fait d'importantes concessions aux républicains. En contrepartie, il s'est rapproché de l'objectif visant à obtenir l'approbation du Congrès s'agissant de l'envoi de soldats américains en Bosnie. Depuis plusieurs jours, la Maison Blanche et les responsables républicains se livraient à un marchandage. Le budget de la défense s'élève à 243,1 milliards de dollars (environ 121,5 milliards de francs), ce qui signifie qu'il excède de quelque 6,9 milliards de dollars le montant que M. Clinton avait jugé nécessaire. Ce dépassement est dû à la volonté des républicains de dépenser davantage pour certains types d'armement.

Le secrétaire général de la Maison Blanche, Leon Panetta, avait indiqué aux chefs de la majorité républicaine que le président pourrait se laisser fléchir, en échange de l'engagement du Congrès d'approuver le financement du contingent américain en Bosnie (estimé à environ 2 milliards de dollars) et de rétablir certains crédits pour différents programmes auxquels le président tient particulièrement. M. Clinton n'a obtenu que partiellement satisfaction, les républicains se refusant apparemment à la moindre concession sur le montant de l'enveloppe budgétaire consacrée à la défense.

En revanche, le fait d'accepter le financement de l'opération bosniaque – qui s'ajoutera au montant du budget de la défense, semble constituer un signe avant-coureur d'une approbation sur le principe même de la participation militaire américaine au plan de paix. Cette hypothèse s'est singulièrement renforcée avec l'annonce du prochain dépôt d'un projet de résolution présenté par Robert Dole, chef de la majorité sénatoriale. Ce texte viserait à « soutenir les forces armées » qui seront envoyées en Bosnie, tout en « garantissant que les soldats américains rentreront à la maison aussi vite que possible après avoir réussi leur mission », selon les explications du sénateur du Kansas.

L'initiative de M. Dole reflète une évolution des positions sur la colline du Capitole. John McCain, sénateur républicain de l'Arizona et ancien héros de la guerre du Vietnam, qui était jusque-là un des plus farouches opposants à la participation américaine, a indiqué jeudi 30 novembre qu'il avait changé d'avis. Sénateurs et membres de la Chambre des représentants ont notamment entendu à ce sujet le secrétaire à la défense, William Perry a annoncé que Washington attendra une période de six mois avant de prendre une décision sur la fourniture d'armements au gouvernement de Sarajevo. Après cette période, si l'équilibre militaire entre les Serbes et la fédération croato-musulmane n'est pas obtenu, « les États-Unis entendent s'assurer qu'un jour arrivera en fournissant les armes nécessaires à la fédération bosniaque », a souligné M. Perry.

ÉCHEC

Le secrétaire à la défense a, d'autre part, précisé que l'opération de maintien de la paix englobera quelque 32 000 soldats américains : 20 000 seront effectivement stationnés en Bosnie, tandis que 12 000 autres (5 000 en Croatie et 7 000 dans les pays voisins, en particulier en Hongrie) participeront aux opérations de logistique. En outre, environ 11 000 soldats des forces aériennes sont déjà déployés dans la région.

Bill Clinton a donc échoué dans ses efforts pour réduire le montant du budget de la défense de 6,9 milliards de dollars. Cette somme comprend des crédits destinés à la recherche (défense antissiles notamment), et surtout à l'achat de différents matériels supplémentaires (bombardiers B-2, avions de transport C-17, avions de chasse F-23, etc.).

Le projet approuvé par le chef de l'exécutif comprend également des mesures auxquelles celui-ci est foncièrement opposé, comme l'interdiction des avortements dans les hôpitaux militaires. M. Clinton ne désespère pas de revenir ultérieurement sur ces dispositions, par exemple par une loi d'annulation de crédits.

Laurent Zecchini

Paris réclame d'urgence la mise en place d'une police civile des Nations unies

La France a demandé, jeudi 30 novembre, à l'ONU d'accélérer ses réflexions sur la mise en place d'une police civile des Nations unies en Bosnie pour prévenir l'impunité des Serbes, notamment à Sarajevo. La mise en place de cette police civile de l'ONU est prévue dans une annexe de l'accord de paix de Dayton. Ces éléments contribueraient à l'encadrement et à la formation de policiers locaux. La France souhaite des « précisions » sur l'avenir de la population serbe de Sarajevo, afin de la « rassurer », avait déclaré jeudi le ministre français des affaires étrangères. La veille, dans un message à Bill Clinton, le président de la République, Jacques Chirac, avait estimé que l'accord de Dayton ne comportait pas assez de « garanties » pour la population serbe de Sarajevo.

d'extrémistes souhaitent un amendement à l'accord de Dayton, s'attirant d'ailleurs les foudres de 99 % des Serbes d'ex-Yugoslavie, que cet accord satisfait.

« Plus j'ajoute, plus ne vivrions avec les musulmans », affirment les Serbes d'Ilidza. « Dans ce cas, au revoir ! », rétorque une Sarajéviennne. « Moi aussi je suis serbe, mais je vis du côté bosniaque, car j'ai refusé d'assassiner ma propre ville, dit-elle. Sarajevo ne sera jamais une ville serbe ou une ville musulmane. Sarajevo restera toujours Sarajevo, une ville où nous avons toujours vécu ensemble. Ceux qui désirent vivre dans un pays « ethniquement pur » sont invités à se retirer dans les 50 % de la Bosnie que leur occorde le plan de

où la population assimile tous les Sarajéviens à des « Turcs » ou des « moudjahidins », un officier serbe parle de « basniauls ». Le terme n'ayant aucun rapport avec la langue serbo-croate, on se peut étonner d'apprendre au cours de ces déjeuners quotidiens avec les officiers français.

Pourtant, ce n'est ni une sympathie pro-serbe ni une haine anti-« bosniaque » qui anime le général Bachelet, un brillant officier supérieur, réputé pour la finesse de ses analyses. « L'accord de Dayton nous mène droit dans l'impasse, commente le général. Pour les Serbes de ces quartiers, l'alternance sera entre la violence et le cercueil. Je refuse que mes soldats soient condamnés à assister à un exode de Serbes qui brûleront les

Le bureau des « affaires civiles », antenne de la France

SARAJEVO

de notre correspondant
Ils sont parfois en uniforme, parfois en jeans et blousons de cuir. Ils sont les oreilles et les yeux de la France à Sarajevo. Héritiers des célèbres « officiers des affaires indigènes » des colonies africaines, ils sont à l'écoute des Sarajéviens. Le bureau des « affaires civiles » de l'armée française, créé à Sarajevo au printemps 1994, joue un rôle primordial dans la reconstruction d'une société démocratique en Bosnie.

A l'heure où l'armée américaine doit débarquer dans la région avec 2 500 hommes spécialement chargés des « affaires civiles », la dizaine d'officiers français souhaitent obtenir des moyens renforcés. Car c'est une véritable lutte d'influence que les armées occidentales vont se livrer dans la capitale bosniaque.

ACTIVITÉS MULTIPLES

Les activités de la section française sont multiples et concernent aussi bien l'économie, l'administration, la culture ou la communication. Son originalité est que peu d'officiers appartiennent vraiment à l'armée. Ils sont architecte, juge d'instruction, informaticien, et servent à Sarajevo en qualité de « réservistes ». Un officier qualifie ainsi leur rôle : « Tisser des relations avec les Bosniaques, afin de les accompagner au cours de leur sortie de crise. » Au profit de la paix et, bien évidemment, de la France.

Laboratoire expérimental de l'armée française, après l'échec de l'après-guerre du Golfe, le bureau des « affaires civiles » de Sarajevo

soutient les médias indépendants, analyse la propagande des belligérants, conseille les organisations humanitaires, aide un éditeur français à ouvrir un centre culturel... Ses officiers sillonnent la ville, travaillent sans relâche, bantent les cafés. Les Sarajéviens les adorent.

Depuis plusieurs mois, l'armée pilote ainsi un projet de reconstruction d'un village brûlé par l'armée serbe, perdu dans la montagne, loin des regards indiscrets

cinquante années de socialisme.

Les officiers des « affaires civiles » s'impliquent totalement dans la vie sarajéviennne, sans perdre de vue les intérêts français. « L'intérêt français, c'est évidemment les futurs contrats pour nos entreprises. » « C'est aussi, dans notre esprit, le soutien des valeurs démocratiques, de la tolérance, de la liberté de la presse... », indique un capitaine.

Pour la réussite de leur cause, les hommes des « affaires civiles »

Sous couvert des opérations spéciales

Avant le déploiement de la force de paix, le commandement des opérations spéciales (COS) a fait réaliser des expertises techniques touchant aux infrastructures – ports, aéroports, voies ferrées, routes – dont la remise en état devrait attirer les civils français. Dans quelques jours, une chambre de commerce sera ouverte à Sarajevo pour y accueillir les projets français de reconstruction. Souvent, néanmoins, les armées ont critiqué ces investisseurs potentiels pour leur prudence et leur pusillanimité, attachés qu'ils sont à obtenir des garanties préalables de l'État sur des programmes assurés par des financements internationaux. En regard, les entreprises françaises apprécient peu de détacher des réservistes sous couvert de « périodes » de ce genre.

et des caméras de télévision. « Nous fournissons les équipements à des agences humanitaires, qui les livrent aux paysans, raconte un officier. Nous avons déjà construit une école, un dispensaire et une centaine de maisons, pour 1 500 personnes. C'est un village campagnard typique. Au rez-de-chaussée sont les vaches et les moutons, les habitants vivent au premier étage. Au printemps prochain, nous ferons venir mille poulets et cent coqs. Un vieil homme m'a dit que nous avions fait plus pour lui que

oe s'encombre pas des règlements de l'ONU. Ils acheminent un camion de livres en pleine nuit par les pistes d'Igman, pendant que les snipers s'endorment. « Un jour, j'ai franchi tous les barreaux avec une cuve de sperme de taureaux pour des fermiers de Bugojno, en Bosnie centrale », se souvient l'un d'eux en souriant.

Ils convoient également des écrivains et des artistes, français ou bosniaques. « Ils ont un soutien efficace de l'armée, juge un observateur. Pourtant, ils travaillent en

core avec des bouts de ficelle, de manière formidable. »

Ils font parfois appel aux ministères des affaires étrangères, de la culture ou de la coopération. Ils rêvent d'un « comité interministériel » qui serait à leur disposition. La question, aujourd'hui, est de savoir si les pionniers français pourront garder la tête hors de l'eau face à l'armée américaine, qui a compris depuis longtemps l'utilité d'un puissant bureau des « affaires civiles ».

R. O.

■ Les Serbes de Pale ont protesté avec mesure contre le statut de Sarajevo jeudi 30 novembre. Quelque 2 000 habitants de Pale – moins d'un dixième de sa population – ont manifesté sans beaucoup de conviction contre la restitution au gouvernement bosniaque des quartiers de la capitale bosniaque qui sont actuellement sous contrôle serbe. Aucun des principaux dirigeants serbes de Bosnie n'assistait à la manifestation. – (AFP.)

■ La Slovaquie a été, jeudi 30 novembre, le premier des États issus de l'ex-Fédération à reconnaître la République fédérale de Yougoslavie (RFY-Serbie et Monténégro). L'agence officielle yougoslave Tanjug a qualifié ce geste de « tournant inattendu » dans la politique de Ljubljana qui, jusqu'à présent, avait rejeté plusieurs offres de Belgrade pour une normalisation des relations entre les deux pays. D'autre part, la Grèce et la Bosnie ont établi jeudi à Sarajevo des relations diplomatiques. – (AFP.)

Cartier
Nouvelle montre Pasha C.



Mouvement automatique Cartier. Blancs jusqu'à 100 mètres. Cuir souple réglable. Dater avec lunette. Prix indicatif 10 900 F.

ROYAL QUARTZ

10, RUE ROYALE - PARIS - 42 60 58 58

Bill Clinton a lancé aux Irlandais du Nord un vibrant appel à la réconciliation

La visite du président américain donne une nouvelle impulsion aux négociations de paix

La visite triomphale du président américain en Irlande du Nord a marqué la reprise du processus de paix. Celui-ci, engagé le 31 août 1994 avec

la décision prise par l'Armée républicaine irlandaise (IRA) de déposer les armes, vient d'être relancé par l'accord conclu entre Londres et Du-

blin. Bill Clinton a aussi profité de son voyage en Grande-Bretagne pour apporter son soutien à John Major.

LONDONDERRY
de notre envoyé spécial

Bill Clinton a achevé, vendredi 1^{er} décembre dans la matinée, sa visite officielle de deux jours en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord et entamé sa visite d'une journée en République d'Irlande. Ce voyage, raccourci pour cause de Bosnie - M. Clinton se rend samedi à Francfort pour saluer ses troupes en partance pour Tuzla -, a symbolisé la fin d'un autre long et sanglant conflit, celui qui a déchiré l'Irlande du Nord. Sous la pression de Washington en particulier, mais aussi en raison de la lassitude de plus en plus évidente de la population, les négociations, qui s'étaient embourbées, semblent avoir pris un nouveau départ.

C'est à Londonderry, la ville où éclata, il y a un quart de siècle, la guerre civile nord-irlandaise, que l'accueil de Bill et Hillary Clinton a été le plus chaleureux. La place de la mairie était noire d'une foule chahutée par des ballades traditionnelles irlandaises quand le président américain a martelé son message : « Les divisions les plus profondes ne sont pas celles entre points de vue opposés (...) mais entre les foyers de paix et les ennemis de la paix, entre ceux qui, au fond d'eux-mêmes, veulent la paix plus qu'aucune autre chose et ceux qui ne parviennent pas à s'y résoudre. »

Au pied de l'estrade, aux côtés des édiles protestants, on trouvait

John Hume, le dirigeant catholique modéré qui a tant fait pour la paix, et Martin McGuinness, le « numéro 2 » du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA. Cet IRA auquel Bill Clinton s'était adressé la veille à Londres en lui disant : « Mon message à l'IRA est que le processus de négociations parallèles [décidé mardi à Londres] fournit un mécanisme permettant à toutes les parties de présenter dans l'honneur leurs préoccupations et d'être écoutées. »

Il est clair que M. Clinton a pesé de tout son poids en faveur de la réconciliation. En dehors de pressions - exercées en particulier sur Londres, accusée lundi par un

conseiller de la Maison Blanche d'être la seule partie à refuser des concessions -, le président américain a joué sur la corde sensible face à des Irlandais profondément sentimentaux. Un geste que ne veut - ou ne peut - faire John Major. Ainsi a-t-il rendu nommément hommage aux représentants des anciens terroristes - Gerry Adams pour les nationalistes, David Ervine et Gary McMichael pour les loyalistes -, ajoutant à l'égard des Britanniques qu'« il faut aussi savoir dire à ceux qui renoncent à la violence et qui prennent des risques en faveur de la paix qu'ils ont le droit de participer pleinement au processus démocratique ».

Seul un président américain

pouvait s'adresser de la sorte aux Irlandais et se faire comprendre d'eux. En effet, les liens entre l'Irlande et les États-Unis sont très anciens et des dizaines de millions d'Américains, dont Bill Clinton, sont originaires d'une île qu'ils ont quittée pour fuir les persécutions ou la misère.

RELATIONS SENTIMENTALES

Ces relations entre Irlandais et Américains semblent d'autant plus fortes qu'elles sont sentimentales et désintéressées. Washington n'ayant pas grand-chose à attendre de Belfast ou de Dublin. Toutes différentes sont les « relations spéciales » entre Américains et Britanniques, fondées, elles, sur des intérêts communs. Après trois années de fraîcheur depuis l'arrivée à la Maison Blanche de Bill Clinton, elles semblent avoir pris un nouveau départ. Dans un discours mercredi au Parlement de Westminster, le président américain s'est en effet lancé dans un vibrant éloge de la Grande-Bretagne et de son premier ministre John Major. Le fait que ce dernier ait concilié, quelques heures auparavant, un accord avec son homologue irlandais, John Bruton, y était certainement pour quelque chose. La participation de troupes britanniques, aux côtés des GI's, à la mise en place du processus de paix en Bosnie aussi.

Patrice de Beer

« L'IRA ne se rendra pas aux Britanniques » déclare le numéro deux du Sinn Féin

Pointé du doigt par Londres comme le principal obstacle à la paix, le Sinn Féin, branche politique de l'IRA, se défend et contre-attaque. Dans son minuscule bureau de Falls Road, dans le ghetto catholique de Belfast, Martin McGuinness, le numéro deux du mouvement, accuse le premier ministre britannique John Major d'avoir encore durci sa position sur le désarmement de l'IRA. M. McGuinness affirme que « s'il reste nombre d'incertitudes sur le processus de paix, il y a une certitude, c'est que l'IRA ne se rendra pas au gouvernement britannique ». Et de répéter sa position : « Avançons tous ensemble vers la négociation, pour nous débarrasser à la fois des armes et des humiliations. »

En attendant, le Sinn Féin examine en détail l'accord anglo-irlandais de mardi soir. Et ses dirigeants, Gerry Adams et Martin McGuinness, ne peuvent que se réjouir d'avoir participé, pour la première fois, à des manifestations officielles en même temps que des officiels britanniques et des dirigeants unionistes protestants.

L'Ulster commence à toucher les « dividendes de la paix »

BELFAST
de notre envoyé spécial

Finie la grisaille de l'« état de guerre » ! Cerné par des façades modernes d'immeubles de bureaux neufs, Castle Court, le plus grand centre commercial d'Irlande du Nord, niché au cœur de Belfast, émane par ses vitrines clinquantes, ses enseignes agressives, ses affiches colorées, quinze mois après le cessez-le-feu décrété par l'Armée républicaine irlandaise, la relance économique est bien là. Dernier investissement en date, annoncé à l'occasion de la visite de Bill Clinton : un groupe américain de communication, CableTel, va investir plus de 900 millions de dollars dans la construction d'un réseau de télécommunications.

Autre signe des temps, les grandes chaînes de distribution anglaises se disputent les rares sites encore disponibles dans le centre-ville pour y construire des supermarchés. Les ventes des voitures et des maisons sont en hausse, les hôtels et les restaurants sortent de terre comme des champignons, les milieux d'affaires ulstériens, qui n'arrêtaient pas de se lamenter, reprennent espoir pour la première fois depuis vingt-cinq ans.

Dans cette province de 1,57 million habitants, les premières retombées des « dividendes de la paix » sont visibles. Aux chefs d'entreprise susceptibles d'investir, John Stringer, directeur de la chambre de commerce et d'industrie, déclare sans crainte les avantages de l'Ulster : main-d'œuvre qualifiée, coût du travail moins élevé que partout ailleurs en Grande-Bretagne, excellent réseau de communication et alléchantes subventions gouvernementales. Il est

vrai que l'économie locale est un cas ! Les « troubles », comme on dit toujours pudiquement, ont provoqué un chômage inquiétant (11,5 % de la population active contre une moyenne britannique de 6,3 %, mais jusqu'à 50 % de la population masculine de certains ghettos comme Shankill ou Falls Road) et entraînent une insupportable distorsion entre un secteur privé affaibli par la crise des industries traditionnelles, comme les chantiers navals, et un secteur public dynamique, dopé de ressources financières gonflées démesurément par les dépenses de sécurité.

FARDEAU FINANCIER

Au fil des ans, cette guerre civile larvée a créé un groupe de pression « sécuritaire » qui comprend, outre les 25 000 policiers, gardiens de prison et militaires surplétiés du Royal Irish Regiment, les nombreuses sociétés de gardiennage, les fabricants de dispositifs de protection et, surtout, les entreprises de construction, comme les vitriers. Au total, 5 % de la main-d'œuvre de la province.

Le gouvernement central, qui verse 4 milliards de livres de subvention - un tiers du produit intérieur brut de l'Ulster -, pourrait profiter de la trêve pour tenter d'alléger ce fardeau financier en ces temps d'austérité budgétaire. Pour l'instant, toutefois, le maintien de l'état d'alerte, les travaux de réfection des chaussées ou de démantèlement des bases militaires et les nouveaux chantiers ont limité les retombées négatives de l'arrêt du conflit. Enfin, autre spécificité irlandaise : si, au bas de l'échelle sociale, la pauvreté s'étale, une économie paral-

lèle très florissante fait vivre bien des sans-emploi. L'effet de la reprise est patent, comme l'atteste un taux de croissance de l'industrie manufacturière - textile et agroalimentaire - deux fois supérieur à celui de l'Angleterre.

Malgré bien des incertitudes quant à l'avenir du processus de paix, l'heure est à l'optimisme. Selon une étude publiée à la mi-juillet par le Forum for Peace and Reconstruction, une paix durable contribuerait à enrichir l'Irlande du Nord grâce à la création de quelque 67 500 emplois, grâce surtout aux investissements étrangers et au retour de la confiance. « Un accord politique confortera une économie plus diversifiée et entraînera un accroissement des échanges avec la République, à présent dérisoires, pour compenser les inévitables réductions du nombre de fonctionnaires », conclut ce rapport. Reste, terrible point noir, le chômage qui, malgré la politique interventionniste, devrait rester supérieur à la moyenne nationale. C'est la conséquence d'une natalité toujours élevée au sein de la minorité catholique.

Il reste que la branche nord-irlandaise de la confédération de l'industrie britannique, elle-même, a été abasourdie par les changements de mentalités. Ainsi, sa proposition de construire un corridor de haute technologie entre Belfast et Dublin, copie du lien « Pacific North West » entre Seattle et Vancouver, a reçu le soutien optimiste du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, au socialisme marqué. Décidément, on aura tout vu dans cette province naguère déchirée.

Marc Roche

L'opposante Aung San Suu Kyi hausse le ton face à la junte birmane

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Pour la première fois depuis sa libération, en juillet, Aung San Suu Kyi a durci le ton, mercredi 29 novembre, en annonçant que les délégués de son mouvement, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), boycotteront les travaux de la Convention nationale, chargée par le pouvoir militaire de rédiger une Constitution, tant que les autorités refuseront l'ouverture d'un « réel dialogue politique » avec la LND. A deux semaines du sommet de l'Association des nations de l'Asie du sud-est (Asean), les 14 et 15 décembre, à Bangkok, auquel participera le chef de l'Etat birman, elle a assorti cette décision d'un appel aux pays voisins pour qu'ils exercent des pressions sur Rangoun en faveur de l'amorce de ce dialogue. En réaction, les militaires

au pouvoir ont officiellement exclu de la Convention, vendredi, les délégués de la LND.

La cinquième session de cette Convention, dont plus de trois quarts des délégués ont été désignés par la junte, s'était ouverte, mardi, sur une mise en garde du général Myo Nyunt, président du comité d'organisation. La junte, a-t-il dit, « ne tolérera aucune tentative de perturber ou de détruire les progrès et les résultats déjà obtenus ». M^{me} Suu Kyi a répliqué le lendemain : « Nous ne cherchons pas à détruire la Convention nationale. Nous cherchons à rendre cette dernière acceptable aux yeux du peuple birman et de la communauté internationale. » Sans pour autant renoncer à leur mandat, les quatre-vingt-six délégués de la LND, soit environ 15 % de l'ensemble, n'ont pas participé à la séance de mardi.

La célèbre opposante, qui n'a jamais été membre de la Convention et dont la récente réélection au secrétariat général de la LND n'est pas reconnue par le pouvoir, a aussi déclaré, mercredi, lors d'une conférence de presse, qu'« à aucun moment, les autorités n'ont manifesté la moindre volonté de discuter avec la LND ». Autrement dit, la libération du Prix Nobel de la paix 1991 ne traduit, à ce jour, aucune volonté de l'associer à l'évolution politique du pays.

En haussant le ton, sans pour autant modifier ses objectifs, M^{me} Suu Kyi et les autres dirigeants de la LND renouent la balle dans le camp des généraux tout en calculant que ces derniers souhaitent éviter un éclat à la veille d'un sommet de l'Asean, censé consacrer leur véritable entrée sur la scène régionale.

Jean-Claude Pomonti

Deux marins lettons assassinés et un troisième blessé à Alger

ALGER. Deux marins lettons ont été tués par balles, jeudi 30 novembre, dans la casbah d'Alger, et un troisième grièvement blessé dans un attentat perpétré par un commando islamiste. Les trois hommes de la marine marchande, qui avaient accosté, lundi, dans le port de la capitale, se déplaçaient à pied, au cœur de la vieille ville. Vitalijs Solijovs, 21 ans, a été tué sur le coup, Olegs Simaskins, 37 ans, a succombé dans un hôpital de Bab el-Oued. Boris Kostanko, 43 ans, a été transporté à l'hôpital militaire d'Ain Naadja, et ses jours ne semblent pas en danger. C'est la deuxième fois que des marins de passage sont assassinés en Algérie. Le 7 juillet 1994, sept marins italiens du semoulier *Lucino* avaient été égorgés dans leur bateau, dans le port de Djendjen (littoral est). Quatre vingt-treize étrangers, dont trente-deux Français, ont été tués depuis le début des violences, dans des attentats attribués aux groupes islamistes armés. - (AFP, Reuters.)

Vers un quatrième tour pour les électeurs en Biélorussie

MINSK. Le troisième tour des élections législatives en Biélorussie a connu une forte participation (62 %), mercredi 29 novembre, dans 141 circonscriptions non pourvues en mai dernier (sur un total de 260). L'opposition a interprété cette mobilisation, plus forte que lors des deux premiers tours, où elle n'avait pas atteint partout les 50 % réglementaires, comme une « protestation contre la politique de Loukachenko », le président qui a imposé un régime autoritaire et veut gouverner sans Parlement. Mercredi, Alexandre Loukachenko avait dit qu'il s'agissait « des dernières élections en Biélorussie pour les cinq ans à venir. Je ne veux pas dépenser de l'argent pour un scrutin auquel les électeurs ne participent pas ». Ces derniers, touchés au vif, se sont déplacés, mais seuls vingt candidats ont obtenu les 50 % de voix nécessaires pour être élus et un quatrième tour doit avoir lieu le 10 décembre. Si le président le veut bien. - (Corresp.)

AFRIQUE

■ **NIGERIA** : une manifestation d'enseignants sur le campus de l'université d'Ife, dans le sud-ouest du pays, a obligé le ministre des télécommunications, le général Olanrewaju, à quitter une cérémonie d'inauguration, mercredi 29 novembre. Une nouvelle manifestation - qui a également dénoncé la pendaison de ceuf opposants ogonis - a eu lieu jeudi. Le même jour, la Conscience nationale - une coalition d'opposition au régime militaire - a mis en garde les politiciens qui accepteraient le calendrier institutionnel mis en place par la junte du général Abacha. - (AFP)

■ **CÔTE-D'IVOIRE** : un syndicaliste étudiant emprisonné a tenté de se suicider, mercredi 29 novembre, et a été hospitalisé. Charles Bié, un dirigeant de la Fédération étudiante et scolaire de Côte-d'Ivoire (Fesci), interdit, est détenu à l'école de police d'Abidjan depuis le 20 octobre. Sept autres syndicalistes étudiants, dont le secrétaire général de la Fesci, Guillaume Soro Kigbaforé, ont été arrêtés peu de temps avant l'élection présidentielle du 22 octobre et restent détenus sans inculpation. - (AFP)

■ **ZIMBABWE** : la première exécution capitale depuis 1988 a eu lieu, jeudi 30 novembre, à Harare. Morgan Dfrow, reconnu coupable du meurtre d'un policier commis en juin 1992, a été pendu. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **CISJORDANIE** : deux Israéliens ont été légèrement blessés, par balles, jeudi 30 novembre, dans une embuscade tendue par des inconnus près de la ville palestinienne autonome de Dfne, à l'indiqué une source militaire israélienne. Auparavant, deux gardes-frontières avaient été enlevés dans la même région, avant d'être libérés quelques heures plus tard. Après cet enlèvement, les autorités israéliennes ont décidé de suspendre le redéploiement de l'armée en Cisjordanie pendant 24 heures. - (AFP)

■ **IRAK** : l'embargo imposé à l'Irak par les Nations unies a entraîné la mort de 560 000 enfants depuis la fin de la guerre du Golfe, en février 1991, indique l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans une étude rendue publique jeudi 30 novembre. - (Reuters)

ASIE

■ **AFGHANISTAN** : au moins 17 personnes ont été tuées et 26 autres blessées par des roquettes tombées, jeudi 30 novembre, sur un marché du centre de Kaboul, ont déclaré des témoins et des sources médicales. Cette attaque intervient au lendemain de la victoire remportée par les forces gouvernementales, qui ont repoussé les talibans à près de 20 kilomètres des lignes de front du sud-est de Kaboul. - (Reuters)

■ **PAKISTAN** : le premier ministre Benazir Bhutto a accusé, jeudi 30 novembre, une partie des mouvements religieux d'être des « agents de l'Occident » formés durant la guerre antioviétique en Afghanistan (1979-1989). Ce raidissement de M^{me} Bhutto répond à la constitution par les islamistes d'une nouvelle alliance, le Milli Yakkah Council, qui a menacé de lancer une campagne antigouvernementale en décembre. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ **MEXIQUE** : le président Ernesto Zedillo a tenu, jeudi 30 novembre, des propos apaisants sur le Chiapas, assurant qu'il était partisan du dialogue, lors de sa première visite dans la zone de conflit depuis son élection en 1994. Le gouvernement ne ménagera pas ses efforts « pour que la négociation avec l'EZLN [Armée zapatiste de libération nationale], non seulement se poursuive, mais pour qu'elle débouche rapidement sur des résultats de paix », a-t-il dit à Tuxtla Gutierrez, capitale du Chiapas. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ **COMMERCE** : la cour d'appel de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), l'ultime instance à laquelle un pays peut recourir en cas de conflit commercial, a été constituée mercredi 29 novembre, à Genève (Le Monde du 23 novembre). Les sept sièges ont été attribués à l'avocat américain James Bacchus, au diplomate néo-zélandais Christopher Beeby, au professeur allemand de droit économique international Klaus-Dieter Ehlermann, au professeur égyptien d'économie Said El-Naggar, au juriste philippin Florentino Feliciano, au diplomate uruguayien Julio Lacarte et au professeur japonais de droit Mitsun Matsushita. - (AFP)

■ **JAPON** : la production industrielle a augmenté de 1,2 % en octobre par rapport à septembre, après avoir quasiment stagné le mois précédent (+0,1 %). Cependant, le rebond est moins vif qu'attendu, et le gouvernement prévoit que la production industrielle baissera de 0,1 % en novembre et 0,5 % en décembre. - (AFP)

■ **CANADA** : la croissance économique devrait rebondir après la pause de 1995 (+2,3 %), estime l'OCDE dans son rapport annuel consacré au Canada. Le PIB pourrait progresser de plus de 3 % l'an prochain, grâce à « la forte ombréation de la compétitivité internationale du Canada ». En 1994, le PIB avait progressé de 4,5 %.

■ **RUSSIE** : la marge de fluctuation du rouble, instaurée depuis juin, a été prolongée jusqu'au 30 juin 1996. Le dollar sera autorisé à fluctuer entre 4 550 et 5 150 roubles, contre 4 300-4 900 auparavant. Il s'agit donc d'une légère dévaluation de la monnaie russe, jugée nettement insuffisante par les exportateurs du pays. - (AFP)

RAFAL

Fait à la gare St-Lazare

Habille les hommes

GRANDS FORTS

15, place du Havre

Paris 06 - Tel : 43.57.24.84

CAP 2000 - JCE

18, av. J. Miquet

LYON - FORTY

80, rue E. Maréchal

150

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 2 DÉCEMBRE 1995

MOUVEMENTS SOCIAUX
Le gouvernement recherche le dialogue avec les étudiants, avec les cheminots et avec les fonctionnaires, tandis que le RPR mobilise ses mili-

tants en vue d'une contre-manifestation le 7 décembre. Le front syndical des fonctionnaires a élargi la CFDT, soutenue par la CFTC et la CFE-CGC, refusant que la protestation des

agents de l'Etat et des services publics soit transformée en refus d'ensemble du plan Juppé pour la Sécurité sociale. ● LES MANIFESTATIONS d'étudiants, de cheminots et

d'agents d'EDF-GDF ont réuni au total quelque cent soixante mille personnes, à Paris et en province, jeudi. Des incidents se sont produits dans la capitale et dans trois autres villes

(lire page 6). ● LA RÉFORME du régime de retraite et le poids des investissements de l'Etat sont les deux enjeux essentiels pour la SNCF (lire page 8, et notre éditorial page 13).

Le RPR mobilise les usagers pour soutenir le gouvernement

Le premier ministre profite de l'éclatement du front syndical des fonctionnaires et agents des services publics pour ouvrir la négociation sur les retraites, tout en donnant instruction au RPR d'organiser la protestation contre la paralysie des transports

EXPLIQUER, expliquer, expliquer. Comme s'il voulait compenser un lourd déficit de communication du gouvernement, Alain Lamassoure a martelé trois fois le mot, jeudi 30 novembre, pour démontrer la volonté des pouvoirs publics d'éclairer l'opinion, en marquant la fermeté et le dialogue.

Le gouvernement pourrait être tenté, dans sa volonté de tenir bon face aux mécontentements sociaux, d'attiser chez des usagers, qui pourraient s'exprimer dans une manifestation organisée par le RPR (lire page 6). A toutes fins utiles, le parti de Jacques Chirac et d'Alain Juppé a mis en place, vendredi 1^{er} décembre, un dispositif de mobilisation de ses militants, appelés à « monter des comités d'usagers » pour préparer une « manifestation qui se tiendra probablement jeudi prochain [7 décembre] », selon l'instruction adressée par la direction du RPR à ses cadres.

Vendredi matin, M. Juppé devait réunir les ministres concernés par les conflits actuels : Jacques Barrot (affaires sociales), Dominique Perben (fonction publique), Bernard Pons (transports) et son secrétaire d'Etat, Anne-Marie Leduc, ainsi que M. Lamassoure. Une longue déclaration a permis à ce dernier, jeudi,

de rappeler « le grand enjeu » de la campagne présidentielle, qui fut « la lutte contre la fracture sociale » ; de souligner « la nécessité de la réforme » ; de couper les ailes aux « fausses informations » sur l'avenir des services publics, de la Sécurité sociale ou des régimes spéciaux ; de se féliciter que les étudiants manifestent « pour une réforme » de l'Université et non contre ; et de réaffirmer que « le gouvernement est ouvert, en permanence, au dialogue ».

Des contacts ont été pris avec les organisations syndicales ouvrières et étudiantes, qui doivent rencontrer Bernard Pons (pour les cheminots) et François Bayrou (pour les universités). Si le chef du gouvernement veut, à l'évidence, profiter de l'occasion pour tenter d'améliorer son image, en déléguant à certains ministres des pouvoirs qui étaient concentrés entre ses mains, il cherche, également, à temporiser pour avoir une meilleure appréciation de la situation. Le pouvoir s'interroge sur la nature du malaise social : engrenage du type mai 1968, qui deviendrait incontrôlable, ou flambée de contestation qui va susciter la rage des usagers ? M. Juppé, qui veut se

donner du temps pour intervenir afin de ne pas dramatiser, attend de voir de quel côté va basculer l'opinion publique. Son entourage se félicite du léger ressaisissement de l'électorat de droite, perçu dans les sondages de popularité de MM. Chirac et Juppé, et affirme que les parlementaires exhortent Maitron à ne pas céder à la pression de la rue. M. Barrot se fait leur porte-parole quand il dit : « Un certain nombre de gens sont dans la rue. Un pourcentage. Et les autres ? »

DIVISION SYNDICALE

Sur la nature du mouvement, M. Juppé peut avoir un premier élément de réponse avec la division syndicale apparue dans la

fonction publique. Le ver était dans le fruit depuis le 24 novembre. La CFDT, la CFTC et la CGC n'avaient pas vu d'un bon œil que cette journée d'action sur les retraites des fonctionnaires fût détournée de son objet par la CGT. Celle-ci, en effet, avait décidé d'en faire un mouvement de protestation contre la réforme de la « Sécurité ». Les trois centrales ont refusé, jeudi, de participer à une réunion des fédérations de fonctionnaires convoquée à la Bourse du travail.

La CFDT a fait savoir que « les conditions d'une nouvelle action conjointe ne sont pas réunies ». Ses priorités, au sujet de la fonction publique, concernent l'emploi, le maintien du pouvoir d'achat, ainsi que le refus de l'allongement de la

durée de cotisation pour les droits à la retraite. Les fédérations des transports, des finances, de la justice, et le SGEN (enseignants) voulaient que la CFDT assiste à cette rencontre pour répondre positivement à la proposition d'une manifestation nationale le 17 décembre. Elles ont été mises en minorité.

La CGC refuse, pour sa part, de « cautionner d'avance (les) dérives dangereuses » apparues le 24 novembre. Une délégation de la CFTC, conduite par Nicole Prudhomme, est ressortie aussitôt. Elle a précisé que toute décision de poursuivre l'action serait « prématinée », le gouvernement ayant déjà offert « une réponse positive » aux revendications exprimées le 24 : il a installé la commission de réforme des régimes spéciaux (Le Monde du 1^{er} décembre) et il a proposé de tenir compte de la « pénibilité » de certains métiers.

Alors que, depuis des années, elle fait front commun avec la CFDT, la CFTC et la CGC, l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) s'est retrouvée aux côtés de la CGT, de FO et de la FSU. Contrairement à ces organisations, elle ne demande pas le retrait du plan Juppé, mais elle se trouve prise dans une concurrence syndi-

cale avec la FSU sur le terrain de la retraite des enseignants, qui forment l'essentiel de sa base.

L'UNSA et la FSU ont proposé d'organiser une manifestation nationale le 17 décembre, mais la CGT et FO n'ont pas répondu. Elles ont fait valoir que cette initiative, trop lointaine, risquait de nuire au mouvement de grève en train de s'étendre. Elles jouent la carte de la généralisation de la grève, qui pourrait gagner l'équipement, les finances et le secteur hospitalier. L'UNSA et la FSU ayant souhaité consulter leurs adhérents, les quatre fédérations de fonctionnaires se retrouveront lundi à la Bourse du travail.

La CGT et FO ont d'autres raisons que celles qu'elles ont invoquées pour ne pas envisager une manifestation nationale le 17 décembre. Marc Blondel souhaite le retrait du plan Juppé, mais pas la démission du premier ministre. La commission exécutive de FO discutera, le 2 décembre, des suites à donner au mouvement. Quant à la CGT, elle est occupée par son congrès, qui se réunit du 3 au 8 décembre.

Olivier Biffaud
et Raphaële Rivals

Les syndicats tentent d'étendre les grèves dans la fonction publique et à la Sécurité sociale

LA SITUATION SOCIALE demeure très tendue, vendredi 1^{er} décembre, au lendemain d'une journée marquée par de nombreuses manifestations d'étudiants et d'agents d'EDF-GDF, et la poursuite des grèves à la SNCF, à la RATP et à La Poste.

● **SNCF** : le trafic était de nouveau totalement paralysé vendredi, pour la huitième journée consécutive. Aucun train ne circulait sur les grandes lignes nationales, alors que quelques liaisons aller-retour étaient prévues avec Londres et Bruxelles. La ligne C du RER était déserte. Seuls quelques trains roulaient sur la ligne D. En direction de la gare Saint-Lazare, trois trains sont partis de Poissy, Cergy et Gisors. Au départ de la gare du Nord, un seul aller-retour Saint-Just-en-Chaussée était prévu, alors qu'aucune relation n'était programmée au départ des gares de Lyon, de l'Est et de Montparnasse.

● **RATP** : la direction ne s'attendait à aucune amélioration du trafic vendredi. Dans le métro et sur lignes A et B du RER, le trafic était totalement bloqué. Seuls quelques rares autobus circulaient.

● **LA POSTE** : la direction de La Poste indiquait, vendredi matin, que la situation était à peu près stationnaire par rapport à la journée de jeudi. Une grosse cinquantaine de centres de tri, sur 130, sont perturbés, avec des taux de grévistes allant de 5 % à 90 %. Dans les bureaux de poste, la grève était très marginale. Les fédérations FO, CGT et SUD-PIT ont appelé les personnels de La Poste et de France Télécom à une grève illimitée, à partir de lundi 4 décembre.

● **EDF-GDF** : les fédérations CGT et FO de l'énergie appelaient vendredi à la poursuite de la grève. Des assemblées générales se tenaient dans la matinée dans les centres de production et de distribution. Sur vingt et un sites nucléaires, sept observaient une grève de la production et la direction indiquait que 16 000 mégawatts avaient du être importés, vendredi matin, sur une production normale de 54 000 mégawatts. Des perturbations étaient encore enregistrées aussi dans certaines centrales thermiques. La CFDT s'est démarquée en excluant « toute reconduction de la grève » avant une nouvelle journée nationale d'action mardi 6 décembre.

voit le 13 décembre, veille du conseil européen sur l'énergie. Jeudi, la grève a été suivie par 52,02 % des agents d'EDF-GDF, selon les directions, et par 67,8 % selon la CGT.

● **FONCTION PUBLIQUE** : les fédérations CGT, FO, FSU et UNSA, qui se sont réunies jeudi, se rencontreront de nouveau lundi « pour envisager des modalités et formes d'actions », en constatant que certaines d'entre elles - la CGT et FO - « ont déjà appelé à la généralisation de la grève ». De leur côté, les fédérations FDSU (syndicats unifiés), FO, CGT, et CFDT des finances ont appelé à la « grève générale reconductible » dans les secteurs des impôts, des finances et du trésor. Elles appellent le personnel à se réunir, vendredi, en « assemblées générales » et à « amplifier la mobilisation à tous les niveaux ». Outre la défense du « régime de protection sociale des fonctionnaires », les revendications portent sur « le code des pensions, le statut, le pouvoir d'achat, l'emploi » et « les missions de service public ».

● **SÉCURITÉ SOCIALE** : FO a déposé un préavis de grève dans les caisses d'assurance-maladie et d'allocations familiales, pour une grève illimitée, pour exiger « le retrait total du plan Juppé » sur la Sécurité sociale. Pour la fédération FO des employés et cadres, les syndicats doivent « appeler à la grève générale reconductible ».

● **COMMERCE** : la fédération FO du commerce a appelé les salariés de ce secteur à une grève illimitée à partir du 1^{er} décembre « pour le retrait total du plan Juppé » qui, affirme-t-elle, « aboutira à la destruction de la Sécurité sociale et des allocations familiales ».

● **RENAULT** : la CGT devait réunir dans la matinée de vendredi l'ensemble des délégués du groupe Renault à Cléon (Seine-Maritime) pour « décider d'une proposition d'action » contre le plan Juppé, dès la semaine prochaine. Un débrayage d'une heure a été observé, jeudi, par une partie des salariés des usines de Cléon et de Sandouville.

● **TRANSPORT ROUTIER** : quatre fédérations de transport routier, CFDT, FO, CGT et FNCR, ont invité leurs adhérents à « engager des actions » pour des revendications catégorielles et pour obliger le gouvernement à « revoir sa conduite » en la Sécurité sociale.

M. Bayrou ouvre les négociations avec les étudiants et les enseignants

LES PRÉSIDENTS d'université ont ouvert la ronde des 9 heures. Durant toute la journée du vendredi 1^{er} décembre, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, devait recevoir l'ensemble des organisations d'enseignants, d'étudiants et de personnels de l'enseignement supérieur. Il avait prévu de rencontrer ces derniers, dans l'après-midi, le SNE-Sup, la FEN, la FSU puis le SCEN-CFDT. Mais ce calendrier avait toutes les chances d'être bousculé dans l'attente de la constitution d'une coordination des étudiants.

Car ce n'est que vendredi matin, à 8 h 30, que 200 délégués du mouvement étudiant se sont réunis à la faculté de Censier, à Paris, pour mettre en place une coordination nationale et arrêter une plateforme revendicative. Les violences de la nuit à Jussieu (lire page 6) étaient encore dans toutes les têtes. Les visages tirés, plusieurs membres du service d'ordre de l'UNEF et de l'UNEF-ID mettaient en cause police et CRS. De son côté, la préfecture de police annonçait que vingt-cinq présumés « casseurs » avaient

été placés en garde à vue et que douze membres des forces de l'ordre avaient été blessés.

« Il n'y aura pas de négociations avec Bayrou tant qu'un bureau de la coordination ne sera pas élu », expliquait un délégué étudiant dans l'amphithéâtre de Censier. « Nous ne laisserons pas le ministre face à des chaises vides, affirmaient pour sa part l'UNEF. Bayrou doit trouver face à lui un front commun, coordination nationale et syndicats étudiants. » Tant du côté de l'UNEF-ID que de l'UNEF s'exprimait une volonté d'engager de réelles négociations. Toutefois, M. Bayrou avait prévu de ne faire connaître ses propositions qu'à l'issue de ses entretiens, soit tard dans la soirée de vendredi, soit dans la journée de samedi.

Si le chiffre de 2 milliards de francs et l'engagement d'une loi de programmation constituent une base minimale de discussion commune à l'ensemble des organisations, les mesures attendues varient considérablement. Les présidents d'université s'en tiennent à leur « plateforme » : 370 millions de francs de crédits de fonctionnement, 1 100 postes d'enseignants, 1 200 emplois de personnels non enseignants, 2 milliards en urgence pour la sécurité, ainsi que l'engagement d'une loi de programmation.

L'intersyndicale, qui regroupe une dizaine d'organisations, ne s'est pas ralliée à ce chiffre. Comme ils le répéteront à M. Bayrou, les syndicats estiment nécessaires la « création dès le budget 1996 de milliers d'emplois d'enseignants et de personnels, 2 milliards de crédits d'urgence et l'intégration dans le service public du pôle universitaire Léonard-de-Vinci et des établissements du même type ».

SURENCHÈRE

De leur côté, l'UNEF-ID et l'UNEF ont ajouté un peu plus à la surenchère en chiffrant, pour la première, à 37 milliards - l'équivalent de l'allègement de la dette de la SNCF par l'Etat - et, pour l'autre, à 50 milliards le total nécessaire. « Ce n'est pas un laxisme et cela correspond au doublement du budget de l'enseignement supérieur », a estimé Marie-Pierre Vieu, la présidente de l'UNEF. Parmi les autres organisations reçues Rue de Grenelle, la Fédération générale des associations d'étudiants (FAGE) se garde bien d'avancer le moindre chiffre. Elle souhaite néanmoins que « le ministre réponde favorablement aux revendications immédiates ».

Pour sa part, l'UNI, proche du RPR, continue d'enfoncer le clou

sur les réserves financières des universités. Estimées à 4 milliards de francs, elles sont l'objet d'une sévère polémique. Bruno Bourg-Broc, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, et son homologue au Sénat Adrien Gouteyrou, membres du RPR, ont demandé que « toute la lumière soit faite ». Dans un communiqué, ils estiment qu'« il est surprenant de découvrir l'existence de 4 milliards de fonds de réserves des universités [qui] excèdent le minimum nécessaire pour la gestion des établissements publics et les fonds de roulement ». Bernard Alluin, le premier vice-président de la CPU, a « dénoncé l'exploitation fallacieuse » de cette affaire.

Bien que François Bayrou ne paraisse pas disposé à engager la polémique sur ce terrain, il lui faudra répondre aux critiques de parlementaires. Lundi 4 décembre, il doit défendre son budget au Sénat lors d'un débat qui risque d'être turbulent s'il n'a pas entièrement bouclé ses négociations et obtenu l'accord de ses interlocuteurs pour l'engagement d'une « réforme en profondeur » de l'Université.

Michel Delberghe
et Béatrice Gurrey

“Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve”



LE QUEBEC A LA CARTE
HOTEL 6 NUITS
+ VOITURE 7 JOURS
4 490 F

- avion compris
- prix par personne
- en chambre double
- à certaines dates
- hors taxes aériennes
- 160 agences en France
- (1) 41 41 58 58
- 3615 NF

NOUVELLES FRONTIÈRES

Canada
Une Grande Nation

Tout le monde s'y retrouve

Le RPR envisage de défilé contre les grèves

BIARRITZ
de notre envoyé spécial

Venu dans les Pyrénées-Atlantiques pour expliquer à ses militants qu'il faut savoir « dialoguer » avec les opposants au plan Juppé, mais aussi « tenir sur le fond de la réforme », le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, a lancé l'idée, jeudi 30 novembre, d'une « contre-manifestation ». Il a affirmé, devant près de cinq cents sympathisants, à Saint-Jean-de-Luz, qu'en réponse aux manifestations actuelles « il faudra, le cas échéant, utiliser le même moyen ». « Le moment n'est pas encore venu, mais peut-être dès la semaine prochaine », a-t-il précisé.

Arrivé à Pau dans la matinée, le secrétaire général du RPR, évoquant les conséquences économiques des grèves des cheminots et de La Poste, affirmait alors, simplement, qu'il y a des limites à ne pas dépasser. Puis, tout au long de la journée, alors qu'il affichait son optimisme, rappelant « les atouts de la France » et la nécessité de « défendre le service public à la française », M. Mancel n'a cessé d'être interpellé, y compris par ses siens, parfois vigoureusement.

Un universitaire s'est ainsi étonné que, la veille, le médiateur désigné par François Bayrou, ministre de l'éducation nationale et président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, ait pu proposer si facilement cent postes supplémentaires d'enseignants aux étudiants grévistes de Pau. Un conseiller général d'Oléron-Sainte-Marie s'est inquiété de la hausse des impôts et de la hausse conjuguée de la consommation, en rappelant la maxime du candidat Jacques Chirac selon laquelle « trop d'impôt tue l'impôt ».

La charge la plus rude est venue à Biarritz, lors d'un dîner-débat avec des militants, qui ont reproché au pouvoir de n'être « pas assez virulent » contre les socialistes et de ne pas savoir « communiquer ». M. Mancel a même été copieusement sifflé au cours d'un plaidoyer en faveur de l'indépendance des médias. Un militant a été applaudi, en revanche, lorsqu'il s'est étonné à haute voix que « des gens qui ont du travail se permettent de faire grève ».

Dans l'avion qui l'a ramené dans la nuit à Beauvais, le député de l'Oise a assuré que son annonce d'une éventuelle contre-manifestation n'était en rien liée à l'entretien téléphonique qu'il avait eu, en fin d'après-midi, avec le premier ministre. Il a ajouté qu'il ne lui paraît « pas souhaitable d'en arriver là », mais, a-t-il précisé, « on ne peut pas ne pas entendre ceux qui nous encouragent à tenir le cap ».

Jean-Louis Saux

Des manifestations souvent massives ont réuni en province étudiants, cheminots et agents des services publics

Affrontements entre manifestants et forces de l'ordre à Paris et dans trois autres villes

Quelque cent soixante mille personnes, au total, ont manifesté à Paris et dans la plupart des grandes villes de province, jeudi 30 novembre. Les étudiants et lycéens, d'une part, les agents d'EDF, de GDF, de La Poste et de la SNCF, d'autre part, ont organisé des cortèges

qui, parfois, ont opéré leur jonction. Les cortèges étaient particulièrement fournis à Toulouse, Limoges, Lyon, Rennes, Bordeaux. En

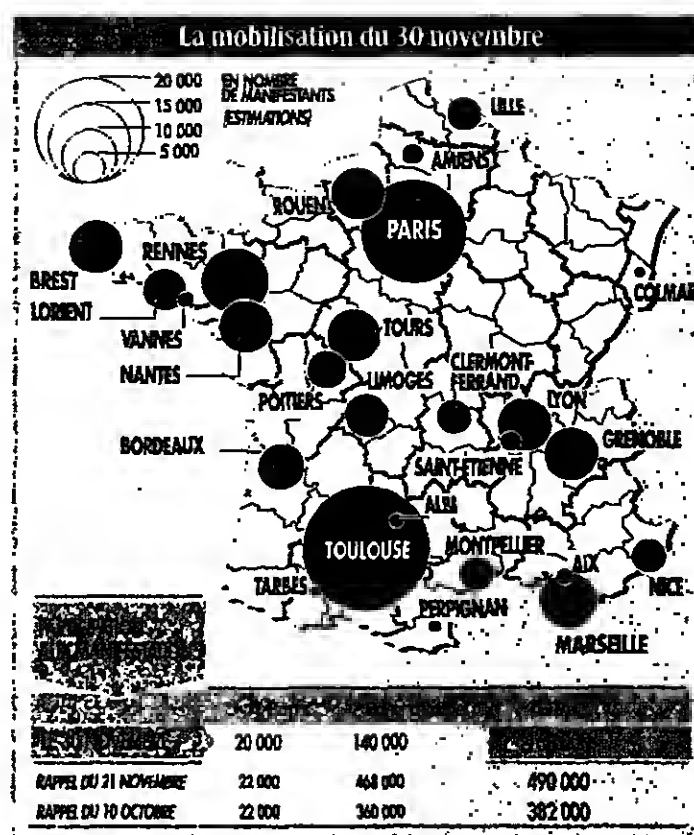
général, la dislocation des manifestations s'est faite sans incidents majeurs, sauf à Paris, à Nantes, à Montpellier et à Saint-Etienne.

Près de huit mille personnes ont envahi les rues de Limoges. Aux étudiants de l'Association générale des étudiants de Limoges, qui étaient les organisateurs de la journée, s'étaient joints les syndicats de cheminots, gaziers, électriciens et postiers. Le gros de la troupe était fourni par la CGT, mais la CFDT et FO étaient aussi présentes, de même que les enseignants de la FSU. Le secteur privé était aussi associé avec une présence importante d'ouvriers de Renault Véhicules Industriels.

Les trilles de l'accordéon le dispu-

Près de huit mille personnes ont envahi les rues de Limoges. Aux étudiants de l'Association générale des étudiants de Limoges, qui étaient les organisateurs de la journée, s'étaient joints les syndicats de cheminots, gaziers, électriciens et postiers. Le gros de la troupe était fourni par la CGT, mais la CFDT et FO étaient aussi présentes, de même que les enseignants de la FSU. Le secteur privé était aussi associé avec une présence importante d'ouvriers de Renault Véhicules Industriels.

Des incidents se sont produits aussi à Saint-Etienne. Après avoir lancé des œufs sur la façade de la préfecture, plusieurs dizaines de lycéens ont pénétré dans le hall de la mairie. Ils ont



cation des cortèges s'est faite sans incidents. A Amiens, les manifestants étaient environ trois mille.

Lyon a connu une forte mobilisation. Sept mille personnes ont défilé entre la place Bellecour et le quartier de la Part-Dieu. Les jeunes étaient deux fois plus nombreux que lors du premier défilé, le 21 novembre. Parmi les banderoles on pouvait lire : « Université, donne nous les clés de la société », ou bien : « Le savoir, c'est le pouvoir, encore faut-il le savoir ».

A Bordeaux, les différents cortèges ont opéré une jonction dans l'après-midi, et on a compté alors quelque dix mille personnes. La dispersion a eu lieu sans incident place de la Victoire, là où commencent et finissent toutes les manifestations d'étudiants. Un bal bon enfant a eu lieu dans la nuit à la gare Saint-Jean. Alain Juppé, maire de la ville et président de la communauté urbaine, a annulé le déplacement qu'il fait traditionnellement à Bordeaux le vendredi.

taient aux chansons à Clermont-Ferrand, où les cheminots grévistes avaient dressé des tables jeudi midi. Près de la manifestation, qui devait réunir ensuite près de six mille personnes, dont deux mille étudiants environ, le pique-nique a eu lieu dans le pays et la charcuterie ayant été offerts par des commerçants solidaires. Dans l'après-midi, une délégation intersyndicale a été reçue à la préfecture.

Outre Paris et Nantes, où des incidents ont eu lieu, on a noté des heurts à Montpellier (où s'étaient rassemblés six mille personnes) entre forces de l'ordre et manifestants. Plusieurs étudiants voulaient se rendre au rectorat, dont l'accès avait été fermé par la police. Un fonctionnaire d'une compagnie républicaine de sécurité a été blessé. Huit personnes ont été interpellées.

Des incidents se sont produits aussi à Saint-Etienne. Après avoir lancé des œufs sur la façade de la préfecture, plusieurs dizaines de lycéens ont pénétré dans le hall de la mairie. Ils ont

Dans le cortège parisien, Cécile « voit des chômeurs et des SDF partout »

IL FAUT « descendre dans la rue, avant qu'on nous y jette », explique une pancarte. Un étudiant a sculpté un trignon de pomme géant en polystyrène. Un autre s'est choisi une paire de lunettes avec des verres-loupes et une affichelette assurant qu'« on nous prend pour des débiles ». Les autocollants « Peace and Love » font fureur. Il règne une odeur de poudre, mais due aux aux feux de Bengale et aux pétards. Les incidents viendront plus tard, bien après la dispersion de la manifestation, qui réunira près de vingt mille personnes. Ce jeudi, les lycéens se font remarquer, heureux d'être là, aussi nombreux que les étudiants à défilé dans Paris, entre la place d'Italie et la place Vauban.

Au carrefour des Gobelins, des cheminots de Vélizy arrivent avec banderoles et cornes de brume. Le défilé les acclame. « Cheminots, étudiants, tous unis contre Juppé », scandent la foule. Cécile, dix-neuf ans, étudiante en deuxième année de LEA (langues étrangères appliquées) à Censier, parle de ses copines qui ont voté Chirac et qui admettent qu'elles se sont trompées. « Elles pensaient que ça allait changer. Faut voir la déception, dit-elle.

Deux milliards pour l'université, c'est peut être de l'argent, mais nous, qu'est-ce qui va nous permettre qu'on ait un emploi, un logement ? On va tous être chômeurs, on est isolé, on voit des SDF partout ». Derrière, Gaëlle, vingt ans, étudiante en anglais à Villeneuve, explique que son « cours Shakespeare » s'arrête aujourd'hui car on a affecté le professeur ailleurs. « Tout est comme ça, s'insurge-t-elle. Cela fait combien d'années qu'on entend que les amphes sont bondés ? »

« CA NOUS DÉPASSE, MAIS ON CONTINUE »

Juliette, vingt-deux ans, trouve que « tout ce qui était démocratie, liberté, égalité, tout ça s'est écroulé ». Elle se sent proche des « salariés qui en ont marre de payer pour les conneries du gouvernement », et peste encore contre l'ancien ministre de la santé, Elisabeth Hubert, et la hausse du forfait hospitalier. « Quand tu connais le nombre de séropos », Vanessa et Séverine, dix-neuf ans, étudiantes en Langues O, sont presque étouffées par ce qui est en train de se passer. « Ça nous dépasse, mais on n'a pas le choix, on continue. Chirac a vraiment trop leurré les gens. » Elles

se sentent mal à l'aise dans le discours ambiant sur les filières de formation spécialisées : « On veut nous faire entrer tout de suite dans la machine économique alors qu'on peut aussi étudier pour le plaisir. » Kevin et Bruno, du lycée Rodin, ne pensent pas autre chose : « Moi, j'ai pas envie d'être un robot ou une valeur sur le marché du travail, explique Kevin. L'université doit m'ouvrir l'esprit. »

Derrière, pourtant, les étudiants de l'Institut universitaire professionnalisé de Bobigny croient en leur filière. Leur IUP est spécialisée en « ingénierie sociale, de la santé aux problèmes des quartiers en difficulté ». Installée dans des préfabriqués Algeco, « entourés de terrains vagues », précise l'un d'eux, la promotion de cent cinquante étudiants tente de tenir avec une trésorerie de 200 000 F au lieu du million de francs normalement « budgété ». « Pourquoi ils créent cette filière, si c'est tout de suite pour nous mettre dans la merde ? », se demande Ampa, vingt et un ans. Pourtant, il y croit. Ampa. « Le social, pour trouver un boulot, ça va être de l'or », promet-il.

Dominique Le Guillaudoux

Violents incidents à Nantes

NANTES

de notre correspondant

La manifestation des étudiants à Nantes, jeudi 30 novembre, a dégénéré dans la soirée. Neuf heures d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont fait onze blessés parmi les CRS, quatre chez les gendarmes mobiles et quatre parmi les manifestants.

Vers 18 h 30, à l'angle des rues de l'Enfer et Léon-Blum, selon M. Michel Le Mappian, avocat, adjoint au maire socialiste, « alors qu'un homme était bloqué à terre sur le trottoir, menotté et maîtrisé par des policiers en civil, un groupe de CRS s'est approché ». Le groupe d'entre eux s'est détaché du groupe et a frappé l'homme sur le crâne d'un coup de botte, raconte-t-il. Sa tête a heurté le trottoir. Il était inconscient. C'était d'une extrême violence. » M. Le Mappian ajoute : « Certes, l'homme était un casseur, il lançait des pierres sur les CRS, mais, en République, l'uniforme ne donne pas tous les droits, et le maintien de l'ordre n'est pas incompatible avec le respect des droits de l'homme. »

Inconscient, l'homme a été transporté au centre hospitalier universitaire de Nantes par les équipes de secours, arrivées seulement quinze minutes après l'incident. Un interne parle alors de polytraumatisme crânien. A 21 h 10, les cellules de crise de la préfecture ont indiqué que l'homme, un Nantais de trente-six ans qui se présente comme étudiant en histoire, souffrait seulement d'un « hématome frontal et d'une contusion dorsale » et qu'il était « sorti de l'hôpital ».

L'affaire s'était répandue comme une traînée de poudre dans les rangs du millier de jeunes manifestants nantais : lycéens, étudiants et « provocateurs actifs », selon les termes de la préfecture, venus prolonger la manifestation, qui avait rassemblé, le matin, près de dix mille personnes à l'appel des cheminots, électriciens et gaziers d'EDF-GDF, ainsi que des syndicats CGT et CFDT de La Poste et de France Télécom.

Une nuit de casse à la faculté de Jussieu fait fuir les délégués étudiants

SUR LE PARVIS dévasté de Jussieu, où brûlent quelques feux, la lumière de la librairie du campus trône la nuit, au pied de la tour 43. Ouverte à coups de barres de fer peu après 22 heures, la librairie voit un défilé incessant de « clients » qui repartent, chargés de sacs de plastique sur lesquels on peut lire « Les libraires du SAVOIR ». A l'intérieur, les livres jonchent le sol. « Servez-vous ! », hurle un grand émeutier, qui détruit le matériel informatique derrière le comptoir. Dans un bruit de verre brisé, au milieu de l'agitation frénétique des casseurs, des étudiants font leur marche. Deux mondes se croisent sans se voir. En pull et dufile-coat, un jeune homme demande à sa voisine, qui emplit un sac de fournitures de papeterie, où se trouvent les traités de chimie. Dans la bouche d'une étudiante en histoire de l'art, les mots se bousculent : « C'est complètement fou ce qu'on fait, on ne peut pas approuver ça et en même temps c'est trop tard, autant en profiter. Je ne peux jamais m'acheter de livres, la sensation de pouvoir se servir sans payer c'est une excitation incroyable ! »

Le scénario du 21 novembre — une fin de manifestation émaillée d'incidents, une coordination étudiante impuissante à se mettre en place — va se répéter toute la nuit avec une violence démultipliée. Peu avant

19 heures, jeudi, des incidents se sont produits autour de la faculté de Jussieu. Des groupes de jeunes ont renversé trois voitures. Une poignée de cocktails Molotov ont ensuite été lancés sur les CRS, place Jussieu. Derrière la grille de la faculté s'élève un semblant de barricade avec des tables, des chaises, des cageots, des poubelles.

« Si les CRS rentrent dans la rue, on leur pète la gueule. » Un petit groupe bien organisé, portant des sweat-shirts à capuche blanche, commence la mise à sac du campus. Eclaté à coups de masse, le béton de la dalle du parvis se transforme en projectiles qui viennent cabosser les carrosseries des voitures garées en contrebas.

« On a faim ! », crient des voix aux abords de la cafétéria, installée à l'entrée du domaine universitaire. « On ne peut pas trouver les clés ? », demande un étudiant. Vers 19 h 45, les vitres de la cafétéria éclatent sous les coups de barres de fer. Une cohue d'étudiants et de casseurs s'engouffre à l'intérieur. Les distributeurs de boissons et de friandises sont promptement détruits et dévalisés. « Y'en aura pour tout le monde. » Des affaires passent derrière le comptoir du fast-food et assurent un service de restauration improvisé.

Pendant ce temps, dans l'amphithéâtre

44, la coordination nationale tente de se réunir. Les militants de l'UNEF et de l'UNEF-ID sont là, mais aussi beaucoup de délégués de base, venus de province, élus par les assemblées générales. A l'entrée de l'amphithéâtre, le service d'ordre appelle les villes, une par une. On mange un sandwich, on s'échauffe au sujet des « 4 milliards de francs de réserve » des présidents d'université. Quelques-uns laissent percer leur inquiétude, imputant un peu vite les désordres qui se produisent à quelques mètres de là aux seuls anarchistes. Des membres de la CNT (Confédération nationale du travail), vêtus de cuir noir, keffiyeh autour du cou, drapeau sous le bras, démentent.

AG REPORTAGE

La tension monte autour du service d'ordre, agressé à plusieurs reprises par des jeunes très excités. Fort organisés, ils reculent et reviennent à la charge, régulièrement. Alors que la plupart des délégués de Paris et de province sont enfin entrés, le service d'ordre finit par céder sous la pression et les coups. C'est la débâcle. Une partie de ce qui aurait pu constituer la coordination se replie vers l'institut du monde arabe. L'assemblée générale est finalement reportée au lende-

main matin, 8 h 30, à Censier. Dans l'amphithéâtre 45 se tient une AG sauvage, noyauté par quelques jusqu'au-boutistes de Paris-VIII-Saint-Denis, en présence d'un poster qui appelle à la grève générale et de quelques cheminots. Les gradins et les tables sont couverts de nourriture et de boissons à peine entamées, venant des distributeurs saccagés. Monté sur une table, quelqu'un agite un immense drapeau noir orné d'une étoile rouge. Un jeune serre contre lui des sacs de la librairie, bousculé par l'un de ses camarades : « Laisse ça, c'est de la daube, tu vas te faire serrer avec à la sortie, c'est plein de CRS. » Les sacs tombent à terre.

« Il faut qu'il sorte des idées d'ici », hurle quelqu'un, que personne n'écoute. On vote dans le désordre le plus total un appel de Saint-Denis qui dit « non aux négociateurs imposteurs ». La gratuité des transports, la réduction du temps de travail, l'arrêt du programme nucléaire, la grève générale et illimitée, tout y passe, dans le chaos. Soudain la lumière est éteinte, par on ne sait qui. Les « votes », faute de se faire à main levée, s'effectuent à l'audiomètre. L'obscurité décourage bientôt ces derniers combattants.

Béatrice Gurren

السلامة

1550



EDF-GDF dans la rue : « L'électricité est un droit »

PLACE DU 18-JUIN-1940, à Paris, jeudi 30 vers 11 heures, un millier d'électriciens et gaziers du service public avaient répondu à l'appel de leurs fédérations syndicales, à l'exception de l'une d'entre elles représentant les cadres. Le rendez-vous avait été fixé trois semaines auparavant, avant que l'on sache que, ce 30 novembre, cheminots, postiers et étudiants seraient en grève. « Faut de moyens de transport, beaucoup de collègues ne viennent pas manifester », expliquait-on dans les rangs parés de la cortège qui s'ébranlait en direction de l'Assemblée nationale, via la rue de Rennes et le boulevard Raspail. Les plus réalistes évoquaient la difficulté de faire débayer pour vingt-quatre heures les cadres, mais également les agents de la section « transport ». La « distribution », elle, était fortement mobilisée.

Ce jeudi, donc, les députés devaient débattre de l'évolution du secteur public - « la privatisation pure et simple de Gaz de France », dénonçait l'interfédérale. « Ne confondez pas notre mouvement avec celui qui lutte pour la Sécurité sociale », s'obstinaient ceux qui redoutaient de « se faire noyer dans le mécontentement général ». Chemin faisant, le cortège grossit, regroupant des centaines de retardataires.

BOUSCULADES

Vers 12 h 15, la tête de la manifestation se bloqua face à un barrage de gendarmes mobiles qui fermaient le boulevard Saint-Germain à la hauteur de la rue Saint-Simon, à 500 mètres de l'Assemblée nationale. « A l'Assemblée ! », crièrent quelques irréductibles. Leurs cris furent vite couverts par la voix tonitruante des délégués : « Nos camarades cheminots et postiers viennent de nous rejoindre. Tous ensemble, défendons la Sécurité ! » De profession à profession, on échangea les « soutiens », on vanta « le développement du mouvement ». Et sur les bas-côtés du boulevard, on dégusta abondamment merguez, pastis et beignets. Le soleil brillait sur les jambières des gendarmes mobiles. Des pétards explosèrent à leur barbe. Quelques bousculades s'en suivirent, ponctuées de « A l'Assemblée ! » si forts que des délégués cégestistes revenant du Palais-Bourbon, où ils avaient rencontré des parlementaires, durent interrompre leur compte rendu. « Des laïcs, on s'en fout. En avant ! », reprirent les plus décidés. Les dirigeants CFDT et CFTC préférèrent alors appeler à la « dispersion ». Mais leurs collègues de la CGT tinrent la rue encore une bonne heure.

Vers 14 heures, les derniers manifestants rebrousèrent chemin. A EDF-GDF, une assemblée interfédérale prévue peu après allait décider de « la suite à donner à [cette] journée d'action. Peut-être un mot d'ordre de grève reconductible... ». Quelques postiers de SUD s'attardèrent à écouter un petit groupe de gaziers décontenancés : « Ils nous ont bien eu avec leurs discours. Ce n'est pas ainsi qu'on va gagner la guerre. »

Danielle Rouard

Ouverture de négociations sur les retraites complémentaires

LE PATRONAT et les syndicats ont engagé, jeudi 30 novembre, des négociations sur l'avenir de l'ARRCO (retraite complémentaire des salariés) et de l'AGIRC (son équivalent pour les cadres), qui doivent se prolonger jusqu'au début de l'année prochaine. Leur objectif est double : assurer l'équilibre des régimes ; poser la question du niveau des pensions que les Français peuvent espérer toucher à l'horizon 2005. En dépit des accords de 1993 et de 1994, ces régimes seront déficitaires en 1995. L'ARRCO ne s'équilibrera qu'en recourant à ses revenus financiers et l'AGIRC sera déficitaire de 1,8 milliard de francs après affectation de 4,3 milliards de produits financiers.

Le chef de file de la délégation du CNPF, Francis Bazile, a précisé d'emblée que le patronat souhaitait un « accord-cadre » permettant d'assurer un équilibre structurel de ces deux institutions pour dix ans. Lors de la prochaine séance de négociation, le 18 décembre, il précisera quel pourrait être le niveau des pensions (par rapport aux salaires) à l'horizon 2005, une fois que les taux de cotisation obligatoire à l'ARRCO (6 % du salaire brut sous le plafond de la Sécurité sociale) et à l'AGIRC (16 % entre une fois et quatre fois le plafond) seront atteints, en 1999 pour l'ARRCO et en 2003 pour le régime des cadres.

A cette échéance, les prélèvements sur les salaires pour finan-

cer les régimes de retraite (Sécurité sociale et complémentaires) représenteront 25 % du salaire. Le patronat juge que c'est « déjà élevé » et qu'« il faut essayer de remettre les régimes complémentaires d'aplomb » sans cotisation supplémentaire. Les syndicats ne partagent pas cette analyse, et ils ont insisté sur la nécessité de maintenir un haut niveau de pension (environ 70 % du salaire brut actuellement si l'on additionne pension de base et pensions complémentaires).

Les syndicats ont donc réclamé une montée en charge plus rapide des hausses de cotisation prévues par les accords de 1993 et 1994. M. Bazile s'est déclaré « à priori hostile » à cette revendication, même s'il « ne ferme la porte à rien du tout ». Il y a deux ans, de grands patrons, comme Claude Bébéar (AXA) ou Pierre Suard (Alcatel-Alsthom), s'étaient violemment élevés contre le relèvement des cotisations des cadres, au point de réclamer la démission de Pierre Guilleu, président (CNPF) du régime des cadres. Les syndicats ont aussi réclamé une revalorisation en 1996 des pensions AGIRC (gelées depuis trois ans) et ARRCO (bloquées en 1994). D'autre part, les syndicats ont exprimé leurs divergences sur d'autres points, et notamment sur une fusion de l'ARRCO et de l'AGIRC, que la CFDT est seule à réclamer.

J.-M. B.

L'UDF souhaite un report de la réforme fiscale

FERMETÉ mais dialogue : face au bras de fer social engagé entre le gouvernement et les syndicats à propos de la réforme de la protection sociale, la majorité parlementaire s'efforce de tenir la balance égale entre la nécessité de la réforme et les conseils de prudence qu'elle multiplie à l'intention du gouvernement. Mardi 28 novembre, déjà, la réunion du groupe UDF avait fourni l'occasion à son président, Gilles de Robien, d'indiquer le premier ministre à reporter de quelques mois la réforme fiscale, que le gouvernement paraît toujours décidé à engager dès le premier trimestre 1996. Après l'audition, jeudi 30 novembre, du premier ministre devant l'intergroupe UDF du Sénat, le président des républicains et indépendants, Henri de Raincourt, a certes assuré que « le temps des réformes indispensables est venu », mais il a ajouté qu'« elles doivent être conduites dans la concertation et le dialogue ». Il a regretté la « méthode » qui conduit à « ne pouvoir pas toutes être menées en même temps ».

Pierre Méhaignerie (UDF-FD, ex-CDS) est revenu à la charge, à son tour, jeudi, devant le « Grand O'FM-La Croix ». Le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale a souhaité que la réforme fiscale soit « reportée » de plusieurs mois, afin « d'avoir le temps de l'écoute et du dialogue ». Il faut se donner « six mois pour faire de la pédagogie », a insisté M. Méhaignerie, avant de tracer un calendrier précis de la manière dont ce débat, complémentaire de celui sur la protection sociale, pourrait être engagé. Il a suggéré que le Parlement consacre le premier trimestre 1996 à des auditions minutieuses pour mesurer notamment la situation d'une « trentaine

de cas de familles types ». Après quoi, « le premier ministre [aurait] un mois pour engager le débat d'orientation budgétaire », et il pourrait se donner, ensuite, deux mois d'écoute, avant l'été, « de façon à avoir un caractère décisif, juste et simple ».

Ce discours de la méthode sonne comme une critique implicite de la façon dont le débat sur la Sécurité sociale a été engagé. Le ministre du travail, Jacques Barrot, s'était cependant efforcé, mercredi, devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, d'apporter un certain nombre d'éclaircissements. Après avoir redit que « les engagements qui ont été pris seront tenus », mais au terme d'une « concertation approfondie », il a précisé deux points importants.

D'une part, « comme la CSG dans sa définition actuelle, le remboursement de la dette sociale (RDS) ne sera pas déductible pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Rendre le RDS déductible aurait conduit à lui donner un caractère dégressif et à pénaliser indirectement les titulaires des bas revenus, ce qui aurait été mal accepté », a souligné M. Barrot. D'autre part, il a précisé, après son audition, qu'« il n'a jamais été question de modifier le régime des retraites du jour au lendemain », mais « pour le moyen et le long terme ». « Ce n'est pas la situation actuelle des chemins qui approche de l'âge de la retraite au sein déjà avancés dans leur activité qui est en jeu », a-t-il souligné.

Gérard Courtois

Une refonte du système hospitalier est proposée au gouvernement

L'HÔPITAL, c'est 300 milliards de dépenses annuelles à la charge de l'assurance-maladie. Sa réforme est donc un point important du plan pour la Sécurité sociale annoncé par le premier ministre, le 15 novembre. Pour ce faire, il s'est largement inspiré du rapport rédigé par le Haut Conseil de la réforme hospitalière qu'il avait installé en juin dernier. Dans ce texte remis jeudi 30 novembre au ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, cette instance de dix-huit membres (parlementaires, médecins, directeurs, hauts fonctionnaires) présidée par le professeur Bernard Devulder, doyen de la faculté de médecine de Lille, fait un ensemble de recommandations modifiant en profondeur le fonctionnement et le financement des établissements de soins.

Le chef du gouvernement avait annoncé quatre réformes : la création d'« agences régionales de financement » chargées de répartir les crédits entre les établissements en fonction de critères financiers et médicaux ; l'évaluation et l'accréditation des activités sur la base de normes de qualité et de coût ; des contrats d'objectifs entre les hôpitaux et l'agence régionale, une meilleure coopération public-privé. Il avait aussi créé la surprise en prévenant que le maire ne serait plus, de droit, président du conseil d'administration de l'hôpital de sa ville.

Pour l'heure, M. Barrot ne souhaite pas rendre public un rapport qui n'engage pas le gouvernement et que celui-ci considère comme un outil de travail. Il est vrai que ce document prône quelques réformes susceptibles de mobiliser contre elles les 800 000 agents hospitaliers. Sa publication risquerait donc de mettre le feu aux poudres, au moment où certains syndicats les appellent à venir grossir les rangs des fonctionnaires et des salariés des entreprises publiques déjà en grève.

Le gouvernement ne part pas de rien. En 1994, en application de la loi hospitalière de 1991, chaque région avait élaboré un schéma d'organisation sanitaire (SROS) destiné à mieux répartir l'offre de soins en fonction des besoins de la population et à définir des objectifs prioritaires de santé publique : fermeture de services, regroupements, création de réseaux ville-hôpital. Si l'al-

biance des agents hospitaliers, des praticiens et des élus locaux a souvent freiné l'élaboration de ces schémas, certaines régions sont parvenues à en construire de vrai.

Le rapport du Haut Conseil fait un certain nombre de nouvelles propositions :

● **Les missions des établissements.** Les missions d'enseignement, de recherche et de soins des vingt-sept centres hospitalo-universitaires (CHU) seraient clarifiées. La formation théorique resterait du ressort des facultés de médecine, mais la formation pratique pourrait être « assurée pour l'essentiel dans des structures accréditées », y compris - ce qui est nouveau - des cliniques privées qui s'in-

ments à réaliser ou non une activité.

● **Evaluation et accréditation.** C'est un point-clé de la réforme proposée. Tout projet d'équipe hospitalière devrait, pour entrer dans le cadre du contrat de financement entre l'hôpital et l'instance régionale, avoir une accréditation à la fois médicale et économique. Elle serait donnée par une « agence nationale d'information, d'évaluation et d'accréditation », qui remplacerait l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (Andem) et disposerait de relais régionaux. Ses experts, indépendants, devraient définir des critères scientifiques et éthiques de bonnes pratiques et s'assurer de leur respect.

De graves inégalités

Dans un ouvrage sur « les inégalités entre les hôpitaux » (Berger-Levrault, 1995), Elias Coca constate que, « d'une région à l'autre, les moyens consacrés au financement de l'hospitalisation publique selon la population varient du simple au double ». Entre la Basse-Normandie et l'Île-de-France, il y a « 77 % d'écart de dotation en personnel médical pour un même volume d'activité », note ce directeur d'hôpital détaché au ministère des affaires sociales. Les coûts de production diffèrent et la charge de travail par médecin est près de trois fois plus lourde aux CHR d'Orléans et de Metz-Thionville qu'au CHU de Lille.

« On ne doit plus, selon lui, prendre prétexte de l'indisponibilité d'indicateurs fins pour refuser d'agir. » Cet expert, qui n'engage pas le ministère, estime qu'« en peu d'années les régions lésées peuvent largement combler leur retard, sans dérapage national des dépenses ». A condition que le gouvernement ait « une volonté politique raisonnable, mais sans faille ».

tégreraient dans des « communautés hospitalières et universitaires régionales ».

● **Programmes régionaux de santé publique.** Une « loi d'orientation » établirait, pour cinq ans, des objectifs prioritaires de santé publique au niveau national. Son exécution serait contrôlée chaque année par le Parlement. La loi serait déclinée en programmes par région pour tenir compte de leurs spécificités. Dans son dernier rapport, le Haut Comité de la santé publique a relevé que de « grandes disparités » existent entre elles et que, par exemple, « les taux de mortalité les plus élevés se situent dans un arc qui va de la Bretagne à l'Alsace », en passant par le Nord.

● **Régionalisation.** Les programmes, définis par une « instance régionale d'organisation sanitaire et sociale » (IROSS) réunissant Etat, assurance-maladie, élus locaux et professions de santé, entraîneraient une « adaptation quantitative et qualitative de l'offre de soins hospitalière ». Cette instance définirait les activités utiles à la population (schémas régionaux), fixerait les enveloppes budgétaires et pousse-rait à de véritables « coopérations » public-privé. Les services qui ne sont pas accrédités parce qu'ils ne répondent pas aux normes médicales, ou parce que leur activité est déjà exercée par d'autres unités, ne pourraient plus renforcer leurs effectifs. Ils devraient s'adapter à ces normes ou se reconverter « pour répondre à d'autres besoins ».

En l'état actuel des propositions de ce rapport, il s'agit plus d'une déconcentration de la gestion hospitalière que d'une véritable régionalisation : le pouvoir de décision serait détenu par une commission exécutive, présidée par le préfet, qui ne regrouperait que l'Etat et l'assurance-maladie. C'est elle qui, in fine, autoriserait les établisse-

● **Coopérations public-privé.** Le rapport juge important de « favoriser la mobilité des personnels » et « les coopérations entre professionnels de statut public et de statut privé (...), sans remettre en cause, pour les personnels de statut public, les garanties d'emploi ». Il suggère la création de « groupements d'intérêt sanitaire ». Ces structures seraient « aptes à assumer une responsabilité médicale et économique », mais elles n'emploieraient pas de personnel, qui resterait salarié du public ou du privé. Elles permettraient, par exemple, à des médecins libéraux de travailler à l'hôpital public pour une activité et une durée définie.

● **Les usagers.** Le rapport prône aussi un « renforcement » de leurs droits par la création d'une commission qui les représenterait au sein de chaque hôpital. Des usagers siègeraient au conseil d'administration de l'établissement, dans l'instance régionale chargée de répartir les crédits et dans l'agence d'évaluation et d'accréditation des services hospitaliers.

Ce rapport devrait aider M. Juppé à faire vite. Ayant décidé de passer par la voie des ordonnances, il devra boucler cette réforme avant fin avril, même si la situation sociale dans certains hôpitaux reste très tendue. Les organisations de médecins sont partagées. Le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH, 55 % des directeurs), qui approuve globalement le rapport, se montrera vigilant sur l'unité de commandement à l'hôpital qui, selon lui, doit rester entre les mains du conseil d'administration et du directeur. Quant à l'Union hospitalière privée (UHP), qui approuve les grandes lignes de la réforme, elle sera « attentive aux conditions de sa mise en œuvre ».

Jean-Michel Bezat

Grands maux, petits soucis, des réponses et des témoignages pour tous.

SAVOIR PLUS santé

présenté par Martine ALLAIN-REGNAULT et François de CLOSETS

Savoir toujours plus sur la santé pour mieux vivre au quotidien. Spécialistes et témoins font le point sur les questions que chacun se pose.

SAVOIR PLUS 100 samedi 2 décembre à 13h40 sur France 2

La réforme du régime des retraites de la SNCF se heurte à des obstacles sociaux et financiers

Les cotisations ne financent que le tiers des pensions

La réforme de leur régime de retraite constitue le principal motif de la grève des cheminots. Actuellement celui-ci est lourdement déficitaire.

Les versements de l'Etat et des autres régimes représentent les deux-tiers des pensions versées. Le gouvernement souhaite retarder les dé-

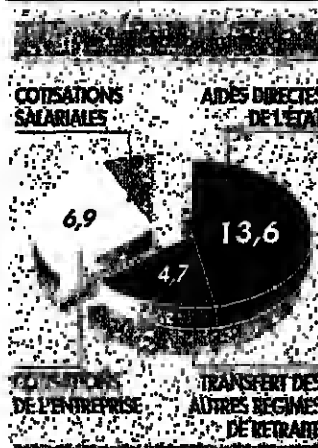
parts en retraite actuellement effectifs après trente ans de cotisations. Les agents mais aussi la direction y sont opposés.

DAVANTAGE que le contrat de plan, les cheminots sont mobilisés par la réforme de leur régime de retraite. Celui-ci se caractérise tout autant par son histoire et son originalité que par les avantages qu'il accorde à ses bénéficiaires. Institué par une loi votée en 1909, au grand dam des compagnies ferroviaires alors privées, ce régime a été très peu modifié.

Pour partir en retraite normale, un cheminot doit remplir deux conditions : être âgé d'au moins 55 ans (50 ans pour les 18 000 conducteurs) et avoir travaillé à la SNCF durant 25 ans. En moyenne, à l'âge de 55 ans, un cheminot a travaillé 32 ans, nettement moins que les 40 ans exigés dans le privé. Là réside la principale cause du conflit. Si la durée de cotisation devait être portée à 40 ans, les cheminots travaillant huit ans de plus qu'aujourd'hui !

Lorsqu'ils partent en retraite, les cheminots perçoivent 2 % de leur dernier salaire par année d'activité. Au bout de 32 ans de carrière, le cheminot perçoit donc 64 % de son dernier « salaire liquidable », c'est-à-dire de son dernier salaire brut amputé de certaines primes. On considère qu'en moyenne, le « salaire liquidable » représente 87 % du salaire brut. Sa pension annuelle moyenne se monte à 97 300 F, soit moins que celle d'un fonctionnaire (130 000 francs). Vis-à-vis du secteur privé, le calcul est plus délicat. Un salarié du secteur privé ayant effectué une carrière complète perçoit à peu près autant qu'un chemi-

Origine du financement des pensions



Sur 27 milliards de prestations versées chaque année, 8,7 % seulement viennent des cotisations salariales et patronales.

not. Mais du fait des interruptions de carrière ou du développement du temps partiel, les salariés du secteur privé sont de moins en moins nombreux à avoir une « carrière complète ». Outre le nombre d'annuités exigées, le montant des cotisations constitue une autre particularité du régime. La cotisation des cheminots - comme celle des fonctionnaires - représente 7,85 % du salaire liquidable, soit 6,85 % du salaire imposable. Dans les entre-

prises privées de transports, le taux de cotisation salariale s'élève à 10,4 % du salaire. En revanche, la cotisation de la SNCF est très élevée : 28,44 % du salaire liquidable, soit 26,3 % du salaire imposable, près du double du taux des entreprises privées (15 %).

Cette situation est-elle tenable ? Les cotisations des 180 000 cheminots représentent 1,8 milliard de francs et celles de l'entreprise 6,9 milliards. Les pensions servies aux 215 000 retraités se montent à 27 milliards. Le régime accuse donc un déficit annuel de 18 milliards de francs. La loi a prévu une aide de l'Etat de 13,6 milliards au titre de la compensation démographique et un transfert de 4,7 milliards en provenance d'autres régimes de retraites.

Pour réformer ce système, quatre solutions sont possibles : retarder l'âge de la retraite, augmenter les cotisations, diminuer les prestations ou augmenter les transferts en provenance des autres régimes ou de l'Etat.

Alain Juppé semble avoir surtout choisi la première. Apparemment à juste titre. Retarder le départ à la retraite des agents est possible. Dans tous les pays européens, celui-ci est plus proche de 60 que de 50 ans. Mais deux obstacles majeurs doivent être pris en compte : à tort ou à raison, les conducteurs ont psychologiquement l'impression qu'ils ont raison de la vitesse des trains et de la solitude du conducteur dans sa cabine, un départ à cinquante ans est justifié. Surtout,

dans une entreprise où, depuis 1950, les gains de productivité permettent de diminuer les effectifs de 5 000 personnes par an, les départs à l'âge de 55 ans constituent la seule possibilité pour la SNCF de réduire le nombre de cheminots sans licencier. Retarder l'âge de départ à la retraite est autant redouté par la direction que par les cheminots.

Si l'augmentation des cotisations des cheminots est possible, on doute qu'elle passera d'autant plus mal que, parallèlement, le contrat de plan prévoit pour l'avenir de moindres augmentations salariales. Augmenter la participation de l'entreprise est également envisageable mais cela reviendrait à creuser son déficit et diminuer sa compétitivité. Réduire les pensions ? Indépendamment des seules augmentations générales de salaire qui, dans le futur contrat de plan, seront inférieures à l'inflation, les retraites seront de toutes façons amenées à diminuer. Dès 1995, les pensions n'ont augmenté que de 1,2 % alors que l'inflation devrait atteindre 1,8 %. Reste donc l'augmentation de la contribution de l'Etat ou des autres régimes de retraites mais c'est justement ce que l'Etat veut éviter.

Quelles que soient les conclusions de la commission Le Vert, il est acquis que le régime spécial sera maintenu. Mais il est tout aussi évident, qu'à moyen terme, les données qui le constituent seront profondément modifiées.

Frédéric Lemaître

L'Etat n'assume pas son rôle dans les investissements de l'entreprise ferroviaire

Il régularise la situation « a posteriori »

L'ETAT devait-il s'engager à reprendre à sa charge plus de 100 milliards de francs de dette de la SNCF ? C'est l'opinion des syndicats qui, comme la CFDT, estiment que « les cheminots ne sont pas responsables de la situation financière de la SNCF ». C'est aussi l'avis des usagers ; pour la Fédération nationale des associations d'usagers des transports, « l'endettement de la SNCF s'explique par l'attitude de l'Etat actionnaire, qui a souhaité, ou accepté, le développement du TGV à un rythme rapide sans apporter les capitaux nécessaires ».

C'est encore la conviction de Jean Bergougnoux, président de la SNCF : « L'Etat actionnaire fait son devoir, et fait bien son devoir », affirme-t-il en présentant, il y a quelques jours, les modalités financières du prochain contrat de plan (1996-2000). C'est peut-être enfin l'intime conviction du gouvernement : l'effort consenti par l'Etat équivalant au remboursement des 102 milliards d'investissements engagés pendant le précédent contrat de Plan, dont 45,5 milliards de francs pour le programme TGV. Ces opinions accréditent l'idée que la SNCF n'est pas une entreprise comme les autres, responsable à part entière de ses investissements, alors qu'elle en subit les conséquences financières.

A court terme, l'ambitieux programme d'investissements de la société ferroviaire pèse considérablement sur ses bénéfices. Directement tout d'abord : les dotations aux amortissements, encore

alourdies par la mise en service du TGV-Nord et de l'Eurostar, s'élèveront à plus de 13 milliards de francs cette année et feront replonger dans le rouge le résultat d'exploitation (environ 1,5 milliard de francs). Indirectement ensuite : pour financer ces investissements, l'endettement, qui atteint 175 milliards de francs à la fin de 1995, va générer 14 milliards de francs de charges financières qui expliqueront le déficit de 12 milliards attendu cette année.

A long terme, ces investissements sont toutefois censés assurer la croissance et la rentabilité de l'entreprise. Pour chacun d'eux, la SNCF a exigé un taux de rentabilité interne de 8 %, qui garantit, selon elle, le retour sur investissement au bout de trent-cinq ans. Lorsque ce taux menaçait de ne pas être atteint, elle a exigé - et obtenu - de l'Etat une contribution qui permette de rétablir la rentabilité du projet. Ainsi le TGV-Admiral, construit avant 1990, a été financé par l'Etat à hauteur de 90 %.

FORCER LA MAIN

La SNCF se serait-elle trompée dans ses prévisions ? « Le taux de 8 % s'est révélé insuffisant, compte tenu notamment de l'évolution de l'environnement, de la dégradation de la route, de la concurrence de la route. A titre de comparaison, le plan de financement du projet Eurotunnel, entièrement développé par des investisseurs privés, reposait sur un taux de rentabilité interne de 17 % », explique l'un des responsables financiers de la SNCF.

Autre explication fournie par la SNCF : l'Etat actionnaire lui aurait forcé la main pour entreprendre certains investissements à la limite du seuil de rentabilité, au nom des missions d'aménagement du territoire de l'entreprise ferroviaire. Aujourd'hui, la SNCF s'approprie (librement ?) à lancer le programme du TGV-Est, qui, même avec l'aide de l'Etat, des collectivités locales et de l'Union européenne, devrait atteindre péniblement un taux de rentabilité de 8 %.

En revenant à sa charge une partie de l'endettement de la SNCF, l'Etat reconnaît donc implicitement ses défaillances d'actionnaire. Il avait l'habitude de claffer son rôle et sa responsabilité à l'occasion du nouveau contrat de Plan. Ce ne sera pas le cas. La transcription dans le droit français de la directive européenne du 29 juillet 1991 sur le développement des chemins de fer communautaires montrait pourtant la voie : la directive confie aux Etats « la responsabilité générale du développement de l'infrastructure ferroviaire » et demande aux entreprises ferroviaires « de se comporter selon les modalités commerciales et de s'adapter aux nécessités du marché ».

Cela aurait dû signifier que, si les redevances versées par la SNCF pour l'utilisation des voies ferrées ne suffisent pas à compenser le coût des investissements, l'Etat devait apporter chaque année le complément financier. Il aurait assumé de la sorte le coût du service public et de l'aménagement du territoire. Il n'en sera rien : l'Etat a demandé, selon un proche du dossier, à la SNCF d'accepter que les comptes du réseau restent déficitaires au cours des prochaines années. Actuellement, le déséquilibre annuel s'établit à près de 10 milliards de francs par an. Par la suite, l'Etat considère que la SNCF devra être en mesure de combler ce déficit grâce aux marges dégagées sur son activité d'exploitant ferroviaire, actuellement elle aussi déficitaire.

Mission impossible ? Dans son plan stratégique en préparation, la SNCF prévoit de ramener sa dette à 100 milliards de francs en 2002 et son résultat net à l'équilibre. Dans l'intervalle, ses fonds propres auront probablement fondus. Le refus de clarifier les responsabilités de l'Etat et de la SNCF sur la politique d'investissement devrait donc encore peser pour longtemps sur les comptes de l'entreprise. Et conduire l'Etat à signer, à intervalles réguliers, des chèques de régularisation.

Ph. L. C.

Christophe Jakubczynski

« On ne voit plus rien, sauf le pire : la préretraite à taux réduit »

AVEC SON CARRÉ DE PELOUSE réglementaire, ses murs roses, ses meubles en bois ciré, la maison, il y a quelques années, devait respirer l'espoir. L'idéal pavillonnaire d'un jeune couple en pleine ascension. Aujourd'hui, elle sent les restrictions de chauffage, l'économie, l'angoisse. Quarante-cinq ans et l'avenir bouché. Lui est cadre moyen à la SNCF, elle une ancienne employée des chemins de fer. « Gilles a fait une belle carrière, dit Anne. Dans le privé, il serait récompensé. Ce n'est pas le cas. Ce ne sera plus jamais. Tout est bouché. On ne voit plus rien devant. Sauf le pire : la préretraite à taux réduit. Il n'y a plus aucune perspective d'avenir ».

Elle déprime, Anne, coincée dans sa banlieue lointaine, avec son aîné qui se plaint qu'« on est pauvre ». Elle a quitté son service pour la prime de départ volontaire et parce qu'elle s'ennuyait trop. Pas de diplôme, aucune qualification. « Travailler quinze ans à la SNCF, c'est comme si tu n'as rien fait ! »

Elle regrette sa décision. Mais, à l'époque, Gilles venait de passer cadre. L'avenir était souriant : une fois franchi le « barrage du niveau 6 » - l'accès à la maîtrise -, on pouvait espérer progresser « jusqu'aux cadres

sup éventuellement ». Concrètement 12 000 francs à 20 000 francs par mois.

Gilles est solitaire, mais pas grévisse. « Là où je suis, ça ne sert à rien », dit-il en haussant les épaules, l'air un peu gêné. Les pieds sur terre, mais le cœur chaviré. Car il a beau faire, le moral n'y est pas. N'y est plus. « Ça fait dix ans qu'on fait de la productivité. Productivité, on n'entend que ça ! Et, en face, il n'y a rien. Pas de résultat. Rien. On en a marre ! Ce qu'on ne dit pas, c'est que depuis dix ans on supprime six mille emplois par an ici ». Tout en finesse. Avec des méthodes de plus en plus subtiles.

« DU TRAVAIL, MAIS PLUS DE POSTE »

En 1994, on l'a incité à changer de service pour un nouveau poste prometteur. Il a marché. « C'était lettre de motivation, entends-tu, on a été trois sélectionnés. Une fois dans le service, on s'est aperçu que c'était de l'as-brouille. On nous avait promis une Mercedes, c'était une 2 CV. D'ailleurs, le service a disparu six mois après ».

Gilles est retourné dans son ancien département où, entre-temps, son poste avait été supprimé. Il se retrouve « chargé de mission », c'est-à-dire au placard. « Je suis payé, j'ai du travail, mais plus de poste. On

porte de nous filer. Cela se traduit par 10 à 12 % d'effectifs en moins ». Certes, il est encore trop jeune pour la préretraite, mais on ne sait jamais. Les statuts prévoient, dit-il, qu'au troisième poste refusé on peut vous licencier. La règle n'a jamais été appliquée jusqu'ici. Mais avec le nouveau contrat de plan...

PAS PAR AMOUR DES TRAINS

S'il est entré à la SNCF, il y a vingt et un ans, c'était pour trouver la sécurité d'une entreprise stable, bien structurée. Pas par amour des trains. Contraint après son baccalauréat de nourrir sa mère et son frère, il n'avait guère le choix, après quelques années de galère comme vacataire dans l'enseignement. « Dans ce cas, on cherche à rentrer dans une boîte sûre ». Très vite, il a appris à aimer cette « grande famille », où, « si on veut bouger, les possibilités de mobilité géographique et sectorielle sont énormes ».

Lui n'a cessé de grimper, de passer des concours, de changer d'activité, de se battre. « Dans mon secteur, on n'a pas la mentalité fonctionnaire ». Il s'enorgueillit d'avoir fait économiser 17 millions de francs grâce à la réorganisation d'une activité. « Ailleurs, on m'aurait récompensé. Ici on

m'a dit : tu as bien travaillé. Point. »

Il ne regrette rien. Mais il se sent trahi. « La stabilité, où est-elle ? Aujourd'hui, on navigue au jour le jour. On n'a pas de stratégie. Il faut bien qu'il faut changer. Il est le premier à souhaiter un système de rémunération au mérite, un retour vers le client « on l'a oublié », une inversion des priorités. Pourquoi ne pas chercher à augmenter les marges plutôt qu'à réduire sans cesse les charges ? »

Mais les statuts, la retraite, là c'est trop. « La retraite, c'est important pour le cheminot. Pas tellement l'âge, mais le mode de rémunération ». Déjà, le départ à l'âge de cinquante-cinq ans les angoisse : « Le petit dernier n'aura pas vingt ans ».

Mais ils ont fait leurs comptes. Dans dix ans, la maison payée, ça passera juste... avec une retraite pleine. Pas avec une pension à taux réduit. « Ce sera la catastrophe », dit Anne. Lui, pour la première fois, se rebelle : « On ne change pas les règles du jeu quand on a commencé à jouer. C'est trop facile ! A la limite, qu'on le fasse pour les nouveaux embauchés. Mais nous, c'est pour ça qu'on est entrés ici ! »

Véronique Maurus

A l'Assemblée nationale, une dizaine de députés débattent du « service public à la française »

ALORS que plusieurs milliers de salariés d'EDF et de GDF étaient descendus dans la rue, jeudi 30 novembre, pour défendre le service public et s'opposer à la « résolution Borotra » présentée le jour même à l'Assemblée nationale, moins d'une dizaine de députés étaient présents dans l'hémicycle pour débattre et voter ce texte.

Destiné à pousser le gouvernement dans la défense de la « notion de service public à la française » au sein de la Communauté européenne, cette résolution a été rédigée par Franck Borotra, alors député RPR des Yvelines et responsable de la commission de la production et des échanges à l'Assemblée, qui est devenu ministre de l'Industrie, de la poste et des télécommunications.

Dans un long préambule, Jacques Vernier, député RPR du Nord, rapporteur de la commission de la production, a rappelé les enjeux européens et les risques potentiels pour ce secteur. « On ne

peut pas le livrer au simple mécanisme de la concurrence. Les entreprises privées vont écorner le marché, se jeter sur les secteurs les plus rentables et ne laisser au service public que les tâches les plus ingrates et les plus déficitaires ».

M. Borotra est revenu sur la notion de service public à la française. « Si les principes sont intangibles et ne peuvent pas évoluer, les missions sont susceptibles de changer, soit que l'environnement ait lui-même changé, soit que la nation soit amenée à définir de nouvelles priorités. Mais il revient à la France seule de déterminer les missions qui fondent l'existence du service public. Dès lors, il convient de ne pas être prisonnier d'un schéma figé ». Evoquant l'avenir d'EDF, l'une des trois entreprises formant selon lui le noyau dur du service public avec La Poste et la SNCF, le ministre a rejeté toute idée de privatisation, même partielle.

D. G.

France Télécom pourrait entrer en Bourse en 1996

UN PEU PLUS DE DEUX MOIS après avoir procédé au changement du président de France Télécom, remplaçant Marcel Roullet par Michel Bon, le gouvernement revient à la charge. Les pouvoirs publics préparent leur décision quant à la privatisation de l'opérateur « début 1996 » a indiqué, jeudi 30 novembre, François Fillon, le ministre délégué de la poste, des télécommunications et de l'espace, qui se trouvait pour deux jours à Washington afin de défendre auprès des autorités américaines l'alliance entre France Télécom, Deutsche Telekom et l'américain Sprint (Le Monde du jeudi 30 novembre).

Cette décision gouvernementale, début 1996, ne portera pas sur le fait de savoir s'il faut ou non transformer France Télécom en société anonyme et ouvrir son capital aux intérêts privés. Ce point est acquis depuis le 22 août, quand le premier ministre, Alain Juppé, a déclaré qu'il était décidé à conduire la privatisation partielle. La décision concernera en fait le choix du calendrier de la mise sur le marché des actions de l'exploitant téléphonique national. Cette opération, qui portera sur « 20 à

49 % » du capital, pourrait intervenir avant la fin 1996, c'est-à-dire avant l'introduction en Bourse du partenaire Deutsche Telekom. Elle se fera « soit avant Deutsche Telekom soit après », afin de ne pas surcharger les marchés financiers de titres liés aux télécommunications, a expliqué François Fillon. La valeur de France Télécom est évaluée entre 150 milliards et 200 milliards de francs. Le projet de loi relatif à son changement de statut devrait être soumis au Parlement au printemps prochain, en même temps que le projet de loi sur le nouveau cadre réglementaire qui s'appliquera dans les télécommunications à compter du 1^{er} janvier 1998, date de l'ouverture totale à la concurrence européenne du secteur.

Même si Franck Borotra, ministre de l'Industrie et des postes et télécommunications, a voulu calmer le jeu, vendredi matin sur Europe 1, en ne confirmant pas la date de mise en Bourse, les déclarations de François Fillon peuvent laisser penser que le gouvernement a pris son parti d'affronter sans plus attendre un nouveau conflit social. Car l'opposition des salariés de l'exploitant public à

une privatisation est déclarée. FO a engagé une campagne de sensibilisation des parlementaires afin qu'ils saisissent le Conseil constitutionnel dans le but d'obtenir l'invalidation de la future loi relative à France Télécom.

« Dans son avis du 18 novembre 1993, le Conseil d'Etat qualifie France Télécom de service public national. Or le paragraphe 9 du préambule de la Constitution de 1946, intégré dans la Constitution de 1958, stipule que tout bien, toute entreprise dans l'exploitation a, ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité », explique le syndicat.

« Il ne s'agit pas d'une privatisation, dans la mesure où l'Etat restera majoritaire dans France Télécom », mais plutôt d'une « socialisation », relève Gérard Larcher, sénateur RPR des Yvelines, chargé d'une mission intitulée « France Télécom face à ses défis ». Le débat sémantique ne fait que commencer. Le bras de fer social également. Sans aucun doute dès la semaine prochaine.

150

Sept élections législatives partielles risquées pour la droite

Les divisions de la majorité, la pression du Front national et le climat social pourraient provoquer de sérieux revers pour le pouvoir dans les circonscriptions en jeu le dimanche 3 décembre et particulièrement en Seine-et-Marne

Les mouvements sociaux donneront un relief particulier aux sept élections législatives partielles, dont le premier tour est fixé au dimanche 3 décembre. La majorité, qui détenait les sept circonscriptions en jeu, craint de

perdre le climat actuel et de perdre plusieurs sièges. Les risques, pour elle, sont d'autant plus grands que le RPR et l'UDF sont souvent divisés. Tandis que le Front national compte sur le climat social pour menacer la droite

parlementaire dans l'Essonne et que le PS a de solides espoirs dans la neuvième circonscription de Seine-Maritime (Le Monde du 1^{er} décembre), la majorité est également menacée en Seine-et-Marne, où le Mouvement

des citoyens de Jean-Pierre Chevènement espère tirer parti de cette désunion pour faire élire l'un des siens avec le soutien du PS, ainsi que dans les Hautes-Pyrénées. La pression de l'extrême droite s'exerce aussi dans le Rhône.

EN ABANDONNANT le Palais-Bourbon pour celui du Luxembourg, le 24 septembre, Jean-Jacques Hyest (UDF-FD) et Alain Peyrefitte (RPR), respectivement députés des troisième et quatrième circonscriptions de Seine-et-Marne, n'imaginaient peut-être pas quelle confusion ils jetteraient dans les rangs de la droite départementale. Tout semblait pourtant en place pour préserver la distribution politique des deux sièges à pourvoir. Après avoir accepté de donner au RPR l'un de ses sièges au Sénat en septembre, Jacques Larché (UDF-PR), président du conseil général et président de la commission des lois du Sénat, avait cru obtenir de Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, le gel de la répartition des positions législatives des deux formations de la majorité.

C'était compter sans les appétits ouverts par ces deux partielles dans les troupes d'une droite départementale sûre de son fait, puisqu'hégémonique (elle détient la totalité des treize sièges parlementaires et trente-quatre cantons sur quarante-trois). Dès le lendemain des sénatoriales, le nouveau maire chiraquien de Montreuil-Fault-Yonne, Yves Jégou (RPR), faisait savoir à qui voulait l'entendre qu'il ne se sentait pas lié par les engagements des sénateurs et qu'il briguerait la troisième circonscription (Melun-Nord), jusqu'alors détenue par Force démocrate (ex-CDS).

De son côté, M. Hyest, président départemental de l'UDF, soutenait le maire et conseiller général de Moret-sur-Loing, Patrick Septiers (divers droite). Le bureau départemental de la confédération ne l'a pas suivi, préférant un troisième homme, Richard Brun (UDF-radical), adjoint au maire de Melun et conseiller général du canton de Melun-Nord. Le 12 novembre, date limite de dépôt des

LES NOTABLES SE REBELLENT. De son côté, M. Hyest, président départemental de l'UDF, soutenait le maire et conseiller général de Moret-sur-Loing, Patrick Septiers (divers droite). Le bureau départemental de la confédération ne l'a pas suivi, préférant un troisième homme, Richard Brun (UDF-radical), adjoint au maire de Melun et conseiller général du canton de Melun-Nord. Le 12 novembre, date limite de dépôt des

candidatures, les trois hommes étaient toujours en lice, jusqu'à ce que, quelques heures plus tard, M. Jégou cède finalement aux injonctions de M. Mancel et à Alain Juppé en laissant la place à Richard Brun, seul candidat officiellement investi par l'UDF et le RPR.

Dans la quatrième circonscription (Provins), M. Peyrefitte avait réussi à refuser les ardeurs de plusieurs élus RPR pour imposer Christian Jacob (RPR), député européen. On s'attendait donc au retrait de Jacques Ballot, conseiller général (divers droite) de Donnemarie-Dontilly, dont l'UDF agissait la candidature en guise de rétorsion aux prétentions de M. Jégou dans la circonscription voisine. En dépit de multiples appels à l'union lancés par M. Larché, les notables qu'il croyait contrôler se sont rebellés : M. Ballot, comme M. Septiers, a maintenu leurs candidatures.

Au fil de la campagne, le président du conseil général s'est retrouvé isolé. MM. Hyest et Didier Julia, député et président de la fédération départementale du RPR, sont, pour leur part, restés étrangement muets. Si le premier s'est manifesté pour apporter son soutien à Richard Brun, le second a déserté les tribunes. Du côté des élus de base, rarement campagne aura connu pareille cacophonie. La palme revient, dans ce domaine, au conseiller général de Montreuil, Claude Eymard-Duvernay (UDF), qui a accordé simultanément sa signature à M. Brun et à M. Septiers. Quant à M. Jégou, il a fait contre mauvaise fortune bon cœur en appelant à voter pour M. Brun et en partici-

pant à l'une de ses dernières réunions publiques. Dans ce contexte de désunion, la majorité craint d'être devancée par le Front national à Melun et de ne pas pouvoir accéder au second tour de scrutin. En mars 1993, déjà, les candidats du parti d'extrême droite étaient arrivés en deuxième position dans les deux circonscriptions, avec 17,66 % dans l'une et 17,80 % des voix dans l'autre. Dans les deux

met d'espérer reconquérir l'un des quatre sièges perdus en mars 1993. Les meilleures chances reposent principalement sur le chevronné Pierre Carassus (Mouvement des citoyens), maire de Vaux-le-Pénil, ancien conseiller général de Melun-Nord - M. Brun l'avait battu de quelques dizaines de voix en 1994 - dans la troisième circonscription. M. Carassus bénéficie du soutien du Parti socialiste.

Menace de « triangulaire » dans le Rhône

De 1973 à sa mort, en mai 1993, deux mois après sa réélection au premier tour des élections législatives, Alain Mayoud (UDF-PR) régnait sur la huitième circonscription du Rhône. Son suppléant, Michel Mercier (UDF-FD), président du conseil général, siégeait depuis lors à l'Assemblée nationale, avant d'entrer au Sénat le 24 septembre.

Ce fief de la droite a été ébranlé des convulsions. C'est finalement Maurice Pouilly, conseiller général (UDF-PR) de Tarare, qu'on investit l'UDF et le RPR. Dans son propre camp, il affrontera Jean Lafontaine (MPF) et Jean-Michel Lacondemine (UDF-radical). Il doit aussi tenir à distance le Front national : Jacques Chirac a certes obtenu ici plus de 61 % des voix le 7 mai, mais Jean-Marie Le Pen avait dépassé 18 % le 23 avril. M. Pouilly craint que le candidat de l'extrême droite, Maurice Lièvre, ne recueille assez de voix pour provoquer une « triangulaire » au second tour. Maurice Depaix, conseiller général (apparenté PS), maire d'Amplepuis, n'ose pas en rêver.

cas, les candidats de la droite parlementaire les avaient devancés. L'hypothèse d'un duel opposant, cette fois, au second tour, le candidat de gauche et celui de l'extrême droite n'est plus improbable, en raison du faible niveau de participation attendu. En 1993, avec une participation supérieure à 65 %, seuls MM. Hyest et Peyrefitte avaient dépassé les 12,5 % d'inscrits nécessaires pour se maintenir au second tour.

Dans la quatrième circonscription, en revanche, Dominique Binet (PS) aura plus de difficulté à inquiéter M. Jacob, dont les responsabilités passées de président du Centre départemental, puis national, des jeunes agriculteurs pesent encore dans cette circonscription profondément rurale. Là encore, cependant, les divisions de la majorité ne le mettent pas à l'abri d'une mauvaise surprise.

Roland Puig

Espoirs socialistes dans les Hautes-Pyrénées

Les électeurs de la première circonscription des Hautes-Pyrénées sont appelés à choisir, dimanche 3 décembre, le successeur de Gérard Trémège (UDF-PR), qui a préféré se démettre de son mandat de député plutôt que d'abandonner ses fonctions de président de l'Association des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI). Les deux fonctions avaient été jugées incompatibles par le Conseil constitutionnel.

Le suppléant de M. Trémège, Roland Castells (UDF-Force démocrate), maire et conseiller général de Bagnères-de-Bigorre, tente de lui succéder. Elu pour la première fois en mars 1993, M. Trémège n'avait battu le socialiste sortant, Pierre Forgues, qu'avec 51,47 % des voix au second tour. En outre, 56,30 % des électeurs de cette circonscription ont voté en faveur de Lionel Jospin au second tour de l'élection présidentielle. M. Forgues, premier adjoint au maire de Tarbes, possède aujourd'hui une chance de retrouver son siège.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Emmanuel et Véronique SALES
Henri et Joséphine

se sont heureux d'annoncer la naissance de

Cosima,

le 24 novembre 1995, à Boulogne.

46, rue du Four,
75006 Paris.

Karine BERBERIAN,
Antoine SCHAPIRA,
Djivan.

ont la joie d'annoncer la naissance de

Loussine,

le 24 novembre 1995.

Carole, Nicolas et Juliette

ont, avec

Mario-Gervaise et

Pierre-Alain JOSEPH,

la joie d'annoncer l'arrivée, le 29 novembre 1995, d'une quatrième mousquetaire.

Valentine,

126, rue de l'Ecole-Normale,
33200 Bordeaux.

Décès

M. Jean Bouchet et M^{me} née Claude

Van Brabant,

M. et M^{me} Marc de Montgolfier et leurs

enfants.

M. et M^{me} Frédéric Bouchet et leurs

enfants.

ont le grand chagrin d'annoncer le décès de

Philippe BOUCHET,

survenu brutalement, le 25 novembre 1995.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité

familiale à Saint-Barthe-sur-Gaillon

(Eure).

2, rue Cautaincourt,
75018 Paris.

13, rue Guy-Lussac,
75005 Paris.

8, rue Chaulaincourt,
75018 Paris.

M^{me} Yvette Briquet,

Ses enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Francis BRIQUET,

dans sa soixante-neuvième année.

31, rue de l'Avenir,
92160 Antony.

M^{me} Amalia Demarco,

Marcello, Paula et Valérie,

Ses enfants,

Lucie, Pablo, Tommy et Théo,

Ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Hugo DEMARCO,

artiste peintre,

survenu le 28 novembre 1995.

Une bénédiction sera donnée en

l'église Saint-Pierre de Montrouge,

à Paris-14^e, le mardi 5 décembre, à

11 heures.

L'inhumation aura lieu à 11 h 30, au

cimetière de Bagneux, 43, avenue Marx-

Dormoy, à Montrouge.

— On nous prie de faire part du décès de

général (CR) René DOR,

survenu à Boulogne, le 28 novembre.

L'inhumation a eu lieu dans la plus

stricte intimité familiale à Draguignan.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Leszek KOLODZIEJCZYK,

journaliste, écrivain,

survenu à Varsovie, le 11 septembre 1995.

Une messe sera célébrée à sa mémoire,

en l'église polonaise, 263 bis, rue Saint-

Honoré, 75001 Paris, le samedi 2 dé-

cembre 1995, à 18 h 30.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé

aient une pensée pour lui.

De la part de son épouse,

Cécile Lutard-Kolodziejczyk

et de sa famille,

14, avenue du Bel-Air,
94100 Saint-Maur.

— Jean Saint-Geours, président de la

Cinéma-thèque française,

Dominique Pini, directeur de la Ciné-

mauthèque française.

Le conseil d'administration

Et tout le personnel,

ont la tristesse de faire part du décès de

Louis MALLE,

ancien membre

du conseil d'administration.

(Le Monde daté 26-27 novembre.)

— Lyon.

Le directeur, les enseignants, les per-

— M^{me} Maurice Leblond,

son épouse,

André et Hélène Leblond

et leurs enfants,

Denis et Rosemary Leblond

et leurs enfants,

Jean-Baptiste et Ariane Leblond

et leurs enfants,

Marie et Denis Francillard

et leurs enfants,

Elisabeth et Antoine Seller,

Ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice LEBLOND,

chevalier de la Légion d'honneur,

chevalier du Mérite sabarien,

ancien élève de l'Ecole polytechnique,

ingénieur en chef des Mines.

survenu à Paris, le 30 novembre 1995,

dans sa soixante et onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mardi 5 décembre, à 15 heures, en

l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sul-

pice, à Paris-6^e.

14, avenue Emile-Deschanel,
75007 Paris.

— M^{me} Nilsson, née Sylvette

Mendousse,

Son épouse,

Sven et Annie Nilsson,

Elis et Jacques Godard,

Henri et Emille Nilsson,

Mari et Elise Nilsson,

Axel et Elisabeth Nilsson,

leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Gunnar NILSSON,

artiste sculpteur,

membre de l'Académie royale

des Beaux-arts de Suède,

membre correspondant

de l'Institut de France,

chevalier de la Légion d'honneur,

officier de l'Ordre de Vasa.

survenu dans la sérénité le 28 novembre

1995, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

« Heureux ceux qui ont le cœur pur

car ils verront Dieu. »

Matthieu 5, verset 8.

Les obsèques auront lieu dans

l'intimité.

Un service commémoratif sera célébré

à l'église suédoise, 9, rue Médéric,

à Paris-17^e, lundi 4 décembre 1995, à

11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Nilsson,

14, rue de La Bourboule,

78150 Le Chesnay.

— Gérard et Monique Megie,

Ses enfants,

Cécile, Emmanuelle et Antoine,

Ses petits-enfants,

Les familles Megie et Mazard,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Renée MECIE,

née Suzanne MAZARD,

survenue le 27 novembre 1995, dans sa

quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont été célébrées dans

l'intimité familiale, le 29 novembre 1995.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les anciens compagnons de lutte sous

l'Occupation de l'A.J. Organisation juive

de combat, regroupés dans l'ARJF,

font part avec tristesse du décès de

Abraham POLONSKI (POL).

Les obsèques ont eu lieu le 29 no-

vembre, au cimetière parisien de Pantin.

Anniversaires de décès

— Il y a trois ans, nous quittais

Stephan Francis Jr

BUFFINGTON.

Chacun de ses actes a été vécu dans son

sens absolu. Il est présent en nos cœurs.

— Malgré un combat de six longues an-

nées, le 2 décembre 1991, le cancer ar-

raiva à vaincre la passion de vivre de

Christine CHAINE.

Elle avait à peine quarante-quatre ans.

Elle reste debout dans tous nos souve-

nirs de rires et de beauté.

Nous l'avons tous tant aimée.

— Il y a dix ans, le 29 novembre 1985,

Jean-Pierre PILLIARD,

nous quitte.

Sa famille et ses amis pensent toujours

à lui.

Anniversaires

Henri ROUSSY,

Marseille 21-11-1895-1954,

ingénieur.

époux de

Elisabeth BOCQUET,

Reims 1901-Marseille 1991,

mère de sept enfants.

En souvenir ému de leur amour.

Commemoration

Association Vaïre Le Sida-VLS

3^e année

Un mémorial pour tous les personnes

disparues des suites de la maladie.

Cour de Soube, Archives nationales,

60 rue des Francs-Bourgeois, Paris-3^e,

vendredi 1^{er}, samedi 2 décembre 1995, de

16 heures à 21 heures.

Se souvenir, se recueillir. Entrée libre.

VLS, première association de lutte contre

le sida, créée en France en 1983, soigne et

aide à domicile les malades du sida. Ren-

seignements : 44-78-75-50.

Communications diverses

— BOURSES D'ETUDES 3^e cycle,

stratégie action et logistique.

L'Institut européen du management

(Genève Campus) offre deux bourses

couvrant les frais de scolarité MBA.

« Début » : 15 janvier 1996, durée :

douze mois.

Conditions d'admission : diplôme d'ingé-

nieur, bilingue anglais, minimum deux

ans d'expérience industrielle.

Demande de dossier avant le 7 dé-

cembre 1995. Tél. : (161) 50-31-56-78.

Fax : (161) 50-31-56-80.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 2 DÉCEMBRE 1995

JUSTICE Pierre Richard, vice-président du groupe Bouygues, a été mis en examen, jeudi 30 novembre, par Yves Madre, juge d'instruction du tribunal de grande instance de

Versailles (Yvelines), chargé du dossier des atteintes à la concurrence lors des appels d'offres des marchés publics et privés. ● LE GROUPE de travaux publics est soupçonné

d'avoir utilisé un logiciel informatique, baptisé Drapo, pour fausser le jeu de la concurrence. Quatre autres collaborateurs de la société ont également été mis en examen et deux

ont été écroués. ● PRIS DANS LA TOURMENTE de nombreuses affaires judiciaires, Martin Bouygues s'entoure de précautions. Le 17 octobre, il a annoncé la nomination de Michel

Debresse comme numéro deux du groupe. M. Debresse aurait tout pouvoir pour diriger le groupe au cas où M. Bouygues serait, à son tour, empêché d'exercer ses fonctions.

L'état-major du groupe Bouygues est fragilisé par l'affaire Drapo

Cinq hauts cadres du numéro un du BTP, parmi lesquels un vice-président, ont été mis en examen dans le dossier des atteintes à la concurrence lors des appels d'offres des marchés publics et privés. Deux d'entre eux ont été écroués

RUDE SEMAINE pour le groupe Bouygues : eo l'espace de quelques jours, pas moins de cinq hauts cadres, parmi lesquels un vice-président, ont été mis en examen dans l'affaire dite du logiciel informatique Drapo. Et tout porte à croire que cette liste n'est pas close, le juge d'instruction versillais Yves Madre s'occupant maintenant au sommet de l'organigramme du géant du BTP.

Tout commence le 30 juin dernier, lorsque Phan Van Cuan, un ingénieur de cinquante ans, d'origine vietnamienne, diplômé de l'Ecole centrale, porte plainte auprès du procureur de la République de Versailles. Licencié le 19 avril 1993 du groupe Bouygues, dans lequel il travaillait depuis dix-huit ans et dont il était chef du service « informatique et recherche » au sein de la direction scientifique, il avait officiellement quitté l'entreprise pour refus de mutation. Mais, lors du dépôt de sa plainte, il révélait l'existence d'un logiciel informatique d'études de prix (EDP) et d'un sous-logiciel baptisé Drapo

qu'il avait créé eo 1985 et qui permettaient de fausser le jeu de la concurrence dans les procédures d'appels d'offres des marchés publics et privés. Selon lui, c'est parce qu'il n'aurait pas voulu mettre au point une nouvelle version de ces logiciels destinés aux ordinateurs portables de la société que le groupe Bouygues se serait séparé de lui.

Les policiers de la division économique et financière de la direction régionale de la police judiciaire (DRPJ) de Versailles se redonnent une première fois, le 4 juillet, à Chaligner, l'imposant siège social de Bouygues implanté à Saint-Quentin-en-Yvelines, accompagnés par le juge d'instruction, Yves Madre, par des fonctionnaires de la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DDCRF) et par M. Van Cuan. Cette première visite durera près de dix heures. A leur arrivée, le juge et les policiers demandent à voir Martin Bouygues, président du groupe,

mais celui-ci est eo voyage à l'étranger, et c'est Pierre Richard, vice-président, qui les reçoit. Il leur explique tout d'abord que le logiciel d'études de prix (EDP) n'est plus utilisé depuis plusieurs mois et que le sous-logiciel Drapo n'a jamais existé. Accompagné de Phao Van Cuan, qui les aide à franchir les protections des ordinateurs, les enquêteurs retrouvent trace du sous-logiciel. Finalement, eo fin de soirée, Pierre Richard eo reconnaît l'existence, affirmant qu'il était destiné à tromper les concurrents de Bouygues.

ORDINATEURS AUSCULTÉS

Une seconde série d'auditions est menée le 17 juillet au siège du groupe et, le lendemain, deux cadres en retraite, entendus par les policiers, confirment l'utilisation de Drapo par l'entreprise, sans toutefois préciser pour quels marchés il a été employé.

Le 3 août, les policiers se redonnent de nouveau à Chaligner, mais cette fois sans M. Van Cuan.

Auparavant, les enquêteurs l'ont convoqué dans les locaux de la DRPJ de Versailles pour qu'il leur explique, ainsi qu'à l'expert informatique désigné par le juge, les différentes procédures et mots de passe permettant de percer les secrets des ordinateurs du groupe de travaux publics. Pour éviter tout litige, ils prièrent M. Van Cuan de eo pas les suivre mais de rester dans l'un des bureaux de la PJ pour les renseigner par téléphone. Finalement, il sera autorisé à rentrer à son domicile à Chaligner-Malabry (Hauts-de-Seine), d'où il sera questionné à plusieurs reprises. Cette fois, ce sont une quarantaine d'ordinateurs qui seront auscultés par les spécialistes.

Le 13 septembre, enfin, une nouvelle perquisition est menée dans les locaux yvelinois de Bouygues, avec le renfort d'un ancien informaticien de chez Bull comme expert. C'est au cours de ce déplacement à Saint-Quentin-en-Yvelines que les policiers auraient découvert un document détaillant les modalités de l'entente entre

Bouygues et l'un de ses concurrents pour l'obtention du chantier de construction de la gare Saint-Lazare-Condorcet de la future ligne de métro parisienne Eole.

Ainsi, au fil de leurs investigations, les enquêteurs ont réussi à mettre en évidence l'utilisation des deux logiciels qui permettaient, de manière quasi indéfectible, de truquer les appels d'offres, le sous-logiciel Drapo utilisant les résultats calculés en amont par le logiciel EDR. Conséquence immédiate : mardi 28 novembre, les policiers de la direction économique et financière de la PJ de Versailles ont interpellé Eugène Biezanowski, directeur des travaux publics pour la région parisienne, Marc Allouch, directeur du développement des travaux publics pour la région parisienne, et Joël Marteau, responsable de l'étude des prix et utilisateur des logiciels incriminés. Ils ont été tous les trois mis en examen mercredi soir pour « pratiques anticoncurrentielles », et MM. Biezanowski et Allouch ont été écroués.

Jeudi 30 novembre, enfin, Pierre Richard, vice-président et directeur scientifique du groupe, et Michel Deguine, directeur à la direction scientifique, ont été mis en examen pour « complicité de pratiques anticoncurrentielles » et placés sous contrôle judiciaire leur interdisant de poursuivre leur activité et de se rendre dans les locaux de Bouygues.

Pierre Richard avait été nommé vice-président dans les années 80 par Francis Bouygues, un titre honorifique « à l'américaine » qui eo lui donne pas accès au conseil d'administration et qui ne lui confère donc pas une place de numéro deux dans l'organigramme du groupe. Un organigramme auquel s'opposent maintenant s'interroger de très près le juge Madre.

Jointe jeudi soir par Le Monde, la direction du groupe Bouygues a souhaité ne faire « aucun commentaire sur cette affaire » ni sur la mise en cause de cinq de ses collaborateurs.

Jean-Claude Pierrette

Le géant des travaux publics touché par la crise

LE GROUPE Bouygues se pensait inattaquable. Il se découvre fragile. Les recettes qui avaient permis à Francis Bouygues de se constituer un empire fonctionnent mal depuis quelque temps. Dans les comptes, rien n'y paraît encore. Au premier semestre, le groupe a enregistré un bénéfice net de 97 millions de francs, en hausse de 3 % par rapport à la même période de 1994. Il prévoit toujours de réaliser un chiffre d'affaires de 73,3 milliards de francs pour 1995 contre 72,4 l'an dernier.

L'objectif pourrait être plus difficile à réaliser que prévu. Le BTP qui représente 75 % de l'activité du groupe, va mal. Les contrats remportés dernièrement eo Pologne, eo Russie, eo Allemagne, eo peuvent compenser à eux seuls la grave dépression que traverse le secteur du bâtiment en France. Sur les dix premiers mois de l'année, le BTP accuse ooe chute d'activité de 1,7 %. Bouygues, comme les autres, est touché par cette crise qui se traduit par des diminutions de chantiers et des prix bradés.

Le groupe est désormais vulnérable à ce

retournement de conjoncture : toute ooe organisation interne, qui lui permettait de se saisir des meilleurs chantiers, est en train d'être démontée pièce par pièce.

ENQUÊTES

Avant l'affaire du logiciel Drapo, la justice s'était déjà intéressée de près au groupe Bouygues dans le cadre d'enquêtes sur des fausses factures dans la région parisienne.

Le Conseil de la concurrence, de ooe côté, enquête sur les conditions dans lesquelles se sont déroulés les appels d'offres de plusieurs grands chantiers : le pont de Normandie, le tunnel sous la Manche, le TGV-Nord. Les premiers résultats de l'enquête, révélés par Le Canard enchaîné eo décembre 1994, feraient état d'ententes occultes entre les trois « majors » du secteur : la Générale des eaux, la Lyonnaise des eaux et Bouygues.

Révélateur par l'hebdomadaire, une oote interne précisait que l'objectif du groupe était « la mise en œuvre d'une stratégie globale qui privilégie les études en commun avec les

autres "majors" du BTP en France, au détriment de la compétition plus classique, dite "sauvage" ».

La Commission européenne commence aussi à s'intéresser au groupe. Fin octobre, Bruxelles a décidé d'ouvrir une enquête, à l'instigation de l'architecte Jean Nouvel, sur les conditions dans lesquelles le gouvernement français a attribué la construction du Grand Stade à Bouygues.

TF 1 A LA PEINE

Côté média, cela eo va pas beaucoup mieux. Après des années de domination du paysage audiovisuel français, TF 1 est à la peine. Sa formule s'écroule, ses émissions s'usent, ses parts de marché baissent. Les tentatives pour reconquérir de l'audience à base d'émissions faites de provocations et de populisme se sont soldées par des échecs.

La chaîne doit, elle aussi, faire face aux investigations de la justice. Début novembre, Patrick Le Lay a été mis eo garde à vue pendant quarante-huit heures dans le

cadre de l'affaire de la Française des jeux. TF 1 est soupçonné d'avoir versé des commissions occultes pour avoir l'exclusivité de la retransmission des résultats du Loto.

Bouygues est également suspecté d'avoir apporté un aide de 12 millions de francs pour renflouer le Dauphiné News, journal de campagne d'Alain Carignon, afin d'obtenir l'autorisation d'augmenter à 39 % sa participation dans TF 1. Enfin, Patrick Polvre d'Arvor, le présentateur vedette de la chaîne, vient d'être condamné dans l'affaire Noir-Botton.

Pris dans les tourmentes judiciaires, Martin Bouygues, qui a succédé à son père en 1989, s'entoure, depuis quelque temps, de multiples précautions. Le 17 octobre, il a annoncé la nomination de Michel Debresse, directeur général de la construction, comme numéro deux du groupe. Celui-ci est aussi mandataire social. Une façon de ne pas laisser le groupe sans responsable au cas où...

Martine Orange

Les « affaires » Bouygues

- **Marchés publics parisiens** : deux dirigeants d'une filiale de Bouygues, la société Dragage et travaux publics, ont été mis en examen pour abus de biens sociaux.
- **Affaire alsacienne** : l'ancien directeur général des services de Bouygues-Alsace a été mis en examen pour corruption active, faux et trafic d'influence.
- **Fausse factures d'île-de-France** : une vingtaine d'entreprises, dont Bouygues Travaux, sont soupçonnées d'avoir déposé une soumission de millions de francs entre 1988 et 1994.
- **Française des jeux** : TF 1, dont Bouygues est actionnaire, aurait versé une commission afin d'obtenir l'exclusivité de la retransmission du Loto.
- **Marchés du BTP** : le Conseil de la concurrence s'intéresse aux appels d'offres du pont de Normandie, du tunnel sous la Manche et du TGV-Nord, pour lesquels auraient été passées des ententes occultes.

Bruno Mégret dénonce les « magouilles » du maire (PS) de Vitrolles

MARSEILLE
de notre correspondant régional
Le maire et conseiller général (PS) de Vitrolles, Jean-Jacques Anglade, et les sept personnes qui avaient été placées eo garde à vue, depuis lundi, à Marseille, dans le cadre d'une affaire de fausses factures, ont été remis en liberté dans la journée du 29 novembre (Le Monde du 30 novembre). Avec M. Anglade, avaient été interpellés Claude Castex, premier adjoint, délégué aux finances, et Jean-Louis Archevêque, adjoint aux travaux, François Freynet, ancien directeur du cabinet du maire de Vitrolles, Paul Vernochet, chargé de mission, Joachim Mari, ancien secrétaire de la section socialiste de Vitrolles, Armand Ancelin, l'un des dirigeants du club de band-ball, OM-Vitrolles et Guy-Noël Abraham, un autre ancien directeur du cabinet de M. Anglade. Aucune de ces personnes n'a, pour l'instant, été mise en examen, mais elles devront répondre, les 7 et 8 décembre, à une convocation du juge parisien David Peyron, qui a dirigé, sur place, pendant trois jours, les nombreuses auditions et perquisitions effectuées avec une dizaine de fonctionnaires de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ).

Le juge Peyron avait été désigné, en septembre, pour instruire une procédure faisant suite à la découverte de factures douteuses au siège de la SARL Expo-publicité, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Selon les prévisions qui nous ont été fournies par M. Anglade, cette société, dirigée par

Jean-Claude Alcaraz, avait signé, en 1990, avec la mairie de Vitrolles une convention concernant l'emplacement, sur le domaine communal, d'une soixantaine de panneaux de publicité. Le contrat, pluriannuel, était d'un montant de 90 000 francs par an. Par la suite, Expo-publicité avait passé un contrat de sponsoring, d'un montant de 100 000 francs, avec le club de band-ball de l'OM-Vitrolles présidé par Jean-Claude Tapie, le frère de Bernard Tapie. Elle avait également signé un contrat de publicité, pour une somme du même ordre, avec l'Association pour la démocratie et le socialisme en Europe (ADSE), dont le but était, notamment, de propager les idées du courant rocardien, dont M. Anglade était le porte-parole dans le département. Expo-publicité a été mise en liquidation judiciaire, en même temps qu'une autre société dirigée par M. Alcaraz, Conseil Publicité Affichage, par un jugement du tribunal de commerce de Nanterre, le 21 septembre 1995.

FAUSSES FACTURES
« La concession avec Expo-publicité, nous a déclaré M. Anglade, a été passée dans des conditions parfaitement régulières et, à ma connaissance, il n'y a pas eu de contrepartie. Avec le club de l'OM-Vitrolles, la municipalité était engagée, par contrat, à appuyer ses démarches pour développer un club d'entreprises. Je suis donc intervenu dans ce sens auprès de nombreuses entreprises, qu'elles aient été, ou non, en relations avec la mairie et je continuerai à le faire. Ce n'était pas le cas, cependant, pour Expo-

publicité, dont je ne connaissais pas les dirigeants au moment de la passation du marché avec la ville, puisque je n'ai rencontré M. Alcaraz qu'une seule fois, fortuitement, en décembre 1994. » Expo-publicité a-t-elle émis des fausses factures ? « Dans les documents qui m'ont été montrés, admet M. Anglade, certains éléments permettent de penser qu'il y en a eu. Mais, si tel est le cas, la mairie n'est pas mêlée à ces fausses facturations. »

Cette affaire d'Expo-publicité s'inscrit dans un contexte politique particulier lié aux élections municipales de juin dernier. Au terme d'une campagne acharnée, la liste conduite par M. Anglade, élu, pour la première fois, en 1983 - l'avait emporté de justesse, au second tour de scrutin, dans le cadre d'une élection triangulaire, avec, seulement 353 voix d'avance sur la liste dirigée par le délégué général du FN, Bruno Mégret. Le tribunal administratif de Marseille doit statuer, le 12 décembre pro-

chain, sur deux recours en annulation déposés, l'un par M. Mégret, l'autre par Roger Guichard, tête de liste de l'union de la majorité UDF-RPR.

Sans attendre les résultats de l'enquête judiciaire, M. Mégret a fustigé, dans un communiqué, le maire de Vitrolles, « symbole, il y a encore six mois, de la vertu républicaine à la mode socialiste et qui est, aujourd'hui, sévèrement mis en cause dans une importante affaire de détournements de fonds publics. La violence qui a déferlé, à l'époque, contre le FN, ajoutée-t-il, n'avait d'autre but que de protéger le système de corruption et de magouilles mis en place par M. Anglade ». Au cours du prochain conseil municipal, le 21 décembre, M. Mégret compte interpellé M. Anglade sur cette affaire de fausses factures et renouveler sa demande d'un audit sur les comptes de la commune.

Guy Porte

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde

JACQUES BARROT

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE
AVEC
JEAN-MICHEL BEZAT (LE MONDE)
ET
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

francesco smalto
PARIS

35 ans de sur-mesure au service du prêt-à-porter

Homme : 44, rue François 1er
Homme-Femme : 5, place Victor Hugo

Monsieur le Ministre,
pour corriger votre copie...

QCM-DIRECT 3.0
1^{er} logiciel pédagogique de correction informatisée par scanner

NEOPTIC (06) 67 04 01 06

27/11/95

Le principal accusé du procès du « MC-Ruby » a tenté de se suicider

L'audience a pu reprendre après une expertise médicale

Le procès des six marins ukrainiens du MC-Ruby accusés d'avoir tué huit passagers clandestins africains en 1992 a pu reprendre jeudi 30 novembre.

malgré la tentative de suicide du commandant en second. Alors que les marins ukrainiens et l'unique survivant n'avaient pas

la même version des faits, apparaît l'ombre d'un mystérieux « chief officer » moustachu auquel les clandestins auraient versé de l'argent.

ROUEN
de notre envoyé spécial
Valéry Artemenko a craqué. Lui, l'impassible commandant en second du MC-Ruby, a tenté, jeudi 30 novembre, vers 6 heures, de se suicider par pendaison, avec un survêtement, dans la cellule de la maison d'arrêt de Rouen. Les surveillants, alertés par ses deux codétenus, ont pu intervenir. Interrompue une demi-journée, l'audience de la cour d'appel de Seine-Maritime a repris après expertise médicale. Artemenko, qui a parlé d'« acte irréfléchi », devait, pour sa part, être entendu dès vendredi matin.

Mercréd, déjà, Artemenko avait tenté vainement d'effacer d'une main nerveuse le trouble sur son visage acéré. A la barre, Sergei Romashenko, Oleg Mikhailovsky et Petr Bondarenko, trois des six marins ukrainiens accusés, sont suc-

cessivement venus dire leur version de la tuerie qui coûta la vie, en une ou plusieurs nuits de novembre 1992, à huit Africains embarqués clandestinement à bord du porte-conteneurs et à laquelle seul un jeune Ghanéen de vingt-cinq ans, Kingsley Ofusu, a survécu (*Le Monde* du 30 novembre). Implacables, les trois marins ukrainiens ont dressé d'Artemenko le portrait d'un donneur d'ordre froid et distant, commanditaire criminel et manipulateur, refusant de se salir les mains pour se « débarrasser des clandestins ». Ils ont dépeint, dans toute sa brutalité, leur vision et les mécanismes du massacre : la découverte des huit Ghanéens et d'un Camerounais, l'exécution d'un premier clandestin puis, la nuit suivante, de sept autres à l'entrée de la cale n° 2 et la traque de Kingsley Ofusu, le seul rescapé.

Jamais, sans doute, les lourdes dépositions des trois marins n'ont été aussi concordantes. Parfois même ont-elles pu apparaître étrangement troublantes de cohésion sur le rôle machiavélique d'Ar-

temenko, trente-cinq ans, qui, selon Mikhailovsky, « voulait faire le cog ». Le président Jean Reynaud ne manque pas de rappeler combien, dans cette énigmatique affaire, tous, y compris l'unique survivant, ont modifié leurs versions. Dzhamal Arakhamiya, le seul Abkhaze du groupe, a apporté, lui aussi, du crédit à la thèse de ses coaccusés. Mais il plaide l'innocence, que lui ont d'ailleurs toujours reconnue ses camarades d'équipage. Kingsley Ofusu maintient l'avoir vu lui asséner un coup de barre de fer.

La vérité demeure donc toujours tapie dans les contradictions et incohérences. Les accusés avouent de terribles atrocités, mais se heurtent à la mémoire du survivant. Kingsley Ofusu maintient, contre eux, que la tuerie eut lieu en une seule et même nuit.

Il reste aussi l'histoire d'un vol, effleurée dans l'acte d'accusation et dont personne n'a encore parlé. Elle a son importance. Ofusu a indiqué que les clandestins avaient réuni 2 600 dollars pour les donner

au « chief officer », un homme moustachu qui les a découverts dans la cale. En échange de quoi ? Nul ne sait. Artemenko, le second, qui pourrait être ce personnage, a toujours nié avoir pris de l'argent et n'a jamais eu de moustache. Et Ofusu ne mentionne pas sa présence au peak avant le soir de la tuerie, là où ses coaccusés, qui le chargent, le situent dans leur version.

En revanche, Ofusu a indiqué avoir revu l'homme à la moustache à l'entrée de la cale n° 2 le soir de la tuerie, muni d'une arme, à l'endroit même où Romashenko dit s'être porté avec son fusil pour tuer les clandestins. Romashenko, l'homme des petits trafics dans les ports auxquels le commandant voulait mettre un terme, l'habitué des clandestins sur les lignes africaines. C'est lui qui découvrit ceux de la cale n° 3. Et, subsidiairement, le seul des accusés à s'être rasé la moustache peu de temps après son arrestation.

Jean-Michel Dumay

La commission des lois durcit le projet de loi antiterroriste

LA COMMISSION des lois de l'Assemblée nationale, présidée par Pierre Mazeaud, a durci, mercredi 29 novembre, les dispositions du projet de loi antiterroriste présenté par le garde des sceaux, Jacques Toubon. Sur proposition du rapporteur, Alain Marsaud, député RPR (Haute-Vienne) et ancien chef de la section antiterroriste du parquet de Paris, elle a adopté un amendement autorisant les visites, perquisitions et saisies la nuit dans le cadre des enquêtes préliminaires – elles sont actuellement interdites de 21 heures à 6 heures du matin – et donné au président du tribunal le pouvoir de les autoriser sur l'ensemble du territoire national. Toujours sur proposition de M. Marsaud, la commission a ajouté à la liste des infractions à caractère terroriste l'usage et le recel de faux documents administratifs et remplacé la nouvelle incrimination de « recel de criminel » par une expression plus large, le « recel de personne ».

■ **DÉTOURNEMENTS** : l'ancien maire (RPR) de Digne, Pierre Rinaldi, a été mis en examen pour détournement de fonds publics, faux et usage de faux en écritures publiques, par le doyen des juges d'instruction de Nice, Jean-Paul Renard. M. Rinaldi, président du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence, est soupçonné d'avoir détourné, à des fins personnelles, une partie des subventions, d'un montant de 1,5 million de francs, attribuées à une association, Méditerranée. Il lui est également reproché des faux relatifs à quatre délibérations portant sur 440 000 francs de subventions ainsi que le versement, illicite, de 832 000 francs de commissions à la commune par la chaîne de supermarchés Continet. Huit autres personnes ont déjà été mises en examen dans ce dossier.

■ **JUSTICE** : le procès de Jacques Médéric s'est poursuivi, jeudi 30 novembre, devant la cour d'appel de Grenoble, avec les réquisitions de l'avocat général Michel Legrand. Celui-ci a requis une peine de deux ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien maire de Nice dans le cadre de l'affaire de la Serre. M. Legrand a demandé que cette peine soit confondue avec la condamnation à deux ans de prison infligée à M. Médéric dans le dossier Nice-Opéra.

■ **ANTI-IVG** : la cour d'appel de Dijon (Côte-d'Or) a confirmé, jeudi 30 novembre, un jugement du tribunal correctionnel de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) condamnant chacun des huit membres d'un commando anti-IVG à quatre mois de prison avec sursis. Les membres du commando, parmi lesquels deux prêtres, s'étaient enchaînés, le 10 avril, dans une salle de la maternité de Chalon-sur-Saône.

Les étrangers, au « bon vouloir » de la préfecture de police de Paris

LES DOIGTS accrochés à la barre, la tête légèrement rentrée dans les épaules, l'homme vacille. Ces questions qui résistent à ces oreilles, il les a déjà entendues souvent. Posées par des avocats d'étrangers en situation irrégulière tentant de défendre leurs clients, ou par des associations de défense des droits de l'homme, inquiètes des dérapages de l'administration. Mais cette fois, c'est Jean-Jacques Monfort, président de la 17^e chambre correctionnelle qui l'interroge. Et lui, Daniel Monédière, chef du 8^e bureau de la direction de la police générale, chargé de l'éloignement des étrangers à la préfecture de police de Paris, est dans la position de l'accusé.

A l'écouter, il n'a pourtant pas pensé à mal en écrivant cette note, le 15 décembre 1994. Il entendait simplement « trouver une parade aux arguments des avocats ». Et voilà que ces mêmes avocats, ceux du Syndicat de la magistrature (SM) et du Syndicat des avocats de France (SAF), auxquels se sont joints le Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (Gisti), la Cimade, le MRAP et l'association de défense du droit des étrangers (ADDE), l'accusent d'avoir déformé la loi et le poursuivent pour « abus d'autorité ». Non, « honnêtement », il ne comprend pas.

Cette note ? Trois paragraphes, envoyés au commandant du centre de rétention du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne). « Afin d'éviter que les avocats des étrangers concernés ne demandent au juge de se déclarer incompétent, il est devenu d'usage de faire transiter par le centre de rétention de Paris les étrangers en provenance du Mesnil-Amelot. De cette manière, un ordre d'exécution du dépôt est émis et les étrangers sont conduits à l'audience comme s'ils étaient retenus au dépôt. » Une simple question de géographie, assure-t-il. Bien sûr, il connaît le décret du 13 juillet 1994, selon lequel le juge délégué compétent pour prolonger la rétention administrative d'un étranger est celui du département où se trouve le centre de rétention. Mais « les droits des retenus sont mieux défendus à Paris ».

Il s'explique : « A Meaux, il n'y a pas de magistrat, pas de greffier pour ces audiences. Et nous ne pouvons pas envoyer de fonctionnaire pour suivre les dossiers. » Le président Jean-Jacques Monfort s'interroge : « Ce fonctionnaire est-il indispensable pour défendre les droits des retenus ? » « Cela permet un meilleur éclairage des situations, explique M. Monédière. D'ailleurs, depuis que j'ai pris mes fonctions en mai 93 et que j'envoie quelqu'un à l'audience, le nombre de libérations a considérablement chuté. » Le président Monfort fagote : « Vous êtes

en train de dire que vous modifiez, à votre guise, la compétence du juge pour obtenir des décisions plus favorables. Ça ne vous semble pas choquant ? » « Non, monsieur le président ! » « Alors là, nous ne parlons pas la même langue, soupire le magistrat. Il y a des tentes. Pourquoi la préfecture de police pourrait-elle choisir sa compétence selon son bon vouloir ? » « C'est dans l'intérêt même de l'étranger », tente encore le prévenu. « J'ai l'impression que vous confondez les intérêts de l'étranger et ceux de la préfecture », assène le président.

■ **DU CHIFFRE**

La salle, largement acquiescente aux parties civiles, contient difficilement son plaisir. Des murmures montent, des rires fusent. Après plus d'une heure de vain dialogue, le président n'interroge plus Daniel Monédière, il le modérise : « Il faut que vous compreniez que les avocats sont des empêcheurs de tourner en rond. Ils sont là pour défendre leur client. Ici, on s'y est fait. Il faut que l'administration s'y fasse. Lorsqu'il existe une règle, notre devoir c'est de l'appliquer, pas de la contourner. »

Les uns après les autres, les avocats des parties civiles dénoncent l'arbitraire administratif. « Cela fait quinze ans que le juge est chargé de contrôler la rétention, quinze ans que l'administration s'y oppose et considère les magistrats comme des auxiliaires d'une procédure administrative, martèle M. Simon Foreman, au nom du SM. « Le seul objectif, c'est de faire du chiffre, poursuit M. Danielle Matte-Popel, avocat du SAF. Alors on se soucie fort peu de valeurs qui nous semblent essentielles, comme le respect des lois. » « Vous avez à dire le droit dans un cas particulier qui est le reflet de tout un comportement de l'administration, ajoute M. Tcholakian, pour le Gisti. On a déclaré la guerre à l'immigration clandestine. Mais à la guerre tout est permis. (...) Je ne crois pas que vous ayez à faire à Eichmann, à Bousquet, ou à Darquier de Pellepoix. Mais je crois que vous devez punir ce braconnage de manière particulièrement sévère, sinon ce sera un blanc-seing donné à l'administration. »

Après avoir plaidé l'irrecevabilité, M. Martin-Connere a demandé la relaxe de M. Monédière. Constatant que l'« abus d'autorité » – passible de cinq ans de prison et 500 000 francs d'amende – suppose qu'un fonctionnaire ait « tenté de faire échec à l'exécution de la loi », il a estimé que la contestation portait ici sur « un simple décret », argument déveillé, à l'identique, par le substitut du procureur, François Reygrobellet. Jugement le 4 janvier.

Nathaniel Herzberg

Un mois de communications

en Plus

Itineris

Abonnez-vous à Itineris de France Télécom entre le 15/11 et le 31/12/95, et bénéficiez d'un mois de communications offert soit 307 F. TTC.

On va beaucoup plus loin avec Itineris.

N° Vert 05 10 07 07

* 255 F. HT (307,53 F. TTC) déduits d'une de vos premières factures. Calculez sur la moyenne des communications mensuelles, nationales des abonnés Itineris du panel vente directe septembre 1995. Dans les points de vente participant à l'opération.



France Télécom
Mobiles

HORIZONS

PORTRAIT

Consacré à son quatrième roman, l'auteur russe écrivant en français, solitaire, pauvre, refusé par tous les éditeurs, a cru devenir un « écrivain maudit ». Une histoire de « justice immanente »

PARFOIS, Andreï Makine disparaît. Quand son roman, *Le Testament français*, est sorti au Mercure de France, il n'était pas là. Parti sans laisser d'adresse. Enfoncé, comme chaque été, dans un lieu secret de la forêt des Landes où, lors de ses premières années d'exil, sans le sou et sans toit, il a construit de ses mains sa « maison de retraite », un petit cabanon en rondins de bois, une isba à peine visible. Même un garde-forestier ne la trouverait pas, assure-t-il. Une fois, pourtant, son matelas avait disparu. La table d'écrivain, elle, était toujours bien à sa place. La dernière fois qu'Andreï Makine a quitté la forêt, il était un écrivain inconnu, auteur de quatre romans mais surtout habitué aux lettres de refus des éditeurs. Du jour au lendemain, le voilà célèbre, avec trois prix d'un coup (Goncourt, Médicis et *aequa* et Goncourt des lycéens). A le voir chez lui, dans son repère d'homme des villes, une minuscule chambre de la butte Montmartre où il entasse le peu qu'il possède et où il reçoit à la russe, avec du pain d'épices, on dirait qu'il n'y pense déjà plus ou qu'il est ailleurs. Il accueille tout cela avec une simplicité joyeuse. « Comme tous les Russes, j'étais fatigué avant le Goncourt, et je le suis déjà pour la suite. Tout ça passera vite. Je suis aussi ce qu'on raconte sur les moujiques des prix, mais je ne vais pas être hypocrite et faire la fine bouche: je suis comblé, transporté de joie. Qu'est-ce qu'un auteur peut exiger de plus que d'être publié et lu ? »

Il est vraiment très russe, Andreï Makine. Avec la barbe, l'accent et surtout ce sens exalté, spontané et lyrique de la métaphysique, une façon de vivre entièrement la littérature, de se servir d'un détail pour s'embarquer vers les profondeurs et refaire le monde, mystique avec ou sans Dieu, loin des théories et des formules, loin du rationnel et du raisonnable, où le pessimisme est si naturel qu'il est plus enthousiaste que vraiment désespéré. « Vous, les Occidentaux, je sais bien que vous nous trouvez fous », dit-il en faisant visiter le petit jardin qui prolonge, au rez-de-chaussée, son unique pièce de douze mètres carrés, avec un érable, une table et les fleurs qu'il a plantées, comme il s'est construit lui-même son bureau et sa mezzanine. Il était en train de scier du bois quand Simone Gallimard l'a appelé pour lui annoncer qu'elle voulait publier son manuscrit. Sur le mur en pierre, au milieu de livres, de papiers et de tableaux en désordre, un article d'hammame paru à la mort de l'éditrice a trouvé sa place. Personne ne pouvait être mieux fait pour la légende qu'Andreï Makine. Russe, exilé, immigré, solitaire, pauvre, refusé par tous les éditeurs, inconnu et, soudain, Prix Goncourt. Il était trop parfait dans son rôle d'écrivain maudit pour qu'on ne lui reproche pas cela même qui avait pu séduire. Les grincements de dents, comme toujours face à celui qui triomphe, commencent donc à se faire entendre. On dirait qu'il répond aux mauvaises langues, comme le prince Muichkine à Nastasia Filippovna, comme Aliocha à Dmitri Karamazov, ou comme l'âne Balazar, dans le film de Bresson, à ceux qui lui donnent des coups: simplement par la permanence de son attitude. Pour lui, à qui on a,

en 1991, refusé la nationalité française (il ne l'a toujours pas), le Goncourt est moins une ironie du sort qu'une « justice immanente », une infinité de stratagèmes qu'il avait dû mettre en œuvre pour se faire reconnaître des éditeurs. Cela aussi fait déjà partie de sa légende: qu'il ait dû, pour publier ses deux premiers manuscrits, leur inventer un traducteur imaginaire, les présenter comme « traduits du russe ».

Sur les rayons de sa bibliothèque, des boîtes renferment les innombrables lettres de refus des

« Les éditeurs sont des gens cruels. Je préfère encore les petites notes lapidaires aux lettres circonstanciées ironisant sur un texte qui, visiblement, n'a même pas été vraiment lu. Tout ça m'a profondément blessé »

éditeurs. « Des sentences terribles, raconte-t-il. Les éditeurs sont des gens cruels. Je préfère encore les petites notes lapidaires aux lettres circonstanciées ironisant sur un texte qui, visiblement, n'a même pas été vraiment lu. Tout ça m'a blessé profondément. » Entre deux points de désespoir, son acharnement est à peine croyable. « J'ai tout fait, tout, pour être publié. Je me suis appelé de tous les noms, j'ai changé plusieurs fois les titres, les premières pages, et j'essayais encore, je renvoyais mes textes. Je sciais mes manuscrits discrètement avec des fils de colle Néoprène, pour voir s'ils seraient ouverts, et ils m'étaient retournés dans le même état, les fils de colle intacts, avec lettres de refus argumentées à l'appui ! »

Il est vrai qu'un Russe qui écrit en français, cela fait mauvais genre. Comment pourrait-on être un « écrivain français » avec un nom pareil ? Makine envoie une nouvelle fois ses textes avec la

mention imaginaire: « traduit du russe par Albert Lemonnier » - qui était, au prénom près, le patronyme de son arrière-grand-père français, un médecin venu s'installer en Sibérie à la fin du siècle dernier.

On pardonnera à un traducteur, plus qu'à un auteur, d'éventuelles petites lourdeurs de style. Le premier roman, *La Fille d'un héros de l'Union soviétique*, est publié en 1990 chez Laffont. Et après s'être exposé à de nouveaux refus, c'est chez Belfond que le deuxième est accepté, *La Confession d'un parte-*

n n'a dit, entre deux portes: « Merci, posez ça là ». » Et il conclut, en vrai Russe: « Voilà, c'était mes années folles: le désespoir permanent. » Dans les librairies parisiennes, il pouvait voir ses deux romans dans le rayon « Europe de l'Est », entre Lemontov et Pasternak. Il devra attendre les deux suivants. Au temps du *fièvre d'Amour* (éd. du Félin, 1994) et *Le Testament français* (Mercure de France), pour pouvoir avouer écrire « directement en français ». Né en Sibérie le 10 septembre 1957, il a étudié aux universités de Kalining et de Moscou, enseigné la philologie à Novgorod, collaboré à des revues littéraires. Sous l'ère brejnevienne et après, on lui fait des ennemis - « petits et grands », dit-il en coupant court. C'est la perestroïka qui le décide à partir. « Dans les dernières années du communisme, on se trouvait une marge de liberté, d'autant plus précieuse que le régime était oppressant: on pouvait se retrouver dans la cuisine, refaire le monde, être un contestataire silencieux. Pouchkine parlait de la liberté intérieure des Russes. Depuis la perestroïka, c'est pire. Tout le monde est dans le business. Il n'y a plus de littérature créative. »

« Evidemment, le manuscrit russe n'existait pas, alors je suis venu chez l'éditeur avec ce que j'avais sous la main, quelque chose qui pouvait ressembler à un manuscrit et qui était écrit en cyrillique. Et, très sérieusement, je faisais mine de me repaître, page après page, aux phrases russes correspondant aux questions de l'éditeur. J'ai cru l'épreuve terminée quand on me dit vouloir faire revoir la traduction à l'extérieur. Eh bien, vous me croirez ou non, j'ai traduit intégralement mon roman, du français en russe. C'était une véritable torture. Le russe me faisait défaut, je ne trouvais pas toujours les correspondants, certains mots, même, n'existaient pas. Au bout de trois semaines de cauchemar, j'ai débarqué chez l'éditeur, l'air décafé, hagard. Et on

cours sur la stylistique et la littérature russes à l'Ecole normale et à Sciences-Po, rédige une thèse sur Ivan Bouinine, se construit sa cabane dans la forêt des Landes, écrit, envoie ses manuscrits, recommence avec l'acabnement d'un Sisyphe. Quand il se voit refuser la nationalité française, c'est le fatalisme, toujours, qui l'emporte: « C'était humiliant pour moi, qui suis imprégné de culture française. Mais je ne veux pas me plaindre. Je n'avais pas de domicile ni de travail fixes. Ils avaient sans doute raison. » Bien qu'il ait choisi d'écrire en français pour ne pas être poursuivi, dit-il, par les ombres trop intimes de Tchekhov, Tolstol ou Dostoïevski, la France, la vraie, il ne peut pas la voir: « J'en ai rêvé trop longtemps pour ne pas en avoir une vision littéraire. Depuis huit ans que je suis ici, je continue à percevoir les Français comme des personnages livresques, des héros de Balzac ou de Bernanos. » Et le voilà qui s'emballa, « à la russe ». « La civilisation française est reflétée, au sens où elle émane d'une civilisation antérieure. Vous êtes nés sur un sol baurré d'antiquités. Nous, nous sommes toujours à vouloir découvrir les Amériques. Dostoïevski a dit que la forme intellectuelle des Français a commencé à se figer alors que nous étions encore des aurs. C'est pour ça que le Russe et l'Occidental sont inconciliables. »

D'une pile de livres, il extirpe une carte de l'URSS, achetée au temps où l'empire existait encore. Et il montre du doigt un petit point perdu dans l'immense Sibérie, au nord de la Mongolie: Krasnoïarsk, sa ville natale. « Vous, les Occidentaux », répète-t-il, comme si, dans sa petite chambre, il pouvait vivre en dehors du monde, en dehors de la vraie France et de la vraie Russie, quelque part dans des souvenirs qui ont l'air de lui transmettre l'essence des choses. « Ici, on est trop culturel. On ne sait pas ce que c'est que la neige, la grêle, le bizzard, à moins 56 degrés. A Chamo-

nia, la neige ne sent rien. En Russie, elle a l'odeur de la fumée des cheminées, des oliviers de pin. Lo Russe, pour moi, c'est ça: les soirées dans les steppes, les matinales dans la taïga, la Volga, les baigns fumants dans les geisers du Kamchatka, la joie de voir le thermomètre descendre en dessous de trente parce que l'école fermait, la fête dans la cour, la luge et aussi les gens qu'on retrouvait morts de froid dans la neige ou dans les arbres, parce qu'ils avaient voulu échapper aux lours. C'est ça l'essentiel, ce pointillé d'instant. Proust disait bien que la splendeur des palais ne peut pas nous émouvoir autant qu'une petite chambre, des choses simples... »

ANDREÏ MAKINE n'aime pas raconter sa vie. D'une manière générale, il n'aime pas les détails, comme il n'aime pas les choses solides, comme il dit, « utilisables ». « L'atmosphère d'une fin de journée, c'est inutilisable. L'esthétique commence là. » Son autobiographie ne serait pour lui qu'un prétexte à une connaissance poétique des choses, le livre pouvant se passer des éléments de vérité, tout comme l'idée de la lumière continue à exister une fois que la lampe est débranchée. « C'est la raison de mes silences, poursuit-il. Un écrivain se désolait quand il parle de sa vie. Parce qu'alors, si sa vie s'avère différente de ce qu'il est écrit, on lui demande des comptes, des explications, on trouve que ça ne colle pas. L'honnêteté, pour un écrivain, c'est de ne s'inscrire dans aucune logique sociale et la société, mollement, le lui interdit. Les écrivains ont leur mot à dire, précisément pour rendre aux choses leur profondeur ontologique. Il faut enlever l'utile. Le rendre inutile, mais beau. La beauté sauvera le monde, a dit Dostoïevski. »

On ne s'étonnera pas, devant cette profession de foi exaltée en l'esthétique, qu'Andreï Makine reste bouche bée devant les questions répétées des journalistes qui ne cessent de l'interroger, comme c'est la coutume avec les gagnants du Loto, sur « ce qu'il fera avec son argent ». « Je ne savais pas à quel point l'argent comptait pour les Français. Ils ne comprennent pas qu'un Russe est tout sauf petit-bourgeois. Si l'argent lui tombe dessus, il flambera tout, tout de suite, dans la création. Tout le monde me demande ce que je vais faire, après le Goncourt, de l'argent que j'aurai gagné. Si je vais m'acheter un appartement ou une chaîne hi-fi. Mais qu'est-ce qu'on s'imagine donc que peut faire un écrivain ? Un écrivain, il écrit. »

Marion Van Renterghem



Andreï Makine Goncourt des steppes

Andreï Makine

Le Monde
EDITORIAL

Nécessaire dialogue

ROBERT HUE, secrétaire national du Parti communiste, et Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, ont utilisé les mêmes termes, au soir du septième jour d'une grève qui paralyse les transports en commun. Tous deux se sont inquiétés de l'attitude d'un gouvernement qu'ils soupçonnent de vouloir « jouer le pourrissement ». Ils ont laissé entendre qu'il est toujours dangereux de laisser se dresser trop longtemps une partie de la France contre une autre, « les usagers contre les grévistes » par exemple.

Emanant de l'opposition de gauche, ces propos peuvent être interprétés comme des messages adressés à un gouvernement qui ne s'exprime guère, à l'exception notable de Jacques Barrot, ministre des affaires sociales, qui pense le moment venu de « rétablir le dialogue entre les Français ». D'une certaine façon, ils font écho à la déclaration commune de quatre syndicats (CGT, FO, FSU et UNSA), qui évoquant une « généralisation » possible du mouvement, dénoncent « l'entêtement » dont se rendrait coupable l'équipe au pouvoir.

Mais ils tiennent aussi certainement compte d'un écartement syndical apparu

an grand jour et qui sera de plus en plus difficile à gérer, maintenant que la CFDT, la CGC et, dans une certaine mesure, la CFTC (qui parle de « chienlit ») expriment leurs désaccords avec une gestion confuse des événements.

Ajoutés à d'autres déclarations intervenues tout au long de la journée du 30 novembre, émanant en particulier de représentants de la majorité, dont certaines expriment des réserves implicites sur la méthode du gouvernement (François Léotard, Pierre Mazeaud), tous ces signes vont dans le même sens. Après une semaine de montée en puissance, ce conflit majeur arrive à un tournant, celui où certains des acteurs commencent à s'interroger sur la meilleure manière de sortir de la confrontation. Car si, en l'état, les forces en présence ne parviennent pas à faire fléchir la

volonté de l'adversaire, c'est le risque d'enlèvement qui menace, dans lequel personne n'aurait rien à gagner.

A ce moment précis, la solution honorable réside dans la capacité à reprendre malgré tout contact, puis à ouvrir des portes pour amener les positions à bouger. La seule issue est donc de se préparer à négocier. Ce qui suppose la recherche d'un compromis et passe, au préalable, par la reprise d'un dialogue réel ; en tout cas exempt d'arrière-pensées. Le pire serait de vouloir en découdre jusqu'au bout pour acculer l'autre partie à une défaite cuisante.

Dans la situation présente, la nécessité d'une telle approche fait d'autant moins de doute que, justement, l'ensemble de ces dossiers ont été abordés en dehors de toute méthode cohérente. L'absence de pédagogie et le mystère entretenu autour de mesures annoncées soudainement et sans précaution (François Léotard parle de « brutalité ») n'ont pas pu contribuer à la réaction immédiate de catégories bousculées par le changement prévu. Il faut les comprendre, et ce quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur le caractère indispensable d'une réforme qui n'avait que trop tardé à venir.

De nouveaux défis pour la Banque mondiale

Suite de la première page

Premier défi, l'intégration des nouveaux membres : c'est loin d'être une nouveauté pour la Banque, dont le nombre d'associés est passé de 50 lors de sa création à 179 aujourd'hui. Dans le cas des Républiques ex-soviétiques, l'affaire avait été relativement simple, puisque l'URSS n'était pas partenaire. Exemple plus ancien, la sécession du Bangladesh, hors du Pakistan, en 1971, n'avait pas posé non plus de problème majeur. Mais les plus récents candidats bousculent les statuts. L'Autorité palestinienne est appelée depuis 1994 à recevoir des crédits alors qu'elle n'est pas à la tête d'un véritable Etat : les fonds transitent par une société fiduciaire (*trust fund*). La Bosnie a accumulé des arriérés de paiement auprès de la Banque, au titre de l'ex-Yugoslavie, avant même son accession : le cas bosnien a créé le concept de « membre en accession », et les responsables de Washington cherchent la possibilité de lancer un programme de reconstruction à moyen terme du pays, qui n'est pas actionnaire.

Deuxième défi, la promotion du secteur privé. Selon ses statuts, la Banque mondiale ne peut prêter qu'à des Etats, ou effectuer des prêts garantis par l'Etat. Pour contourner cet obstacle, elle a créé en 1956 la SFI, à une époque où la croyance dans la supériorité du secteur public était pourtant encore forte. Depuis, les économistes de la Banque ont évolué au point que certains d'entre eux ont récemment soutenu que le secteur d'Etat freine le développement économique. Et octobre, des hauts responsables de la Banque, dont son économiste en chef Michael Bruno, ont déclenché une mini-tempête en publiant un rapport intitulé « les bureaucraties aux affaires » et en affirmant que « la présence d'entreprises d'Etat inefficaces fait obstacle à la croissance économique dans beaucoup de pays en développement ». Mais la promotion du secteur privé est actuellement entravée par des problèmes de cohérence entre les actions de la Banque, de la SFI et de la MIGA, comme l'a prouvé récemment la crise au Nigeria. « A long terme, les institutions devraient fusionner », prévient le même expert. Pour l'instant, la réforme devrait assurer une meilleure conception commune des « stratégies par pays », outils de base du

travail de la Banque. Troisième défi, le rôle des institutions financières internationales, dans un monde désormais dominé par les investisseurs privés et où les ONG se font de plus en plus critiques. Plusieurs responsables entendent développer les activités de conseil de la Banque. Celle-ci a de telles préoccupations dès qu'elle réfléchit à la mise en place, par exemple, de programmes d'ajustement structurel. Mais une institutionnalisation, donc une rémunération de ces activités, à l'instar des pratiques des banques d'affaires, est-elle envisageable ?

S'il est un secteur où la concurrence avec le secteur privé n'existe pas, c'est celui de l'aide aux plus pauvres, nécessaire mais peu rémunérateur. La Banque mondiale a créé l'IDA en 1960. L'association consent des prêts à très long terme, assortis de taux d'intérêt pratiquement nuls. Or, contrairement aux crédits ordinaires, financés par les emprunts de la Banque sur les marchés financiers internationaux, ceux de l'IDA dépendent des contributions des pays donateurs. Or le congrès américain réduit considérablement ses versements à l'IDA, menaçant l'ensemble de l'architecture financière de l'association.

PRETS A L'EDUCATION

La politique dessinera aussi peut-être l'avenir des institutions multilatérales. En théorie, elles ne peuvent émettre des jugements politiques, mais il y a toujours moyen de contourner cet obstacle, par exemple lorsque les crédits proposés à un pays jugé répréhensible sont refusés par le conseil d'administration. Lors de sa création, la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) a innové en se donnant un mandat politique explicite. Mais celui-ci est pratiquement resté lettre morte.

Il s'agit enfin de trouver de nouvelles pistes pour le développement économique. Les cinquante dernières années ont clairement prouvé qu'il n'existe pas de recette miracle, que la richesse de certains Etats s'est considérablement accrue, alors que d'autres stagnaient, sous la supervision des mêmes institutions. Récemment, la Banque a développé une campagne autour de la femme, avec l'idée qu'aider une femme, c'est aider une famille.

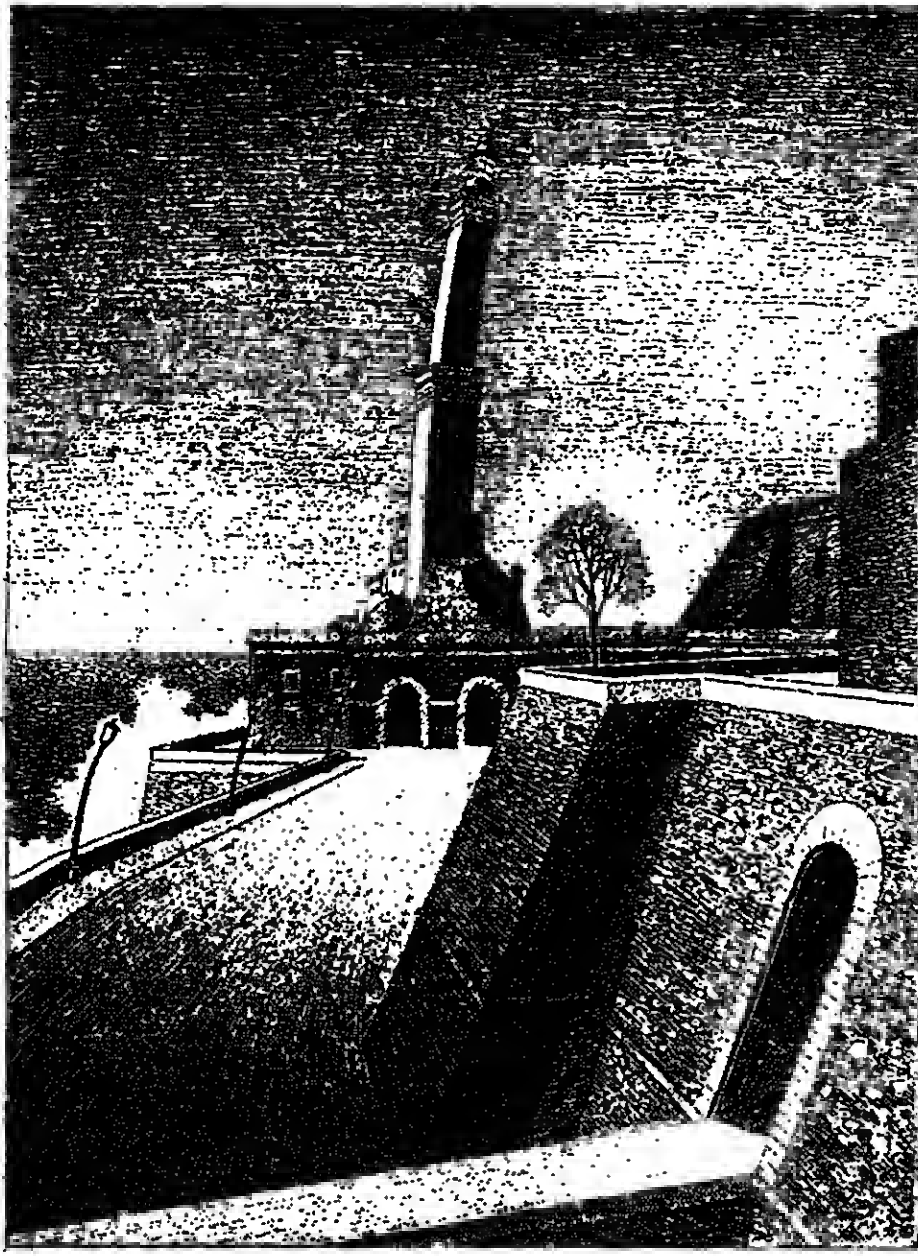
L'éducation est par ailleurs le secteur dans lequel les prêts de la Banque progressent le plus rapidement, atteignant cette année 5 milliards de dollars. Mais selon M. Ibrahim Shihata, le juriste en chef de la Banque, il est difficile de convaincre les gouvernements que cela vaut la peine d'emprunter, surtout à des conditions de marché, pour alimenter des domaines indirectement productifs, comme l'éducation ou la santé.

Les nouvelles technologies de l'information offrent aussi des pistes de réflexion très attrayantes, et certains économistes de la Banque, comme Jean-François Richard, vice-président pour le développement des secteurs privés et financiers, sont convaincus que la circulation plus rapide et plus harmonieuse de la technologie dans le monde entier pourra mettre fin à l'isolement de régions entières, réduire l'analphabétisme, qui touche 900 millions de personnes environ, ouvrir des marchés susceptibles d'augmenter considérablement les revenus des pays pauvres.

La réforme que s'apprête à annoncer M. Wolfensohn n'apporte pas de réponse définitive à toutes ces questions. Mais elle devrait permettre à l'organisation de Washington de continuer à s'adapter aux changements économiques mondiaux.

Françoise Lazare

Tempête par Guy Billout



Contorsions présidentielles en Haïti

« L'E 8 février 1996, je ne serai plus président ». En annonçant cette assidue, lors d'une conférence de presse, jeudi 30 novembre à Port-au-Prince, le chef de l'Etat haïtien, Jean-Bertrand Aristide, a levé - définitivement, espère-t-on - le doute qu'il avait entretenu sur sa volonté de se représenter à l'élection présidentielle du 17 décembre. A plusieurs reprises en effet il avait laissé entendre qu'il pourrait briguer un deuxième mandat, en violation de la Constitution.

En choisissant l'ambiguïté du *yanvalou*, cette danse vaudou au rythme ondulant, le président Aristide apparaît comme le principal responsable de cette confusion pour le moins dangereuse dans la nouvelle phase de transition de la fragile démocratie haïtienne.

Ses adversaires se frottent les mains sur le thème : « On vous l'avait bien dit ». Ses partisans se disent préoccupés, embarrassés, voire atterrés. « On ne sait jamais ce qu'il y a dans la tête de Jean-Bertrand Aristide », confie l'un de ses proches amis, religieux comme lui.

En menaçant de répondre positivement aux injonctions de sa base lui demandant de rester au pouvoir, Jean-Bertrand Aristide avait pris le risque de créer une « situation

échappant à tout contrôle », selon un haut fonctionnaire du gouvernement haïtien. Une situation d'autant plus dangereuse qu'elle coïncide avec un regain de violence, à la suite de l'appel lancé par le président Aristide à la population pour qu'elle participe aux opérations de désarmement des partisans de l'ancien régime.

Pourquoi avait-il ainsi durci sa position, après avoir joué le jeu de la réconciliation nationale et du respect des engagements pris vis-à-vis de la communauté internationale pendant plus d'un an ? Certains pensent que le président Aristide a été réellement tenté de prolonger son mandat de trois ans, durée de son exil forcé durant le régime militaire (1991-1994) qui l'avait renversé. « Il a voulu tester sa capacité de mobilisation et créer une autodétermination présidentielle », analyse l'un des tenants de cette thèse. Ses amis se sont efforcés de le convaincre que le tumulte autour des « trois ans » faisait le jeu des macoutes et que son intérêt - et celui du pays - consistait à abandonner le fauteuil présidentiel, quitte à se représenter dans cinq ans.

Aristide s'estime trahi par les témoins de Lavalas (son mouvement) qui lui demandent de quitter le pouvoir. Ses relations se sont tendues, y

compris avec ses proches comme René Prévail ou Claudette Werleigh (l'actuel premier ministre), affirmant un collaborateur du palais. De fait, le président Aristide a jusqu'à présent refusé de prendre position en faveur de la candidature de René Prévail (son premier ministre en 1991). Il a confirmé jeudi qu'il n'a « pas de préférence » et qu'il est prêt à « aider tous les candidats ». Selon certaines rumeurs, il pourrait ajouter à la confusion en soutenant son cousin Léon Jeanne, l'ancien secrétaire d'Etat à l'intérieur, qui se présente en indépendant.

Le « chantage aux trois ans » s'est accentué sur fond de dégradation des relations entre le président Aristide et les Etats-Unis, qui l'ont ramené au pouvoir en octobre 1994. Depuis plusieurs semaines, les Américains manifestent leur impatience face à la lenteur des réformes économiques et à la paralysie du programme de privatisation de neuf entreprises publiques. La démission, le mois dernier, du premier ministre Smarck Michel, un commerçant bien vu dans les milieux d'affaires et favorable aux privatisations, avait inquiété les représentants de la communauté internationale quant aux intentions réelles du président Aristide.

La question du désarmement des

partisans de l'ancien régime militaire a constitué un autre motif de friction. Resurgi à la suite de l'assassinat de l'un de ses proches, le député Jean-Hubert Feuillé, le dossier désarmement a donné lieu le 11 novembre à un discours enflammé du président Aristide, qui a sévèrement critiqué la communauté internationale et a laissé entendre que la réélection du président Clinton dépendrait de son succès en Haïti.

L'irritation, côté haïtien, a été accentuée par les réticences du Pentagone à remettre quelque 150 000 pages de documents saisis par les troupes américaines peu après l'intervention militaire de septembre 1994. Ces documents contiennent des informations sur l'armée haïtienne, aujourd'hui dissoute et sur le Front pour l'avancement et le progrès d'Haïti (Fraph), la milice paramilitaire créée par les putschistes. Selon les autorités haïtiennes, ces documents pourraient faciliter la découverte de caches d'armes et l'instruction des procès contre les responsables de violations de droits de l'homme. Mais ils mettraient aussi en lumière les liens que maintenaient les agences de renseignement américaines avec certains putschistes, ce qui expliquerait l'embarras de Washington.

Jean-Michel Caroit

RECTIFICATIFS

PAUL GRÜNINGER
Contrairement à ce que nous avons écrit dans l'article consacré à Paul Gröning, l'officier suisse qui sauva trois mille juifs des persécutions nazies (*Le Monde* du 29 novembre), c'est au peuple juif, et non aux Suisses, que le président de la Confédération suisse a présenté ses excuses pour l'attitude de son pays pendant la guerre. De même, les « réfugiés suisses » étaient des réfugiés juifs.

SIDA
Nous avons omis d'indiquer que les résultats de l'enquête sur l'état des connaissances des pratiques des Français face au sida (*Le Monde* du 30 novembre) sont intégralement publiés dans le *Journal du sida* (n° 80, décembre 1995).

Transformer la SNCF pour la sauver

par Charles Fiterman

COMME souvent, le dur conflit social surgi à la SNCF à propos du contrat de plan recouvre un malaise beaucoup plus profond. Chacun le sent bien : il y a péril pour l'avenir même du transport ferroviaire. Encore faut-il clarifier les raisons d'une situation dont la gravité ne peut être imputée à la seule SNCF. En vérité, nous sommes passés, au long de ce siècle, d'une époque à une autre sans que, dans ce domaine comme dans d'autres, des conclusions conformes à l'intérêt général aient été tirées.

D'une situation de quasi-monopole, le transport ferroviaire est entré dans un univers de concurrence dans lequel la route et l'aérien font valoir leurs qualités respectives indéniables. Encore fallait-il que soient établies pour cette concurrence des bases saines, des coûts comparables, prenant en compte la spécificité de ce type d'activité. C'est à cette fin que la LOTI (loi d'orientation des transports intérieurs), adoptée en 1982, demande à ce que soient pris en compte « les coûts économiques réels liés à la création, à l'entretien et à l'usage des infrastructures », et les coûts sociaux et écologiques, afin d'établir « les bases d'une concurrence loyale entre les modes de transport et les entreprises, notamment en harmonisant leurs conditions d'exploitation... ». Ces principes et orientations généra-

rales d'une loi dont la validité reste reconnue, même si la vie appelle qu'il lui soit apporté ici ou là quelques modifications, ont pas trouvé jusqu'ici une traduction concrète satisfaisante.

En 1937, la création d'un ensemble intégrant à l'échelle nationale dans un même réseau de multiples entreprises locales ou régionales dispersées, la plupart en

l'efficacité économique. Une nouvelle combinaison des deux dimensions est nécessaire dans un secteur où aucune entreprise ne peut assurer, par le jeu spontané du marché, une rentabilité financière classique, comme on le vérifie une fois de plus avec le tunnel sous la Manche.

En fait, l'évolution de la société appelle non un abandon des missions de service public, mais des

lisatio des énergies. Paradoxalement, la SNCF est bien loin d'en donner l'exemple, alors qu'elle dispose d'un personnel dont l'attachement à l'entreprise et à ses missions est proverbal.

Sans aucune prétention à l'exhaustivité, je veux ici, m'appuyant sur des réflexions déjà conduites ou des actions en cours, avancer trois propositions générales.

1. La définition, la réalisation, la maintenance des infrastructures et de leur environnement devraient être placées sous la responsabilité directe et entière des pouvoirs publics. Curieusement, la SNCF est la seule entreprise de transport qui intègre dans ses comptes l'ensemble des coûts d'exploitation évoqués plus haut. Les investissements réalisés - indispensables à son activité, mais dont l'amortissement n'est possible que sur le long terme - entrent environ pour les deux tiers dans son endettement. La charge financière écrasante qui en résulte limite ses efforts de modernisation, handicape sa capacité d'initiative.

A plusieurs reprises, et une fois de plus ces derniers jours, l'Etat a décidé des allègements de la charge, non négligeables en eux-mêmes. Mais partiels, et non inscrits clairement dans un ensemble de réformes adaptées, ces allègements laissent perdurer les tendances de fond à la dégradation. Et, très vite, tout est à refaire. La seule issue n'est-elle pas de placer

l'ensemble des infrastructures de transport - y compris le ferroviaire - sous une même responsabilité, dans un même cadre de décision, la construction et la gestion pouvant être assurées selon les modalités les mieux adaptées ? Un tel choix implique que la dette - au moins pour la part liée à l'investissement - soit apurée, reprise dans un autre cadre, une fois pour toutes, libérant la SNCF d'un collier étrangleur.

2. La régionalisation doit s'effectuer, selon des modalités qui ne sauraient aboutir à un simple transfert aux régions... des décisions de fermeture de lignes. Le principe en est bon. L'efficacité sera meilleure si la région, plus proche des réalités de terrain - s'il le faut en partenariat avec le département ou la ville -, décide de l'opportunité de telle ou telle infrastructure, est pleinement responsable de celle-ci, devient autorité organisatrice des transports inscrits dans son territoire, passe contrat pour l'exploitation avec la SNCF, en ouvrant peut-être un certain espace de concurrence. Cela suppose naturellement que s'opèrent les transferts indispensables de ressources, qu'un fonds de péréquation pallie les inégalités entre régions, que des schémas cohérents de liaisons interrégionales, nationales et européennes soient établis aux niveaux national et européen.

3. Les deux réformes évoquées ci-dessus, auxquelles viendraient s'ajouter une ouverture déterminée à l'activité internationale, créeraient des conditions nouvelles, beaucoup plus favorables pour la rénovation indispensable des structures internes et des méthodes de gestion de la SNCF. Des hypothèses majeures étant levées, celle-ci se trouverait, du même coup, confrontée à sa propre responsabilité : celle de faire valoir les atouts du transport ferroviaire dans tous les domaines où il constitue la bonne réponse aux besoins.

Résumer, cela veut dire, par exemple : assouplir, rééquilibrer et diversifier les structures de l'entreprise, peut-être aussi diversifier l'actionnariat public, sans que soit nié son caractère d'entreprise nationale intégrée ; décentraliser les responsabilités ; mettre en œuvre une véritable stratégie de groupe ; améliorer l'offre, la qualité du service rendu, avec l'objectif de proposer un produit haut de gamme dans chaque catégorie de transport, à l'instar du TGV ; mettre en synergie tous ces moyens ; mieux informer le public. Modernité, liberté d'accès, convivialité, sécurité, proximité, c'est ce que l'on doit répondre spontanément demain à la question : si on vous dit SNCF, à quoi pensez-vous ?

Charles Fiterman est ancien ministre des transports.

Rénover, cela veut dire, par exemple : assouplir, rééquilibrer et diversifier les structures de l'entreprise, peut-être aussi diversifier l'actionnariat public, sans que soit nié son caractère d'entreprise nationale intégrée

situation de faillite, a été une réponse moderne, rationnelle, efficace aux besoins du pays. Ce modèle centralisé, étatique, a fortement marqué l'entreprise, sa culture, ses comportements. S'il a été, pendant une période, un formidable outil de mobilisation et de progrès, il faut bien constater qu'il a

La dimension de service public n'est pas en cause. Contrairement à un postulat à la mode, elle n'est pas incompatible avec la concurrence et

changements de leurs contenus et de leurs formes de mise en œuvre.

A l'intérieur même de l'entreprise, les exigences humaines et aussi économiques de l'époque demandent de passer d'un type de relations sociales à un autre. A une organisation strictement pyramidale, verticale, de la hiérarchie et des rapports de commandement doivent se substituer des structures et des méthodes largement participatives, capables de permettre le déploiement de l'initiative, la mobi-

La décentralisation sur les rails

par Jean-François Bazin

Le chemin de fer et l'enseignement supérieur relancent le débat sur les missions que les régions peuvent ou doivent assurer dans notre pays. Plutôt qu'une décentralisation au fil de l'eau chaque fois que l'Etat entend se débarrasser d'une compétence jugée trop lourde, l'heure n'est-elle pas venue de décentraliser par choix raisonné et dans un partenariat confiant ?

Les régions rendent de grands services à la France. S'agit-il de préserver ou aggraver les lycées de la crise explosive que leur prépare l'inaction des années 80 ? S'agit-il de répondre aux besoins de l'enseignement supérieur à la même époque ? On se tourne vers les régions.

S'agit-il, comme le bouchon d'une Cocotte-Minute, d'offrir une soupape à la représentation politique lorsque l'Assemblée nationale, le Sénat et les conseils généraux déclarent forfait ? Vers qui se tourne-t-on pour accueillir des élus exprimant des courants minoritaires sans doute, mais qui existent cependant ? S'agit-il aujourd'hui de remettre la SNCF sur ses roues et sur ses rails ? Vers qui se tourne-t-on ? Véritables administrations de mission de notre pays, les régions répondent vite et bien à des tâches nouvelles, rapprochant la décision du citoyen.

Le chemin de fer constitue un bon moyen pour remettre la décentralisation sur les rails, sous certaines conditions. On préconise volontiers le transfert du chemin de fer régional aux régions comme une conséquence du contrat de plan Etat-SNCF. Ce processus, dans lequel les régions n'ont aucune part réelle, ne laisse pas de surprendre. La loi doit à l'évidence régler cette question d'intérêt national. Quant à présenter de façon singulière cette réforme comme « l'application du rapport Hanel », ce document fort intéressant n'a force ni de loi ni de décret.

L'Ile-de-France doit être intégrée au dispositif. Pourquoi serait-elle exonérée de l'effort national ? C'est une région française, et qui paye beaucoup moins d'impôts régionaux que toutes les autres. Peut-on accepter que le contribuable national continue de financer le déficit des transports franciliens, alors que le contribuable local aurait à sa charge le coût entier de ses propres transports ?

L'Etat doit indiquer ce qu'il assumera lui-même. Si les régions ont en charge le chemin de fer régional, devront-elles aussi finan-

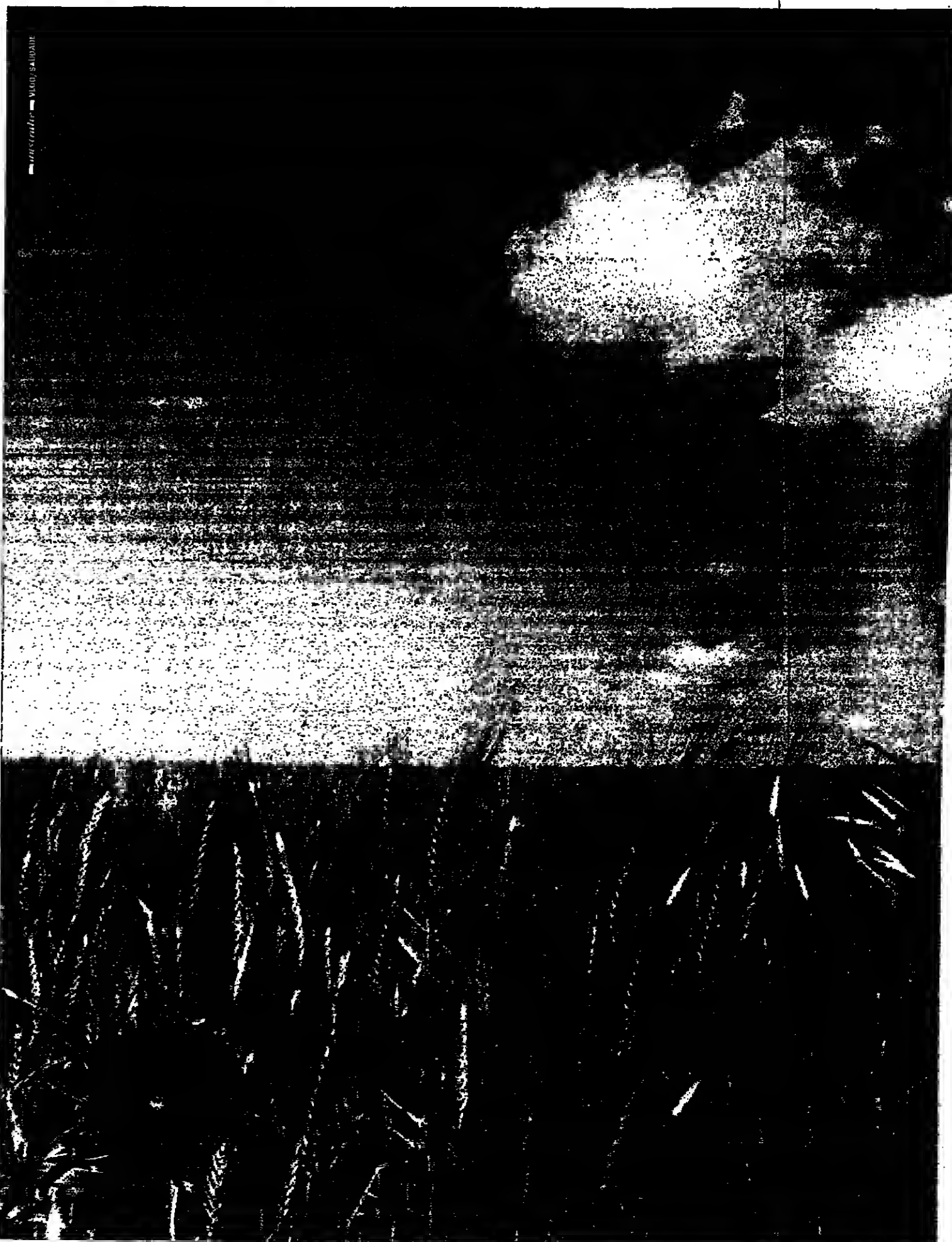
cer, comme c'est actuellement le cas, les lignes TGV et même, maintenant, les services TGV ? L'électrification ? Les gares ? Les matériels ? Les lignes dites d'aménagement du territoire ? Là encore, et pour mémoire, tous les TGV doivent être désormais financés en partie par les collectivités territoriales, sauf en Ile-de-France.

L'expérimentation envisagée doit être réversible. Par ailleurs, les régions n'ont plus de marge de hausse fiscale. La poule aux œufs d'or a poudré des lycées, des facultés. Elle n'a plus les moyens de poudrer des trains. En transférant aux régions une large partie de ses propres responsabilités, l'Etat ne leur a fait l'aumône que d'une seule taxe : le permis de conduire. Elle représente moins de 1 % de leur fiscalité, devenue entièrement additionnelle. Un vrai problème.

Enfin, il n'est pas possible de tenir deux langages à la fois. Vous devez contribuer à l'éducation, à la recherche, au développement du territoire, aux transports, etc. Mais votre système électoral interdira durablement dans vos assemblées toute majorité de gestion. L'intérêt public commande de ne pas trop écouter les groupes de pression et de réaliser cette réforme. Ainsi la France sera-t-elle un pays moderne appelant tous ses citoyens, où qu'ils vivent et travaillent, à une responsabilité nouvelle et équilibrée.

Le chemin de fer français offre l'occasion d'une perspective de décentralisation intelligente et nouvelle. Si ce nouveau transfert de compétence est prévu, c'est sans doute que les régions correspondent à une dimension convenable pour l'action et qu'elles ont fait leurs preuves. La France parisienne et départementale craindrait, nous dit-on, les fiefs et le retour des fœdaux, mettant en péril l'harmonie nationale. Soyons sérieux. Pourquoi dès lors charger autant les épaules de ces présidents, de leurs assemblées, de leurs contribuables ? Seule la compétence crée pouvoir et autorité. En se privant de ses missions, l'Etat doit tirer les conséquences de son comportement. Le risque est sans doute de créer, sans volonté nationale, une sorte de fédéralisme réel à la française. Mais qui donc en serait responsable ?

Jean-François Bazin, président du conseil régional de Bourgogne, est secrétaire national du RPR à la décentralisation.



Handwritten text in a box: "Khalid Al-Hadi"

15

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 2 DÉCEMBRE 1995

AUTOMOBILE Les immatriculations d'automobiles se sont effondrées en novembre de 13,3 % après un recul de 6,3 % en octobre. La prime à la casse gouvernementale

dite « prime Juppé » en vigueur depuis le 1^{er} octobre ne parvient pas à enrayer la dégradation qui a commencé en juillet. ● LES CONSTRUCTEURS s'attendent désor-

mais à un marché en baisse d'au moins 1,2 % cette année. Les commandes enregistrées en novembre ont encore baissé de 10 % environ. ● DANS CET ENVIRONNEMENT

très morose, les constructeurs français Renault et Peugeot souffrent le plus. L'ex-régie a vu sa part de marché se réduire à 26,5 % en novembre contre 31,3 % l'an passé. Peugeot re-

culé à 16,9 % contre 18,6 %. Citroën s'en tire mieux grâce à une politique très agressive de prix. ● VOLKSWAGEN, qui n'a recours à aucun rabais, réalise des performances.

Renault et Peugeot sont les premières victimes de la chute du marché

La « prime Juppé » ne parvient pas à arrêter la dégradation des ventes de voitures.

Les clients ne sont attirés que par les rabais très importants, comme ceux pratiqués par Citroën ou Seat. Volkswagen profite de la crise

QUAND les promotions se multiplient, quand le gouvernement soutient le marché automobile... les ventes de voitures continuent à baisser. Et les marques françaises en sont les principales victimes, alors que certains comme Volkswagen semblent inexorablement augmenter leurs performances. Comme si le marasme du marché ne devait pas les concerner.

D'après le Comité des Constructeurs Français d'Automobiles (CCFA), les nouvelles immatriculations françaises ont enregistré en novembre un nouveau recul de 13,3 % (à jours ouvrables comparables) par rapport au même mois de l'année précédente. En octobre, premier mois d'entrée en vigueur de la prime à la casse du gouvernement Juppé, elles avaient déjà diminué de 6,3 %. La prime Juppé ne parvient donc pas à stopper la dégradation des ventes, observée depuis juillet dernier. Les spécialistes

tablient maintenant sur des ventes de 1,950 million de voitures en 1995, contre 1,973 million en 1994. Si le marché est à l'arrêt, tout le monde ne l'est pas. Renault et Peugeot sont les principales victimes des faibles achats. L'ex-Ré-

gie a vu ses immatriculations baisser de 26,6 % en novembre et le groupe de Sochaux de 21 %. Mais ces chiffres indiquent une évolution par rapport à novembre 1994, mois qui s'était révélé exceptionnel pour les constructeurs français.

La « balladurette » accélérât à fond et le marché avait grimpé à 190 500 immatriculations, niveau que l'on ne retrouve dans le passé qu'en 1990. Les résultats actuels « restent quand même supérieurs au niveau excrable de novembre 1993, qui avait enregistré 157 000 immatriculations », tempère Vincent Becquey, directeur du marketing de la société de crédit à la consommation, Cofica.

L'an passé les constructeurs étrangers n'avaient pas encore bien estimé l'impact positif de la prime Balladur et ils souffraient de stocks insuffisants, laissant aux constructeurs nationaux la plus grosse part du gâteau. La part de marché de Renault s'était élevée ce mois-là à 31,1 %, alors qu'elle plafonnait généralement à 30 %. Cette année, les étrangers ont mieux réagi. Renault s'est effondré le mois dernier à 26,5 % du marché. Peugeot est tombé à 16,9 %,

contre 18,6 % en novembre 1994. Les deux marques françaises ont, il est vrai, toutes deux souffert de la fin de vie d'un produit : la 405 et la R15.

Citroën s'en tire mieux, gagnant quelques points de marché, de 12,5 % en novembre 1994 à 13,2 % cette année. La marque aux chevrons a du casser ses prix : en novembre, l'AX se vendait 6 000 francs de moins que ne l'indiquait le catalogue, la Xantia 10 000 francs et l'Evasion 15 000 francs. Entre le 13 et le 20 novembre, les véhicules diesel bénéficiaient d'un rabais supplémentaire : moins 10 000 francs au total sur l'AX ou encore moins 13 000 francs sur la Xantia. Remises auxquelles s'ajoutent les 5 000 ou 7 000 francs offerts par le gouvernement pour la reprise des véhicules de plus de 8 ans.

mois de novembre très moyen compte tenu de la fin de vie de la Vectra : avec des immatriculations en hausse de 21,5 % depuis le début de l'année, la filiale européenne de General Motors a porté sa part de marché de 5,4 % à 6,6 %. « Nos commandes en novembre se sont accrues d'environ 13 %, ce qui laisse présager une fin d'année en droite ligne avec les onze premiers mois », développe Thierry Lepiaucq, directeur des ventes d'Opel France.

Pour les autres constructeurs qui, comme les Français ou encore l'italien Fiat, ont vu leurs parts de marché légèrement reculer, il ressort que la prime Balladur a absorbé une grande part du potentiel de croissance du marché hexagonal et que la prime Juppé n'est plus en mesure de redynamiser un marché asséché. Même si elle représente 25 % des ventes actuelles de voitures - contre 30 % pour son inspi-

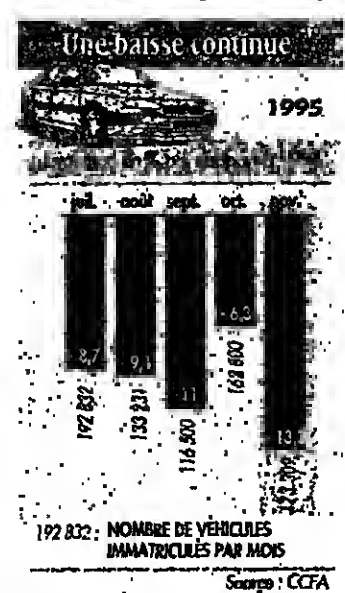
PETITS BUDGETS

Seat, dont les prix sont également particulièrement compétitifs - on peut y acheter une voiture pour moins de 30 000 francs (29 990 pour la Marbella) - a su convaincre les ménages à petits budgets puisque ses immatriculations ont augmenté de 41,3 % le mois dernier.

En dehors de Seat et Citroën, qui vont le plus loin dans cette politique de rabais, les autres constructeurs n'ont pas connu les mêmes retours. La réactivité des automobilistes au prix apparaît désormais moins évidente : ils ont montré par leurs choix d'achats du mois dernier que cette composante n'était pas primordiale. Volkswagen, dont la politique commerciale est de ne faire aucune promotion, a enregistré le mois dernier une hausse de ses immatriculations de 25,2 %, à 11 266 unités.

« Nous n'avions pas eu un très bon mois de novembre 1994. Nous venions de lancer la nouvelle Polo sans être en mesure de la livrer », précise Michel Le Payre, président de Volkswagen France. En un an, le nouveau modèle a fait ses preuves : 4 500 nouveaux automobilistes en ont pris le volant le mois dernier. Le prix d'entrée de la Polo est de 60 900 francs. Elle est plus chère que toutes ses concurrentes.

Sur les onze premiers mois de l'année, Volkswagen a vu ses immatriculations bondir de 17,2 % - alors que le total des immatriculations diminuait de 0,5 % - , ce qui lui donne une part du marché hexagonal de 5,7 %, contre 4,9 % sur la même période de 1994. Opel a lui aussi conquis de nouveaux automobilistes français malgré un



L'entrée en vigueur de la prime Juppé n'a pas relancé les ventes d'automobiles.

matrice - elle n'incite pour l'instant que peu de personnes à anticiper des achats.

Le gouvernement l'avait d'ailleurs pressenti puisqu'il avait estimé à 150 000 le nombre d'achats supplémentaires qu'occasionnerait sur un an cette nouvelle mesure, alors que les « balladures » ont été en 16 mois au nombre de 450 000. La reprise ne se laisse pas encore deviner. Selon Vincent Becquey, « les commandes du mois de novembre ont globalement enregistré une baisse de 10 % ».

Virginie Mallinre

Les chantiers nautiques Jeanneau sont à vendre

LA ROCHE-SUR-YON

de notre correspondant

Les chantiers nautiques Jeanneau des Herbiers (Vendée) sont à vendre. Le tribunal de commerce de La Roche-sur-Yon se prononcera, le 22 décembre, sur le nom du ou des repreneurs. Félix Chatellier, PDG de Jeanneau, a perdu son pari.

En délicatesse avec son ancien pool bancaire, comprenant notamment la BNP et Paribas, il n'a pas réussi à faire redémarrer la production, malgré le recours à d'autres soutiens financiers. L'argent frais n'est pas revenu, le nouveau pool n'ayant pu obtenir de garanties suffisantes. Même si Jeanneau dispose de près de 300 millions de francs de carnets de commandes, les chantiers sont au point mort et les deux tiers des salariés toujours au chômage.

Les 653 salariés de l'usine bocaine (qui comprend aussi l'activité construction de voiliers de la filiale Microcar) devraient cependant être payés de leur salaire de

novembre. Cette mesure indique la volonté de l'administrateur judiciaire, M^r Rambour, nommé à la suite de la décision de redressement, le 2 novembre, par le tribunal de commerce, de ne pas procéder à la liquidation de l'entreprise. Plusieurs noms de repreneurs potentiels circulent. On évoque le nom du groupe Zodiac International pour le secteur voile, celui de l'américain Brunswick (moteurs Mercury) pour le motonautisme et de l'entreprise Aixam d'Aix-les-Bains (Savoie) pour le rachat de la filiale Microcar.

Comme aux beaux jours, Jeanneau participera, du 2 au 11 décembre, au Salon nautique à Paris. Mais, aux Herbiers, l'inquiétude est vive parmi les salariés. Certains actionnaires de la société (qui représentent quelque 12 % du capital) craignent de tout perdre, dans un bocage sinistré où pas moins de 2 000 emplois sont actuellement menacés.

Gaspard Norrito

Le point sur l'électricité nucléaire.

Grâce à l'électricité nucléaire, notre ciel ressemble de plus en plus à un ciel.

Utilisation du nucléaire à Paris : 90 % de l'énergie pour la pollution de l'air en France. En effet, les centrales nucléaires n'émettent ni dioxyde de soufre, ni oxyde d'azote, ni particules.

Aujourd'hui 75% de l'électricité est nucléaire.



Nous vous devons plus que la lumière.

Les investisseurs étrangers s'inquiètent de l'extension des conflits sociaux en France

Le franc a cédé 2 centimes face au mark et les taux d'intérêt à trois mois sont remontés à plus de 6 %

Les marchés financiers français ont enregistré, jeudi 30 novembre, de très fortes secousses. Les taux d'intérêt à court terme se sont envolés,

passant de 5,20 % à 6,60 %. La Banque de France a contribué à alimenter ces tensions en laissant remonter jeudi le taux de l'argent au

jour le jour. Vendredi matin, elle a toutefois donné un signal d'apaisement en laissant ce taux inchangé.

LA CRISE SOCIALE va-t-elle se doubler d'une crise monétaire ? Jeudi 30 novembre, les marchés financiers français ont été violemment secoués. L'indice CAC 40, qui mesure la performance de la Bourse de Paris, a cédé 1,56 %, sa quatrième séance de baisse consécutive. La devise française est tombée jusqu'à un cours de 3,46 francs pour 1 mark, soit une perte de 3 centimes en moins de quarante-huit heures. Le franc a également cédé du terrain face aux devises européennes les plus faibles, comme la lire ou le livre sterling. Vendredi matin 1^{er} décembre, lors des premières transactions entre banques, le franc restait très faible et s'échangeait à 3,4560 francs pour 1 deutschemark. Et encore la chute du franc a-t-elle été limitée par une forte hausse du billet vert, passé de 1,4330 mark à 1,4470 mark.

UNE BRUSQUE DÉPRÉCIATION

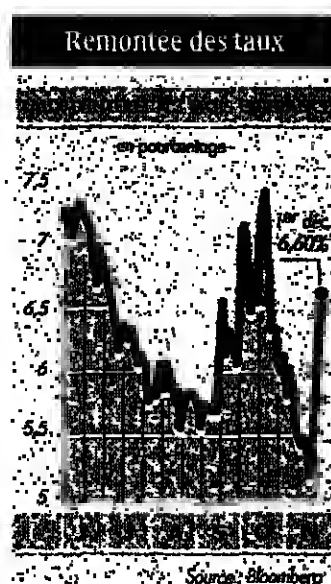
Les tensions les plus fortes ont toutefois été observées sur les taux d'intérêt à court terme. Les échéances à trois mois se sont envolées, passant de 5,20 % à 6,60 %. Le contrat Pibor 3 mois du Matif, instrument financier qui permet aux opérateurs de se protéger contre les variations de taux d'intérêt à court terme, a plongé. L'échéance décembre a terminé la séance sur une baisse de 65 centimes, à 93,63 points. Les cotations ont même dû être interrompues quelques instants, la limite de baisse autorisée par les autorités de marché (-80 centimes) ayant été atteinte en fin de matinée.

Cette brusque dépréciation ré-

sulte de l'inquiétude croissante des investisseurs étrangers à l'égard de la situation sociale en France. Le choc a été d'autant plus violent que la prise de conscience a été tardive. Jusqu'à mercredi, les grands fonds d'investissement anglo-saxons s'étaient montrés indifférents aux mouvements sociaux et étudiants. Ils avaient continué, imperturbables, à acheter des francs et des emprunts du Trésor français. La grève dans la SNCF ne constituait pas pour eux un sujet de préoccupation particulier. « Pour les fonds américains ou britanniques, celle-ci fait partie du folklore français », note un analyste.

L'extension du conflit à d'autres secteurs de la fonction publique et la diffusion, sur les chaînes de télévision étrangères, d'images montrant Paris totalement paralysé par les embouteillages ont fini par ébranler la confiance des opérateurs internationaux. Les analystes soulignent que leur défiance soudaine à l'égard du marché français s'explique d'abord par leur incapacité à mesurer avec précision l'ampleur du trouble social. « Un trader new-yorkais n'a connaissance très vague du mouvement syndical français », observe l'un d'eux. Cette incertitude les incite à se tenir, par prudence, à l'écart du marché français.

Les professionnels des marchés financiers sont unanimes à dire que la Banque de France a également contribué, jeudi 30 novembre, à l'envolée des taux d'intérêt à court terme. En début de matinée, le loyer de l'argent au jour le jour s'est inscrit en hausse de 1 seizième



Les taux d'intérêt à court terme ont progressé de plus de 1 % en quarante-huit heures.

de point, passant de 5,13 % à 5,19 %. Aussi minime soit-elle, la remontée de ce taux a été aussitôt interprétée par les opérateurs comme le prélude à un resserrement officiel de la politique monétaire française. Le niveau de l'argent au jour le jour est considéré par les intervenants comme le troisième taux directeur de l'institut d'émission. De fait, la Banque de France ne le contrôle plus, aujourd'hui, aussi complètement que par le passé. Elle a cherché, depuis plusieurs mois, à lui donner une re-

lative liberté d'évolution. Si elle continue à l'orienter, en donnant, tôt le matin, des indications aux trésoriers de banques et aux courtiers monétaires sur le niveau auquel elle souhaite le voir fixé, elle n'en possède plus une totale maîtrise.

Le taux de l'argent au jour le jour est influencé par l'évolution des rendements de marché. Ces derniers s'étant tendus mercredi après-midi, le taux au jour le jour en a lui-même, jeudi matin, été affecté. Mais ce phénomène de marché a été interprété, à tort, comme un message adressé par la Banque de France. Vendredi matin, l'institut d'émission a d'ailleurs cherché à dissiper ce malentendu et à réparer son erreur commise la veille en maintenant inchangé le taux de l'argent au jour le jour. Ce geste d'apaisement a permis aux échéances à trois mois de refuser, en quelques instants, de 6,60 % à 6,30 %.

Il reste que la détente monétaire observée depuis la fin du mois d'octobre est aujourd'hui largement effacée. Les échéances à trois mois avaient reculé de plus de 2 % au cours de cette période, passant de 7,3 % à 5,2 %. Les secousses subies par les marchés financiers français constituent pour le gouvernement un sérieux avertissement. En somme, les marchés disent au premier ministre que, si d'aventure il cède aux revendications des fonctionnaires, il devra affronter une crise monétaire de grande ampleur.

Pierre-Antoine Delhommeaux

La fusion Crédit foncier Immeubles de France est remise en cause

Une victoire pour les actionnaires minoritaires

LE CRÉDIT FONCIER de France (CFF) va devoir revoir sa copie s'il veut fusionner avec sa filiale à 55 %, la Société des Immeubles de France (SIF). Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) a publié jeudi 30 novembre un avis demandant de facto au Crédit foncier de lancer une offre publique de retrait (OPR) préalable à la fusion. Cette opération permettrait aux minoritaires de la SIF qui le désirent de recevoir des liquidités contre leurs actions, au lieu de se voir imposer des titres CFF.

Le conseil d'administration du Crédit foncier de France, qui doit se réunir lundi 4 décembre pour trancher les conséquences de l'avis du CBV, n'a guère que deux solutions : soit il renonce à la fusion, soit il se plie aux demandes du CBV et lance une OPR. Cette seconde hypothèse contraindrait le Crédit foncier, en perte de vitesse, à débours de précieuses liquidités pour rembourser les minoritaires de la SIF, dont les actions valent en Bourse 850 millions de francs. Une parade consisterait à offrir des parts de fusions plus avantageuses que celles de l'OPR, pour inciter les minoritaires à conserver leurs titres jusqu'à la fusion. Cette dernière avait pour objectif de renforcer les capitaux propres du Crédit foncier de 1 milliard de francs et de pouvoir exécuter des plus-values, en cédant des immeubles de la SIF, acquis pour certains au XIX^e siècle.

La décision du CBV est une victoire pour Colette Neuville, la médiatique présidente de l'Association des actionnaires minoritaires (ADAM). La spécialiste des procès perdus, en particulier contre François Pinault, l'Amly ou la Sogefal, a vu reconnaître la pertinence de ses analyses juridiques par le CBV.

Colette Neuville affirmait en substance qu'on ne pouvait forcer un actionnaire à changer radicalement d'investissement (en l'occurrence devenir actionnaire d'une banque soumise à la loi bancaire et dont le gouverneur est nommé par l'Etat alors qu'on était préalablement actionnaire d'une société immobilière), sans lui proposer une sortie en « cash » (Le Monde du 23 novembre). Le CBV, dans cette affaire, ne s'est pas plié à la « raison d'Etat », qui consistait à accepter de léser les actionnaires de la SIF pour sauver le Crédit foncier. « Le CBV s'est comporté en autorité de police », se réjouit Colette Neuville.

Seconde victoire, l'ADAM est parvenue à réunir dans son combat une quinzaine d'investisseurs institutionnels représentant 15 % du capital de la société, dont onze sciv de banques ou d'assurances françaises. Certaines sont dans la Société générale, signe que les gérants de portefeuille deviennent plus indépendants pour défendre les intérêts de leurs clients et ne se soumettent pas aux intérêts, parfois opposés, de leurs maisons mères.

Colette Neuville compte désormais se battre sur le prix proposé lors de l'OPR. « Si l'offre n'est pas acceptable, nous ferons appel de cette décision », prévient-elle. Elle a aussi déposé des propositions de résolution pour l'assemblée générale des actionnaires de la SIF convoquée pour le 22 décembre. Avec toujours le même objectif : faire en sorte que le droit français soit appliqué correctement, pour défendre les investissements des minoritaires.

Azoulay, l'apartemier

Le courtier britannique Nick Leeson a été reconnu coupable par Singapour

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Nick Leeson, l'ancien courtier de la banque britannique Barings extradé d'Allemagne le 23 novembre, a été reconnu coupable vendredi 1^{er} décembre de faux et de tricherie par un tribunal de Singapour. Selon son avocat, John Koh, ces deux délits sont possibles respectivement d'un maximum de sept et d'un an de prison. Le tribunal avait auparavant abandonné neuf autres chefs d'accusation qui auraient rendu Leeson passible de quatorze ans de prison. Le jugement sera prononcé samedi.

L'affaire Leeson sert de test pour Singapour, qui veut définitivement affirmer sa vocation de grande place financière dans la région, alors que l'avenir de Hongkong est rendu incertain par son retour dans le giron chinois dans moins de deux ans.

La position de Singapour est d'ores et déjà impressionnante. En 1995, Singapour se retrouve en tête, devant San Francisco et Londres, dans le classement mondial des « meilleures implantations pour les affaires » établi par la revue américaine Fortune. Le premier centre d'affaires de l'Asie du Sud-Est gagne également six places dans le classement, effectué par le magazine britannique Euromoney, des économies en termes de risque-pays : l'île-Etat se retrouve en deuxième position, derrière la Suisse et devant le Luxembourg, les Etats-Unis et le Japon. La défense, avec succès, de cette réputation explique pourquoi les autorités singapouriennes entendent retourner toutes les pierres dans l'histoire de la chute de la banque Barings, dont l'ancien jeune courtier en charge des produits dérivés à Singapour, Nicholas Leeson, est l'arti-

san. Le marché des changes de Singapour est le quatrième de la planète et le dollar singapourien n'y est impliqué que dans 5 % des transactions quotidiennes. Comme le souligne un expert français, le Simex (Singapore International Monetary Exchange) n'offre pas de contrat portant sur un produit domestique, et le marché offshore, qui finance les besoins de la région, représente trois fois le marché bancaire national. La santé de la place de Singapour dépend donc à la fois de la vitalité économique de la région, jugée solide à court terme, et de l'éventuel développement de concurrents comme la Bangkok International Banking Facility et Labuan, en Malaisie.

Pour l'instant, cependant, ces deux nouveaux marchés financiers offshore canalisent des fonds étrangers vers leurs propres pays ou également, dans le cas de la Thaïlande, vers les Etats de l'ancienne Indochine (Cambodge, Laos et Vietnam). Le concurrent le plus sérieux demeure donc pour le moment, Hongkong, à propos duquel il est difficile de mesurer la portée, sur le plan financier, du retour à la Chine en juin 1997.

PRÉSERVER SON HÉGÉMONIE

En tout état de cause, Singapour veut préserver sa position actuelle de première place financière en Asie du Sud-Est, et c'est la raison pour laquelle le Simex a réagi promptement, dès la chute en février de Barings, en nommant un comité de consultants internationaux, dirigé par l'ancien président du Chicago Board of Trade. Sur ses recommandations, une série de mesures ont été prises le 30 octobre : entre autres, suivi plus précis des « grands risques », analyse plus poussée des mouvements quotidiens, développement des échanges d'informations avec les

autres marchés à terme et responsabilisation, devant le Simex, des opérations effectuées par toute société.

Sans attendre les conclusions de ce comité, le Simex avait renforcé son dispositif de surveillance et, de son côté, le Parlement singapourien avait voté le renfort du contrôle par la Monetary Authority of Singapore (MAS, Banque centrale) des marchés de produits dérivés. Enfin, un rapport sur Barings avait été commandé par le ministère des finances au cabinet international Price Waterhouse. Remis en octobre, ce rapport a mis en cause l'ancienne direction de Barings, en démontrant notamment qu'elle ne pouvait ignorer l'existence du compte 88 888 sur lequel Nick Leeson imputait les opérations perdantes et dont le solde débiteur, lors de la chute de Barings, s'élevait à 1,38 milliard de dollars (6,8 milliards de francs). Tout en relevant que le système de garantie du marché à terme a très bien fonctionné, le rapport a cependant reproché au Simex d'avoir un peu tardé à communiquer ses inquiétudes à la MAS.

La chute de Barings n'a toutefois pas eu d'incidence sur le marché à terme puisque, de janvier à août 1995, les contrats échangés ont augmenté de 13,6 % par rapport à l'année précédente, les plus fortes progressions étant enregistrées sur contrats à terme Nikkei 225 (+47 %) et le contrat à terme Nikkei 225 (+26,4 %), les deux instruments les plus utilisés par Barings. Comme l'entretien de ce dynamisme est une priorité pour Singapour, on ne peut exclure l'inculpation d'anciens dirigeants de Barings, quelle que soit la ligne de défense de Nick Leeson.

Jean-Claude Pomonti

La Banque d'Italie organise le sauvetage du Banco di Napoli

Une politique d'expansion dangereuse a mis l'établissement au bord de la faillite

LA LENTE AGONIE du Banco di Napoli pourrait prendre fin. La Banque d'Italie a décidé d'organiser le sauvetage du principal établissement bancaire du sud de la Péninsule, qui se trouve au bord de la faillite.

A l'issue d'une réunion qui s'est tenue au siège de la banque centrale à Rome jeudi 30 novembre, onze banques italiennes se sont engagées à venir en aide au Banco di Napoli, longtemps proche de la puissante Démocratie chrétienne. Elles lui consentiront un prêt de 2 500 milliards de lires (environ 7,5 milliards de francs), ballon d'oxygène qui devrait lui donner le temps nécessaire pour trouver une solution définitive et préparer sa future privatisation.

Octroyé aux conditions du marché pour dix-huit mois, le prêt sera pris en charge par les banques mais aussi par le Trésor italien (qui détient 14 % du Banco di Napoli) pour 3 milliards de francs.

En contrepartie, le conseil d'administration de la banque avait approuvé la veille un plan prévoyant la fermeture ou la vente de certaines agences et de filiales en pertes structurelles en Italie et à l'étranger. Il a aussi programmé la cession de certains crédits à moyen terme, des créances douteuses et la vente de propriétés immobilières et de participations non stratégiques.

Depuis 1990, le Banco di Napoli s'était lancé dans une politique de conquête de parts de marché en Ita-

lie et à l'étranger pour compenser la diminution de ses marges, multipliant ses agences (qui sont passées de 300 à la mi-1990 à près de 1 000 en 1994) et diversifiant imprudemment son portefeuille de prêts. La banque a ainsi engrangé énormément de mauvais risques, reflétant notamment son implantation dans les régions les plus pauvres de la Péninsule.

Au premier semestre 1995, le Banco di Napoli a accusé une perte nette de 1 560 milliards de lires (4,6 milliards de francs), la plus colossale jamais enregistrée par une banque en Italie. Le patrimoine net s'établissait à 2 117 milliards de lires en fin de semestre, après être déjà tombé à 3 584 milliards à la fin 1994,

en raison d'une énorme perte de 1 147 milliards de lires. Face à cette situation désespérée, le président de la Fondazione del Banco di Napoli, Gustavo Minerinni, qui contrôle 70 % de la banque, avait multiplié les appels au gouvernement et en particulier au Trésor pour qu'il vienne au secours de la banque. Il a été entendu. Malgré la réticence manifestée au cours des derniers mois par le chef du gouvernement, Lamberto Dini, sur une nouvelle intervention de l'Etat pour renflouer la banque, la Banque d'Italie a précisé que « le Trésor pourrait participer aux futures augmentations de capital du Banco di Napoli ».

Ba. S.

Les Houillères de Lorraine vont supprimer 1 050 emplois

UN NOUVEAU PAS vient d'être franchi dans la fermeture des quatre sites des Houillères du bassin de Lorraine, programmée pour l'an 2005. La direction de la filiale des Charbonnages de France a annoncé jeudi 30 novembre à Folschviller (Moselle) la suppression d'environ 1 050 emplois, soit près de 9 % de l'effectif total. Ces réductions seront « toutes bisées sur le volontariat et des mesures d'âge », selon la direction. L'annonce de cette diminution d'emplois a vivement inquiété les syndicats, qui dénoncent « un processus de liquidation ». En juillet 1994, le ministère de l'Industrie avait décidé l'arrêt des mines lorraines, faute de rentabilité : l'extraction d'une tonne de charbon y coûte 700 francs pour un prix de vente de 350 francs.

DÉPÊCHES

■ PECHINEY : l'opération de privatisation du groupe d'aluminium devrait commencer en début de semaine. Le prix de vente des actions de Peccy n'a pas renoué à cette opération malgré une campagne de préplacement active et un marché boursier déprimé.

■ DANONE : le numéro un français de l'agroalimentaire vient de créer une société commune en Indonésie pour vendre des biscuits sous la marque Danone. La société commune a investi 20 millions de dollars (près de 100 millions de francs) pour créer une nouvelle usine.

■ REVLOX : la fabrication américaine de cosmétiques a engagé un procès contre Procter and Gamble pour empêcher ce rival « de dénigrer et de porter dommage » à son image à l'ère ColorStay, censé rester en place toute la journée et ne plus tacher les dents. Procter and Gamble a répliqué que les arguments publicitaires de Revlon en faveur de ce produit lancé en juin 1994 étaient « faux ».

■ GLAXO WELLCOME : le groupe britannique de pharmacie a annoncé vendredi 1^{er} décembre la vente de Hazeltine, sa filiale de Singapour spécialisée dans les produits parapharmaceutiques, à Unilever pour 95 millions de livres (environ 727 millions de francs).

■ LAGARDÈRE GROUPE : en 1994, Jean-Luc Lagardère, gérant commandant de Lagardère Groupe, a été discrètement entendu par la justice suite à une plainte déposée par un actionnaire minoritaire, à révéler Le Nouvel Economiste. Cet actionnaire conteste le prélèvement de 0,2 % du chiffre d'affaires de Lagardère Groupe fait par la Société Lagardère Capital Management, société personnelle de Jean-Luc Lagardère et qui rémunère l'état-major du groupe. « Personne n'a été mis, de près ou de loin, en examen », explique un porte-parole du groupe.

■ THOMSON-CSF : une assemblée générale extraordinaire d'actionnaires du groupe français d'électronique de défense et professionnelle a été convoquée, jeudi 30 novembre, la filiation du « dernier tiers » des activités de l'entreprise. L'objectif de l'opération, présentée le 5 juillet, est l'« harmonisation des structures », indique Thomson-CSF, qui écarte toute intention de procéder à « une privatisation par le bas ou un démantèlement ».

■ RITE AID : la première chaîne de pharmacie américaine va fusionner avec le numéro deux du secteur, Revco. Le nouvel ensemble réalisera un chiffre d'affaires de 11 milliards de dollars avec 4 500 magasins.

■ BROKEN HILL PROPRIETARY : la plus grosse entreprise minière d'Australie va racheter pour 1,8 milliard de dollars l'entreprise américaine Magma Copper. Elle deviendrait ainsi le deuxième producteur mondial de cuivre.

■ INDOSUEZ : Standard and Poors Adef, l'agence de notation financière, a annoncé jeudi 30 novembre qu'elle abaissait les notes des dettes long terme et court terme de la Banque Indosuez, filiale du groupe Suez, respectivement de A à A- et de A à A-2.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

JP 11/150

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / SAMEDI 2 DÉCEMBRE 1995 / 17

LA BOURSE DE TOKYO a terminé vendredi 1^{er} décembre sur une hausse de 0,5 % de l'indice Nikkei. Il s'est inscrit en clôture à 18 833,10 points, son plus haut niveau depuis janvier.

LES RÉSERVES EN DEVISES du Japon ont encore progressé pour atteindre un nouveau sommet absolu, à 181,25 milliards de dollars, soit près de 900 milliards de francs.

LE DOLLAR restait ferme vendredi à Tokyo, se négociant en fin de journée à 101,94 yens, contre 102,10 yens la veille à New York et 101,52 yens à Tokyo.

WALL STREET s'est replié jeudi, après six séances consécutives de record. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 31,07 points (-0,61 %), à 5 074,49 points.

L'OR a ouvert en baisse vendredi sur le marché international de Hong-kong, à 387,15/387,45 dollars l'once, contre 387,20/388,00 dollars jeudi en clôture.

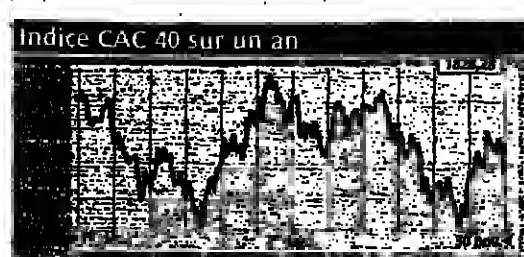
LES PLACES BORSIÈRES

Paris perd encore du terrain

APRÈS UN EFFORT de stabilisation en début de journée, la Bourse de Paris continuait à céder du terrain vendredi 1^{er} décembre pour la cinquième séance consécutive. Stable à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée une perte de 0,76 % à 1 814,46 points.

Le Matif était bien disposé, progressant de 0,10 % à 119,48. Phénomène courant en fin d'année, le dollar s'appréciait sensiblement face au mark, aidant ainsi le franc à surmonter la passe difficile qu'il traverse en raison des désordres sociaux.

La poursuite de la grève dans les transports en commun et son extension à d'autres secteurs de la fonction publique, incitent les opérateurs à une grande prudence. Les meilleurs financiers guettent les réactions du gouvernement face à cette pression de rue et appliquent le programme défini par le président Jacques Chirac à la fin octobre, qui avait marqué un



tournaient pour les marchés après cinq mois de flottement. Parmi les titres en forte baisse on relève Sovac -5,4 %, Géophysique -4,5 % et Jean Lefebvre -3,7 %.

Recul de 3 % du Crédit foncier et de 2,8 % de Renault. À l'inverse, l'UIC progresse de 4,7 %, le GAN de 3,6 % et Metaleurop de 2,4 %.

Bertrand Faure, valeur du jour

LA CHUTE des immatriculations automobiles et la morosité du secteur affectent les équipementiers à la Bourse de Paris. L'action Bertrand Faure a perdu 2,9 % jeudi 30 novembre, pour terminer la séance à 135 francs. Elle a touché son plus bas niveau de l'année, à 132 francs. Depuis le 1^{er} janvier, le titre a perdu 25,6 %. Les analystes manifestent une certaine inquiétude quant à la capacité du groupe, spécialisé dans la production de sièges automobiles, à poursuivre le redressement de sa

rentabilité. La filiale allemande décline risque d'être affectée par le ralentissement de la croissance outre-Rhin.



Tokyo au plus haut

LA BOURSE DE Tokyo a fini, vendredi 1^{er} décembre, à son meilleur niveau depuis quarante-cinq semaines. Bien qu'ayant buté sur la barre des 19 000 points, l'indice Nikkei a fini la journée sur une hausse de 88,68 points (0,47 %), à 18 833,10 - son plus haut niveau depuis le 20 janvier. Le Nikkei est monté jusqu'à 18 985,85 points en séance.

La Bourse de New York s'est repliée jeudi, après six séances consécutives de record. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 31,07 points (-0,61 %), à 5 074,49. Quelque 441 millions d'actions ont été échangées. Les valeurs en hausse ont été toutefois plus nombreuses que celles en baisse, à 1 352 contre 1 003 (702 actions sont restées inchangées).

Wall Street a évolué irrégulière-

ment durant l'essentiel de la journée, avant de céder sous le poids de prises de bénéfices dans l'après-midi. Ces dernières se sont surtout concentrées sur les valeurs de la haute technologie, ébranlées dès l'ouverture par une nette baisse de l'action Micron Tech, en réaction au changement d'appréciation par la firme de courtage Goldman Sachs.

INDICES MONDIAUX

Indice	Cours au 30/11	Var. %
Paris CAC 40	1814,46	-0,76
New York DJ	5074,49	-0,61
Tokyo Nikkei	18833,10	+0,47
Londres FT 100	2799,30	-0,12
Francfort Dax 30	2799,30	-0,12
Bruxelles Bel 20	1728,75	+0,62
Amsterdam AEX	314,34	+0,10
Madrid IBEX 35	311,80	+0,10
Stockholm OMX	1371,93	+0,20
Londres FTSE	2666,00	+0,33
Hong Kong Hang Seng	9819,34	+2,42
Singapore Straits	2128,11	+0,24

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Alcoa	30/11	29/11
American Express	58,50	58,37
Allied Signal	45,12	45,12
AT & T	46,50	46,87
Bell	66,75	66,75
Berkshire	141,12	141,12
Biochem	72,87	72,87
Caterpillar Inc.	61,75	62
Chevron Corp.	49,50	49,62
Coca-Cola Co.	75,42	75,50
Disney Corp.	60,67	61,75
Du Pont Nemours & Co.	67,12	67,25
Eastman Kodak Co.	64,50	64,57
Exxon Corp.	78,12	78,87
Gen. Motors Corp.	50,62	50,87
Gen. Electric Co.	67,37	67,62
Goodyear T & Rubber	42,37	41,62
Hercules	97,75	97,12
Intl Paper	38	38
J.P. Morgan Co.	79,37	79,62
Mc Donnell Douglas	90,12	90,12
Merck & Co. Inc.	61,50	60,87
Minnesota Mining & Mfg.	65,62	65,87
Philips	92,50	92,50
Procter & Gamble Co.	66,37	66,50
Sears Roebuck & Co.	40,25	40,25
Texas	73,50	73,25
Union Carb.	40,37	40,37
Unilever	89,37	89,37
Westinghouse Electric	16,87	17,12
Woolworth	14,12	15,12

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 01/12	Var. %	01/12
Immo-France	206	+3,62	203,38
GAN	105,50	+3,36	102,14
UIC	66,05	+3,20	63,85
BF Gabor	779	+3,17	754,73
Eco	778	+2,80	757,20
Crédit Lyonnais (C)	389	+2,39	380,01
Guilbert	529	+1,95	520,07
Metaleurop	51	+1,89	50,07
Micrologie Inter.	14,35	+1,77	14,17
Elfige	732	+1,66	721,05

BAISSES, 12h30

Cours au 01/12	Var. %	01/12
Sovac	-5,40	54,27
Dev. R.N. P.C.I. (L)	-4,38	52,81
UAP	-3,94	9,94
Jean Lefebvre	-3,70	10,62
Perron-Ricard	-3,54	1,54
Renault	-3,43	21,88
Mary-Hachette	-3,36	18,44
Galeries Lafayette	-3,31	43,88
CS Signavit (CSF)	-3,27	47,25
Créd. Fon. France	-3,08	63,22

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30

01/12	01/12	Capitalisation en Kf
Société Générale	126183	79924955
Carrefour	23294	6444475
BF Aquitaine	181812	6317645,30
Alcatel Alsthom	121654	32099730
Axa	16130	4074451,10
Air Liquide	5802	4281877
LVMH Moët Vilmot	46014	43610604
Total	133521	47020108,60
UAP	302590	3809074,30
Lafarge	115281	3653262,80

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30

Cours au 01/12	Var. %	01/12
Alcatel	+1,1	5,30
Pier Import	+0,85	11,75
Hurel Dutac	+0,75	19,30
Sidagie	+0,72	53,54
ADA	+0,51	165,58

BAISSES, 12h30

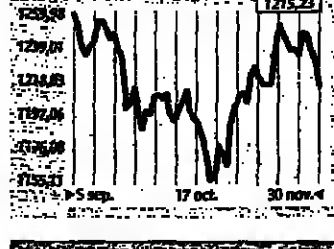
Cours au 01/12	Var. %	01/12
Dakar Saint Louis	-5	20,37
Canadair	-5	6,45
Monnaie Joue	-5	47,25
Poulouët tes (Ne)	-4,93	5,40
Technip (G)	-4,91	1,13

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. gén. SBF 120

Cours au 01/12	Var. %	01/12
Ind. gén. SBF 250	-1,26	1,36
Ind. Second Marché	-0,42	1,24
Indice MidCAC	-0,51	1,51

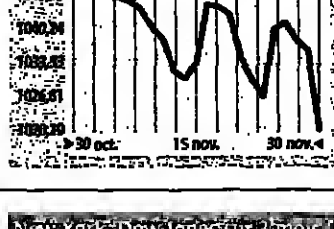
INDICES SBF 250 sur 3 mois



Indice MidCAC sur 3 mois



Indice SBF 120 sur 3 mois

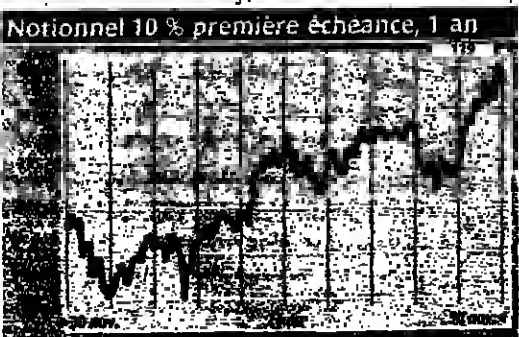


LES TAUX

Baisse du contrat Pibor

LE CONTRAT notional du Matif - le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert en légère baisse, vendredi 1^{er} décembre. L'échéance décembre a cédé quatre centimes, à 119,34 points. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) s'inscrivait à 6,96 %. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en forte hausse. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans était tombé à 6,13 %, son

plus faible niveau depuis le 12 novembre 1993. Vendredi matin, les taux d'intérêt à court terme français restaient très tendus. Ils s'inscrivaient en début de matinée à 6,60 %. Ils ont toutefois refléchi à 6,30 % après que la Banque de France ait annoncé qu'elle laissait inchangé le taux de l'argent au jour le jour, à 5,19 %. Le contrat Pibor 3 mois du Matif était en baisse de 19 centimes, à 93,45 points.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux au 30/11	Taux au 29/11	Indice des prix
France	5,12	5,12	100,00
Allemagne	5,88	5,88	100,00
Grande-Bretagne	5,88	5,88	100,00
Italie	10,50	10,50	100,00
Japon	0,50	0,50	100,00
Etats-Unis	5,69	5,69	100,00

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux au 30/11	Taux au 29/11	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,96	5,96	100,37
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,38	6,38	100,19
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,76	6,76	100,17
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,07	7,07	100,64
Fonds d'Etat 15 à 20 ans	7,39	7,39	100,25
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,71	7,71	100,80
Fonds d'Etat à TME	1,24	1,24	101,81
Fonds d'Etat à TME	0,95	0,95	101,96
Obligat. franc. à TME	0,78	0,78	100,25
Obligat. franc. à TME	0,28	0,28	99,99

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,20 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
30/11	30/11	29/11	29/11
Jour le jour	5,1250	5,1250	5,1250
1 mois	5,13	5,25	5,07
3 mois	5,50	6	5,36
6 mois	5,85	6	5,37
1 an	5,18	5,68	5,25

PIBOR FRANCS

Pibor Francs 3 mois	Pibor Francs 6 mois	Pibor Francs 9 mois	Pibor Francs 12 mois
93,45	93,45	93,45	93,45

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 30/11	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Notional 10 %	240506	119,34	119,40	119,30	119,38
Mars 96	17418	118,20	118,22	118,18	118,20
juin 96	148	118,40	118,42	118,38	118,40
Sept 96	—	—	—	—	118,18

LES MONNAIES

Faiblesse du franc

LE DOLLAR était en forte hausse, vendredi 1^{er} décembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,4655 mark, 102,10 yens et 5,0065 francs. La décision de la Bundesbank, la veille, de ne pas baisser ses taux directeurs n'a pas permis à la monnaie allemande de se reprendre. Les opérateurs estiment que le ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis se traduira

par une amélioration des comptes extérieurs américains. Le franc restait faible, vendredi matin, face au deutschemark, pénalisé par l'extension des conflits sociaux. Il s'inscrivait à 3,4570 francs pour 1 deutschemark. Il était tombé, la veille, jusqu'à un cours de 3,46 francs pour 1 mark. La devise française cédait également du terrain face à la lire italienne et à la livre sterling. La monnaie britannique cotait 7,6525 francs.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVICES

Cours BDF 30/11	% 29/11	Achat	Vente
Allemagne (100 DM)	+0,80	329	333
Ecu	+0,49	—	—
Etats-Unis (1 USD)	+0,20	4,8000	5,2000
Belgique (100 F)	+0,78	16	17,1000
Portugal (100 Esc)	+0,80	—	—
Italie (1000 Lit)	+1	2,7700	3,2700
Danemark (100 kr)	+0,72	82,5000	92,5000
Irlande (1 Irp)	+1,10	7,4200	8,1700
Gde-Bretagne (1 L)	+0,95	7,1200	7,9700
Grèce (100 drach)	+0,52	1,2500	2,2500
Suède (100 kr)	+0,30	67,1000	77,1000
Suisse (100 F)	+0,45	406	490
Norvège (100 K)	+0,64	72,5000	81,5000
Autriche (100 Sch)	+0,79	46,8000	49,8000
Espagne (100 pes.)	+0,63	3,6800	4,2800
Portugal (100 esc.)	+0,48	2,8500	3,3500
Canada 1 dollar ca	+0,89	3,2900	3,8900
Japon (100 yens)	+1,06	4,6000	4,9500
Finlande (mark)	+0,68	108	119

L'OR

Or fin (fl. barre)

cours 30/11	cours 29/11
61200	61400
Or fin (en lingot)	61750
Orce d'Or Londres	384,60
Pièce française (20F)	353
Pièce suisse (20F)	353
Pièce Union lat (20F)	353
Pièce 20 dollars us	2500
Pièce 10 dollars us	1400
Pièce 50 pesos mex.	2265

LE PÉTROLE

En dollars

cours 30/11	cours 29/11
Brent (Londres)	16,10
WTI (New York)	17,30
Cruisé Oil (New York)	16,15

LES MATIÈRES PREMIÈRES

	30/11	29/11	
Dow-Jones comptant	216,12	216,78	
Dow-Jones à terme	223,74	223,95	
CRB			
MÉTALX (Londres)		dollars/tonne	
Cuivre comptant	2920	2985	
Cuivre à 3 mois	2724	2735	
Aluminium comptant	1648,50	1648	
Aluminium à 3 mois	1685	1683	
Plomb comptant	742,50	745	
Plomb à 3 mois	720	725	
Etain comptant	6305	6305	
Etain à 3 mois	6340	6380	
Zinc comptant	1023	1028,50	
Zinc à 3 mois	1047,50	1053	
Nickel comptant	8335	8180	
Nickel à 3 mois	8360	8180	
Argent à terme	5,23	5,12	
Platine à terme	424	414	
Palladium	155,25	152,75	
Graines, DENREES (Chicago)	5,09	5,09	
Maïs (Chicago)	3,38	3,38	
Grain, soja (Chicago)	6,83	6,83	
Tour. soja (Chicago)	210,10	210,10	
Graines, DENREES (Londres)	6/tonne	6/tonne	
P. de terre (Londres)			
Orge (Londres)	107,60	118	
SOFTS		\$/tonne	
Cacao (New-York)	1329	1356	
Café (Londres)	2545	2235	
Sucre blanc (Paris)			
OLEAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne	
Caron (New-York)	0,75	0,84	

CAC 40
↓
PARIS

-0,78%
CAC 40 :
1814,04

Credit Local Fon.	376,20	381,50	+ 1,40	100	Marine Wendel
Crédit Lyonnais Cl	287	291,00	+ 2,25	100	Marcel Machone
Credit National	340,20	335	- 1,52	100	Météorologie
CS Sigmasud (CSSE)	198,50	192	- 3,27	100	Météorologie Inter.
Danmark	7793	9752	+ 108	150	Navigation
Dassault	767	767	0	100	Médecine
Dassault-Aviation	342,30	343,10	+ 0,26	50	Michelangelo Milan
Dassault Electron	173	172	- 0,57	80	Nord-Est
De Dietrich	234	227	- 1,25	200	Norland (Nv)
Dele	484	395	- 2,22	100	Oblique
Des R.I.P.-Cal. M.J.	31,10	35,50	+ 4,53	100	Opilios
DMC (Dallfus IM)	25,40	214,80	—	75	Paras
Dods (Clé des)	714	714	0	100	Pedding Cl
Douglas	181,5	181,5	0,05	25	Pedding Int
Eaux France	465,60	461,60	- 0,82	100	Person-Ricard
Eco	759	778	+ 2,50	25	Peugeot
Eiffage	720	732	+ 1,64	50	Prasath-Prin-Rad
Elcom Robaire	347	347	0	100	Prasath-Prin-Rad
ERAMET	329,90	325	- 1,48	20	Puget
Erasmus Beighin	813	817	+ 0,49	65	Prémaga
Esilor Inter	400	499	+ 0,10	20	Promodes
Esilor and ADP	620	628	+ 0,80	100	Puget
Esor	463	462	- 0,20	50	Radiotechnique
Eurafrance	1649	1644	- 0,30	200	Remy Colzaux
Euro Disney	13,10	12,60	- 0,50	50	Renault
Euro RSCG W.W.	100,30	451,20	+ 0,9	50	Remy Colzaux
Europe	1099	1093	- 0,38	100	Rhone Poulenc A
Eurostatem	7,30	- 7,25	- 0,66	100	Rochette (La)
Filipac Media	730	720	- 1,36	20	Rouper Ucker
Fininvest	64	64,58	+ 2,27	100	Rue Impérial
Fineco	395,20	395,20	0	100	Sade (P)
Franciares Bel	4500	4471	- 0,64	30	Sagen SA
Galleries Lafayette	1329	1286	- 3,31	100	Saint-Gobain
GAN	100,50	100,50	+ 3,36	10	Saint-Louis
Gaz et Eau	420	410	- 2,38	100	Saint-Louis
Gaz et Taux	1780	1675	- 0,84	50	Salmagne (Ly)
Geophysical	198	193,50	- 2,27	10	Saneff
G.F.C. C.	355	394	+ 0,28	100	Sat
G.F.C. Andre SA	340	342,00	+ 0,58	100	Sauvageur (P)
Groupe De La Che	683	681	- 0,29	100	Schneider SA
G. Zanussi (N)	63,35	62,80	- 0,86	10	SCOR SA
GUYE-Entrepose	316,50	308,50	- 2,52	30	S.E.E.
Habermas	569	575	+ 1,00	100	Seit
Hydraulic Gascogne	1249	1248	- 0,08	100	SETA
I.D.A.S.	367	367,80	+ 0,21	15	Seitobanque
INDIA	146,90	149	+ 1,42	110	SEPC
Indes	890	885	- 0,56	100	SEPC
Interim-France	274	268	- 3,62	20	Siel
Ingenico	37	36	- 2,70	100	Silmo
Interbail	318	314,80	- 1	100	S.I.T.A.
Intertechnique I	423	416	- 3,07	100	Sils Rosignol
Inter-Ledex	20	24	+ 2,00	100	Silva
Isoplane	560	560	0	100	Société Gale A.
Labord	490	480	- 2,04	100	Sodexo
Lafarge	317	315,50	- 0,53	25	Sonnes-Albert
Lafarge (MMB)	27,10	26,30	- 0,80	100	Soyuz
Lafarge	245	245,30	+ 1,16	10	Sover
Leban	188	185	- 1,59	30	Spr Communication
Legrand	790	785	- 0,63	10	Straker France
Legrand and ADP	525	520	- 0,95	16	Stylo
Levallois	168	167	- 0,70	20	Syntheslabo
Locodur	825	837	+ 1,45	150	Technip
L'Oréal	1238	1232	- 0,32	10	Thomson CSF
L'Oréal Most Vuitton	950	949	- 0,32	18	Total
L'Oréal Parfums	498	498	0	100	Unilever

381	375.20	-1.52	100	USR Localair	402	396.90
382	375.20	-1.52	100	USR Localair	403	396.90
50.05	31	+1.89	50	UIC DAC	220.50	220.50
14.10	14.25	+1.77	70	UIF	64	64.05
20.20	20.50	-0.73	110	UIF	447	448
80.20	81.15	-1.55	100	Uilab	151	151.05
750	746	-0.53	100	Union Assurance-F	539	539
116.70	116	-0.29	300	Union Sackor	71.90	71.90
330	332	-2.42	70	Vallo	226.00	227.50
460	464	-4.60	100	Valeo	100	100
4.41	4.33	-1.81	20	Via Banque	166	162
277.10	276.50	-2.35	50	Worms & Cie	242	238
304	302.20	-0.62	100	Zodier	710	710
90.50	90.50	-0.50	100	El Galois	753	753
296	295.50	-3.54	20			
645	635	-1.55	90			
940	935	-0.41	100			
345	345	-0.30	100			
402	405	-0.24	50			
372	370.50	-0.40	100			
1108	1096	-0.63	20			
310	310					
274	275	-0.36	50			
140.50	141	+0.35	10			
12.60	12.70	-3.40	20			
106.80	106.80	-0.84	20			
106.80	106.80	-0.84	20			
36.60	36.60	+0.65	110			
754	750	+0.30	200			
106.80	106.80	-0.84	20			
162	164.50	+1.25	100			
2665	2665	-	50			
576	576	-	50			
1302	1297	-0.40	100			
349	350	+0.25	50			
228.90	228	+0.31	20			
1865	1865					
120.10	120.10	-0.15	120			
183.60	182.10	-0.81	50			
199	195.80	-1.36	20			
564	568	+0.30	100			
345	345	-0.30	100			
164	163.50	-0.30	100			
105.20	104.50	-0.60	320			
895	890	-0.25	200			
126	126	-0.20	100			
563	564	-0.74	20			
563	566	+0.51	50			
1260	1270	-0.29	100			
1308	1320	-0.61	20			
116	116	-0.60	100			
610	577	-5.00	100			
463	462	-2.27	20			
350	355	+0.54	30			
18.10	18.08	-0.60	100			
284	284.50	-0.07	10			
306	308.50	+0.16	20			
109.50	109.00	-0.27	20			
307	306.50	-0.20	100			
124.20	124.20	-1.50	30			

+1,30	109	LBMI #	48,50	48,20	-0,09	1
+1,27	30	LIT #	55,75	57,25	+1,50	1
+1,36	100	LIT. #	604	591	+1,32	1
+1,56	100	Los Volados #	292	295	+1,10	50
+0,68	25	Masatsushita	73	72,90	+2,60	50
+0,60	100	Mc Donnell	216,10	222,30	+2,90	1
+1,41	75	Merck and Co #	305	300,50	+1,14	1
+0,95	30	Minnesota Maj	322,90	325,10	+0,68	50
+1,44	20	Milabakshi Corp.	10,55	10,50	+0,80	50
+1,30	100	Mobile Corporate	316	320,5	+0,77	50
+1,60	100	Morgan J.P.	391,50			
-1,62	12	Neside Sa Nom.	5310	5530	+1,12	10
+1,28	10	Nippo MacFatcher #	4610	70,30	+1,4	30
+1,57	17	Norfolk	201,50	200,00	+0,90	20
		Petrolina #	1480	1492	+0,67	1
		Phillip Morris #	40	388	+1,32	1
		Phillips R.V. #	19,50	19,70	+1,71	10
		Pleaser Dress Inc #	123	122,60	+0,13	1
		Procter Gamble #	430	428,70	+0,56	1
		Quilmes	220,10	220,10	-0,04	1
		Randallson	62,40	62,25	+1,65	50
		Rhodes Prod. Inc #	340	340	+0,75	5
		Royal Dutch #	640	640	+0,75	50
		R.T.Z. #	71,40	71,25	+0,40	50
		Saga Enterprises	25,50	26,30	+0,72	50
		Schlumberger	317	318,50	+0,39	1
		SCS Thomson Micro.	188	182,20	+0,40	13
		Shel Transport #	100,50	97,20	+2,64	50
		Sleight	201,50	201,50	+0,50	50
		Sony Corp. #	26,50	26,70	+0,14	50
		Sunthorn Bank #	9	9,10	+1,14	50
		T.D.M. #	225	229,90	+1,27	50
		Teknaka #	67,35	66,75	+0,70	50
		Torishima	34	34,25	+0,25	50
		Unilever #	658	668	+1,21	4
		United Technol. #	455,10	457,20	+2,67	50
		Vail Teats	13,50	13,50	+0,57	50
		Volcanos A.G. #	1614	1605	+1,25	50
		Wong (act.B) #	105	105	+0,19	2
		Western Deep	152,20	152,20	+0,19	2
		Yamashiro #	10,40	10,40	+1,31	1
		Zanetti Copper	1,80	1,82	+1,41	1
+0,64	5					
+0,97						
+0,39						
-0,02						
+1,85						
+2,20						
+1,71	12					
+0,04	B	ABBREVIATIONS				
+1,05	B	B = Bordeaux; N = Nantes; Ly = Lyon; M = Marseille				
+0,37	Ny	Ny = Nancy; Ns = Namur				
+1,71		SYMBOLS				
+0,61	1	1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 =				
+3,36	M	Monnaie étranger; # droit de change				
-0,91		DERNIERE COTATION (1):				
-1,94		Lundi (date mardi) = % variation 31/12				
-2,90		Mardi (date mercredi) = montant du coupon				
-1,29		Mercredi (date jeudi) = paiement dernier coupon				
-0,99		Jeudi (date vendredi) = compensation				
-1,28		Vendredi (date samedi) = nominal				

Une sélection **Cours relevés à 12h30**
VENDREDI 1^{er} DÉCEMBRE

OBLIGATIONS	DÉCEMBRE 1997		DATE D'ÉCHÉANCE
	% du nom.	% du coupon	
BFCF 94-01-02	111,49	0,767	DAT 85-05/08
CEPIRE 8,5% 89-7C	103,50	2,660	DAT 81,52/83
CEPIRE 9% 89-7C	100,76	3,699	DAT 85/10-01
CEPIRE 9% 86-75-1SR	110,01	0,802	DAT 89-01-01
CFD 9% 90-04-02	115,27	6,089	DAT 8,52/85
CFD 9% 89-04-02	104,11	7,045-5	DAT 8,52/85
OFF 10% 89-7C	108,15	1,230	SNCF 8,5% 89-7C
OFF 9% 88-7C	100,55	1,574	SNCF 8,5% 89-7C
OFF 10,25/89-01 CSB	113,61	7,449	
CLF 8,5% 89-00-CA	109,49	6,469	
CLF 9,40%-93/90-CA	106,77	7,995-1	
CLF 9% 483-7C	105,15	5,311	
CLF 9,5% 92-02-43	106,15	3,760	
CRU 8,5% 10/87-88	106,80	6,610	
EDF 8,5% 89-00-CA	100,17	6,427	
EDF 8,6% 92-02-43	109,93	6,650-0	
Enx-Est 10,25/85-06	100,94	7,649	
Enx-Est 9% 73-87	100,93	2,294	
Financ 9% 91-04	113,35	9,245-1	
Financ 8,5% 92-04	109,95	6,376-1	

[illegible]

1	Funcher Earts	150	150	RochefortBate Com
2	Foncia J	405,80	405,80	Rusell
3	France LAURD	150	150	Rougher
4	France SA	205	205	S.A.F.I.C.A.R.
5	France, P&A-RENC	6291	6291	Saga
6	Fransoni J	100,80	100,80	Saint-Denis Metall
7	Genoil	115,50	115,50	Sandwich (M)
8	G.I.T (Transport)	1345	1345	Sific
9	Imagel	318	318	S.I.P.H.
10	Imagel	160	160	Sofal
11	Im.Marcobelli	625	625	Sofio
12	Invest. Snc Ob.	4865	4865	Sofitarm autog
13	Itale. Borsari	1920	1920	Sofitarm Reg.
14	Localfinanciera	410	410	Sovabell
15	Loovre	138	138	Tallitinger
16	Luck	45	45	Ten Effel
17	Machines Bull.	22	22	Vian
18	Monogrip	161	1623,30	Victor
19	Metal Deploye	382	382	Virax
20	Mors J	15,05	15,05	
21	Navigation (Nlc)	60,90	60,90	
22	Pap.-Charmont	283	283	
23	Paraf-Clairfont (Ny)	850	850	
24	Parfissac	191	191	
25	Paris Orleans	227	222,10	
26	Payer Holdings	1300	1300	
27	Pender	200	200	
28	Premoles (Cl)	300	300	
29	PSS Industries L	354,90	354,90	

159	344,50	ACTIONS	Cours	Derniers
159,20	187,50	ÉTRANGÈRES	précéd.	cours
352	516			
251	265	Byer, Virebia Bank	126	126
231	362	Commerçants AG.	1120	919
467	145	Créd. Ind.	25.966	45
122	125	Cowart	275,30	275,30
675	675	Gold Fields South	130	130
159,10	158,90	Kalaba Corp.	30,50	31,00
145	145	Mineralia ad esp.	45	22,80
354	354	Rubens Optical	46,20	46
62,75	62,75	Rotterdam (de Fin.)	163,95	163,95
3460	3460	Shimizu	949,50	939
982	982	Shimizu N.V.	126	126
395	395	Sollaco	367,66	370,50
1795	1795	Solvay SA.	2433	2433
263	263	Wegons Ltd.	1454	1454
198	198			
460	460			
120	120			

ABRÉVIATIONS
B = Bordelais; L = Lille; Y = Lyon; M = Marseille
Ny = Nancy; H = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
c = coupon détaché; ● droit détaché;
o = offert; d = demandé; r offre réduite;
1 demande réduite; t cotation d'animation.

Une sélection Cours relevés à 12h30
VENDREDI 1^{er} DÉCEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours	Cotations Comp. Euro Continent
Acial (Pto) n	61,45	61,25	C.A. de la B.
AFB n	370	370	C.A. Grondex
Agile n	205	205	C.A. Haneb
Alcatel SA (Pto)	69,50	69,50	C.A. Sefle n
Altran Techno. n	396	396	C.A. Partis Int
Montagnes P.Gest.	480	480	C.A. Fies Int
Asime	364,50	364,50	C.A. Lohne Abt
B.C. n	570	570	C.A. Leinwe
B.C. Scandic (M)	540	540	C.A. Morbach
Baque Sforzi (M)	570	570	C.A. Diefi Nord
Baque Tormann (M)	199,20	199,20	C.A. Sorel Com
Baque Vermees	640	640	C.A. Pros de
Bentley	945	945	C.A. Onse Com
B I M P n	67	67	C.A. Trousous
Bomeron Lyf n	462	462	C.F. PSE 2000
Bouygues (Pto)	234,50	234,50	C.A. Lyf Int
Bul SA	228	234	C.A. MHI Com
Candis SA 1	550	538	Creeks

...ages	271.50	258.00	Devarbia	416	4
...ages	158.80	165.00	Devarbia(Ly)	386	3
...ages	283.90	200	Devarbia(Ly)	452.00	3
...ages	266	266	Devarbia(Spanish)	610	1
...age (M)	225	228	Eco Temp Temp Ly	436.0	3
...age	1076	1076	Emin-Lyonic(Ly)	429.0	4
...age	274.90	271	Europ Edific(Ly)	226.0	3
...age	137.10	137	Europ Edific(Ly)	326	3
...age	271	274.90	Expand Ly	270	2
...age	245	244.50	Factorum	520	5
...age	275	275	Falvey	289	2
...age	390	399.00	Finavia	74	4
...age (S)	445	442.90	Finacor	108	10
...age	350	349	Finifio	505	40
...age	340	348	Finivite	1	1
...age	720	710	Global France 21	295	2
...age	570	570	GL 2000 2	86	1
...age	332	331	GFI Industries	381	30
...age	208	212	Groden (L)	62.95	1
...age	336.70	334.00	LM S.A.	342	3
...age	428	426.50	Grandopti Photo	502	90
...age	236.50	235.30	Gro Gailin (L)	161.90	14
...age	236	236	Kindy	199	19
...age	236	236	Kinsky 2	199	19
...age (S)	366.35	366.35	Hermes Internat. 1#	675	3
...age	113.50	115.50	Hera Dubois	191	18
...age (M)	146.90	140.10	ICPT Group #2	371	3
...age	242	236	I.C.C. 2	135	15
...age	53	55	Iadovna	63	3

00	Instalab (Ly.)	470	463.80	Securidex 2 #
05,50	Int. Computer #	125	130	Soliver 2 #
00	Invest-Parl 1	♦ 134.10	134.10	Sorbo 2
00	PSM	♦ 42	71.30	Spartan (Ly) #
05,50	Mc-Herscoppe TV	♦ 120	40	Steady (Ly) 2 #
04,40	Manitou 2#	491	555	Sofco (Ly)
00	Manitow	557	593	Sofibus
00	Marie-Brizard 2	1065	1065	Sopagex 2 #
05,50	Mass-Lives/Profit	150	150	Sopagex (Fin) 1
00	McAedney	32	372	Sopra 2
00	McGee (Ly)	74.80	75	Steph-Hellin 2 #
00	McGee (Ly) 2	74.80	75	Sylva
00	Michael Thiery 2	675	680	Tellusine-France
00	Monnereux-Jouet	50	47.50	TFT-1
00	Nat-Hag 1 #	52.25	50	Thermador Hold(Ly)
00	Narbon (Ly)	573	568	Union Carvin 2 #
00	N.S.C. Schanz 2 #	790	790	Unilog 2
05,50	O.G.F. Oran Gen.Fin.	790	921	Union Fin (Banq)
05,40	P&T	69	17	Viel et Cie 2 #
00	Pier-Fredrich #	183	19	Vireo/Inten et Cleg
00	Ormet 2	♦ 114.50	112.5	Vitacoe
05	Petit Bio #	79.50	80.85	
05	Pier Import	79.50	80.85	
00	Pocket 2	178	178	
00	Poujoulat Bes (Ns)	218.90	205.10	
00	Radou 2 #	218.90	205.10	
05	Rafely-Cahen/Ly 2	38	38	
00	Rafely-Cahen/Ly 2	38	38	
00	Regard Indust.Ly	♦ 1112	713.2	
05,15	Robert #	♦ 990	990	

	72	
100	69,40	
170	200	
201	40,50	
67,30		
409	120	
121	67,8	
648	176	
259,50		
96,90	1,90	
385	1,90	
205,50	200,00	
493	402	
399,50		
345	56,30	
410		
127,60	120	
368,60	67,30	
650	648	

Une sélection
Cours de clôture le 30 novembre

VALUES	Emission Fraib incl.	Rachat net	
Actinonémie C.....	360,900	360,900	Créd. Mut. Exp.
Actinonémie D.....	360,900	360,900	Créd. Mut. Exp.
Act. Ambition (Act.)	50,000	50,000	Créd. Mut. Exp.
Amplia.....	113,947	61,050	Ecoc.
Amplia Monde D.....	71,599	69,556	Ecocap.
Arbit. Court Terme	828,439	828,439	Ecoc. Distr.
Arbit. Première	833,249	833,249	Ecoc. Distr.
Arbit. Secondaire	1,067,135	1,067,135	Ecoc. Distr.
Asie 2000.....	61,296	59,601	Ecoc. Invest.
Asie Première	373,941	373,941	Ecoc. Distr.
Asie 2000.....	115,527	115,527	Ecoc. Distr.
Asso Améric.	118,73	115,527	Emergence
Asso Asia.....	55,66	55,66	Emergence
Asso Asia.....	20,916	86,747	Emergence
Asso Futur D.....	305,83	99,495	Emergence
Aurex.....	1,495,40	1,336,47	Europe Solid.
Aurex.....	112,249	188,747	Europe Solid.
Autos PER.....	141,160	127,495	Europe Solid.
Cadence 1.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 2.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 3.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 4.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 5.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 6.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 7.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 8.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 9.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 10.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 11.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 12.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 13.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 14.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 15.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 16.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 17.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 18.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 19.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 20.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 21.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 22.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 23.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 24.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 25.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 26.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 27.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 28.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 29.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 30.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 31.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 32.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 33.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 34.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 35.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 36.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 37.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 38.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 39.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 40.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 41.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 42.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 43.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 44.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 45.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 46.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 47.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 48.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 49.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 50.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 51.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 52.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 53.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 54.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 55.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 56.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 57.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 58.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 59.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 60.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 61.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 62.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 63.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 64.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 65.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 66.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 67.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 68.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 69.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 70.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 71.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 72.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 73.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 74.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 75.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 76.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 77.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 78.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 79.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 80.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 81.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 82.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 83.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 84.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 85.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 86.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 87.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 88.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 89.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 90.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 91.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 92.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 93.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 94.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 95.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 96.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 97.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 98.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 99.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 100.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 101.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 102.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 103.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 104.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 105.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 106.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 107.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 108.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 109.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 110.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 111.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 112.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 113.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 114.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 115.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 116.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 117.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 118.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 119.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 120.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 121.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 122.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 123.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 124.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 125.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 126.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 127.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 128.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 129.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 130.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 131.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 132.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 133.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 134.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 135.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 136.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 137.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 138.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 139.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 140.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 141.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 142.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 143.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 144.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 145.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 146.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 147.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 148.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 149.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 150.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 151.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 152.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 153.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 154.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 155.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 156.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 157.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 158.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 159.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 160.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 161.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 162.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 163.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 164.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 165.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 166.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 167.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 168.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 169.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 170.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 171.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 172.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 173.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 174.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 175.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 176.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 177.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 178.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 179.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 180.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 181.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 182.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 183.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 184.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 185.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 186.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 187.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 188.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 189.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 190.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 191.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 192.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 193.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 194.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 195.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 196.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 197.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 198.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 199.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 200.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 201.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 202.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 203.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 204.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 205.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 206.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 207.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 208.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 209.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 210.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 211.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 212.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 213.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 214.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 215.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 216.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 217.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 218.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 219.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 220.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 221.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 222.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 223.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 224.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 225.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 226.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 227.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 228.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 229.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 230.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 231.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 232.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 233.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 234.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 235.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 236.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 237.....	1,059,41	1,059,41	Europe Solid.
Cadence 238.....	1,		

2235,62	2253,27	HLB Monnaie	17850,08	17
520,19	238,38	Indice...	1096,20	9
161,95	160,95	Intensif	110,12	1
102,89	100,14	Interbank	609,95	9
834,97	834,97	Interconnection	52,71	1
50,48	50,48	Japan...	177,61	1
87,45	87,45	Korea...	36,57	3
2195,67	2195,67	Latitudes	141,16	1
20,40	20,40	Lon. 2000...	1640,76	16
609,77	609,77	Lon. 2000...	1147,47	11
111,86	102,10	Lon. 2000...	122,95	2
1679,72	1647,92	Lon. 2000...	1320,16	1
121,92	117,62	Lon. 2000...	230,02	2
122,72	122,72	Lon. 2000...	342,13	3
191,63	185,47	Lon. 2000...	87,61	1
10671,54	10671,54	Lon. 2000...	230,91	2
7592,85	7592,85	Lon. 2000...	1008,12	10
2270,17	2270,17	Lon. 2000...	100,61	1
199,25	199,25	Lon. 2000...	1043,06	10
117,94	114,19	Lon. 2000...	1135,99	11
9082,07	9082,07	Lon. 2000...	5597,32	55
96,33	95,05	Lon. 2000...	1735,21	17
4633,22	4633,22	Lon. 2000...	1345,74	13
150,89	136,39	Lon. 2000...	392,93	3
150,48	150,48	Lon. 2000...	2201,95	22
1278,84	1262,64	Lon. 2000...	1467,43	14
1360,32	1360,32	Lon. 2000...	20,95	2
1520,36	1485,22	Lon. 2000...	214,57	2
1527,55	1527,55	Lon. 2000...	124,90	1
476,44	471,72	Lon. 2000...	1061,78	10
476,47	457,66	Lon. 2000...	502,10	5
111,35	108,51	Lon. 2000...	1007,92	10
330,40	330,40	Lon. 2000...	1175,50	11
594,13	594,13	Lon. 2000...	102,40	1
579,39	579,39	Lon. 2000...	2348,65	23

0730.22	Nato Patrimoine	1441.77	1413.50	Sac S. Euro
0730.22	Nato Perspectives	113.97	113.73	Sac S. Euro
0730.22	Nato Pictorial	149.85	149.85	Shaw
0730.24	Nato Reviews	105.54	106.54	Shaw
0730.24	Nato Securite	1136.64	1136.64	Shaw
0730.24	Nato Values	911.82	915.93	Shaw
0730.24	Nord Sud Developp	351.23	351.23	Shaw
0730.24	Office-Mondial	371.68	371.68	Shaw
0730.24	Office-Regions	1106.82	1090.46	Shaw
0730.24	Offshore	370.91	363.27	Shaw
0730.24	Offp. tes. car	23.75	23.75	Shaw
0730.24	Offshore	1756.95	1759.95	Shaw
0730.24	Offshore Secur	5917.91	5917.91	Shaw
0730.24	Offshore Dev	559.05	559.05	Shaw
0730.24	Oracron	1306.29	1306.29	Shaw
0730.24	Oracron Retraite	288.70	285.04	Shaw
0730.24	Oracron	956.22	953.93	Shaw
0730.24	Oracron Secur	2192.08	2192.08	Shaw
0730.24	Paste Gestion C	6206.23	6206.23	Shaw
0730.24	Premiere Office	10999.50	10999.50	Shaw
0730.24	Premiere Office 2	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 3	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 4	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 5	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 6	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 7	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 8	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 9	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 10	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 11	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 12	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 13	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 14	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 15	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 16	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 17	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 18	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 19	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 20	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 21	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 22	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 23	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 24	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 25	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 26	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 27	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 28	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 29	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 30	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 31	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 32	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 33	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 34	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 35	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 36	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 37	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 38	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 39	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 40	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 41	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 42	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 43	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 44	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 45	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 46	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 47	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 48	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 49	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 50	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 51	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 52	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 53	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 54	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 55	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 56	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 57	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 58	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 59	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 60	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 61	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 62	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 63	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 64	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 65	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 66	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 67	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 68	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 69	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 70	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 71	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 72	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 73	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 74	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 75	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 76	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 77	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 78	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 79	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 80	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 81	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 82	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 83	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 84	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 85	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 86	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 87	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 88	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 89	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 90	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 91	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 92	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 93	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 94	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 95	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 96	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 97	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 98	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 99	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 100	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 101	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 102	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 103	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 104	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 105	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 106	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 107	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 108	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 109	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 110	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 111	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 112	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 113	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 114	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 115	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 116	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 117	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 118	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 119	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 120	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 121	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 122	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 123	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 124	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 125	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 126	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 127	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 128	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 129	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 130	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 131	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 132	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 133	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 134	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 135	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 136	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 137	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 138	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 139	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 140	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 141	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 142	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 143	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 144	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 145	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 146	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 147	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 148	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 149	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 150	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 151	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 152	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 153	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 154	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 155	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 156	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 157	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 158	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 159	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 160	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 161	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 162	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 163	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 164	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 165	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 166	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 167	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 168	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 169	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 170	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 171	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 172	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 173	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 174	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 175	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 176	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 177	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 178	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 179	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 180	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 181	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 182	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 183	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 184	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 185	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 186	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 187	12693.51	12693.51	Shaw
0730.24	Premiere Office 188	12693.51	12693.51	

1190,42	481,27	Uni-Fondac	1197,17	1038,82
1190,90	1116,91	Unifrance	587,60	252,27
774,28	739,91	Uni-Garantie C	1598,29	254,87
637,46	677,46	Uni-Garantie D	1807,38	150,01
223,88	219,49	Uni-Région	1846,85	598,32
534,01	535,54	Unistar	126,11	29,90
1229,20	1214,43	Univers Actions	165,16	163,09
1274,63	1274,63	Univers Obligations	219,22	229,44
301,67	294,48	Valnord	429,21	25,00
1152,49	1129,90	Valeo	3382,25	5882,32
1644,29	1612,24	Winterthur St-Honore	255,94	344,38
2320,79				
12072,76	1178,33			
10715,88	1054,52			
1241,16	1191,95			
562	85,54			
1359,86	1315,42			
1030,58	1026,16			
694,32	693,88			
1356,53	1310,01			
1414,54	1380,04			
1468,61	1468,61			
1065,17	1058,02			
1146,62	1115,93			
1317,02	1317,02			
1613,58	1613,58			
1763,93	1650,00			
1488,40	1488,40			
869,89	869,89			
1701,82	1687,97			
1019,78	1019,78			
16740,22	16740,22			
5220,10	5220,10			

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 1^{er} DÉCEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Sté lecteurs du Monde ♦	161	161
Nobel ♦	137	137
Mutun ♦	843	843
Générale Occidentale ♦	41,80	41,60
_____ ♦		
_____ ♦		
_____ ♦		
_____ ♦		

ABBREVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
catégorie 3; ♦ cours précédent; ■ coupon
détaché; ● droit détaché; o = offert;
d = demandé; † offre réduite; ‡ demande
réduite; # contrat d'animation.

Uni-Garantie C.....	1598,29	1598,29
Uni-Garantie D.....	1387,38	1387,38
Uni-Regions.....	1364,85	1364,85
Unibank.....		

[illegible]

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT
3615 L'ÉCONOMISTE

AUJOURD'HUI

SCIENCES

RADIOACTIVITÉ

Les experts en radiobiologie et radiopathologie, réunis récemment à Genève à l'initiative de l'OMS, ne cachent pas leur perplexité face aux affections déve-

loppées par les « Tchernobyliens ». LES MODÈLES épidémiologiques développés à partir de l'observation des rescapés d'Hiroshima et Nagasaki ou des victimes d'irradia-

tions industrielles ou médicales ne conviennent pas à la réalité observée en Ukraine, Russie et Biélorussie. LES « LIQUIDATEURS », qui ont participé à la lutte contre l'incendie

de la centrale en 1986 et au « nettoyage » de ses environs, font l'objet d'études épidémiologiques menées par les Russes. LES VICTIMES D'AUTRES ACCIDENTS de contamina-

tion survenus dans les années 50 en Russie vont « enrichir » ces panels. Les médecins espèrent obtenir des données nouvelles pour mieux soigner ces pathologies.

Les maladies des victimes de Tchernobyl surprennent les spécialistes

Les Russes ont engagé, avec l'aide d'experts français, une étude sur les populations contaminées par l'explosion du réacteur n° 4. Les pathologies observées chez les personnes qui ont participé au « nettoyage » du site les intriguent particulièrement.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Depuis cinquante ans qu'ils étudient les effets de la radioactivité sur les rescapés d'Hiroshima et de Nagasaki, les riverains des sites d'essais américains du Pacifique et les rares victimes d'irradiations accidentelles « civiles », les experts en radiobiologie croyaient bien connaître les mécanismes par lesquels les protons et neutrons sapent les cellules de notre corps. Mais les maux dont souffrent les habitants des territoires contaminés par l'explosion, le 26 avril 1986, du réacteur numéro 4 de la centrale de Tchernobyl ébranlent leurs certitudes.

Les travaux d'un colloque réuni récemment à Genève par l'OMS sur le sujet ont encore renforcé leur trouble. « Nous allons de surprise en surprise, déclarait l'un des participants. Existait-il une pathologie originale des rayonnements ionisants que nous n'avions pas découverte ? »

Les premiers résultats des études épidémiologiques menées dans les trois pays touchés par la catastrophe (Ukraine, Russie et Biélorussie) correspondent assez peu aux prévisions des spécialistes. C'est ainsi, par exemple, que les Tchernobyliens auraient dû commencer par développer des leucémies. « Le nombre des maladies aurait dû augmenter régulièrement jusqu'en 1991 avant de diminuer peu à peu. Or, il ne semble pas avoir varié de manière significative depuis l'incident », affirme Elisabeth Carls, du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC).

En revanche, le taux des cancers de la thyroïde s'est littéralement envolé chez les enfants : 565 cas répertoriés fin 1994 selon le dernier rapport de l'OMS, soit huit fois plus que le taux normal. Pourtant, les enfants de Tchernobyl n'ont pas subi l'irradiation directe, cause des cancers thyroïdiens d'Hiroshima. Chez eux, l'agent déclenchant a été l'iodure 131 dégagé par l'explosion. « Une substance qui jusqu'à présent n'avait joué

mais eu cet effet sur l'homme », s'étonne le docteur Patrick Goumion, chef du département protection de l'homme et dosimétrie à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire français (IPSN).

Les médecins sont également perplexes face aux maladies bizarres développées par les « liquidateurs ». Ces quelque 600 000 hommes qui participèrent à la lutte contre l'incendie de la centrale et au « nettoyage » des environs immédiats dans les mois qui suivirent l'accident ont tous été sérieusement irradiés et contaminés. Ils présentent des pathologies qui ne ressemblent ni aux effets des irradiations aiguës ni à ceux des faibles doses, explique le docteur Patrick Goumion.

VIEILLESSEMENT PRÉMATURÉ

Depuis un an, une « cohorte » de 14 000 d'entre eux est suivie par le Centre de médecine environnementale de Saint-Petersbourg (ARCEM), en coopération avec l'IPSN (Le Monde du 2 novembre 1994). Les liquidateurs de ce groupe n'ont, pour l'instant, pas développé de leucémie ou autre cancer. En revanche, ils tombent malades trois fois plus souvent que les personnes non irradiées, explique Alexei Nikiforov, directeur de l'ARCEM. Leurs affections – problèmes digestifs, cardiaques, hormonaux ou sexuels, troubles du sommeil ou de la mémoire – ressemblent un peu aux effets d'un vieillissement prématuré de l'organisme.

Quarante pour cent des membres de cet échantillon souffrent de troubles importants du transit gastro-intestinal. Ce syndrome présente beaucoup de similitudes avec celui que présentent parfois les irradiés thérapeutiques de l'abdomen. Il pourrait donc être provoqué par les rayonnements.

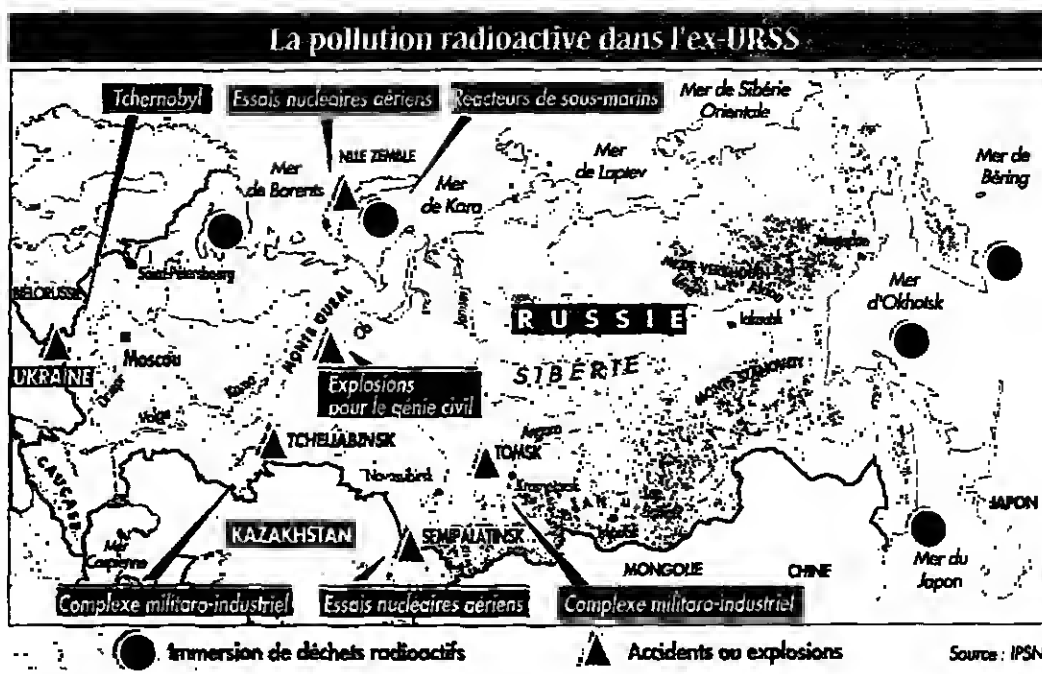
L'origine des troubles cardiovasculaires, qui arrivent au deuxième rang des problèmes de santé des liquidateurs est plus difficile à cerner. Radioactivité ? Conséquence du

stress ? On sait que l'un des facteurs favorisant ces affections réside dans la modification des lipoprotéines du sang par les radicaux libres, ce qui facilite leur dépôt dans les artères, explique Denis Mathé, conseiller scientifique à l'IPSN. Or le premier effet des rayonnements est l'hydrolyse de l'eau qui libère des radicaux libres. Mais le diabète, le vieillissement des cellules, ou un simple stress psychologique peuvent tout aussi bien provoquer la formation de ces composés très agressifs. « Il sera très difficile de faire la part des choses », estime Denis Mathé.

Pour tenter d'y voir plus clair, l'IPSN va s'intéresser aussi aux habitants de la zone nucléaire la plus polluée du monde, celle de Tchernobyl, dans le sud de l'Oural, où le complexe nucléaire militaire-industriel Mayak fabriquait le plutonium des armes soviétiques (Le Monde du 26 septembre 1990). Selon les chiffres russes, des déchets liquides représentant 1,2 milliard de curies y sont concentrés sur 50 kilomètres carrés seulement. Une bonne partie a été dispersée dans les cours d'eau et les lacs et deux accidents survenus en 1957 et 1967 y ont encore accru la dispersion des radionucléides.

L'IPSN vient de signer un accord avec le Centre de recherche en médecine radiologique de cette région qui, pendant quarante ans, a tenu scrupuleusement le registre médical des riverains de la rivière Tetcha, dans laquelle l'usine Mayak a longtemps déversé des effluents radioactifs. Près de 90 000 personnes figurent sur ce fichier resté secret jusqu'à présent. Bien plus irradiées et contaminées que la population de Tchernobyl, elles ont reçu, étalées sur deux ans, une dose comparable à celle subie (soit quelques secondes) par les rescapés d'Hiroshima. Près de 2 500 d'entre elles souffrent du « syndrome d'irradiation chronique », une maladie jamais observée ailleurs.

Jean-Paul Dufour



Médecin dans l'enfer nucléaire soviétique

« CELA a commencé dès l'ouverture du complexe militaire de Mayak. De septembre 1949 à l'été 1951, personne ne s'est soucié de la rivière Tetcha au delà des effluents radioactifs. Jusqu'au jour où des experts y ont mesuré la radioactivité. Les habitants du village le plus proche de la rive recevaient 50 millisieverts par heure. »

« C'est équilibré, toutes les heures, de la dose annuelle admissible en Occident pour les travailleurs du nucléaire, lance un expert stupéfait. Qu'ont fait les autorités ? » Le docteur Mira Kossenko, chef du département épidémiologique et clinique du Centre de recherche de l'Oural en médecine nucléaire, courbe un peu plus le dos, serre son sac contre sa robe verte.

« On a recommandé aux gens de creuser des puits et de ne plus boire l'eau de la rivière dont les rives ont été bordées de barbelés. Certains villages ont été déplacés sans que leurs habitants sachent pourquoi. Ils n'ont appris la vérité qu'en 1989. »

« J'étais très mal à l'aise, poursuit-elle en réponse à une question sur sa « conception de la déontologie médicale. »

Mais quand je suis entrée au centre, en 1986, l'oi du signer un engagement de confidentialité. C'est que la localisation du site de Mayak était un secret militaire. Si les gens avaient entendu parler de radioactivité, ils auraient compris ce qu'on y faisait. C'était une question de sécurité nationale. Les États-Unis n'ont pas fait autrement avec leur site de Hanford et, aujourd'hui encore, la France refuse aux Vrais le droit d'effectuer des prélèvements sur l'atoll de Mururoa. » Sileace de plomb. « Je dois néanmoins vous dire que notre clinique était très bien construite, parfaitement équipée pour soigner tous ces gens. »

Précisant près de trente ans, Mira Kossenko a tenu scrupuleusement, sur ordre des autorités, le registre médical des habitants de la région. Visiblement très émue, elle se félicite devant ses collègues réunis à Genève par l'OMS que son travail de femme résignée serve aujourd'hui de base pour des études destinées à sauver la vie d'autres irradiés...

J.-P. D.

Le recouvrement du centre de stockage de déchets à la Hague est arrêté

LE PROBLÈME du stockage en surface des déchets moyennement et faiblement radioactifs aurait-il été prématurément enterré par l'Agence nationale des déchets radioactifs (Andra) ? Alors que celle-ci s'apprête à achever les travaux de recouvrement du centre de stockage de la Manche (CSM) à la Hague, où 525 000 m³ de déchets, entreposés entre 1969 et 1994, doivent être placés « sous surveillance » pour une durée de trois cent ans (Le Monde du 1^{er} novembre), les écologistes viennent d'obtenir l'interdiction de l'ensevelissement, pour expertise technique.

L'arrêt des travaux, ordonné jeudi 30 novembre par la cour d'appel de Caen, durera jusqu'au 31 janvier 1996, à cette date la cour devra décider de la reprise, sur la base des conclusions d'un expert judiciaire. Cette décision est l'épisode le plus marquant d'une procédure judiciaire, engagée en janvier 1994 par Didier Anger, conseiller régional (Verts) de Basse-Normandie et le comité de réflexion, d'information et de lutte antinucléaire (Crlan). Ils avaient déposé une plainte contre X... avec constitution de partie civile à l'encontre du fonctionnement du CSM, plainte rédigée par Corinne Lepage, aujourd'hui ministre de l'environnement.

Devant la lenteur de l'instruction, les plaignants ont demandé, en mai, l'arrêt des travaux avant que ceux-ci, engagés en 1991, deviennent irréversibles. Ayant été déboutés en première instance, ils ont obtenu gain de cause. « Il s'agit d'une mesure symbolique très forte, estime Thibault de Montbrial, leur avocat. Elle marque un tournant dans les rapports entre le nucléaire, la justice et la transparence. »

Sans doute un rapport intitulé

« Le centre de stockage de la Manche : la surveillance impossible », rédigé par le Service mondial d'information sur l'énergie (WISE), a-t-il pesé dans l'arrêt de la cour. Entre autres griefs, ce rapport souligne la présence d'une centaine de kilos de plutonium dans le tumultueux censé protéger les déchets des infiltrations. Ce produit représente une radiotoxicité élevée, que WISE, s'appuyant sur des études militaires américaines, estime à « 12 cancers mortels par milligramme de plutonium inhalé ». Or une grande partie du plutonium présent sur le site, le Pu 239, a une durée de vie de 24 000 ans, supérieure aux trois cents ans au terme desquels le CSM doit être « banalisé ».

« À cette époque, rien ne garantissait que les « générations futures » ne s'exposent pas à ce produit radioactif », souligne Didier Anger, commanditaire du rapport. L'Andra n'a fourni qu'un inventaire incomplet des déchets, qui ne permet pas de savoir si ces 100 kilos sont également répartis dans le million de tonnes entreposées au CSM – auquel cas le danger serait négligeable – ou s'ils se trouvent sous une forme suffisamment concentrée pour présenter un risque en cas d'intrusion sur le site. Autres inquiétudes des écologistes : les fuites de tritium, les risques de remontée de la nappe phréatique...

Face à ces questions, l'Andra avait préféré réserver ses réponses au commissaire chargé de l'enquête publique lancée à l'occasion du passage du centre de stockage en phase de surveillance, qui s'est achevée le 30 novembre. Elle « prend acte » de cette décision de justice.

Hervé Morin

La traque du patrimoine héréditaire humain s'accélère

TOUJOURS plus précis, toujours plus anciens, toujours plus proches de nos origines : les chercheurs n'en finissent plus de battre les records dans leur quête de l'ADN fossile, ce matériel génétique qui les exhume des fossiles de nos ancêtres.

Les résultats que vient de publier l'équipe française d'Elaine Béraud-Colomb (Inserm, Marseille), dans l'*American Journal of Human Genetics* du 1^{er} décembre, révèlent qu'il est désormais possible d'extraire, d'amplifier et d'analyser des gènes humains conservés dans des os de 12 000 ans. Autrement dit de décrypter l'identité moléculaire des contemporains de l'homme de Cro-Magnon.

La traque du patrimoine héréditaire de nos ancêtres commença en 1985, lorsqu'un jeune chercheur suédois de l'université d'Uppsala, Svante Pääbo, annonça avoir extrait de l'ADN (acide désoxyribonucléique, support de l'hérédité) d'une momie égyptienne vieille de 2 400 ans. Dans le même temps apparut la PCR (polymerase chain reaction), une technique qui permet de reproduire jusqu'à plusieurs millions de fois le moindre fragment d'ADN. Une technique grâce à laquelle Svante Pääbo – encore lui – parvint en 1988 à extraire de l'ADN du cerveau d'un homme enseveli depuis 7 000 ans dans une tourbière de Little Salt Spring (Floride).

CRO-MAGNON DE TAFORALT

Un an plus tard, nouvelle surprise : on découvre que des fragments de gènes peuvent être isolés de simples fragments d'os, ou de dents. « Le succès n'est pas lié à l'âge du spécimen. C'est le terrain du site archéologique qui détermine la bonne préservation de

l'ADN fossile », précise Elaine Béraud-Colomb, qui privilégie les ossements issus de sols argileux et bénéficiant d'un climat sec. Son matériel de prédilection : de gros os bien compactes (fémur, humérus, tibia), qu'elle peut rader abondamment afin de les débarrasser de toute contamination. Après les avoir scisés, elle récupère la poudre d'os, sur laquelle elle se livre à ses analyses moléculaires.

AUTENTIFIER L'ADN

Biochimiste de formation, cette paléontologue des temps modernes a ainsi étudié dix spécimens d'os humains. Le plus ancien, qui dormait depuis trente ans dans les locaux de l'Institut de paléontologie de Paris, est un Cro-Magnon de 12 000 ans d'âge en provenance de Taboralt (ouest du Maroc). Un choix qui ne doit rien au hasard, puisque cette région était alors le théâtre d'une période charnière de l'évolution humaine, située entre les chasseurs-cueilleurs du paléolithique et les pasteurs-agriculteurs du néolithique.

Sur le plan scientifique, cette étude présente deux intérêts majeurs. D'une part, elle confirme que l'analyse des gènes anciens n'est pas réservée aux seules mitochondries (centrales énergétiques de la cellule, ces petits éléments contiennent de l'ADN uniquement transmis par la mère), mais qu'elle peut aussi être appliquée au noyau cellulaire, infiniment plus riche en informations. Au sein de cet ADN nucléaire, l'équipe de Elaine Béraud-Colomb est ainsi parvenue à séquencer le gène, très connu et hautement polymorphe, de la bêta-globine.

Plus important encore, cette étude témoigne que le doute ma-

jeur auquel sont confrontés les chercheurs d'ADN ancien, à savoir la contamination de leur matériel par des gènes contemporains, peut être levé moyennant une rigoureuse étude biochimique. Pour s'assurer que l'ADN recueilli était bien authentique, les chercheurs se sont attachés à un site hautement polymorphe de l'ADN mitochondrial, et ont réussi à démontrer que la séquence établie sur ce site était

« différente de toutes celles collectées aujourd'hui dans les bases de données ».

Si ces travaux n'apprennent rien sur l'évolution de notre espèce, « en raison de la faiblesse de l'échantillon », ils n'en suggèrent pas moins qu'une étude systématique des gènes des hommes préhistoriques est désormais possible.

Catherine Vincent

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

La société française des années 90

L'évolution de la structure sociale, les mutations socioprofessionnelles, les comportements face à la crise

La pêche en mutation

Le Parlement de Bretagne en flammes dans la nuit du 4 ou 5 février 1994... Cette événement témoigne de la crise que traverse la pêche en Europe, et de la difficile construction de l'Europe bleue.

DÉCEMBRE 1995

UNE PUBLICATION DU « MONDE »
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le choix du nom du Grand Stade révèle les tensions entre l'Etat et les entreprises concessionnaires

Les pouvoirs publics cherchent à empêcher toute dérive financière

Le Grand Stade de Saint-Denis, actuellement en construction pour le Mondial de football 1998, doit être officiellement doté d'un nom, lundi

4 décembre. Les péripéties qui ont entouré ce choix, qui sera annoncé par le ministre des sports, Guy Drut, ont souligné les divergences

d'intérêts entre les entreprises privées concessionnaires et l'Etat, qui veut éviter que le chantier lui coûte plus que les subventions prévues.

IL EST RARE que le choix du prénom d'un enfant à naître conduise au divorce, mais il peut arriver que ce passage obligé par l'état civil soit le révélateur des difficultés au sein d'une famille. C'est ce que vient de démontrer l'étonnante procédure choisie pour permettre au ministre de la Jeunesse et des sports d'annoncer solennellement, lundi 4 décembre, le nom du futur Grand Stade de Saint-Denis.

Les péripéties entourant ce choix auront eu une utilité : mettre en lumière les rapports entre deux partenaires associés pour le meilleur et pour le pire. Décidé en conseil des ministres, le 8 novembre, le remplacement de François Kosciuszko-Morizet à la tête de la délégation interministérielle à la Coupe du monde (Dicom) avait donné un premier signe des intentions du gouvernement. Le passage par l'inspection des finances de son successeur témoigne de la volonté des pouvoirs publics de ne pas laisser libre cours aux rumeurs sur d'éventuelles dérives financières du projet.

A peine installé dans les locaux de la Dicom, Noël de Saint-Pulgent résume d'ailleurs ainsi la mission qui lui a été confiée : « Dans la situation financière actuelle du pays, il y a une obligation impérieuse de tenir les coûts de construction du Grand Stade. Il ne peut y avoir de dépassement des sommes inscrites à la charge de l'Etat dans le traité de concession. Mon rôle sera de contenir les revendications des entreprises sur des dépenses qu'ils n'avaient pas prévues. »

Le nouveau délégué interministériel admet cependant que la prise en charge par l'Etat des travaux de

dépollution du site du Cornillon, où ont été découvertes des traces d'hydrocarbures, devrait coûter aux contribuables « quelques dizaines de millions » de plus que le 1,194 milliard de francs prévu.

L'intransigence de l'Etat agace les responsables de Bouygues, SGE et Dumez, les trois entreprises privées regroupées au sein du Consortium Grand Stade, qui construit puis gèrera l'enceinte pendant trente ans. Celles-ci ont rencontré des difficultés pour obtenir l'accord des banques sur les 800 millions de francs de crédits nécessaires pour boucler leur part de financement, fixée à 1,405 milliard de francs. « Un banquier a beaucoup plus confiance aujourd'hui dans la signature d'une ville que dans celle d'un Etat », constate avec amertume Pierre Parisot, le président du Consortium.

ANNULLATION SOUHAITÉE

En demandant aux autorités françaises de s'expliquer sur l'attribution du contrat de concession (Le Monde du 28 octobre), la Commission européenne a même suscité un surprenant espoir au Consortium. « L'annulation de ce texte serait la meilleure chose qui puisse nous arriver », avoue Pierre Parisot. Nous pourrions alors être dédommages pour les travaux engagés et poursuivre la construction en en négociant les conditions financières. »

Plusieurs mois après la signature du contrat, le 29 avril, les entreprises privées estiment en effet que l'Etat a changé les règles au cours de la procédure d'attribution de la concession. « La construction du Grand Stade devait faire l'objet d'un financement entièrement public en l'absence d'un grand club de football

résidant à Saint-Denis, dit Pierre Parisot. L'Etat a finalement imposé une formule sans club résidant, mais avec seulement 47 % de subventions publiques. Et les 50 millions de francs de subventions qui nous sont promis pour couvrir le déficit d'exploitation, lié à l'impossibilité d'organiser des matches du championnat de France de football, ne couvriront pas nos pertes. »

TOITURE ELLIPTIQUE

Les conditions climatiques ont permis au chantier du nord de Paris de prendre quelques jours d'avance. Ils seront bien utiles pour tenir des délais extrêmement tendus. Mais la gigantesque toiture elliptique de l'ouvrage pose des problèmes à ses concepteurs. Il ne s'agit pas moins de soulever à plusieurs dizaines de mètres du sol des éléments de 2 000 tonnes carrés et de 500 tonnes chacun. Ce grand voile d'acier, de béton et de verre de 6 hectares sera ensuite fixé aux 18 mâts de 45 mètres de haut. Cette ellipse offrira une couverture aux 80 000 places, et au parvis qui entoure le stade. Il ne pouvait être question de faire des économies sur ce qui devrait être le véritable symbole architectural de l'ouvrage.

Dans un accommodement avec la règle de la priorité aux entreprises nationales, qu'ils savent pouvoir s'entendre reprocher, les concessionnaires viennent d'accorder ce marché, l'un des plus importants du chantier, à une entreprise allemande, la moins-disante de l'appel d'offres. Cette économie n'est pas du goût de tous. Patrick Braouezec, le maire (PC) de Saint-Denis, s'étonne depuis quelque temps de la modestie des retombées du

chantier sur l'économie locale, malgré la commande des ascenseurs à une entreprise de Saint-Denis.

Mais l'ère de la Seine-Saint-Denis estime que « chacun doit rester raisonnable » dans le dossier du Grand Stade. « Il y a des pays où la population se mobilise pour des événements bien moins importants qu'une Coupe du monde de football, regrette Patrick Braouezec. Tout le monde doit faire en sorte que le Grand Stade soit une réussite. »

Le maire de Saint-Denis se dit ainsi prêt à favoriser l'émergence d'un grand club de football dans la Seine-Saint-Denis. « Nous avons un public pour les matches de football. Il faut construire une équipe de première division puisque le Paris-Saint-Germain ne veut pas quitter le Parc des Princes. D'autant plus que les déclarations de ses dirigeants ne nous incitent pas à vouloir les accueillir un jour. »

La proposition de Patrick Braouezec rencontre l'accord des dirigeants du Consortium. « C'est un véritable problème de n'avoir qu'un club de football de dimension nationale en Ile-de-France, regrette Pierre Parisot. Cela remonte sans doute au temps de l'administration préfectorale de la région. »

Le rachat de l'ensemble de l'équipement par l'Etat à la suite de difficultés d'exploitation, dont la possibilité figure explicitement dans le traité de concession, est toutefois aujourd'hui écarté par les entreprises privées. « Après les échecs d'Orlyval et les difficultés d'Eurotunnel, estime Pierre Parisot, il serait grave de mettre un terme à une nouvelle expérience de concession. »

Christophe de Chenay

Entre « Elyseum » et « Jules-Rimet »

C'EST UNE LOURDE TÂCHE qui attend Guy Drut. Le ministre de la Jeunesse et des sports doit en effet choisir le nom définitif du Grand Stade parmi les propositions qu'un jury présidé par Bernard Pivot va lui soumettre, dimanche 3 décembre. A défaut d'une idée de dernière minute, il est probable que le choix du gouvernement ne devrait satisfaire personne.

Les entreprises privées qui ont obtenu la concession de la construction, avant d'exploiter l'équipement pendant trente ans, ont fait connaître leur préférence. Ce Consortium, après avoir fait appel aux services d'une société spécialisée dans la recherche d'appellations pour produits alimentaires, a retenu « Elyseum ». Ce néologisme, censé être facilement prononçable au Japon comme au Groenland, est inspiré d'un « Elysium », vainqueur sur le fil de « Paradôme » et d'« Elliptos ». Le mot évoquerait les Champs-Élysées, autant que la fleur de lys des rois de France enterrés dans la basilique Saint-Denis. « Elyseum » cherche également à se créer une notoriété à l'image de celles de la Géode, de la Grande Arche et de la Pyramide du Louvre. « Pourquoi alors ne pas

l'appeler l'« Ellipse » ? », suggèrent les architectes qui ont dessiné le stade et son toit en forme de soucoupe volante. Le Consortium semble bien décidé à refuser tout nom de personnage sportif ou littéraire. Soucieux de rentabilité financière, il estime cette commercialisation peu compatible avec la commercialisation de produits dérivés. Et ils ont été bien aidés dans cette démonstration par Michel Platini. Arrivé largement en tête de la consultation lancée par le ministère de la Jeunesse et des sports et Radio-France - devant Jules Rimet, le fondateur français de la Coupe du monde -, le coprésident du Comité français d'organisation de la Coupe du monde a su trouver les mots qu'il fallait pour décliner cet honneur un peu lourd (Le Monde du 29 novembre).

RENDRE À PARIS...

Dans une aussi périlleuse affaire, il resterait donc au ministre à se rabattre sur des noms de lieux. Mais, là encore, il va lui être bien difficile de donner satisfaction aux deux élus qui vont permettre la réalisation de l'ouvrage aux portes de la capitale. En mettant gratuitement à la dis-

position de l'Etat, en 1993, le site du Cornillon, Jacques Chirac, alors maire de Paris, avait rappelé qu'il avait été à l'origine de la candidature de la France à l'organisation de la Coupe du monde de football. Guy Drut pourrait ainsi être tenté de rendre à Paris, et au président de la République, ce qui lui appartient.

Mais le maire de Saint-Denis, qui faisait partie du jury présidé par Bernard Pivot, s'est déclaré prêt à mettre son veto à un nom associé à celui de la capitale, réclamant au contraire que soit mentionnée sa commune. A l'étranger, les noms d'enceintes sportives correspondent souvent à ceux des quartiers qui les hébergent. A Milan, par exemple, peu de supporters appellent le stade de football Giuseppe-Mazzza autrement que « San Siro ». A New York, l'appellation « Flushing Meadows » a effacé l'identité du Louis-Armstrong Stadium, où se déroulent les tournois de tennis. Quel que soit le nom annoncé lundi 4 décembre, les Français continueront probablement de parler du « Grand Stade de Saint-Denis ».

C. de C.

Annette Sergent-Palluy est saturée de cross

L'ancienne double championne du monde ne convoite pas le titre européen, nouveau venu dans le calendrier des courses de fond

ANNETTE SERGENT-PALLUY participera, samedi 2 décembre, au deuxième championnat d'Europe de cross-country sans autre véritable ambition que de défendre, sur le parcours boueux et accidenté d'Alnwick, la médaille d'argent remportée par l'équipe de France féminine l'an passé.

Qualifiée d'office sur ses bons résultats au Mondial, disputé au même endroit en mars, l'ancienne double championne du monde de la spécialité (1987 et 1989) n'a guère le choix. Son enthousiasme pour le fond est intact, mais l'épreuve qui l'attend au Royaume-Uni lui paraît déraisonnable. Incompatible avec ses aspirations, « Refuser cette sélection me poserait trop de problèmes, soupire-t-elle, mais, honnêtement, je n'ai pas assez travaillé pour prétendre à quoi que ce soit sur le plan individuel. »

Créé l'année dernière, et organisé - déjà à Alnwick - à la mi-décembre, ce championnat d'Europe arrive mal à propos dans une saison qui ne s'achèvera que fin mars, en Afrique du Sud, avec le championnat du monde.

CONSOLER LES EUROPÉENS

La création de l'épreuve européenne est largement controversée : est-ce un subterfuge pour consoler les Européens (plus particulièrement les hommes) avec quelques médailles dans un sport archi-dominé par les coureurs africains ? Est-ce un argument supplémentaire pour attirer les sponsors en période d'austérité ?

« Même s'il s'agit de promouvoir l'athlétisme, déclare Annette Sergent-Palluy, il faut rester réaliste. Les championnats d'Europe et du monde ont lieu en alternance dans les autres disciplines. Pourquoi le cross ne s'alignerait-il pas ? Il faut cesser de presser les athlètes comme des citrons. »

La jeune femme, haute comme une poupée et forte de quinze titres nationaux en demi-fond, aime les défis, mais le programme qui se profile l'affole un peu : « Comment être en forme pour deux épreuves à quatre mois d'intervalle, alors que je dois également réaliser en avril les minima sur 5 000 et 10 000 mètres pour les JO d'Atlanta. Je risque d'être obligée de renoncer au Mondial de cross. »

Les yeux cernés trahissent l'intensité des lourdes séances d'entraînement de la société de l'ASU Bron, sur le stade coincé entre les champs et l'autoroute dans la banlieue lyonnaise. Pascal Palluy, président du club et époux attentif, vérifie l'état du balisage du cross organisé par la commune dont sa femme est « employée municipale ». « Je lui dois beaucoup », concède doucement Annette. Le couple d'ex-étudiants en psychologie a toujours formé une équipe soudée : « La course est une passion que nous vivons à deux. Je m'entraîne deux fois par jour, et quand il fait nuit ou qu'il pleut, Pascal court parfois avec moi. Cela nous aide tous

deux à mieux comprendre la vie que nous menons. Il a souvent fait office de masseur au même de coach lorsque je m'entraînais seule en 1991 et en 1992. Il s'est totalement investi ; peu d'hommes auraient accepté de vivre ainsi dans l'ombre, surtout pour une discipline si peu prestigieuse. »

STRESS DES GRANDS ÉVÉNEMENTS

Samedi, Pascal sera au bord du parcours avec Gérard Pézerat, un vieil ami athlète qu'il a pris Annette sous sa houlette il y a deux ans. Tous deux forment l'univers quotidien de la championne et représentent un précieux soutien. « Pour évaluer le stress des grands événements, l'entourage et l'environnement comptent beaucoup, avoue Annette. Je regrette que l'aspect psychologique de la préparation reste un sujet tabou pour la Fédération française d'athlétisme. Dès qu'on l'aborde, on est soupçonné de faiblesse, alors qu'il s'agit simplement de gérer au mieux la réunion d'athlètes qui ne se fréquentent jamais en dehors des compétitions. C'est pour cela que certains finissent par s'isoler, par créer une petite cellule de fonctionnement individuel. Mais cela demande des moyens et un certain niveau, ou encore une capacité à ne pas se laisser affecter par les critiques. »

Après l'heure de gloire, Annette Sergent-Palluy a connu un long passage à vide, après le Mondial de cross d'Alx-les-Bains en 1990. « J'étais tenante du titre, se souvient-elle, et je voulais tellement confirmer en France que je suis arrivée totalement à bout sur le plan physique et nerveux, j'ai été blessée. Mais je ne voulais pas arrêter sur un échec et vivre avec de mauvais souvenirs, après avoir tant consacré à mon sport. » En « fondesse » qui se respecte, Annette serre donc les dents et pulse du courage dans les paroles des deux hommes qui croient en elle.

« J'ai compris très jeune qu'il vaut mieux n'attendre aucun soutien extérieur, dit-elle. Mais, passé trente ans, c'est plus dur. On vous répète chaque jour que le déclin de vos performances est naturel, que vous avez eu une belle carrière, qu'il est temps de songer à avoir un enfant. C'est pire que le froid ou la boue, il faut vraiment tenir mentalement. Au moins en hommage à M. Martinet, le prof de gym qui m'a donné le goût de courir quand j'étais gamine, et qui est décédé il y a quelques semaines. C'est pour lui que, samedi, je serai là. »

Patricia Jolly

■ Le record du monde de saut à la perche a été battu (pour la dixième fois en six mois), jeudi 30 novembre. L'Australienne Emma George, avec un saut à 4,25 m, à Melbourne, a amélioré de 2 centimètres l'ancien record de la Chinoise Sun Caiping. Le saut à la perche féminin est une discipline officielle de l'athlétisme depuis moins de deux ans. - (AFR)

NOTRE TELEVISION EST EN DANGER !

ELLE EST MENACÉE DE L'INTÉRIEUR
COMME DE L'EXTÉRIEUR

Le Comité Français pour l'Audiovisuel fondé et présidé par le Sénateur Jean CLUZEL, présentera le premier train de réformes de l'audiovisuel, proposé par le Comité, au cours d'une conférence de presse qui se tiendra mercredi 13 décembre à 11 h.00 à l'Automobile Club de France.

Le texte intégral des réformes proposées sera publié dans le numéro 6 des CAHIERS DE L'AUDIOVISUEL, que vous pouvez vous procurer au prix de 80 F par chèque à l'ordre du COMITE FRANÇAIS POUR L'AUDIOVISUEL 03500 BRANSAT

André Herrero n'est plus manager du quinze de France

ANDRÉ HERRERO, le manager démissionnaire de l'équipe de France de rugby, a vu ses responsabilités se réduire à la seule présidence du comité de sélection, à l'issue de la réunion de travail de l'équipe de France, tenue jeudi 30 novembre à Blagnac, et dirigée par Bernard Lapasset, président de la Fédération française de rugby (FFR). Le nom du futur manager sera dévoilé lors de la réunion du bureau fédéral, le 8 décembre à Brive. « Je suis déçu car nous ne sommes pas allés au bout de mes idées », a reconnu André Herrero. Le Toulonnais avait remis sa démission avant le premier test-match France-Nouvelle-Zélande à Toulouse (Le Monde du 11 novembre) mais il avait laissé entendre depuis qu'il pouvait revenir sur sa décision sous certaines conditions, dont l'arrivée dans l'encadrement du XV de France de Pierre Villepreux (ancien entraîneur du Stade toulousain). Cette demande a fait l'objet d'un veto de Bernard Lapasset.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CLUBS

Poules demi-finales

Poule A

Istanbul Ulker (Tur.) - Arambour (Fra.)	94-71
Treviso (Ita.) - B. Leverkusen (All.)	90-87
Olympiques (Gr.) - Vellaz (Esp.)	82-59
CSKA Moscou (Rus.) - L. Salomonica (Gr.)	82-66
Classement : 1. Olympiques, 2. CSKA Moscou, 3. Treviso, 4. Vellaz, 5. Istanbul Ulker, 6. B. Leverkusen, 7. Salomonica.	

Poule B

M. Tel-Aviv (Isr.) - FC Barcelone (Esp.)	94-85
B. Lézard (Por.) - B. Bologne (Ita.)	83-85
Real Madrid (Esp.) - Cibona Zagreb (Cro.)	81-78
Pau-Orthez (Fra.) - Panathinaïkos (Gr.)	79-87

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D1

20^e journée, match avancé

Gueugnon-Auxerre

0-0

HANDBALL

EURO 96 Qualifications

GROUPE 3

Bélarus-Toungousie

17-27

Bélarus-France

31-28

Classement : 1. Yougoslavie, 2. Bélarus, 3. France, 4. Belgique.

Le saut de France jouera sa qualification pour le championnat d'Europe face à la Bélarus, dimanche 2 décembre, à Besançon.

Edition spéciale du journal de 18 h 30 de TV5

Dimanche 3 décembre

Jacques CHIRAC
Boutros BOUTROS-GHALI
Nicéphore SOGLO

sont interviewés par :

Philippe Dessaint, TV5

et Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, Le Monde

TV5
LA TÉLÉVISION
INTERNATIONALE

Le Monde

Chapitre 150

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 892

HORIZONTALEMENT

1. Voyageurs au très long cours.
- II. Chasseur ou porte le chasseur.
Après un passé glorieux, va-t-on
lui chicaner son avenir ? - III. Elles
peuvent surprendre. Devrait pré-
parer une meilleure utilisation des
ressources du pays. - IV. Chants.
Casse-coques. - V. Pronom. Pour
réprimander. Un des quatre temps.
- VI. Mènent à des choix arbi-
traires ou néfastes. Article d'ail-
leurs. - VII. Toujours centrifuges.
Si c'est le 1, c'est dans le poste. On
l'a toujours à l'œil. - VIII. C'était
ainsi jadis. Avoisine Anvers. - IX.
Magot. Intervalle. - X. Ne se dé-
tache pas. On l'ouvre et on le ferme
au commandement. - XI. Illu-
minant.

VERTICALEMENT

1. Très présent depuis un demi-
siècle, surtout en Italie. - 2. Donne
la bonne mesure. - 3. Fleuve.
Charmant. - 4. On présente ainsi

les aux. Au Mali. - 5. Japonaise.
Possessif inversé. Permet de nous
lier à distance. - 6. Ses enfants sont
peu recommandables. Voyelles. -
7. Adverbe. Donne un petit air de
fête. - 8. Toujours prêt à s'enflam-
mer. Momale. - 9. Un départ pour
la culture. Vieille cité. - 10. Repas
complet primitif. Parole primitive.
- 11. On n'en a pas voulu. Se danse
doublé. - 12. Amorcèrent une
chaîne à ne pas interrompre.

SOLUTION DU N° 891

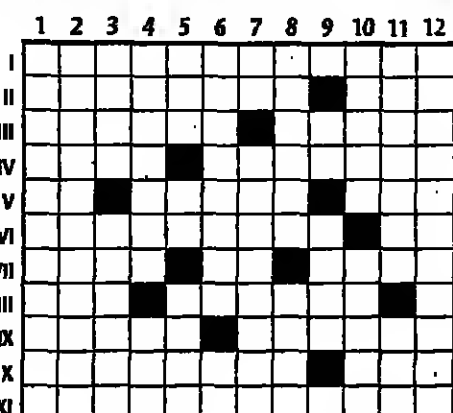
Horizontalement

1. Feu d'artifice. - II. Opticien.
Fox. - III. Ut. Sialis. Up. - IV. Roite-
let. Air. - V. Mûrir. Sième. - VI.
Ivan. Acacias. - VII. Le. Girelle. -
VIII. Itou. Apeur. - IX. Etrema.
UV. - X. Réra. Gueule. - XI. Es-
sartements.

Verticalement

1. Fourmillière. - 2. Eprouvettes.
- 3. Ut. IRA. Ores. - 4. Distinguer.
- 5. Acier. Nar. - 6. Rial. Aran. - 7.
Télescopage. - 8. Initiale. Um. - 9.
Ecluse. - 10. If. Anier. Un. - 11.
Covina. Ault. - 12. Expressives.

François Dorlet



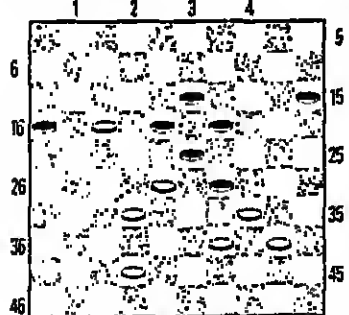
DAMES

Problème n° 519

LE COIN DU DÉBUTANT

(suite de thèmes classiques)
LA « RUPTURE PAR FLÉ-
CHISSEMENT » : quand les
Blancs brisent, par la raison, un
marriage de châteaux.

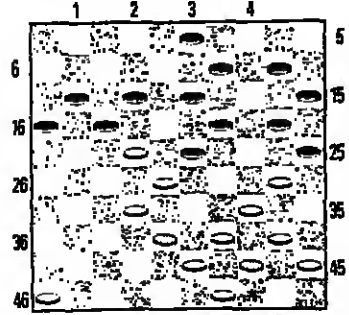
1^{er} exemple :



Les Blancs jouent et gagnent.

Solution : 17-11 (16x7) le cha-
lon est complété pour damer
à 17. 32-27 « rupture par flé-
chissement » du chalon noir 29,
23, 18 (23x21) ; 34x1, dame, +.

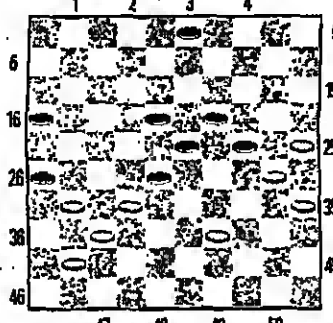
2^e exemple :



Les Blancs jouent et gagnent.
Les Blancs assombrissent la « rup-
ture par fléchissement » d'une va-
riante très simple senza dubbio.

Solution : 30-24 ouvrant une
variante très simple (20x29, a) le
chalon est constitué ; 32-27 (la
« rupture par fléchissement »)
(23x21) ; 34x5, dame, +.
o) (19x30) 28x8 (17x37) 8x6,
passage à dame, +.

L'UNIVERS MAGIQUE
KANGOUROU À VARIANTE,
qui, de par son aspect stratégique
et son prolongement tactique, ne
sera jamais fuir di moda. Réalisé
en 1963 en Australie par Bierman,
avec les Blancs.



Les Blancs jouent et gagnent
comme suit : 41-36 ! (la première
évolution du talent, qui tente une
faute très naturelle) (3-9) [et tout
se précipite par un subtil mariage
« stratégie-tactique » : il diavolo]
25-20 ! (24x15) 30-24 ! (19x30)
35x24 (9-13) o) 32-27 ! les initiés
détectent le mat très original.
o) (9-14) 24-19 (18-22) 19x10,
puis 32-27 !, le gain surprise...

SOLUTION DU PROBLÈME N° 518

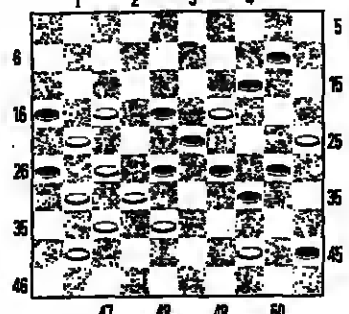
N. RISO (1995)

Blancs : dames à 13 et 24, pion
à 28.
Noirs : pions à 31, 36, 37.

13-18 ! [supplie pour les initiés]
(37-41) o) 24-17 (41-46, b) 18-
23 (31-37) 23-51 (46-41, force) 28-
23 (41-46, force) 47-38 ! [splen-
dide coup intermédiaire] (36-41, c)
38-47 ! (37-42) 47x15, etc., +.
o) (37-42) 24x47 (31-37) (18-
27) ! [autre merveilleuse trou-
ville] (37-41) 27-32 !, etc., splen-
dide mat.
b) (31-37) 18-23, les Noirs sont
mat.
c) (46-41) 38-32 puis 5x46, +.

PROBLÈME N° 519

N. GUILLETON (Blaritz) (1995)



Les Blancs jouent et gagnent.

Solution dans la prochaine
chronique.

Jean Chaze

ANACROISÉS (R)

Problème n° 893

Les Anacroisés sont des mots
croisés dont les définitions sont
remplacées par les lettres de mots
à trouver. Les chiffres qui suivent
certains tirages correspondent au
nombre d'anagrammes possibles,
mais implacables sur la grille.
Comme au Scrabble, on peut
conjuguer. Tous les mots figurent
dans l'Officiel du Scrabble (La-
rousse).

HORIZONTALEMENT

1. BEEHRR. - 2. ACEEEGLN. -
3. EELMOSUU (+1). - 4. ACEINRTV (+1). - 5.
EINOQSTU (+3). - 6. CEMNOSU
(+1). - 7. EHIMST. - 8.
AAEEGLLN. - 9. CEENPTU. - 10.
ACEEILRR. - 11. AACLNRS. - 12.
AACST. - 13. AGILNOOS. - 14.
ABINSS. - 15. EFGINORS (+1). -
16. ACEESS (+2). - 17. EEFIRSS
(+2). - 18. EEEHINOS. - 19.
DEEIMNZ (+1). - 20. EELNOS
(+3). - 21. EEEELSSU. - 22.
AADEHLLT.

VERTICALEMENT

23. DEEEHLOS. - 24. ABEEFF. -
25. CEEEMNN. - 26. AAMRSS. -
27. ALORST. - 28. CEINPSS. -
29. AACELSSS (+1). - 30.
EILLOS. - 31. AAEEGNR (+1). -
32. EEEGNRR (+1). - 33.
AAERSSS (+1). - 34.
AEEGMS. - 35. ACEHLL (+2). -
36. AEGLNNO (+1). - 37.
CMOOPST. - 38. EEEGNRR (+1). -
39. AAHILNN. - 40. ACCFIL. -
41. AELNRTU. - 42. AACINORS
(+1). - 43. AEEILMNR (+1). -
44. EIOSSST.

ÉCHECS

Étude n° 1665

TOURNOI OPEN (Berlin, 1995)

Blancs : Schöngart.
Noirs : Schöngart.
Défaite scandinave.

1. e4. 2. e5. 3. f3. 4. f4. 5. f5. 6. f6. 7. f7. 8. f8. 9. f9. 10. f10. 11. f11. 12. f12. 13. f13. 14. f14. 15. f15. 16. f16. 17. f17. 18. f18. 19. f19. 20. f20. 21. f21. 22. f22. 23. f23. 24. f24. 25. f25. 26. f26. 27. f27. 28. f28. 29. f29. 30. f30. 31. f31. 32. f32. 33. f33. 34. f34. 35. f35. 36. f36. 37. f37. 38. f38. 39. f39. 40. f40. 41. f41. 42. f42. 43. f43. 44. f44. 45. f45. 46. f46. 47. f47. 48. f48. 49. f49. 50. f50. 51. f51. 52. f52. 53. f53. 54. f54. 55. f55. 56. f56. 57. f57. 58. f58. 59. f59. 60. f60. 61. f61. 62. f62. 63. f63. 64. f64. 65. f65. 66. f66. 67. f67. 68. f68. 69. f69. 70. f70. 71. f71. 72. f72. 73. f73. 74. f74. 75. f75. 76. f76. 77. f77. 78. f78. 79. f79. 80. f80. 81. f81. 82. f82. 83. f83. 84. f84. 85. f85. 86. f86. 87. f87. 88. f88. 89. f89. 90. f90. 91. f91. 92. f92. 93. f93. 94. f94. 95. f95. 96. f96. 97. f97. 98. f98. 99. f99. 100. f100. 101. f101. 102. f102. 103. f103. 104. f104. 105. f105. 106. f106. 107. f107. 108. f108. 109. f109. 110. f110. 111. f111. 112. f112. 113. f113. 114. f114. 115. f115. 116. f116. 117. f117. 118. f118. 119. f119. 120. f120. 121. f121. 122. f122. 123. f123. 124. f124. 125. f125. 126. f126. 127. f127. 128. f128. 129. f129. 130. f130. 131. f131. 132. f132. 133. f133. 134. f134. 135. f135. 136. f136. 137. f137. 138. f138. 139. f139. 140. f140. 141. f141. 142. f142. 143. f143. 144. f144. 145. f145. 146. f146. 147. f147. 148. f148. 149. f149. 150. f150. 151. f151. 152. f152. 153. f153. 154. f154. 155. f155. 156. f156. 157. f157. 158. f158. 159. f159. 160. f160. 161. f161. 162. f162. 163. f163. 164. f164. 165. f165. 166. f166. 167. f167. 168. f168. 169. f169. 170. f170. 171. f171. 172. f172. 173. f173. 174. f174. 175. f175. 176. f176. 177. f177. 178. f178. 179. f179. 180. f180. 181. f181. 182. f182. 183. f183. 184. f184. 185. f185. 186. f186. 187. f187. 188. f188. 189. f189. 190. f190. 191. f191. 192. f192. 193. f193. 194. f194. 195. f195. 196. f196. 197. f197. 198. f198. 199. f199. 200. f200. 201. f201. 202. f202. 203. f203. 204. f204. 205. f205. 206. f206. 207. f207. 208. f208. 209. f209. 210. f210. 211. f211. 212. f212. 213. f213. 214. f214. 215. f215. 216. f216. 217. f217. 218. f218. 219. f219. 220. f220. 221. f221. 222. f222. 223. f223. 224. f224. 225. f225. 226. f226. 227. f227. 228. f228. 229. f229. 230. f230. 231. f231. 232. f232. 233. f233. 234. f234. 235. f235. 236. f236. 237. f237. 238. f238. 239. f239. 240. f240. 241. f241. 242. f242. 243. f243. 244. f244. 245. f245. 246. f246. 247. f247. 248. f248. 249. f249. 250. f250. 251. f251. 252. f252. 253. f253. 254. f254. 255. f255. 256. f256. 257. f257. 258. f258. 259. f259. 260. f260. 261. f261. 262. f262. 263. f263. 264. f264. 265. f265. 266. f266. 267. f267. 268. f268. 269. f269. 270. f270. 271. f271. 272. f272. 273. f273. 274. f274. 275. f275. 276. f276. 277. f277. 278. f278. 279. f279. 280. f280. 281. f281. 282. f282. 283. f283. 284. f284. 285. f285. 286. f286. 287. f287. 288. f288. 289. f289. 290. f290. 291. f291. 292. f292. 293. f293. 294. f294. 295. f295. 296. f296. 297. f297. 298. f298. 299. f299. 300. f300. 301. f301. 302. f302. 303. f303. 304. f304. 305. f305. 306. f306. 307. f307. 308. f308. 309. f309. 310. f310. 311. f311. 312. f312. 313. f313. 314. f314. 315. f315. 316. f316. 317. f317. 318. f318. 319. f319. 320. f320. 321. f321. 322. f322. 323. f323. 324. f324. 325. f325. 326. f326. 327. f327. 328. f328. 329. f329. 330. f330. 331. f331. 332. f332. 333. f333. 334. f334. 335. f335. 336. f336. 337. f337. 338. f338. 339. f339. 340. f340. 341. f341. 342. f342. 343. f343. 344. f344. 345. f345. 346. f346. 347. f347. 348. f348. 349. f349. 350. f350. 351. f351. 352. f352. 353. f353. 354. f354. 355. f355. 356. f356. 357. f357. 358. f358. 359. f359. 360. f360. 361. f361. 362. f362. 363. f363. 364. f364. 365. f365. 366. f366. 367. f367. 368. f368. 369. f369. 370. f370. 371. f371. 372. f372. 373. f373. 374. f374. 375. f375. 376. f376. 377. f377. 378. f378. 379. f379. 380. f380. 381. f381. 382. f382. 383. f383. 384. f384. 385. f385. 386. f386. 387. f387. 388. f388. 389. f389. 390. f390. 391. f391. 392. f392. 393. f393. 394. f394. 395. f395. 396. f396. 397. f397. 398. f398. 399. f399. 400. f400. 401. f401. 402. f402. 403. f403. 404. f404. 405. f405. 406. f406. 407. f407. 408. f408. 409. f409. 410. f410. 411. f411. 412. f412. 413. f413. 414. f414. 415. f415. 416. f416. 417. f417. 418. f418. 419. f419. 420. f420. 421. f421. 422. f422. 423. f423. 424. f424. 425. f425. 426. f426. 427. f427. 428. f428. 429. f429. 430. f430. 431. f431. 432. f432. 433. f433. 434. f434. 435. f435. 436. f436. 437. f437. 438. f438. 439. f439. 440. f440. 441. f441. 442. f442. 443. f443. 444. f444. 445. f445. 446. f446. 447. f447. 448. f448. 449. f449. 450. f450. 451. f451. 452. f452. 453. f453. 454. f454. 455. f455. 456. f456. 457. f457. 458. f458. 459. f459. 460. f460. 461. f461. 462. f462. 463. f463. 464. f464. 465. f465. 466. f466. 467. f467. 468. f468. 469. f469. 470. f470. 471. f471. 472. f472. 473. f473. 474. f474. 475. f475. 476. f476. 477. f477. 478. f478. 479. f479. 480. f480. 481. f481. 482. f482. 483. f483. 484. f484. 485. f485. 486. f486. 487. f487. 488. f488. 489. f489. 490. f490. 491. f491. 492. f492. 493. f493. 494. f494. 495. f495. 496. f496. 497. f497. 498. f498. 499. f499. 500. f500. 501. f501. 502. f502. 503. f503. 504. f504. 505. f505. 506. f506. 507. f507. 508. f508. 509. f509. 510. f510. 511. f511. 512. f512. 513. f513. 514. f514. 515. f515. 516. f516. 517. f517. 518. f518. 519. f519. 520. f520. 521. f521. 522. f522. 523. f523. 524. f524. 525. f525. 526. f526. 527. f527. 528. f528. 529. f529. 530. f530. 531. f531. 532. f532. 533. f533. 534. f534. 535. f535. 536. f536. 537. f537. 538. f538. 539. f539. 540. f540. 541. f541. 542. f542. 543. f543. 544. f544. 545. f545. 546. f546. 547. f547. 548. f548. 549. f549. 550. f550. 551. f551. 552. f552. 553. f553. 554. f554. 555. f555. 556. f556. 557. f557. 558. f558. 559. f559. 560. f560. 561. f561. 562. f562. 563. f563. 564. f564. 565. f565. 566. f566. 567. f567. 568. f568. 569. f569. 570. f570. 571. f571. 572. f572. 573. f573. 574. f574. 575. f575. 576. f576. 577. f577. 578. f578. 579. f579. 580. f580. 581. f581. 582. f582. 583. f583. 584. f584. 585. f585. 586. f586. 587. f587. 588. f588. 589. f589. 590. f590. 591. f591. 592. f592. 593. f593. 594. f594. 595. f595. 596. f596. 597. f597. 598. f598. 599. f599. 600. f600. 601. f601. 602. f602. 603. f603. 604. f604. 605. f605. 606. f606. 607. f607. 608. f608. 609. f609. 610. f610. 611. f611. 612. f612. 613. f613. 614. f614. 615. f615. 616. f616. 617. f617. 618. f618. 619. f619. 620. f620. 621. f621. 622. f622. 623. f623. 624. f624. 625. f625. 626. f626. 627. f627. 628. f628. 629. f629. 630. f630. 631. f631. 632. f632. 633. f633. 634. f634. 635. f635. 636. f636. 637. f637. 638. f638. 639. f639. 640. f640. 641. f641. 642. f642. 643. f643. 644. f644. 645. f645. 646. f646. 647. f647. 648. f648. 649. f649. 650. f650. 651. f651. 652. f652. 653. f653. 654. f654. 655. f655. 656. f656. 657. f657. 658. f658. 659. f659. 660. f660. 661. f661. 662. f662. 663. f663. 664. f664. 665. f665. 666. f666. 667. f667. 668. f668. 669. f669. 670. f670. 671. f671. 672. f672. 673. f673. 674. f674. 675. f675. 676. f676. 677. f677. 678. f678. 679. f679. 680. f680. 681. f681. 682. f682. 683. f683. 684. f684. 685. f685. 686. f686. 687. f687. 688. f688. 689. f689. 690. f690. 691. f691. 692. f692. 693. f693. 694. f694. 695. f695. 696. f696. 697. f697. 698. f698. 699. f699. 700. f700. 701. f701. 702. f702. 703. f703. 704. f704. 705. f705. 706. f706. 707. f707. 708. f708. 709. f709. 710. f710. 711. f711. 712. f712. 713. f713. 714. f714. 715. f715. 716. f716. 717. f717. 718. f718. 719. f719. 720. f720. 721. f721. 722. f722. 723. f723. 724. f724. 725. f725. 726. f726. 727. f727. 728. f728. 729. f729. 730. f730. 731. f731. 732. f732. 733. f733. 734. f734. 735. f735. 736. f736. 737. f737. 738. f738. 739. f739. 740. f740. 741. f741. 742. f742. 743. f743. 744. f744. 745. f745. 746. f746. 747. f747. 748. f748. 749. f749. 750. f750. 751. f751. 752. f752. 753. f753. 754. f754. 755. f755. 756. f756. 757. f757. 758. f758. 759. f759. 760. f760. 761. f761. 762. f762. 763. f763. 764. f764. 765. f765. 766. f766. 767. f767. 768. f768. 769. f769. 770. f770. 771. f771. 772. f772. 773. f773. 774. f774. 775. f775. 776. f776. 777. f777. 778. f778. 779. f779. 780. f780. 781. f781. 782. f782. 783. f783. 784. f784. 785. f785. 786. f786. 787. f787. 788. f788. 789. f789. 790. f790. 791. f791. 792. f792. 793. f793. 794. f794. 795. f795. 796. f796. 797. f797. 798. f798. 799. f799. 800. f800. 801. f801. 802. f802. 803. f803. 804. f804. 805. f805. 806. f806. 807. f807. 808. f808. 809. f809. 810. f810. 811. f811. 812. f812. 813. f813. 814. f814. 815. f815. 816. f816. 817. f817. 818. f818. 819. f819. 820. f820. 821. f821. 822. f822. 823. f823. 824. f824. 825. f825. 826. f826. 827. f827. 828. f828. 829. f829. 830. f830. 831.

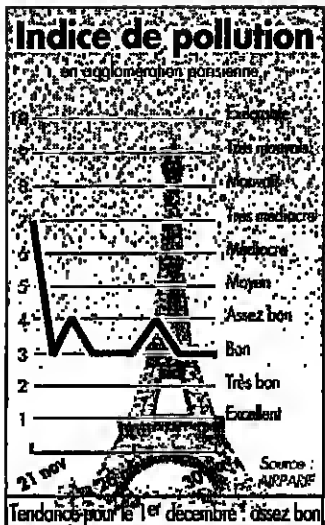
Des nuages et quelques pluies

SAMEDI MATIN, le ciel sera couvert sur la Bretagne avec de faibles pluies. Des Pays de Loire au Cotentin, les nuages seront nombreux, avec quelques pluies en fin de matinée. Des Charentes à l'Aquitaine jusqu'à l'île-de-France et au Nord-Pas-de-Calais, le temps sera maussade avec quelques gouttes au nord de la Seine. De la région Midi-Pyrénées au Massif Central jusqu'à la Bour-



Prévisions pour le 2 décembre vers 12h00

La qualité de l'air



Tendances pour le 2 décembre

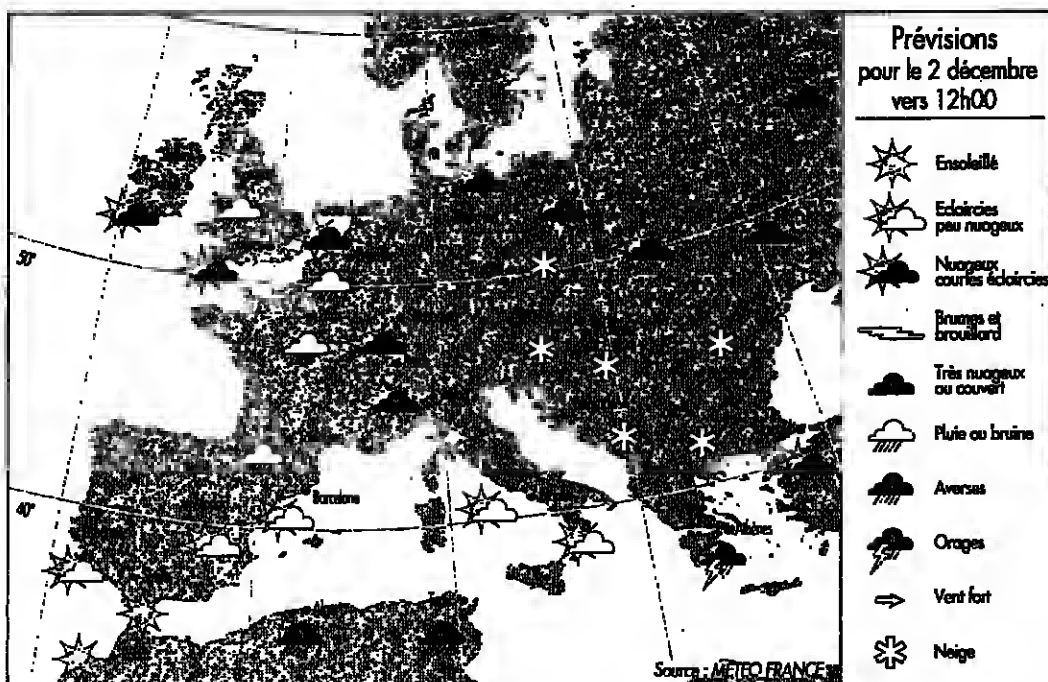
gogne, les nuages deviendront plus nombreux au fil des heures. Sur le Nord-Est jusqu'aux Ardennes, le ciel sera gris avec des brouillards, parfois givrants. Du Jura aux Alpes jusqu'au pourtour méditerranéen, le soleil sera au rendez-vous.

L'après-midi, à l'ouest d'une ligne Toulouse-Reims, le ciel restera couvert avec quelques pluies faibles. Le vent de sud-ouest sera modéré sur les côtes de la Manche. Sur les régions situées à l'est de cette ligne, des Pyrénées au Massif Central jusqu'à la Bourgogne et au Nord-Est les nuages deviendront abondants. Des Alpes à la Corse, le ciel se voilera par l'ouest.

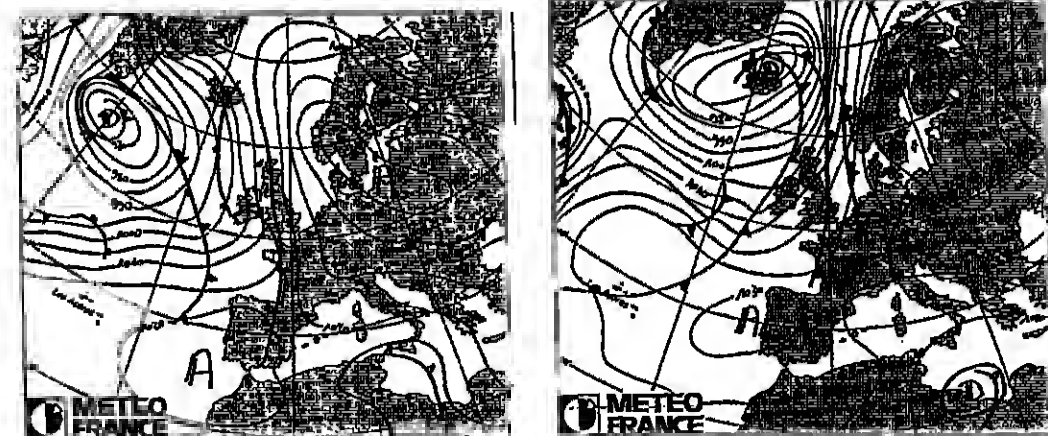
Les températures minimales iront de -2 à 2 degrés à l'est, et 4 à 6 degrés à l'ouest. L'après-midi, le thermomètre marquera 6 à 8 degrés du Nord à l'île-de-France jusqu'au Massif Central, 10 à 14 degrés sur les régions ouest et sud-est, et seulement 2 à 4 degrés au Nord-Est.

Dimanche matin, le ciel sera couvert sur l'ensemble du pays, avec quelques pluies du Nord au Massif Central jusqu'aux Pyrénées. Les brouillards seront nombreux sur les régions est. Sur le Sud-Est, le ciel sera voilé. L'après-midi, les pluies seront plus marquées sur la Bretagne, puis de la Vendée à la Normandie en fin de journée. Sur le Nord-Est et les Alpes, les nuages seront nombreux avec de rares éclaircies. Sur le pourtour méditerranéen et en Corse il fera beau. Les températures resteront douces pour la saison.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	LYON	PARIS	STRASBOURG	TOULOUSE
du 30 nov. 1995	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
max/min	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
FRANCE	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
ALGER	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
AMSTERDAM	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
ATHÈNES	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
BANGKOK	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
BARCELONE	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
BELGRADE	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
BERLIN	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
BOMBAY	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
BRASÍLIA	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
BRUXELLES	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
CHERBOURG	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
CLEMONTE-FR.	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
DJON	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9
PORT-DE-FR.	14/9	14/9	14/9	14/9	14/9

Situation le 1^{er} décembre, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 3 décembre, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Restrictions

MARCEL PAUL, le nouveau ministre de la production industrielle, a déclaré hier aux membres de la presse que la crise du charbon et de l'électricité avait atteint la phase aiguë, dramatique. La persistance exceptionnelle de la sécheresse a fait du problème de l'énergie un problème du charbon, puisque les centrales thermiques doivent brûler d'importantes quantités supplémentaires de combustible pour suppléer à l'insuffisance de production des barrages hydro-électriques.

Or, nous disposons de deux sources de charbon : nos mines et nos importations. De nos mines, il a été extrait à peu près trois millions et demi de tonnes en novembre. Des importations devaient s'y ajouter : en provenance des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la Ruhr et de la Sarre.

Pour des raisons diverses - grèves, difficultés de transport -, les expéditions des États-Unis et de la Ruhr sont restées sensiblement inférieures aux prévisions. Ce déficit est venu agir dans le même sens que la sécheresse. Le programme d'attribution du charbon s'est trouvé bouleversé. Des allocations qui avaient été faites à de nombreuses usines en vue de la reprise font actuellement défaut à des centrales thermiques qui doivent tourner à plein et ne reçoivent pas les livraisons prévues.

Notre déficit quotidien d'énergie électrique est de 10 millions de kilowatts-heure. Pour empêcher que ces 10 millions de kilowatts-heure soient consommés par le pays jusqu'à ce que la pluie vienne, ou qu'arrive le charbon étranger promis, il faut prendre des mesures : arrêts d'usines non strictement indispensables, restrictions dans le service du métro, coupures de longue durée pour les usages domestiques, réduction de l'éclairage urbain, etc. Sauf un miracle, un conseil des ministres très prochain formulera les nouvelles prescriptions.

(2-3 décembre 1945.)

PARIS EN VISITE

Dimanche 3 décembre

- **SALONS DE L'HÔTEL DE LA PAIX** (45 F + prix d'entrée), 10 heures, 25, avenue des Champs-Élysées (Didier Bouchard).
- **DE SAINT-GERVAIS** au temple de Guimard (50 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Hôtel-de-Ville côté rue Labeau (Emilie de Langlade).
- **LES INVALIDES** et le tombeau de l'empereur (50 F + prix d'entrée), 11 heures, billetterie côté place Vauban (Calliope).
- **MARAIS** : le quartier Saint-Paul (50 F), 11 heures et 15 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville face à la poste (Claude Mart).
- **L'ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT** (50 F), 14 h 30, devant le portail principal de l'église (Connaissance de Paris).
- **FAUBOURG SAINT-JACQUES** : couvents et jardins (55 F), 14 h 30, sortie du RER Port-Royal (Europ expro).
- **L'HÔTEL-DIEU** (50 F), 14 h 30, de-

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25
Télématique 3615 code LE MONDE
Documentation 3617 code LMOOC
CD-ROM : (1) 43-37-66-11
Index et microfiches : (1) 40-65-29-33
Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2, 23 films)
Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme aux statuts de conseil de surveillance
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN 0395-2037
Imprimeur du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex
PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morin
Membres du conseil de direction : Dominique Aldou, Gisèle Peyrou
133, avenue des Champs-Élysées
75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00; fax : (1) 44-43-77-30

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements

1, place Hubert-Breuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 16 (1) 49-60-32-90.

Je choisis la durée suivante

France 536 F 572 F 790 F

6 mois 1 038 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France.

For the subscription service in the USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3339 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach VA 23451-2081 USA. Tel. : (800) 428-3843

LE MONDE (ISSN : 0395-2037) est publié tous les samedis par la SA Le Monde, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex, France. Le Monde est un journal de presse.

PHILATÉLIE

La cathédrale d'Evry

LA POSTE consacre à la cathédrale d'Evry un timbre à 2,80 F, qui sera mis en vente générale lundi 11 décembre.

D'un coût de 60 millions de francs, financée entièrement par des fonds privés, elle est la première cathédrale édifiée en France depuis la séparation de l'Église et de l'État, en 1905.

Elle est l'œuvre de l'architecte suisse Mario Botta, qui compte, entre autres, à son actif le Musée des Beaux-Arts de San Francisco, l'immeuble à Tokyo, la Maison de la culture de Chambéry, etc.

L'édifice se présente comme un cylindre biseauté de 35 mètres de haut, d'un diamètre de 38 mètres, et d'une capacité d'accueil de près de 1 400 personnes.

La structure en béton a reçu un parement de briques roses de Toulouse, l'ensemble étant coiffé d'une couronne d'arcs « symbolisant la couronne d'épines ».

Le timbre, au format vertical 26x36 mm, dessiné par Mario Botta, gravé par André Laveigne, est imprimé en offset et taille-douce en feuilles de quarante.

P.J.

* Vente anticipée à Evry (Essonne), les 9 et 10 décembre, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la cathédrale d'Evry, Centre d'art, place des Droits-de-l'Homme.

■ **SOUVENIRS.** A l'occasion de son numéro 500, *Le Monde des philatélistes* a édité une carte postale souvenir, tirée à 1 000 exemplaires, dessinée par Plantu (10 F port compris). La carte est aussi disponible avec « premier jour » d'une empreinte de machine à affranchir commémorative en service à Ivry-sur-Seine en octobre, au prix de 25 F (*Le Monde des philatélistes*, Souvenir 500, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex).

ports ferroviaires locaux qui doit entrer en application le 1^{er} décembre, les cheminots s'inquiètent du retrait de l'État. En ce qui concerne leur retraite, ils demandent à être intégrés dans le régime général qui vient d'être réformé. - (AFP)

SEMAINE DE LA BONTÉ

Cas n° 1036. Rendre un visage à un enfant. M=C. qui élève seule ses quatre enfants est actuellement au chômage. Son fils aîné souffre d'une malformation de la mâchoire et il atteint l'âge où ce handicap traumatisant peut être opéré. L'intervention chirurgicale n'étant pas entièrement remboursée, M=C. a besoin d'une aide financière de 5 000 F afin que son fils retrouve un visage naturel.

* Prière d'adresser les dons à La semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, BP 42, 75261 Paris Cedex 06, CCP Paris 4-52X ou chèques bancaires. Tél. : (1) 45-44-18-81. Fax : (1) 45-44-47-74.

LE CARNET DU VOYAGEUR

MANCHE. Le trafic transmanche au port de Calais, paralysé par une grève des marins de la SNAT, a repris dans la soirée du 29 novembre. L'interruption de la liaison a profité à Eurotunnel, qui a battu des records de fréquentation le 28 novembre : deux cents navettes et trains ont emprunté le tunnel sous la Manche au lieu d'une centaine. - (AFP Reuter.)

ESPAGNE. Environ 60 % des vols de la compagnie Iberia ont été supprimés, les 28 et 29 novembre, en raison de la grève des pilotes. Les annulations ont essentiellement touché les liaisons avec les capitales européennes et les liaisons intérieures inférieures à 500 kilomètres. - (AFP)

ITALIE. Les chemins de fer italiens devraient être affectés par des arrêts de travail les 5, 6 et 7 décembre. Les syndicats ont appelé à une grève de huit heures ces trois jours, respectivement dans le nord, le centre et le sud du pays. Favorables à la régionalisation des trans-

ports ferroviaires locaux qui doit entrer en application le 1^{er} décembre, les cheminots s'inquiètent du retrait de l'État. En ce qui concerne leur retraite, ils demandent à être intégrés dans le régime général qui vient d'être réformé. - (AFP)

SEMAINE DE LA BONTÉ

Cas n° 1036. Rendre un visage à un enfant. M=C. qui élève seule ses quatre enfants est actuellement au chômage. Son fils aîné souffre d'une malformation de la mâchoire et il atteint l'âge où ce handicap traumatisant peut être opéré. L'intervention chirurgicale n'étant pas entièrement remboursée, M=C. a besoin d'une aide financière de 5 000 F afin que son fils retrouve un visage naturel.

* Prière d'adresser les dons à La semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, BP 42, 75261 Paris Cedex 06, CCP Paris 4-52X ou chèques bancaires. Tél. : (1) 45-44-18-81. Fax : (1) 45-44-47-74.

LE CARNET DU VOYAGEUR

MANCHE. Le trafic transmanche au port de Calais, paralysé par une grève des marins de la SNAT, a repris dans la soirée du 29 novembre. L'interruption de la liaison a profité à Eurotunnel, qui a battu des records de fréquentation le 28 novembre : deux cents navettes et trains ont emprunté le tunnel sous la Manche au lieu d'une centaine. - (AFP Reuter.)

ESPAGNE. Environ 60 % des vols de la compagnie Iberia ont été supprimés, les 28 et 29 novembre, en raison de la grève des pilotes. Les annulations ont essentiellement touché les liaisons avec les capitales européennes et les liaisons intérieures inférieures à 500 kilomètres. - (AFP)

ITALIE. Les chemins de fer italiens devraient être affectés par des arrêts de travail les 5, 6 et 7 décembre. Les syndicats ont appelé à une grève de huit heures ces trois jours, respectivement dans le nord, le centre et le sud du pays. Favorables à la régionalisation des trans-

ports ferroviaires locaux qui doit entrer en application le 1^{er} décembre, les cheminots s'inquiètent du retrait de l'État. En ce qui concerne leur retraite, ils demandent à être intégrés dans le régime général qui vient d'être réformé. - (AFP)

SEMAINE DE LA BONTÉ

Cas n° 1036. Rendre un visage à un enfant. M=C. qui élève seule ses quatre enfants est actuellement au chômage. Son fils aîné souffre d'une malformation de la mâchoire et il atteint l'âge où ce handicap traumatisant peut être opéré. L'intervention chirurgicale n'étant pas entièrement remboursée, M=C. a besoin d'une aide financière de 5 000 F afin que son fils retrouve un visage naturel.

* Prière d'adresser les dons à La semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, BP 42, 75261 Paris Cedex 06, CCP Paris 4-52X ou chèques bancaires. Tél. : (1) 45-44-18-81. Fax : (1) 45-44-47-74.

LE CARNET DU VOYAGEUR

MANCHE. Le trafic transmanche au port de Calais, paralysé par une grève des marins de la SNAT, a repris dans la soirée du 29 novembre. L'interruption de la liaison a profité à Eurotunnel, qui a battu des records de fréquentation le 28 novembre : deux cents navettes et trains ont emprunté le tunnel sous la Manche au lieu d'une centaine. - (AFP Reuter.)

ESP

MUSIQUE Six orchestres symphoniques et un orchestre de chambre subventionnés sont basés à Paris. Aucun d'eux ne peut se prévaloir d'une qualité objectivement comparable à

celle de leurs homologues étrangers. Leur histoire est jalonnée par une succession de décisions prises par leurs tutelles, qui n'ont pas été favorables à l'épanouissement artistique des

musiciens. ● **DANS LES MOIS** qui viennent, ces tutelles auront à trouver un successeur au patron de l'Orchestre de Paris, à restructurer l'Ensemble orchestral, à renégocier le

contrat de Charles Dutoit, à la tête de l'Orchestre national et celui de Marek Janowski, à la direction du Philharmonique de Radio-France. ● **PHILIPPE DOUSTE-BLAZY**, ministre de la

culture, affirme sa volonté de doter Paris d'une salle de concerts et de convaincre les orchestres parisiens d'irriguer davantage la vie musicale française.

Les orchestres parisiens sont incompris par leurs tutelles

Dans les prochains mois, l'Etat devra nommer de nouveaux directeurs musicaux ou redéfinir leur contrat. Il devrait aussi réfléchir au statut des musiciens

METTONS, pour une fois, l'Opéra-Bastille de côté, mais constatons que les six premières années d'existence de cette institution ont été rendues si difficiles par une litane de nominations et de renvois qu'on a dû faire appel à Hugues Gall, qui apparaît comme un sauveur. L'Orchestre de Paris, l'Orchestre national, l'Orchestre philharmonique et l'Ensemble orchestral de Paris, malgré leurs mérites divers, n'occupent pas la place qu'ils devraient occuper, en France et dans le monde.

L'Etat et/ou la Ville de Paris négocient actuellement sur des bases nouvelles la reconduite de Charles Dutoit dans ses fonctions de directeur musical de l'Orchestre national jusqu'en 2001 - il est actuellement directeur musical de trois orchestres, ce qui n'est pas sérieux. Dans les mois qui viennent, ils cherchent un directeur général pour l'Ensemble orchestral de Paris, ils vont devoir chercher un nouveau directeur musical à l'Orchestre de Paris, psychologiquement fragilisés. Une tâche capitale et rendue difficile : certains grands chefs ne « trouvent plus le temps » (pour reprendre leur formulation polie) de diriger les institutions parisiennes. Moins encore d'en accepter la direction musicale. Pour des raisons musicales, professionnelles et liées à leur manque de confiance dans l'attitude des tutelles.

Il ne faudrait surtout pas croire que la baisse qualitative des orchestres et la méfiance entre l'Orchestre de Paris et Semyon Bychkov, son directeur musical, soient nouvelles. Mais elles ont valu cette fois-ci à la formation de recevoir une lettre comminatoire de la direction des affaires culturelles de la Ville de Paris. L'histoire de cette institution fondée en 1967 par Marcel Landowski est jalonnée, certes, par de beaux concerts, mais aussi par des coups de gueule des musiciens contre des chefs invités et d'attitudes négatives

contre leurs trois derniers directeurs musicaux (Georg Solti, Daniel Barenboim et Bychkov).

Il ne faudrait pas davantage croire que l'Ensemble orchestral de Paris avec Guennadi Roïdetsvenski (le chef russe est parti en claquant la porte d'une répétition et annulé un concert) ou celle du Philharmonique avec David Robertson (il est allé au bout de son travail mais refuse dorénavant de le diriger) soient, elles aussi, un phénomène nouveau. D'autres de leurs confrères ont eu maille à partir, les années passées, avec les orchestres parisiens : Gunther Wand, Serge Bado, Eugen Jochem et David Shaloun en ont souffert et sont, dans le cas des deux premiers, partis en claquant la porte.

Certains musiciens ont ouvertement moqué la musique qu'ils

avaient à jouer, voire raillé les compositeurs présents lors des répétitions. Quand ils n'adoptent pas des attitudes syndicalement contestables. C'est ainsi que l'on a vu des musiciens refuser de jouer dans un festival au motif qu'Aïr Inter ne leur avait pas fourni de repas chauds dans l'avion, d'autres s'opposent à la présence de caméras de télévision pendant des répétitions, d'autres se lèvent en pleine répétition pour exiger qu'on leur paie une demi-heure supplémentaire - bien qu'on leur ait toujours payé nolis sur l'ongle ce qui leur était dû. On a vu aussi un délégué artistique donner tort à des musiciens lors d'un conflit et n'être pas soutenu - par lâcheté ou opportunisme - par son directeur devant l'orchestre. On a vu aussi un directeur de la musique du ministère recevoir une délégation

de musiciens dans le dos de leur directeur musical et de leur directeur général.

Mais il serait trop facile de distribuer des bons et des mauvais points, tout comme il serait commode de donner force de loi aux idées reçues qui ont malheureusement remplacé l'analyse objective d'une situation domageable aux musiciens et à leurs chefs et qui traduit un malaise profond de cette profession.

DES EXÉCUTANTS

Il est ainsi faux d'affirmer que les musiciens français sont des latins indisciplinés, qu'ils sont tous très forts individuellement, que l'enseignement dispensé dans les conservatoires est responsable de la qualité discutable des orchestres français, que, certains soirs, nos phalanges peuvent, sous

le coup de l'inspiration, être les meilleurs du monde.

Les problèmes des orchestres français ne peuvent se résumer à quelques formules lapidaires. L'attitude collective des musiciens, leur conduite professionnelle doivent se lire dans le changement profond de la société et des relations liant le chef à ses sujets, dans le manque de responsabilités des tutelles, qui, par incompétence, n'évaluent pas objectivement les buts à atteindre et les moyens d'y parvenir, dans le laisser-aller des responsables, qui laissent pourrir des situations critiques pour réagir trop tard et/ou nomment des chefs inadaptés à leur mission.

Traités comme des exécutants, les musiciens français se conduisent comme tels. Des musiciens de l'Orchestre national que nous avons interrogés sur l'incident qui les a opposés à Guennadi Roïdetsvenski nous ont fait comprendre que l'enchaînement rapide de deux tournées avec des programmes comportant des œuvres nouvelles, leur fatigue et la conscience qu'ils ont de ne pas travailler suffisamment sérieusement, la certitude de ne pas être écoutés, d'être niés en tant que musiciens responsables en seraient les causes.

Les tutelles devraient s'interroger sur une façon d'associer réellement les musiciens à leur avenir dans la collectivité si compliquée qu'est l'institution symphonique. A part quelques cas pathologiques, tous les musiciens d'orchestre n'ont qu'une envie : jouer dans un orchestre de première division.

A. Lo.

COMMENTAIRE MANQUE DE SÉRIEUX

L'ABSENCE de discernement du ministère de la culture et de la direction des affaires culturelles de la Ville de Paris et le fait qu'elles étaient politiquement opposées ont conduit depuis longtemps à une série de décisions qui ont entraîné un relatif paupérisme musical des orchestres de la capitale.

Pour convaincre de grands chefs de prendre la direction artistique de ces formations, il faudrait qu'ils soient certains de ne pas être renvoyés pour des raisons étrangères à la musique. Le licenciement de Barenboim en 1989, puis celui de Chung en 1994 (qui a potentialisé les effets

négligés induits par celui du premier) ont entraîné les raiilleries des milieux musicaux internationaux, déjà enclins à ne pas prendre la France au sérieux.

Pour convaincre les grandes maisons de disques de proposer aux orchestres parisiens des contrats d'enregistrement prestigieux, il faudrait qu'elles aient la certitude que le résultat artistique serait à la hauteur de leurs investissements. Il reste à inventer un statut aux musiciens, tout comme il reste à réévaluer la fonction de directeur de la musique. A la différence de ses successeurs, Marcel Landowski était un musicien professionnel. Lui pouvait parler d'égal à égal avec les chefs d'orchestre et les musiciens qui étaient placés sous sa responsabilité directe.

A. Lo.

Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture

« Il faut une salle de concerts moderne à Paris »

« Six institutions symphoniques subventionnées et un orchestre de chambre sont basés à Paris. L'Ensemble orchestral de Paris va vraisemblablement être restructuré, l'Orchestre de Paris et les deux orchestres de Radio-France sont en proie à des crises qualitatives et/ou de comportement récurrentes. De quels moyens disposez-vous pour résoudre cette situation ?

Il n'y a pas trop de formations à Paris. Le tout est de savoir quelle est la mission assignée à chacune d'elles. Il revient par exemple aux trois vénérables associations symphoniques - Padeloup, Colonne et Lamoureux - d'aider à l'insertion professionnelle des étudiants des deux conservatoires nationaux et des conservatoires nationaux de région. Voyez le formidable travail qu'effectue Yutaka Sado avec les Concerts Lamoureux.

Il est par ailleurs certain que les trois grandes institutions symphoniques parisiennes doivent réfléchir, et le ministère de la culture les aidera dans ce sens, à leur place dans la vie musicale. L'Orchestre de Paris, le National et le Philharmonique de Radio-France - ces deux derniers dépendent dorénavant du ministère - doivent davantage irriguer la vie musicale française en participant à des grands festivals et en allant au-devant du public ; et Radio-France doit être le reflet de la vie musicale française. Ils doivent étudier des modes de collaboration avec certaines autres institutions, notamment avec la Cité de la musique. Chacun d'eux est actuellement dirigé par une grande personnalité : Charles Dutoit avec l'Orchestre national ; Marek Janowski, qui a effectué en dix ans un travail remarquable avec le Philharmonique et dont le contrat prendra fin en 1996. Le ministère prendra, enfin, soin de veiller au choix du successeur de Semyon Bychkov, à la tête de l'Orchestre

de Paris, puisque ce chef a annoncé qu'il partirait en 1998. Pour attirer de grands chefs à Paris, il faut leur donner la certitude qu'ils pourront travailler en profondeur.

Vous posez le problème de la qualité des grands orchestres parisiens, je vous répondrai que de grands chefs viennent les diriger régulièrement et que l'Orchestre de Paris vient de remporter un triomphe lors de sa tournée au Japon. Le Monde s'en est d'ailleurs fait l'écho.

Qu'en est-il du projet de grande salle de concerts à Paris ? Sa construction a été annulée pour des raisons budgétaires. Ce projet a été relancé par Jack Lang, puis par Jacques Tonbon, vos prédécesseurs, juste avant qu'ils ne quittent leur fonction.

Il faudra construire une salle de concerts moderne à Paris, qui de ce point de vue est en retard sur d'autres capitales ; une salle qui soit parfaite acoustiquement et dont les coulisses proposent des conditions de travail irréprochables aux musiciens. Je ne dis pas qu'elle va sortir de terre demain, car j'accorde une vraie priorité aux équipements en région. Mais la fin prochaine des grands travaux permet d'envisager la relance sérieuse de ce projet d'ici deux ans.

Ne pourrait-on voter une loi-cadre contraignant les collectivités locales à participer au financement des institutions et donc contraindre la Ville de Paris et la région Ile-de-France à financer l'Opéra-Bastille ? Il serait alors plus facile de rééquilibrer l'activité musicale entre la capitale et les régions, dont certaines n'ont aucun orchestre.

Sur le papier et budgétairement, une loi-cadre peut apparaître effectivement idéale. Mais elle induit un transfert de compétences et de moyens de l'Etat vers les collectivités territoriales. Devenant réellement mino-

nales, l'Etat y perdrait son rôle, qui doit être important. Il est, en revanche, essentiel de constater que certaines régions n'ont pas d'orchestre en résidence. Nous allons tenter de convaincre certaines d'entre elles de s'en doter, à travers des conventions. L'Etat apporterait une part du budget, en contrepartie de quoi ces orchestres devraient mettre en œuvre un cahier des charges précis comprenant des obligations en matière de diffusion du répertoire et de créations.

André Malraux avait inventé le ministère de la culture et donné la voie à suivre en matière de politique culturelle ; Jack Lang a décentralisé, nous devons aujourd'hui décloisonner le public, aller au-devant de lui et diffuser davantage.

Cette politique de conventions, nous allons l'inaugurer en signant une avec l'Orchestre national de Lille et les collectivités territoriales. Cet orchestre et son chef, Jean-Claude Casadesu, ont, à vrai dire, effectué un travail de pionnier et accompli un travail remarquable en apportant la musique où elle n'allait pas.

L'Opéra de Lyon vient de bénéficier du statut de national ; combien d'autres théâtres lyriques pourront être adoubés ? Y aura-t-il un numerus clausus ? Ne peut-on craindre qu'à terme les opéras qui n'en bénéficieront pas seront mis en sommeil ?

Il n'y a aucun numerus clausus. Mais pour être nationale, une scène lyrique doit répondre à un certain nombre de normes que Lyon remplissait et qui serviront de référence : un orchestre, un chœur, une troupe, un ballet, une programmation inventive, courageuse, bien sûr, mais aussi une politique audiovisuelle audacieuse et un atelier d'insertion professionnelle pour les jeunes chanteurs. Les autres scènes ne seront en aucun cas abandonnées. J'ai confié à Bernard Serrou

la tâche de dresser un état des lieux des théâtres lyriques en relation avec Jean-Paul Foux, député du Haut-Rhin et président de la Réunion des théâtres lyriques français. Nous envisageons, simplement, dans certains cas précis d'en rapprocher, afin qu'ils soient mieux armés qualitativement. Par exemple l'Opéra d'Avignon et celui de Marseille, deux villes proches l'une de l'autre et dont la première n'a pas suffisamment de moyens financiers pour faire fonctionner comme il le faudrait une institution coûteuse. Nous encouragerons les opéras de région à collaborer pour des coproductions. On peut, par exemple, éviter que deux opéras ne produisent à quelques mois de distance deux mises en scène du même ouvrage. Cela permettrait aussi aux chanteurs de doubler la durée de leur présence en scène et dans le cas d'ouvrages peu connus de rentabiliser leur travail en se produisant plus longtemps.

Propos recueillis par
Alain Lompech

cité de la musique

13 et 14 décembre

Herbert Blomstedt, dir

The Chamber Orchestra of Europe

Anne-Sofie von Otter (le 13)

Marieke Blomkestijn (le 14)

© Porte de Pantin

1.44 84 44 84

ECOUTEZ VOS

ALEXANDRE VONA

LES FENÊTRES MURÉES

PRIX INTERNATIONAL DE L'UNION LATINE

ACTES SUD

Les Transmusicales de Rennes lancent les DJ sur la scène

Les musiques technologiques s'adaptent mal aux concerts en public

Les Rencontres transmusicales de Rennes ont invité cette année les grands préteurs de la musique technologique. Un test qui n'a pas toujours été couronné de succès, le jeu des DJ derrière leurs platines n'étant pas par nature spectaculaire. Par ailleurs, la grève des cheminots a perturbé l'arrivée du public.

RENNES
de notre envoyé spécial
Tirant les conclusions du succès de l'édition 94, les Rencontres transmusicales de Rennes ont élargi cette année leurs capacités d'accueil. Devenu événement « grand public », mais toujours fidèle à sa politique de découverte à l'avant-garde des musiques populaires, la manifestation se serait volontiers passée de la grève des cheminots qui l'a privée d'une partie de son public. Les hôtels ont dû faire face à une vague d'annulations et l'absence de moyens de transport a empêché certains artistes d'arriver jusqu'en Bretagne. Comme si la poisse était décidée à se mêler de cette 17^e édition, un incident a perturbé, jeudi 30 novembre, le déroulement de la seconde soirée. Organisée à la Maison de quartier de Villejean dans le cadre de l'opération « Quartiers en trans », destinée à décentraliser le festival dans la banlieue rennaise, le concert du groupe de rap Les Sages Poètes de la rue a été interrompu par un coup de feu tiré par un individu qui avait forcé l'entrée de la salle. Après un début de panique, une bagarre a éclaté et un membre du service de sécurité a été sérieusement blessé. Les agresseurs ont pu s'enfuir.

Avant cet incident, les premiers concerts des Transmusicales avaient commencé de donner des éléments de réponse à l'un des principaux paris de cette programmation : les DJ, piliers essentiels des musiques fabriquées aujourd'hui, allaient-ils s'adapter aux

exigences des performances scéniques ? En invitant plusieurs de ces laborantins à s'exprimer pour la première fois en public, les Transmusicales s'offraient d'écrire l'histoire sous nos yeux, notamment au cours de la soirée consacrée aux artistes du label Mo'Wax, maison de disques britannique spécialisée dans un genre, le trip hop, élaboré en studio à partir de collages bizzaroides de hip hop, bouse, jazz, dub et musiques de films. Concentrés sur leurs machines, les DJ calent les enchaînements et usent d'une panoplie d'effets pilotés par console.

« **SON DE BRISTOL** »
Forcément statique, ce rôle leur laisse peu de possibilités pour communiquer avec le public. L'imagination pourrait reculer ces limites. La performance de DJ Shadow s'est quasiment réduite à celle de juke-box humain. En comparaison, le « concert » donné par la Funk Mob, duo de remixeurs français signé par Mo'Wax, semblait bien vivant. Leur façon de manipuler en direct leurs enregistrements pouvait s'apparenter au jeu de véritables instrumentistes. Difficile pourtant, pour ce genre d'artistes, de s'adapter à des lieux faits pour des concerts de rock où la scène polarise l'attention des spectateurs qui, comme il n'y a pas grand-chose à voir, s'ennuient.

Consentants des limites du playback et de la froideur des machines, les hommes de studio se sont adjoint souvent les services de musiciens. Inaugurés par les al-

chimistes du « son de Bristol », ces collaborations ont parfois du mal à se démarquer des manières de leurs initiateurs. Ainsi les tentatives d'Attica Blues et Moloko (le plus convaincant des deux) doivent beaucoup à la sensualité torturée de Portishead. Groupe formé autour d'un Anglais d'origine indienne, Fun-Da-Mental a tenté de reproduire sur scène le mélange de musique traditionnelle et de pulsion techno, mais trop souvent la froideur de la salle omnisports dispersait ce beau potentiel. Venu en majorité pour Alan Stivell, le public semblait désarçonné par ces audaces. Alors que le musicien breton ignorait les velléités modernistes de Brian Bata, son dernier album, pour reproduire les lourdeurs d'un rock celtique inchangé depuis deux décennies.

À ce jeu des collages informatiques retranscrits sur scène, c'est Ruby qui s'en tira le mieux. Sans doute parce que ce groupe britannique est mené par Lesley Rankine, chanteuse au cursus purement rock. Longtemps vocaliste du groupe punk Silverfish, elle s'épanouit aujourd'hui grâce à des chansons qui s'inspirent du vocabulaire synthétique des musiques de danse pour inventer un nouveau langage. Livrant elle aussi en exclusivité son premier concert aux Transmusicales, Lesley, entourée d'un batteur, d'un bassiste et d'un clavier, s'est servie de son expérience scénique pour imposer les sonorités neuves de ses mélodies.

Stéphane Davet

Mathilde Monnier chorégraphie les fantasmes de l'Afrique et de l'amour

NUIT, chorégraphie de Mathilde Monnier, dansée par le Centre chorégraphique de Montpellier. Annie Tolleter, Beverly Semmes (scénographie), Beverly Semmes (costumes), Christophe Sédet (bande-sonore). Théâtre de la Ville, à Paris, jusqu'au 2 décembre, à 20 h 30. De 90 à 140 F. Tél. : 42-74-22-77. Prochains spectacles : le 5 décembre, La Course, à La Rochelle, le 8, à Agde, les 15 et 16, Théâtre Garonne, à Toulouse.

Il y a trois ans Mathilde Monnier, cherchant à retrouver l'évidence du geste, partait en Afrique. Elle créait une mémorable *Antigone* avec des danseurs du Burkina Faso, mêlés à ceux de sa compagnie. Tandis que les filles burkinabes s'en allaient, les garçons, Salla Sanon et Seydou Boro, restaient pour tenter l'aventure de *Nuit*. À ce jour la meilleure pièce de la chorégraphie. Le continuum noir est, ici, celui des fantasmes. Sur scène, tout est d'abord indiscernable, opaque. Des écrans masquent des

morceaux de corps qui apparaissent, disparaissent. Des lampes fixées en haut des cuisses, des bras, érotisent des visions incomplètes, saisies au vol. Rien de ce que l'on voit n'est ce que l'on croit. La liquidité d'une musique, entre balafon et gamelan, déséquilibre les ténors, les silhouettes se précisent.

Tout *Nuit* est organisé autour de l'idée de la bouche. Bouches qui happent, soufflent, murmurent. Bouches musicales, surréalistes, grand silence de l'inconscient hanté de cris. Bouche d'ombre de la scène elle-même d'où s'échappent à grandes enjambées des corps pressés, ou ralentis, prêts à toutes les rencontres. La vivacité des costumes portés par les femmes les désignent comme objets de séduction - gants-serpents des reptiliennes, manchettes de satin rose vif, minuscules soutiens-gorges bordeaux. Jamais pourtant Mathilde Monnier n'a fait preuve de plus d'invention pour les danses des hommes. Sa maîtrise et son plaisir à les mettre en scène portent la pièce. Est-ce l'influence de la beauté gestuelle naturelle des

deux Burkinabés ? Le danseur, fondateur de la culture africaine, légende magistralement la danse masculine si difficilement admise dans la culture occidentale.

Bruno de Saint Chaffray, Herman Diephuis et Luis Ayet s'imposent d'un bout à l'autre de *Nuit*, jusqu'à ce que Seydou Boro, éclairé par le phare de la bicyclette actionnée par Salla Sanon, se mette à bondir, agitant ses bras devant sa taille dans le geste ancestral de la femme qui trie le grain. *Nuit* est la réponse masculine à *Je ne vois pas la femme cachée dans la forêt*. Prés de dix ans séparent ces deux chorégraphes. L'Afrique est venue inviter le travail de Mathilde Monnier. La chorégraphie, membre du jury du premier concours de création panafrique de Luanda (*Le Monde* du 24 novembre), a invité deux lauréats à venir travailler au Centre chorégraphique de Montpellier qu'elle dirige. Elle donne aussi à ses deux danseurs burkinabés la possibilité de dégarer leur propre démarche. Mathilde Monnier affirme une générosité respectueuse des autres. C'est dans cet esprit qu'elle mène, à Montpellier, des ateliers auprès d'enfants autistes.

Dominique Frétyard

UGC Ciné Cité les Halles
Le Festival d'Automne à Paris
et les Cahiers du Cinéma
présentent
du 29 novembre au 12 décembre
Cinéastes Chinois d'Aujourd'hui
35 films
11 auteurs
L'extrême vitalité
du jeune cinéma
de Taiwan, Hong Kong
et de la
République Populaire de Chine
Programme
42 96 96 94

Souffles d'Afrique
VOIX ET VENTS
Rwanda, Centrafrique
Cameroun, Niger, Equateur
101, Bd Raspail - PARIS
45 44 41 42

DISQUES

ROCK

PASSENGERS

Original Soundtracks 1

SON ALBUM PRÉCÉDENT, *Achtung Baby*, démontrait l'envie de U2 de se libérer de sa réputation de poids lourd du rock anabolisé. Son recours au producteur Brian Eno lui garantissait de suivre des chemins de traverse. Cette opération de brouillage de pistes est aujourd'hui prolongée, au point que la collaboration Eno-U2 se fonde en une entité distincte baptisée Passengers. *Original Soundtracks 1* est censé compiler quatorze bandes-sons de films réels (*Par-delà les nuages*, de Wenders et Antonioni) ou virtuels. Qu'il travaille avec David Bowie, David Byrne ou John Cale, Brian Eno s'attache toujours à casser les habitudes et à valoriser l'imprévu. L'entreprise, bien sûr, comporte une part de risque. On peut regretter ici (*United Nations*) quelques « hildouillages » abscons, là (*Miss Sarajev*) l'intervention un peu pompier de Luciano Pavarotti (le ténor aurait insisté pour chanter avec le groupe irlandais). Mais le vertige provoqué par cet essai de déconstruction permet souvent aux artistes de révéler des trésors cachés. Le lyrisme naturel de Bono, chanteur parfois ostentatoire, se tend en un murmure fragile (*Stargazer*). Les effets de guitare de The Edge, les muscades de la section rythmique, perdent leur reflet le plus cinquant pour s'effacer devant un orgue d'église (*Your Blue Room*) ou une technologie à dimension humaine.

★ 1 CD Island 524 166 2. Distribué par Polygram.

AKHENATON

Métèque et mat

LES RAPPEURS FRANÇAIS sont sans doute les meilleurs paroliers de la chanson d'aujourd'hui. Les cris un peu naïfs des débuts ont vite fait place à une maturité qui n'abolit pas l'urgence des mots. Chanteur du groupe IAM, Akhenaton a ressenti le besoin de se livrer en solo, avant de reprendre le rythme avec ses copains marseillais. Cette introspection accouchée d'un petit chef-d'œuvre, *Métèque et mat* met à jour ses racines napolitaines, médite sur le destin familial, convoque souvenirs d'enfance et fantasmes d'adolescent. Tour à tour mystique, nostalgique et observateur exigeant, Akhenaton manie l'humour avec une verve toute méridionale. Si les fonctionnaires enfoncent les frais (*Cher un type des Assedic*), le rimeur manie aussi prestement l'autodérision (*Je suis peut-être*). Chaque titre foisonne de vie et de détails. Toute la force d'un rap d'auteur.

★ 1 CD Delabel 7243 8 4078423. Distribué par Virgin.

JAZZ

VINCENT COURTOIS

Pendulum Quartet

D'UN VOYAGE en Afrique, le violoncelliste Vincent Courtois a ramené une couleur générale qui évite la carte postale. Son Afrique est discrète, esquissée, tandis que l'œuvre d'une voix complémentaire à celles du saxophoniste Julien Loureau et du contrebassiste Benoît Donnay de Segonzac. Son attaque est franche, les phrases détachées, son violoncelle prend un air crâne. Outre cette réflexion par paires, qui ressort d'arrangements bien tournés, la formation se distingue par un équilibre général dans les masses traitées, un peu à la manière d'un orchestre de chambre où le modèle du quartet d'Eric Dolphy dans *Out There* n'apparaît jamais comme écrasant. Élément déterminant, le batteur Daniel Garcia Bruno - swing, suspension - amène une galeté de jeu sans effets ou superficialité. S'il est le compositeur de la plupart des thèmes, Vincent Courtois prend aussi d'ingénieuses libertés avec deux thèmes d'Ellington qu'il a écoutés avec cette intelligence qui transparaît sur l'ensemble d'un enregistrement dont la première qualité est d'être d'abord une réalisation de groupe.

★ Un CD Label Acousti-Bondage 562 021. Distribué par WMD.

CLASSIQUE

JOHANN SEBASTIAN BACH

Intégrale des cantates, volume 1
Intégrale des œuvres pour orgue, volume 2
Barbara Schlick (soprano), Kai Wessel (alto), Guy de Mey (ténor), Klaus Mertens (basse), Amsterdam Baroque Orchestra and Choir, Ton Koopman (orgue Christian Müller de la Grote Kerk de Leeuwarden et direction)

TON KOOPMAN est l'un des musiciens les plus doués du domaine baroque, claveciniste et continueliste remarquable (quoique souvent surexcité), chef d'orchestre dynamique et entreprenant. Et pour preuve : il entame deux intégrales au sein de l'œuvre de Jean-Sébastien Bach, la musique d'orgue d'une part, les cantates de l'autre. On s'étonne de la nécessité d'une nouvelle intégrale chez Erato, alors que le groupe Warner a bouclé il y a peu l'intégrale Harmoncourt-Leonhardt (Teldec). Certes, aux côtés de quelques enregistrements, souvent exceptionnels de Philippe Herreweghe (Virgin et Harmonia Mundi), les premières cantates de l'intégrale Teldec mériteraient une interprétation plus satisfaisante. Mais fallait-il confier pour autant à Koopman ce large domaine où il n'est pas le plus attendu ? Sa lecture est toujours correcte, mais, trop souvent, la manière est rapide, un peu superficielle, comme si jamais le texte ne le concernait. On pourra aussi regretter que Barbara Schlick n'ait plus la voix aussi sûre qu'autrefois, de même que le choix d'un alto vraiment lymphatique et d'une basse trop fade et à l'intonation irrégulière.

En revanche, Koopman fait merveille à l'orgue. Ses deux premiers albums, parus chez Archiv Produktion, attendaient un complément. C'est chez Teldec que le musicien hollandais a décidé de reprendre de zéro une anthologie complète. Certains lui reprocheront certainement de jouer les grands choralistes de Leipzig avec trop d'allant, de fantaisie et d'ornements. Mais cette manière « française », hyper-articulée, allée aux timbres fondants ou tranchants du merveilleux instrument (1724-27) qu'il touche, restituent un Bach proche, agile et tendre. Une originalité : les chorals sont chantés dans leur version harmonisée à quatre voix, par l'excellent Amsterdam Baroque Choir.

★ 3 CD Erato 4509-985 36-2 et 2 CD Teldec-Warner 4509-944 59-2.

CHANSON

CLAUDE NOUGARO

The Best of scène

ALAIN SOUCHON

Déroule sentimentale

ALAIN BASHUNG

Confessions publiques

PATRICK BRUEL

Tour 95

IDÉES DE CADEAUX pour les fêtes, ces révisions publiques des œuvres chantées de quelques-uns de nos interprètes les plus populaires permettent de se remémorer une tournée qu'on a ratée, un spectacle qu'on a savouré, une chanson qu'on avait oubliée. Nougaro commence par présenter ses musiciens, puis passe de *Nougayork* (à l'heure à Cécile ma fille, classique, efficace (Best of scène, 1 coffret de 2 CD Mercury 528 564-2). Défillement philosophique pour Alain Souchon (*Chantier*, c'est lancer des balles, *Marivelle*, *Frenchy bébé blues*, etc.), et medley (*J'ai dix ans*, *Pouletier Song*, *On avance*). La foule chante, Souchon papote, il chante bien, et c'est très cool (*Déroule sentimentale*, 1 coffret de 2 CD Virgin 724 384 103 10). Alain Bashung mange ses mots, fait des tours de passe-passe planants pour nous emmener en voyage, sur les guitares échevelées. *Un âne plane*, *Bijou*, *bijou*, *Vertige de l'amour*, les classiques, un peu plus déchirés, un peu plus impudiques (*Confessions publiques*, 1 coffret de 2 CD Barclay 529 241-2). Un album de Patrick Bruel en public ne peut commencer sans le cri de guerre de ses troupes : « *Patrick !* ». *Casser la voix* est évidemment un summum. (*Tour 95*, 1 coffret en bois, avec photos, 1 CD BMG 743 213 236 82). Quant à Johnny Hallyday, il n'a pas pu saisir au vol les émotions publiques de sa tournée 1995 à temps pour Noël. On se contentera d'une réédition de deux albums d'auteur : *Rock n'roll attitude* (réalisé par Michel Berger) et *Gong* (Jean-Jacques Goldman), (Paroles d'hommes, 1 coffret de 2 CD Philips 528 223-2).

MUSIQUE DU MONDE

RONALDO BASTOS

Cais

JOAO DO VALE

Joao Batista do Vale

LE BRÉSIL s'est fait une spécialité des hommages rendus par des chanteurs de renom à leurs pairs. Ces compilations, ou plus souvent enregistrements originaux, mettent en lumière les capacités à innover de chanteurs célèbres, sonnent, sans dispute d'ego, le rôle prépondérant de l'interprétation dans la variété. Ronaldo Bastos fut le parolier favori de Milton Nascimento, avec qui il a inscrit un répertoire brésilien quelques-unes des plus belles chansons des années 70 et 80, telle *Cais*, ici chantée par la voix de miel de Caetano Veloso. Bastos a appartenu à la confrérie des musiciens de Belo Horizonte - avec les compositeurs Lô Borges, Wagner Tiso ou Beto Guedes - qui ont porté Milton Nascimento vers le succès et lui ont forgé sa singularité. Gal Costa, Tom Jobim (juste avant sa mort), Chico Buarque, les jeunes Paralamas do Sucesso et RPM, Angela Maria, ont choisi de réinterpréter dix de ses chansons, et c'est un régal.

Chico Buarque est un admirateur inconditionnel du compositeur nordestin Joao do Vale. Il a réuni seize artistes (dont lui, qui chante la très belle *Minha história*) autour de chansons empreintes de culture et de sonorités nordestines. On y retrouvera, interprétée par Edú Lobo, *Carcará*, la chanson « régionale » qui avait lancé Maria Bethânia au début des années 60 (Bethânia chante ici *Estrela Mida*). Mais ni Alceu Valença, Alcione, Miucha, Paulinho da Viola, ou Joao Bosco n'ont eu le courage de casser le classicisme sous-jacent de ce compositeur si proche du petit peuple des campagnes du Nord.

★ 1 CD Warner Music 2463. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

★ 1 CD RCA-BMG 2460. Distribué par DAM.

Deux préavis de grève à « Libération »

LE PERSONNEL de *Libération*, réuni jeudi 30 novembre en assemblée générale, a voté un préavis de grève pour lundi 4 décembre, afin de protester contre le plan de restructuration de l'entreprise (*Le Monde* du 1^{er} décembre). Le conseil de surveillance a demandé à la direction du journal de « revoir » ce plan qui prévoit 95 suppressions de postes sur un effectif total de 390 personnes. En cas de refus, une grève sera déclenchée avec pour objectif d'empêcher la parution du journal, mardi 5 décembre.

Un autre préavis de grève a été voté pour le 12 décembre, veille de la réunion du conseil d'administration de la société éditrice du journal. Dans son édition du 1^{er} décembre, *Libération* publie les communiqués des trois instances représentatives du personnel, qui témoignent de la forte mobilisation des salariés, principal actionnaire du journal (45,2 % du capital) : le conseil de surveillance, le comité d'entreprise et la Société des journalistes de *Libération*.

Tous contestent la vision trop pessimiste de la situation économique de l'entreprise et estiment que « le plan de la direction n'est pas de redresser le journal - qui est en crise - mais de le vendre » au groupe Chaussegros de Jérôme Seydoux dans des conditions qui feraient perdre au quotidien son indépendance. Les trois instances devraient publier dans *Libération* du 4 décembre des textes sur les conditions de la relance du journal.

La RAI mise à l'abri par les partis italiens

Des structures sont mises en place pour empêcher toute hégémonie sur la télévision publique, après les craintes inspirées par Silvio Berlusconi

ROME

La bataille pour le contrôle de la RAI, le service télévisé public italien, qui avait connu l'année dernière son paroxysme avec l'arrivée au pouvoir du magnat de la télévision privée, l'ex-président du conseil Silvio Berlusconi, va peut-être déboucher sur un amnistie. En effet, à la suite d'un important accord conclu la veille entre les différentes formations politiques, la Chambre des députés a donné son feu vert, jeudi 30 novembre, à un projet de réforme qui recompose les organes de direction de la RAI. Ce projet, qui va devoir ensuite passer au Sénat, amorce le retour à visage découvert de la politique face à ce redoutable et convoité instrument de propagande qu'est la télévision. Renonçant au discours hypocrite d'une RAI donnée comme un « vrai » service public

« indépendant » et impartial sur le modèle de la BBC britannique - dans la pratique, les partis italiens n'aspirent qu'à contrôler la télévision -, la classe politique s'est « rangée » à l'amiable. Plus question pour les membres du futur conseil d'administration d'être désignés, comme ce fut le cas l'année dernière, par les présidents des Chambres. Ils seront désormais élus par le Parlement. Huit en tout : quatre élus par la Chambre et quatre par le Sénat pour trois ans. A eux ensuite d'être dans les dix jours, et à l'unanimité, un président extérieur au conseil et qui assumera en même temps les fonctions d'administrateur délégué.

En clair, ce système est conçu pour empêcher la majorité de ramasser la mise et pour donner à l'opposition les moyens de neutraliser toute volonté hégémonique. Au cas où le conseil d'administration

n'est pas unanime sur le nom d'un directeur, tout est prévu. Un second tour est possible dix jours après le premier et la majorité élargie ne sera plus que de six voix sur huit. Si le conseil d'administration n'arrive pas à se mettre d'accord au second tour, il serait dissous et un nouveau conseil serait élu dans les 30 jours, la RAI attendant dans l'intervalle entre les mains d'un administrateur unique extraordinaire.

Pourquoi tant de complications ? Pour éviter les dérives et faire en sorte, chacun neutralisant l'autre, selon la formule de l'un des négociateurs, que « le service public, appartenant à tous par définition, ne devienne la propriété de personne ». Cette machine officielle et quasi scientifique des partis politiques sur la télévision publique a, en tout cas, de quoi faire sourire. Elle diffère peu, du moins dans sa conception, de celle qui prévalait au temps de Bettino Craxi lorsque chaque parti avait sa chaîne : la première à la Démocratie-chrétienne, la seconde au Parti socialiste, la troisième au PCI-PDS. Cela s'appelait la « Lotizzazione » : à chacun sa part de gâteau selon sa force politique. A cet effet, cette fois, il ne s'agit plus de morceler dans le gâteau mais d'empêcher l'autre d'y goûter.

En somme, après les polémiques sur l'« occupation » forcée engagée lors de l'arrivée au pouvoir de M. Berlusconi, l'heure est venue de la « neutralité » raisonnée. Pour l'impartialité, on verra plus tard.

Marie-Claude Decamps

Le CSA va aligner les quotas de M 6 sur ceux des autres chaînes

JEUDI 30 NOVEMBRE, en milieu de journée, le titre M 6 avait perdu un dixième de sa valeur en Bourse. La décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) d'aligner progressivement la sixième chaîne sur les mêmes quotas de diffusion que les autres chaînes hertziennes a incité la partie mobile des investisseurs à se défaire de leurs titres.

Nicolas de Tavernost, directeur général de M 6, n'est pas inquiet : « Ces actionnaires reviendront ». En revanche, la direction de M 6 regrette le durcissement « sans discussion » du conseil sur cette douloureuse question des quotas. A partir de 1997, M 6 devra en effet diffuser son contingent d'œuvres francophones et européennes sur les mêmes créneaux horaires - dits de grande écoute - que ceux des autres chaînes généralistes : soit entre 18 et 23 heures en semaine et entre 14 et 1 heure le mercredi. Une période intermédiaire est instaurée : dès 1996, M 6 aura des heures de grande écoute qui débiteront à 17 heures au lieu de 18 heures.

Depuis 1992 et jusqu'à aujourd'hui, M 6 disposait d'un avantage : cette chaîne pouvait respecter ses quotas sur une place horaire deux fois plus large que celle de ses concurrents : entre 15 et 1 heure du matin en semaine. Cette période faste est aujourd'hui terminée. A un an du renouvellement de l'autorisation d'émettre de M 6, le CSA a souhaité faire rentrer la chaîne dans le rang.

Pour les membres du conseil,

cette modulation particulière des quotas était conçue dès l'origine comme une aide provisoire vis-à-vis d'une chaîne qui n'avait pas encore stabilisé son audience et ses résultats financiers. Avec plus de 10 % de parts de marché et des résultats financiers de l'ordre de 400 millions en 1994, M 6 est plus que digne d'être traité à l'égalité avec les autres chaînes.

Nicolas de Tavernost invoque, lui, la lettre de la loi. Le CSA a le pouvoir de moduler les quotas en fonction du format, de l'audience et de la contribution de la chaîne à la production, explique le directeur général de M 6. « Or, l'audience est stable, le format n'a pas changé et nous étions prêts à faire un effort en matière d'investissement dans la production. » Et la direction de M 6 de regretter que le CSA ait choisi « d'uniformiser » les grilles de toutes les chaînes à partir d'une réglementation très lourde.

Et comme un malheur n'arrive jamais seul, le CSA a refusé d'autoriser M 6 à organiser un décrochage de l'antenne à Lyo. La mauvaise situation financière de la chaîne locale, TLM, est la cause de ce refus. Une autre demande a été déposée à Lille. L'examen du dossier est en cours. Sur la même ville, la Générale des eaux a déposé une demande d'ouverture d'une télévision locale.

Yves Mamou

VENDREDI 1^{er} DÉCEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>12.50 Magazine : A vrai dire.</p> <p>13.00 Journal, Météo.</p> <p>13.38 Magazine : Femmes.</p> <p>14.00 Feuilles.</p> <p>14.25 Magazine : Femmes.</p> <p>14.45 Magazine : Femmes.</p> <p>15.25 Série : Cannon.</p> <p>16.15 Jeu : Une famille en or.</p> <p>16.45 Club Dorothée.</p> <p>17.00 La Phil selon Philippe.</p> <p>17.55 Les Nouvelles Filles d'à côté.</p> <p>18.25 La Miracle de l'amour.</p> <p>19.00 Série : Alerte à Malibu.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>La Minute hippique, Météo.</p> <p>20.50 Téléfilm : L'île aux mères.</p> <p>De Caroline Huppert, avec Christophe Malavoy, Philippine Leroy-Beaulieu.</p> <p>Lors d'une sortie en Bretagne, trois enfants de la DDASS vont en profiter pour fuir. Ils seront recueillis sur l'île sauvage par un sculpteur qui va rapidement s'attacher à eux et fera tout pour les garder.</p> <p>22.35 Magazine : Famille, je vous aime.</p> <p>Présenté par Isabelle Quennin. Invité : Michel Leeb.</p> <p>0.05 Magazine : Formule foot.</p> <p>0.40 Musique : Minuit.</p> <p>Phéon du clip.</p> <p>Compil : Patrick Bruel ; 1.20, Laser ; 2.10, Virel.</p> <p>2.35 Journal, Météo.</p> <p>2.45 Programmes de nuit.</p> <p>Histoire de la vie : 3.40, Mésaventures (et 4.35) ; 4.10, Histoires naturelles (et 5.05) ; 5.00, Musique.</p>	<p>12.20 Jeu : Les Z'amours (et 4.30).</p> <p>12.55 Météo (et 13.35).</p> <p>12.59 Journal, Point route.</p> <p>13.45 Série : Derrick.</p> <p>14.50 Série : Placé en garde à vue.</p> <p>15.50 Variétés : La Chanson aux chansons (et 1.10).</p> <p>16.45 Des chiffres et des lettres.</p> <p>17.15 Quel de neuf, docteur ?</p> <p>17.45 Série : Génération musique.</p> <p>18.10 Série : La Princesse de Bel-Air.</p> <p>18.40 Jeu : Qui est le meilleur gagnant.</p> <p>19.15 Bonne nuit les petits.</p> <p>Un ténor au tableau noir.</p> <p>19.20 Studio Gabriel.</p> <p>19.59 Journal, Météo, Point route.</p> <p>20.55 Téléfilm : Les Cinq Dernières Minutes.</p> <p>Les Feux de la rampe, de Daniel Losset, avec Pierre Santini, Jacques Martin.</p> <p>Au Théâtre de l'Empire, lors de la répétition de l'émission de Jacques Martin, on découvre le cadavre d'une danseuse. Massard doit sortir le grand jeu car, une fois n'est pas coutume, les suspects sont légion.</p> <p>22.35 Magazine : Géopolis.</p> <p>Géorgie. Les Lendemaïns de guerre.</p> <p>23.25 Magazine : Bouillon de culture.</p> <p>La Géorgie.</p> <p>0.30 Les Films Lumière.</p> <p>0.35 Journal, Météo.</p> <p>0.50 Magazine : La 25^e Heure.</p> <p>[3/3] Sida, paroles de familles.</p> <p>2.15 Programmes de nuit.</p> <p>Envoyé spécial (rediff.) : 4.15, 24 heures d'infos ; 5.00, La Peau ; 5.45, Dessin animé.</p>	<p>12.00 Télévision régionale.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.05 Jeu : Tout en musique.</p> <p>13.40 Magazine : Si vous parliez.</p> <p>14.50 Série : Simon et Simon.</p> <p>15.40 Série : Magnan.</p> <p>16.30 Dessin animé : Popeye.</p> <p>16.40 Les Minikéums.</p> <p>17.50 Série : Les Deux font la loi.</p> <p>18.20 Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour.</p> <p>Deserts, la passion d'une vie, de Michel Roux et Martin Brigdale.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information.</p> <p>A 19.05, Journal régional.</p> <p>20.05 Jeu : Fa si la chanter.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.45 Consomag.</p> <p>20.50 Magazine : Thalassa.</p> <p>Papa les petits bateaux.</p> <p>21.50 Magazine : Faut pas rêver.</p> <p>Présenté par Sylvain Augier. Invité : David Noullet, Russie : week-end à Moscou ; France : à table ; États-Unis : le paradis du New York populaire.</p> <p>22.55 Météo, Journal.</p> <p>23.20 Magazine : Nimbus.</p> <p>Présenté par Elise Lucet.</p> <p>Les animaux sont-ils intelligents ? Invité : Marie-Claude Bomsell.</p> <p>La Survie dans le désert. Les Stratégies de la vie.</p> <p>0.00 L'Animal thérapeute : Animaux sociaux ; L'apprentissage : Bêtes de scène.</p> <p>0.20 L'Heure du griff.</p> <p>0.50 Feuilleton : Dynastie.</p> <p>1.40 Musique : Graffiti (15 min).</p> <p>Guest. 21.00 Eurotrash. 21.30 Private Jack. 22.00 L'Invité de marque. 22.30 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 min).</p> <p>MTV 20.00 A Tribute to Pedro Zamora. 21.00 Most Wanted. 22.30 Safe & Sexy. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Oddities. Featuring the Head. 0.00 Eurozone (120 min).</p> <p>EUROSPORT 19.00 Ski. En direct. Coupe du monde : descente messieurs. A Vail (Colorado). 20.00 Eurosportnews (et 1.00). 21.00 Boxe. 22.00 Natation. Résumé. Championnats du monde de course d'attente. A Rio de Janeiro (Brésil). 23.00 Catch. 0.00 Sumo. Résumé. Sumo : Championnats d'Europe. A Ingolstadt (Allemagne) (60 min).</p> <p>CINÉ CINEFIL 18.55 The Eve of St. Mark. Film américain de John M. Stahl (1944, N. v.o.). Avec Anne Baxter. 20.30 Marie Stuart. Film américain de John Ford (1936, N. v.o.). 22.30 La Duchesse de Langeais. Film français de Jacques de Baroncelli (1941, N. v.o.). 0.05 Les Yeux de la Parole. Film franco-italien de Denys de La Paterle (1959, N. v.o.). 100 min).</p> <p>CINÉ CINÉMAS 18.40 Téléfilm : Les Yeux de Cécile. De Jean-Pierre Oenis (1992). 20.05 Le Bazar de Cine Cinémas. 21.00 La Nuit des juges. Film américain de Peter Hyams (1983). 22.45 Quemada. Film italien de Gillo Pontecorvo (1969, v.o.). Avec Marlon Brando. 0.35 Hurllements. Film américain de Joe Dante (1981, 90 min).</p>	<p>12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.</p> <p>13.25 Téléfilm : Pour l'amour de Lisa.</p> <p>De Karen Arthur, avec Les Remick, Marlee Matlin.</p> <p>15.05 Boulevard des clips (et 1.20, 6.25).</p> <p>17.00 Variétés : Hit Machine.</p> <p>17.30 Dessin animé : Tintin.</p> <p>[2/2] L'Affaire Tournesol.</p> <p>18.00 Série : Highlander.</p> <p>19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Jeu : Le Grand Zap.</p> <p>20.35 Magazine : Capital 6 (et 23.50).</p> <p>20.45 Magazine : Flashback.</p> <p>Présenté par Laurent Boyer.</p> <p>Le Meilleur des années 60. Invités : Yves Lecoq, Ophélie Winter, Véronique Genest.</p> <p>23.00 Série : Aux frontières du réel.</p> <p>Le Vaisseau fantôme.</p> <p>Scully et Mulder enquêtent sur la disparition d'un destroyer de la marine américaine dont le seul témoin, un lieutenant de 38 ans, a disparu l'aspect d'un vieillard.</p> <p>0.00 Magazine : Sexy Zap.</p> <p>0.30 Dance Machine Club.</p> <p>Kim Wilde.</p> <p>0.55 Hit Dance.</p> <p>3.00 Rediffusions. Fanzine ; 3.25, Sexy mode ; 4.15, Black Ballad ; 5.05, Jazz 6 ; 6.00, Starsnews.</p>	<p>En clair jusqu'à 13.45</p> <p>12.30 La Grande Famille.</p> <p>13.40 Le Journal de l'emploi.</p> <p>13.45 Cinéma : Grosin Farigou. Film français de Michel Blanc (1993).</p> <p>15.05 S'ensortir (et 17.29).</p> <p>15.10 Documentaire : La Tribu du tunnel.</p> <p>De Robert Marce.</p> <p>16.00 Téléfilm : Le Fils de Paul.</p> <p>De Didier Grousset.</p> <p>17.30 Le Journal du cinéma (et 20.30).</p> <p>17.55 Dessin animé : Les Multoches.</p> <p>18.00 Le Dessin animé. Reboot.</p> <p>18.30 Cyberflash.</p> <p>En clair jusqu'à 20.35</p> <p>18.40 Nulle part ailleurs (et 19.10).</p> <p>19.30 Flash d'informations (et 22.10).</p> <p>19.40 Zéorama, le contre-journal.</p> <p>19.55 Les Guignols.</p> <p>20.30 Documentaire : Les Beatles par les Beatles (1^{er} volet).</p> <p>22.15 Magazine : Jour de foot.</p> <p>23.00 Piège en eaux troubles. Film américain de Rowdy Harrington (1994).</p> <p>0.40 Surprises.</p> <p>0.45 Cinéma : Le Retour des morts-vivants 3. Film américain de Brian Yuzna (1993).</p> <p>2.20 Fraîche et chocolat. Film cubain de Tomas Gutierrez Alea et Juan Carlos Tabio (1991, v.o.).</p> <p>4.05 Documentaire : Etat d'apesantur.</p> <p>Macie Drygas.</p>	<p>12.30 Atout savoir.</p> <p>Le Sida et l'argent.</p> <p>13.00 Les Yeux de la découverte.</p> <p>Les Cheix.</p> <p>13.25 Le Journal du temps (et 18.50).</p> <p>13.30 La Phénomène-Queen.</p> <p>14.30 Magazine : Signes de vie.</p> <p>14.40 Allô ! La Terre [5/5].</p> <p>15.25 Qui vive ? Le Sida.</p> <p>15.55 La Presse par cinq.</p> <p>Franchophonies.</p> <p>17.00 Journée mondiale de lutte contre le sida.</p> <p>Emission spéciale en direct de l'hôpital Paul-Brousse à Villejuif. Avec Philippe Douste-Blazy, Daniel Defert, créateur de Aides, et le Dr Daniel Vittecon, responsable de l'unité de soins à l'hôpital Paul-Brousse.</p> <p>ARTE</p> <p>19.00 Série : L'Homme invisible (15/25) Pas de preuves.</p> <p>19.30 Documentaire : Mort au milieu des joncs.</p> <p>D'Héla Lippert.</p> <p>Témoignages historiques et explications scientifiques pour mieux comprendre les extraordinaires histoires racontées par la Bible.</p> <p>20.30 8 1/2 Journal.</p> <p>20.40 Téléfilm : Comme un bateau, la mer en moins.</p> <p>De Dominique Ladoge, avec Mathias Le Ny, Patrick Ferry.</p> <p>Fils d'un chef de chantier, un enfant subit tous les désagréments du nomadisme et une vie de famille cauchemardesque. Jusqu'au jour où il fait la connaissance d'un gitan.</p> <p>22.15 Magazine : Archimède.</p> <p>Le Sommeil et les Rêves. Le temps des rêves ; l'horloge biologique ; Mind Machines, hardware pour le cerveau ; Les cinquante-deux fils de Pharon.</p> <p>23.10 Cinéma : L'Inhumain. Film français de Marcel L'Herbier (1923, N. v.o.). Avec Gerorgette Lelanc, Jacques Castellan.</p> <p>1.30 Magazine : Eurotrash.</p> <p>Présenté par Antoine de Caunes et Jean-Paul Gauthier.</p> <p>1.35 Magazine : Transit.</p> <p>Le Suicide des jeunes. Apprendre à accepter sa vie ; États-Unis : Judas Priest, coupable ? ; Enquête à Munich sur la sado des adolescents ; Suicides en Russie (rediff., 65 min).</p> <p>Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection d'œuvres sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « le Monde radio-télévision » ; ► Film à éviter ; ► On peut voir ; ► Ne pas manquer ; ► Chef-d'œuvre ou classique.</p>
CÂBLE					
<p>TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Fort Boyard. 21.30 Le Carnet du bourlingueur. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Ouverture du V^e sommet des chefs d'Etats francophones à Cotonou. Francophonie, ici et ailleurs. Compilation des meilleurs moments du Festival de la chanson francophone. 23.40 ► Simplement une heure. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Journal de la TSR. En direct (30 min). PLANÈTE 19.10 Le Roman de France. [4/5] L'Alsace, hommes de pierre, hommes de foi. D'Alain Schwartzstein. 19.40 Nomades du Pacifique. [5/5] Des trous dans le ciel. De Peter Crawford. 20.35 Fuir le Tibet. De Nick Gray. 21.25 Les Automates vivants. De Gérard Calderon. 22.20 Do ré mi fa sol la si do, les Krumpholtz. De Christophe de Pomilly et François Giré. 23.15 Allah Kabon. « Dieu est grand ». De Laurent Dubrel. 23.40 Andréotti et les parons. De Jane Ryder. 0.35 La Loi du silence. De Simon Edelstein (35 min).</p> <p>PARIS PREMIÈRE 19.00 To talentement onéma. 19.30 Stars en stock. Barbara Stanwyck. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Concert : Paolo Conte. Enregistre au Spectrarium de Montréal, en 1988. 21.50</p>					
RADIO					
<p>FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Gérard Challaud (Les Empires nomades). 19.33 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine : le traitement des calculs biliaires. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. La musique au temps de Napoléon. 4. Le compositeur Luigi Cherubini. 20.30 Radio Archives. Marcel Graule. La philosophie baroque, la magie et la mode en Afrique Noire. 21.28 Poésie sur parole. Boris Pasternak (5). 21.32 Musique : Black and Blue. Jacques Pozio et François Postif (Blue Monk ; Portrait de Théonore). 22.40 Nuits magnétiques. Les petites ondes. 0.05 Du jour au lendemain. Pierre Bergourgnoux (La Cécile d'Homère). 0.50 Musique : Code. Notations sur La Fontaine ou l'Abélard et le Musicien (20). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).</p> <p>FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert Franco-allemand. Donné le 30 novembre au Théâtre des Champs-Élysées, et émis simultanément sur les radios de Francfort, Leipzig et Sarsbrück, par l'Orchestre national de France. Dir. Emmanuel Krivine. L'Apprenti sorcier, de Dukas ; Concerto pour violon et orchestre (création mondiale), de Landowski ; Symphonie en ré mineur, de Franck. 22.00 Soliste. Elisabeth</p>					

27/11/1995

كاسا

La télévision basque espagnole passe la frontière

Des accords « historiques » vont bientôt permettre l'installation d'émetteurs au nord des Pyrénées qui donneront la possibilité aux habitants de se brancher sur ETB 1

BAYONNE
de notre correspondant
Qualifiés d'historiques par leurs promoteurs, plusieurs conventions viennent d'être signées qui doivent permettre, au plus tard à la fin de l'année 1996, la couverture hertzienne du Pays basque côté français par la télévision en langue basque que finance le gouvernement autonome d'Euskadi, l'une des sept communautés de l'Etat espagnol. Au terme d'un long processus et d'après controverses depuis presque une dizaine d'années, sous l'œil vigilant de la Haute Autorité, puis du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), les différentes parties ont réussi, le 27 octobre, à mettre la dernière main à cette opération qui est loin d'être seulement technique.

Jusqu'à présent, la télévision publique basque (Euskal Telebista) pouvait être facilement captée par voie hertzienne sur la côte française, là où le relief ne s'y oppose guère. Cent quatre-vingt mille personnes peuvent ainsi se brancher sur le premier canal ETB 1, qui émet entièrement en langue basque, y compris les publicités, ou sur ETB 2, qui est diffusée en castillan.

Mais cette possibilité n'est pas offerte à l'intérieur du Pays basque français, là où la population est la plus sensible à la langue, dans les vallées autour de Saint-Jean-Pied-de-Port ou de Bagnères. L'absence de récepteurs appropriés bloque toute diffusion. Encore que des particuliers, voire des communes, aient pris l'initiative de mettre en place des installations pirates en



contradiction avec la législation française.

« Nous nous battons depuis des années pour que la langue basque soit défendue et développée, explique Bernard Auzio, industriel et maire d'Ustaritz, président du syndicat intercommunal pour le soutien de la culture basque. Déjà, nous avons obtenu la création d'un institut culturel basque aidé par l'Etat, la signalisation bilingue sur certaines routes départementales, des conventions pour les écoles en langue basque et nous réclamions une bonne couverture hertzienne pour la télévision basque. Mais cette fois, je crois que nous avons la solution. »

Créé à la fin de l'année 1990, ce syndicat intercommunal rassemble 141 des 159 communes du Pays basque français, y compris les grandes villes comme Bayonne ou Biarritz. Même si chacune d'elles verse une cotisation annuelle de 2,20 francs minimum par habitant, le budget de ce syndicat sert tout juste à cofinancer l'institut culturel mais ne saurait prendre en charge des relais de télévision.

Cette difficulté financière vient d'être levée grâce au montage auquel le délégué aux relations extérieures du gouvernement autonome basque, José-Mari Munoa, a donné le feu vert. Dans quelques

mois, TDF mettra en place les émetteurs et répéteurs nécessaires à la diffusion des programmes en basque.

La société française transmettra la facture au syndicat intercommunal pour le soutien à la culture basque, mais, par convention, c'est Euskalnet (l'équivalent de TDF outre-Pyrénées) qui assumera l'investissement, soit 2,5 millions de francs. De même, TDF se chargera de la maintenance, soit 50 000 francs annuels à la charge du syndicat. Mais, dans le cadre d'une seconde convention, c'est, cette fois-ci, la télévision basque ETB qui paiera.

UNE TONALITÉ TRÈS SPORTIVE

Ces accords transfrontaliers à plusieurs partenaires vont permettre aux 250 000 habitants du Pays basque français de devenir, s'ils le souhaitent, des téléspectateurs de la chaîne basque. Encore qu'on estime à 50 % au plus les personnes capables de bien comprendre cette langue au nord des Pyrénées. Toujours est-il que de nouveaux citoyens français pourront ainsi suivre des programmes à tonalité très sportive (football ou pelote), connaître les nouvelles du Pays basque nord grâce à un bulletin local deux fois par jour et ne rien manquer des épisodes de Goenkale : une série sur la vie d'un quartier populaire qui obtient déjà des taux d'audience qui n'ont rien à envier aux feuilletons venus d'outre-Atlantique.

Michel Garicoix

Le poids des mots

par Luc Rosenzweig

ON ATTENDAIT Juppé, ce fut Jospin. Du côté de Matignon, on avait laissé entendre que le premier ministre s'adresserait sans tarder au pays pour essayer de renouer un dialogue direct avec ceux qui veulent mettre à bas son édifice réformateur. On espérait peut-être que, lassitude des grévistes et colère des usagers aidant, quelques mots bien pesés d'Alain Juppé allaient remettre les trains en marche. Les étudiants en cours et le courrier dans les boîtes.

A titre d'éclaireurs, le chef du gouvernement avait envoyé la veille quelques solides éléments de sa garde pour tâter le terrain. Le résultat fut à la hauteur des attentes. Qu'un Bernard Pons vienne protester de ses bonnes intentions sur le régime des retraites des cheminots, et les dernières rames encore en mouvement s'arrêtent pour une période indéterminée. Que Jacques Barrot se mette en devoir de faire jouer son charme de préfet des études d'un collège de jésuites d'Yssingeaux (Haute-Loire), et les gaziers-électriciens rejoignent le camp des révoltés. François Bayrou utilise toutes ses ressources rhétoriques et pédagogiques d'agrégé de lettres, et quelques universités supplémentaires se mettent sans tarder à lui réclamer des sous sur l'air des lampions.

On suppose que, dans ces conditions, Charles Millon et Jean-Louis Debré ont été mis aux arrêts de rigueur, avec interdiction formelle de s'approcher

à moins de 2 kilomètres des studios de Boulogne ou de l'avenue Montaigne pour éviter que les soldats ne mettent la crosse en l'air et les CRS la matraque au vestiaire. Devant une situation aussi désespérée, Alain Juppé a pris la seule décision utile : la grève des écrans. C'est peut-être la bonne manière de mettre au diapason gouvernants et gouvernés, le peuple et les élites. Et on laisse Lionel Jospin sur TF 1, et Robert Hue sur France 2, avec le secret espoir que les mêmes causes produiront les mêmes effets. Au point où l'on en est, on peut rêver que les fortes paroles antigouvernementales de ces éminents dirigeants politiques de l'opposition ramèneront les plus durs des grévistes à des sentiments moins hostiles.

Cette absence du pouvoir sur les écrans n'a pas des inconvénients. Cela laisse de l'espace aux journalistes des chaînes pour explorer ce monde étrange des gens ordinaires qui travaillent dur pour peu d'argent, pour qui la retraite est un eldorado rêvé tous les jours que Dieu fait.

On pouvait également mesurer combien la société française avait changé depuis 1968. Ainsi à Rouen, où les ouvriers et les étudiants ont symboliquement fusionné leurs cortèges de manifestants. On n'était plus au temps des Séguy et des Cohn-Bendit, de la méfiance des prolétaires pour les fils de bourgeois agités. Les enfants des uns étaient dans la manif des autres.

SAMEDI 2 DÉCEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.45 Magazine : A vrai dire. 12.50 Météo, Journal. 13.30 Un Jour Coluche. La France de Coluche. Que représente aujourd'hui Coluche auprès des différentes générations ? 14.00 Série : L'homme qui tombe à pic. 14.55 Série : Agence tous risques. 15.35 Série : Extrême. 16.30 Série : Hercule. 17.45 Magazine : Trente millions d'amis. Un jour Coluche. Le Resto des chats de Coluche. 18.20 Série : Melrose Place. 19.15 Un Jour Coluche. Gags & gags. Présenté par Bernard Montiel. Des gags pas comme les autres. 20.00 Journal, Tierscé, La Minute hippique, Météo.	12.20 Jeu : Les 2 amours (et 4.20). 12.50 Point route. 12.55 Météo (et 13.30). 12.59 Journal. 13.35 INC. 13.40 Magazine : Savoir plus santé. Présenté par Martine Allain-Ragnault et François de Closets. 100 ^e émission. Les meilleurs moments. 14.30 L'ABC des plantes. 14.40 Documentaire : Le Léopard des neiges. 15.35 Tierscé. En direct de Saint-Cloud. 15.50 Série : Viper. 16.45 Série : Dans l'œil de l'espion. 17.35 Série : Mister T. 18.05 Série : Eurocopa. 18.55 Jeu : Fort Boyard. 19.50 Tirage du Loto (et 20.40). 19.59 Journal, Météo.	12.45 Journal. 13.05 10 ^e Anniversaire des Dicos d'or. L'énoncé de la dictée sera fait par Bernard Pivot, en direct de la salle du congrès du château de Versailles, toujours sous la haute surveillance de Jean-Pierre Colignon, chef correcteur du Monde. 14.05 Série : Les Nouvelles Aventures de Vidocq. 15.05 Télévision régionale (et 16.45). 17.45 Magazine : Montagne. Macadam Vercors, de Guy Meaurois. 18.15 Expression directe. CGPM. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. La Vie et la Passion de Dodin-Bouffant, gourmet, de Marcel Rouff. 18.55 Le 15-20 de l'information. A 15.00, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chance. 20.35 Tout le sport.	12.50 La Sage des séries. 12.55 Série : Pour l'amour du risque. 14.05 Série : Supercopier. 15.05 Série : Poigne de fer et séduction. 15.50 Série : Les Champions. 17.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 18.10 Série : Amicalement vôtre. 19.10 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chapatte. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Magazine : Starnews (et 6.15). Dana Dawson, Sabine Azéma et André Dussollier, Virginie Ledoyen, Marisa Berenson. Les coulisses des Fashion Awards, au Lido avec Isabelle Rosselin. 20.35 Magazine : Hot Forme. Présenté par Olivia Aducci. Le Sel.	En clair jusqu'à 14.00 12.25 Flash d'informations (et 19.05, 21.25). 12.30 L'Hebdo de Michel Field. Avec une interview de l'abbé Pierre dans le cadre de l'opération « 5 en soirée ». 14.00 Sport : Basket. En direct. Evreux-Limoges. 12 ^e journée du championnat de France Pro A. 16.00 Surprises (et 4.25, 6.30). 16.05 Téléfilm : Retour au pays natal. En clair jusqu'à 20.30 17.45 Documentaire : National Geographic. Cyclone, de Richard J. Wells. 18.40 Dessin animé : Les Simpson. 19.10 CNet (et 19.45, 20.20). 19.15 C'est pas le 20 heures. 19.49 Les Sales Blagues de Vaillentin. 19.50 Magazine : L'œil du cyclone. Irma 2, de Sylvie Duchesne et André Ligeon-Ligeonnet. 20.25 Pas si vite !	12.00 Défi. La prison. 13.00 Rintintin. Joe le mauvais cell. 13.30 Va savoir. Laval Québec. 14.00 A tous vents. Facs au vent. 15.00 Spécial Francophonie. Concert Francofolies 1995. 16.00 Jeux d'encre. Jacques A. Bertrand (Le Pas de loup), André Comte-Sponville (Petit Train des grandes vacances), Edouard Beaulon (Le Genou de Vénus). 16.30 Mag 5. 17.00 L'Esprit du sport. Amo Karsfeld. 18.00 Arrêt sur images. 18.57 Le Journal du temps.

CÂBLE

TV 5 19.00 Y'a pas match. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Série : Julie Lescaut. La Mort en rose. 21.30 Télécinéma. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Les Dicos d'or. 0.10 Bon week-end. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Journal de la TSR. En direct (30 min).
PLANÈTE 19.25 Une voix contre la nuit. De Sarah Benilouch et Jacqueline Royards. 19.40 L'Homme technologique. [6/8] Culture propre. De Henry Singer. 20.35 Chemins de fer. [6/12] Du Cap aux ruines de la Cité perdue. De Gerny Troya. 21.30 Le Roman de France. [4/6] L'Alsace, hommes de pierre, hommes de foi. D'Alain Schwarzenstein. 22.00 Nomades du Pacifique. [5/5] Des trous dans le ciel. De Nick Crawford. 22.50 Fuir le Tibet. De Nick Gray. 23.40 Les Automatistes vivants. De Gérard Calderon. 0.35 Do ré mi fa sol la si do, les Krummer. De Christophe de Pontif et François Gire (35 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Top-Top. 19.30 Stars en stock. Fred Astaire. 20.00 Eco, éco et qu'on ? 20.30 Patinage artistique. Halloween on Ice. 22.05 Paris Match Première. 22.30 Paris dernière. 23.25 Red Hot &

Cool. 0.30 Concert : Paolo Conte. Enregistré au Spectrum de Montréal en 1988 (50 min).
CANAL J 17.30 Série : Le Vain Petit Canard. 17.55 Capitaine J. 18.00 Les P'tits Futés. 18.15 Regarde le monde. 18.30 Tarmac. 19.00 Série : Les Twist. 19.30 Momo et Ursule. 20.00 Dessins animés.
CANAL JIMMY 21.00 Série : Angela, quinze ans. Bruts de coulure. 21.50 Série : Le Frelon vert. Mort en silence. 22.15 3000 scénarios contre un virus. 22.20 Série : Liquid Television. 22.45 T'es pas une idée ? Invité : Jean-Claude Dreyfus. 23.45 Road Test. 0.05 Série : Seinfeld. La Collecte de dons. 0.30 Série : Route 66. Une partie de chasse (50 min).
SÉRIE CLUB 19.05 Le Club. 19.15 Série : Modèles Inc. La Cherté. 19.55 Série : Miami Vice (et 0.00). Les Souvenirs. 20.45 Série : Schimanski. L'Arme de Schimanski. 22.20 Série : Combat. Les Emmurés. 23.10 Série : Au-delà du réel, l'aventure continue. Dos au monde. 0.45 Série : Le Retour du Saint. Double jeu (45 min).
MCM 19.30 L'Invité de marque. 20.00 Eurotrash. 20.30 MCM Euromusiques Nordica. 21.30 Buzz Tie Vie. 22.00 Rave On. 22.30 MCM Dance Club (210 min).
MTV 19.00 European Top 20. 21.00 First Look. 21.30 All Star Guest Vix. 23.30 The Zig & Zag Show. 0.00 Yv Yv MTV Raps (120 min).

EUROSPORT 14.15 Athlétisme. En direct. Championnats d'Europe de cross country : dames et messieurs, à Airmwick (Grande-Bretagne). 16.00 Tennis. En direct. Tournoi exhibition : Trophée de la Femme. Demi-finales, au Cap d'Agde (Hérault). 18.00 Natation. En direct. Championnats du monde de course distance. A Rio de Janeiro (Brésil). 19.00 Ski. En direct. Coupe du monde : descente dames. A Lake Louise (Canada). 19.30 Ski. En direct. Coupe du monde : super G messieurs. A Val. 20.25 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A. 12^e journée : Pau-Orthez. Antibes. 22.00 Natation. Résumé. 23.00 Bave. 0.00 Saut à ski. En direct. Saut à ski : Coupe du monde, à Lillehammer (Norvège) (60 min).
CINÉ CINÉFIL 19.55 Marie Stuart. ■ ■ ■ Film américain de John Ford (1935, N.J.). 19.55 Actualités Pathé n° 2. 20.50 Le Club. 22.05 Actualité du cinéma italien. 23.00 The Eve of St. Mark. ■ ■ ■ Film américain de John M. Stahl (1944, N. v.o.). 0.35 L'Insoumise. ■ ■ ■ Film américain de William Wyler (1938, N. v.o.). 10 min.
CINÉ CINÉFIL 18.20 Téléfilm : Dempsey. De Gus Trikonis (1983). 20.10 Hollywood 26. 20.40 Téléfilm : La Malédiction de Mariavita. D'Antonio de Macedo. 22.05 Kevin Costner. Anjelica Huston. 23.00 Le Grand Frère. ■ ■ ■ Film français de Francis Girod (1982, 115 min.).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Le Temps de la danse. Portrait de Frédéric Ashton, chorégraphe anglais. 20.30 Photo-portrait. Claude Vasconi, architecte. 20.45 Nouveau Répertoire Dramatique. La Belle Étrangère, de Klaus Pohl. 22.35 Musique : Opus. Le Centre de musique baroque de Versailles. Œuvres de François, Dumont, Clément, Gaillet, Campira, Lully, d'Auvergne, Rameau, De Brossard. 0.05 Fiction : Tard dans la nuit. Le Berger sur le mur, de Patrick Drevet. Avec Thomas Rivière. 0.55 Chronique du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Opéra. Donné en direct de l'Opéra des Flandres, à Anvers, par le Chœur de l'Opéra des Flandres. Andrew Wise, chef de chœur, l'Orchestre philharmonique royal des Flandres, dir. Stefan Soltesz : Die Toten Stadt (La Ville morte), opéra en trois actes op. 12, de Korpogol, William Cochran (Paul), Cynthia Makris (Marietta), David Pittman-Jennings (Frank), Ans van Dam (Bngitt), Michael Kraus (Fritz). 22.45 Extraite. 23.05 Le Bel Aujourd'hui.

Concert donné le 16 octobre au centre Georges-Pompidou, par l'Ensemble Inter-Contemporain, dir. David Robertson. Boyl, de Wallin; Coyote Blues, de Lindberg; Domaines, de Boulez. « Un portrait d'Alain Gaussin, 100 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Le chef d'orchestre Carl Schuricht. Concerto Brandebourgeois n° 3, de Bach, par l'Ensemble baroque de Zurich; Symphonie n° 1, de Beethoven, par l'Orchestre de la Société des Concerts du Conservatoire; Concerto pour violon n° 3, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, Boskovsky, violon; Symphonie n° 2, de R. Schumann, par l'Orchestre de la Société des Concerts du Conservatoire; Ruy Blas, ouverture, de Mendelssohn, par l'Orchestre de la Radio de Baden-Baden. 22.40 Da capo. Carl Schuricht : enregistrement d'archives. Requiem allemand, de Brahms, par le Chœur de la Hessischen Rundfunk de Francfort et l'Orchestre symphonique de la SDR de Stuttgart. Stader, soprano, Prey, baryton; Symphonie n° 9 : Scherzo, tno, de Bruckner, par l'Orchestre des Reichssenders Berlin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

ARTE

19.00 Série : Blade Adder. [10/13] Nous avons des aviors, de Richard Roden (v.o.).
19.30 Le Dessous des cartes. Chronique de géopolitique de Jean-Christophe Victor, Francophonie.
19.35 Histoire parallèle. Présenté par Marc Ferro, avec James Steel. Ces trônes qui vaillent.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Téléfilm : Le Phare. [1/3] Jenny, de Pieter Verhoef, avec Hans Heerschoop, Jaron De Pauw. Ce téléfilm néerlandais en trois épisodes raconte l'éducation sentimentale d'un jeune garçon ne dans une famille modeste d'un village de Frise. Très belle reconstruction de la Hollande des années 50. FRPA d'or 1995.

21.40 Documentaire : Beurs. D'Ange Casta et Odile Casta-Rau-cz. Un triple portrait de jeunes Français d'origine maghrébine.

23.30 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Vally Top Live : Dee Dee Bridgewater; Iron Horse; Louise; Série : Les Zombies de la stratosphère, de Fred C. Brannon, [9/12] Flying Gas Chamber (v.o.).

1.10 Documentaire : Franco. D'Yvon Géraud (rediff.).
2.15 Cartoon Factory [12/18]. Sky Skipper (1930); Jail Bird (1931); Cat's Canary (1932); Stribad the Sailor (1935) (rediff., 30 min).

Classicisme

par Pierre Georges

ET COMMENT vont les marchés ? Les marchés grognent, doutent et baissent. Et comment va la tendance ? « La tendance a mal aux pieds », réplique une ambassadrice ambulatoire de la grande armée des mis à pieds. Et comment vont les casseurs ? Les casseurs cassent, fidèles à l'inévitable rendez-vous de la disqualification par la violence. Et comment vont les grévistes ? Ils « grévissent » plus qu'hier sans doute, moins que demain peut-être. Et comment vont les chiffres ? Ils font les chiffres, dans la routine molle et désespérante des nouvelles chiffrées, consommation en baisse, chômage en hausse. Et comment va le gouvernement ? Il attend que le poisson pourrisse par la tête, la lassitude des uns, l'exaspération des autres. Et comment va l'opposition ? Elle attend que le fruit pourrisse par le cœur, blet à point. Et comment va la politique ? Au mieux, sabre de bois et épée de Damoclès, dissimulation, référendum, contre-manifestation, comités ceci, comités cela. Et comment vont les usagers ? Usés, fatigués, furieux, inquiets, rigolards, démerdards, vivement le week-end qu'on soit en week-end, l'étape-repos avant, à nouveau, l'Alpe d'Huez lundi.

Et comment, et comment ? Bref, tout cela est d'un classicisme achevé, grand rituel établi. Le livre est respecté. Les acteurs sont en place. Les actes s'enchaînent. Le premier qui cale ou bafouille a perdu. Et les souffleurs souffrent qui soufflent : « Parlez-vous, parlez-vous ! »

C'est cela, qu'ils parlent ! Même que cela pourrait s'appeler le dialogue social. Préférable avant la tourmente, c'est évident. Difficile peodant, c'est sûr. Inévitable après, voilà la certitude. Qu'ils

parlent et se parlent quand la phase présente, frotté contre frotté, voudra bien dépasser le seuil du défi. Nous osons pas là, pas encore, chacun arc-bouté sur ses positions. Le gouvernement dit « c'est à prendre ». La fonction publique réplique « c'est à laisser ». Sur ces bases-là, évidemment, le dialogue reste à inventer. Et la France erre à ses deux maelles, stoïcisme et pessimisme.

Pourrait-on parler d'autre chose ? Ou s'y emploie. Comment va l'Eglise ? Elle s'active à des affaires d'une priorité absolue. L'évêque de Poitiers, Mgr Albert Rouet, vient de prendre un décret par lequel il délègue officiellement à ses prêtres son pouvoir canonique de lever l'excommunication dont sont frappées les femmes après un avortement.

Ce n'est pas tant le décret, mais l'information qu'il rappelle qui mérite réflexion. Pour tout dire, si nul n'est censé ignorer la loi, beaucoup peuvent négliger le droit canon. Et beaucoup apprendraient avec une sorte de stupeur que toute femme catholique ayant subi une IVG se trouve immédiatement excommuniée. Excommuniée selon la procédure canonique dite *latæ sententiæ*, c'est-à-dire automatiquement, sans attendre qu'elle soit prononcée et signifiée par l'autorité ecclésiastique.

Excommunication générale, donc, pour celles qui avortent, et d'ailleurs aussi ceux qui les y aident. Cela doit faire du monde. L'Eglise est l'Eglise qui dit son droit, condamne l'avortement et réserve à ses évêques la possibilité de lever l'excommunication automatique. Mais le simple rappel de cette procédure canonique ajoute, comment dire, à un curieux sentiment d'irréalité du temps présent.

Le président du Rwanda accuse Paris de favoriser le retour des extrémistes hutus

Kigali remet en question la prolongation du mandat des « casques bleus »

A L'ISSUE du sommet du Caire qui réunissait les chefs d'Etat de la région des grands lacs à l'initiative de l'ancien président américain Jimmy Carter, le chef de l'Etat rwandais, Pasteur Bizimungu, a renouvelé, en termes extrêmement vifs, les griefs de Kigali vis-à-vis de Paris, dans un entretien accordé à l'AFP et à Radio France internationale.

M. Bizimungu estime que « la France souhaite la restauration des anciens leaders qui ont planifié le génocide. Elle ne veut pas vraiment la réconciliation ». Il est revenu sur tous les points du contentieux qui opposent le gouvernement en place à Kigali depuis que la victoire du Front patriotique rwandais (FPR) a mis fin, en juin 1994, au génocide perpétré par les extrémistes hutus contre les Tutsis et les Hutus modérés, et qui a fait au moins 500 000 morts.

M. Bizimungu a affirmé qu'en avril 1994, « des officiers français de bonne foi ont alerté Paris pour faire cesser les massacres » mais on leur a dit de la fermer. La presse belge et le quotidien britannique *The Guardian* ont récemment établi que Bruxelles et le secrétaire général des Nations unies avaient été avertis, dès fin 1993, de la préparation du génocide. Le président rwandais a aussi mis en cause l'opération « Turquoise », affirmant que l'envoi de troupes françaises au Rwanda avait servi à « fournir un repli aux tueurs afin de faciliter la reconquête du pouvoir ».

Cette intervention marque la ré-

cente dégradation des rapports entre Kigali et Paris, qui avaient connu une embellie au moment de la visite de Xavier Emmanuelli, le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, en septembre dernier. Mais depuis, Kigali a forcé au départ plusieurs organisations humanitaires francophones, dont l'Action internationale contre la faim (AICF), qui s'était vu refuser l'accès aux populations en dehors de Kigali, alors même que la situation alimentaire dans la capitale est correcte.

« NOUVEAU GÉNOCIDE » Les autorités françaises s'inquiètent vivement des ententes aux droits de l'homme perpétrées par l'APR, qui vont même jusqu'à parler d'un « nouveau génocide », en s'appuyant, entre autres, sur les récentes déclarations de Faustin Twagiramungu. L'ancien premier ministre, qui a dû quitter ses fonctions, en août, a récemment affirmé que la répression avait fait 250 000 morts depuis l'arrivée au pouvoir du FPR, des accusations bien sûr rejetées par M. Bizimungu, et que les observateurs présents au Rwanda estiment généralement exagérées.

En outre, il semble que le seul résultat concret du sommet du Caire - la prolongation de trois mois du mandat des « casques bleus » de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) - soit remise en cause par Kigali. La radio rwandaise s'est contentée d'indiquer que cette décision était

« à l'étude ». A New York, la plus grande incertitude régnait sur le sort des 1 200 militaires dont les bagages s'entassaient déjà dans les hangars de l'aéroport de Kigali.

Dans ce contexte, les engagements pris au Caire sur le retour dans leurs foyers des deux millions de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie apparaissent peu crédibles. Non seulement la logistique nécessaire aux dix mille retours quotidiens annoncés sera difficile à mettre en place, mais les conditions politiques sont loin d'être réunies.

Pour Kigali, ces réfugiés restent sous la coupe des extrémistes de l'ancien régime, alors que d'autres pays, dont la France, estiment qu'ils devraient être représentés dans toute négociation. Le maréchal Mobutu Sese Seko, qui a parachevé, grâce à sa présence au Caire, son retour sur la scène internationale, a affirmé que le Zaïre retiendrait les responsables du génocide réfugiés sur son territoire, soit un renversement total de la politique suivie jusqu'à maintenant.

Quant à l'espoir que représentent les travaux du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) qui viennent de commencer à Arusha, en Tanzanie, il ne pourra prendre corps qu'avec la collaboration financière et judiciaire des pays de la région et des pays occidentaux où les principaux auteurs du génocide ont trouvé refuge.

Thomas Sotinel

James Bond, VRP de l'armement français

IL NE FAUT écarter aucune forme de publicité quand on veut exporter des armes. La France n'échappe pas à cette loi. Surtout à une époque où il devient de plus en plus difficile de vendre des matériels de guerre à l'étranger en raison de la compétition internationale sauvage et de la réduction des budgets militaires dans le monde.

Ainsi la marine nationale et le consortium européen Eurocopter ont - à titre gracieux - participé au tournage d'un nouveau film de James Bond, qui s'intitule *Golden Eye*, pour lequel le réalisateur britannique a fait appel à la frégate *La Fayette* et à l'hélicoptère d'attaque Tigre. L'une et l'autre ne sont pas encore opérationnelles. *La Fayette*, une frégate conçue pour être le plus « furtif » (discret) possible, doit entrer en service au printemps 1996 à Toulon, et le Tigre, si tout va bien, en 1999. Mais l'une et l'autre symbolisent, selon leurs créateurs, « le fin du fin » de la technologie que la France est censée maîtriser. Durant quatre jours, dans le port de Manacor, l'île de Majorque, la frégate et son hélicoptère embarqué ont été mis à la disposition de James Bond. Le film *Golden Eye*, qui a coûté quelque 55 millions de dollars (275 millions de francs environ), sera présenté, mi-décembre, en avant-première à des invités triés sur le volet à Paris. En contrepartie de leurs prestations gratuites, la marine et Eurocopter ont obtenu de figurer sur les affiches destinées à promouvoir le film.

Ce sera, expliquent les responsables militaires et industriels, « une chance » à l'exportation, notamment vis-à-vis de certains clients dont on espère qu'ils sauront apprécier le fait que la *La Fayette* et le Tigre vont passer désormais pour le navire et l'hélicoptère de James Bond, un personnage mythique, invincible, efficace et internationalement connu. Taiwan a déjà retenu la frégate française pour sa

marine, à raison de six exemplaires commandés ferme et de dix options supplémentaires qui devront être un jour confirmées. La *La Fayette* est actuellement proposée en Asie du Sud-Est, en particulier à la Thaïlande et à Singapour, et en Amérique latine. Quant au Tigre, après les déboires enregistrés cette année aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, son promoteur fait flèche de tout bois pour placer cet hélicoptère, notamment en Turquie et en Espagne. Mais, dans le premier cas, des chantiers américains, suédois, allemands ou britanniques, pour ne s'en tenir qu'à eux, font eux aussi du forcing pour vendre des frégates, neuves ou d'occasion, et, dans le second cas, Eurocopter n'ignore pas que son rival majeur est l'Apache américain.

FIGURATION

Ce n'est pas la première fois que la marine nationale fait ainsi de la figuration au cinéma, avec l'ambition d'être présente dans un film grand public. Cette année, par exemple, elle a permis le tournage du film américain *USS Alabama* à bord de son porte-avions *Foch*, qui croisait en Adriatique, en mission de soutien des « casques bleus » de Bosnie. Il n'était pas, alors, question de promouvoir le porte-avions à l'exportation. Un tel marché est plus que restreint dans le monde. Cette fois, la marine française a suppléé la marine des Etats-Unis, qui avait refusé de prêter son concours. Pour des raisons de haute politique. *USS Alabama* relate des actes d'indiscipline à bord d'un sous-marin nucléaire lorsque la guerre mondiale éclate. Or chacun sait que l'insubordination ne peut pas exister - par définition - dans la marine américaine !

Jacques Isnard

L'écrivain turc Yachar Kemal acquitté par la Cour de sûreté de l'Etat

L'ÉCRIVAIN turc Yachar Kemal, 72 ans, qui comparait pour « propagande séparatiste », a été acquitté, vendredi 1^{er} décembre, par la Cour de sûreté de l'Etat. L'auteur de *Mehmet Mince*, considéré comme le plus grand romancier turc vivant, était poursuivi au titre de l'article 8 de la loi antiterroriste pour avoir accusé, dans un article publié en janvier 1995 par le magazine allemand *Der Spiegel*, le pouvoir central d'Ankara « d'opprimer les Kurdes de Turquie ».

Depuis 1984, le conflit qui fait rage dans le Sud-Est anatolien entre les maquisards du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), partisans de la création d'une région autonome kurde, et l'armée régulière turque a causé la mort de milliers de personnes et provoqué l'exode d'une partie de la population de cette région. Comparé comme prévenu libre depuis le 5 mai, Yachar Kemal risquait une peine de cinq ans de prison conformément à l'article 8 de la loi antiterroriste. Son acquittement fait suite au reniement de cet article, le 27 octobre, par le Parlement turc, préalable posé par les députés européens de Strasbourg pour la ratification du projet d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne.

Si la révision de l'article 8, survivance de la dictature militaire en Turquie, a permis la libération de cent quatre-vingt prisonniers d'opinion, de nombreuses personnalités, dont le sociologue Ismail Besikci et plusieurs intellectuels et universitaires, sont toujours emprisonnés.

L'évêque de Poitiers opposé à l'excommunication pour avortement

L'ÉVÊQUE de Poitiers, Albert Rouet, vient de publier un décret déléguant aux prêtres de son diocèse son pouvoir de lever l'excommunication automatique qui frappe les femmes ayant eu recours à l'avortement. Ce décret qui entre en vigueur le 3 décembre, s'intitule « la rémission de la peine après un avortement » et se base sur deux articles du code de droit canonique de 1983. La pratique habituelle est que la dérogation au pouvoir de lever l'excommunication est donnée soit implicitement soit verbalement aux prêtres, lorsque ces derniers se trouvent confrontés aux confessions de femmes qui ont avorté.

Le décret stipule qu'« en vertu de notre délégation, tous les prêtres ayant dans le diocèse de Poitiers la faculté d'entendre les confessions peuvent remettre, dans le territoire du diocèse, l'excommunication latæ sententiæ (non déclarée) encourue pour avortement consommé ». L'avortement est puni par l'Eglise catholique d'une excommunication latæ sententiæ, automatique et sans recours à un juge.

Dans « Le Monde-Dossiers et documents » de décembre

DOSSIERS ET DOCUMENTS, publication du Monde, présente un diagnostic de la société française des années 90. Une France divisée et vieillissante peut-elle supporter les transformations et les mutations socio-professionnelles qui la secouent, provoquant des comportements de repli, de défense d'intérêts particuliers, des situations de précarité, de pauvreté, d'exclusion et de violence ?

Dans un deuxième dossier, *Dossiers et documents* analyse la mutation de la pêche en Europe.

Dans la rubrique « Les Clés de l'Info » : un grand dossier sur la réforme de la Sécurité sociale ; l'Algérie après l'élection présidentielle ; le sort de la paix entre Israël et l'OLP après l'assassinat du premier ministre Itzhak Rabin.

* En vente chez votre marchand de journaux : 12 francs.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LE MONDE

Cours relevés le vendredi 1^{er} décembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 18744,40 +1,14 -4,51

Hong Kong Index 9813,34 +2,04 +19,80

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

18744,40

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 3011 2911 fin 94

Paris CAC 40 1828,28 -1,56 -2,81

Londres FT 100 3655,20 -0,01 +18,23

Zurich 1495,77

Milan MIB 30 943 -7,03 -8

Frankfurt Dax 30 2242,30 -0,15 +6,44

Bruxelles 1491,40 +0,03 +6,60

Suisse SMI 1454,49 -40,10

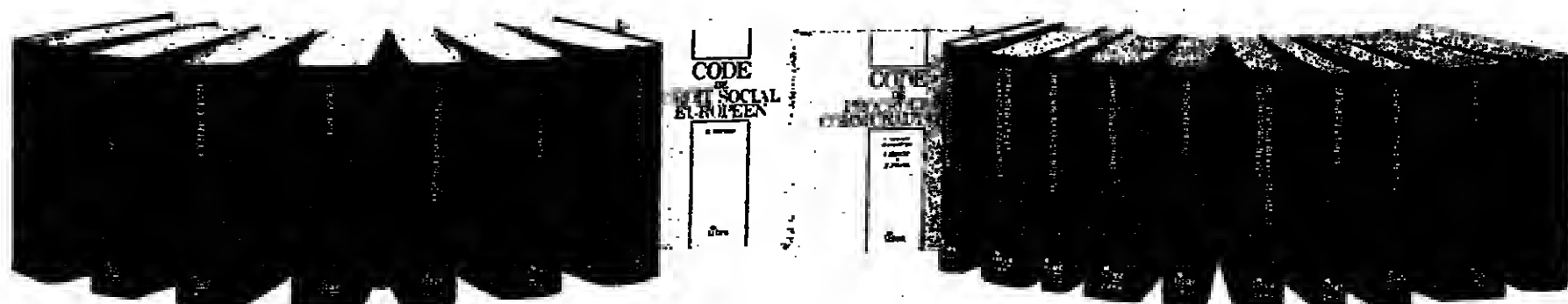
Madrid Iboex 35 311,80 +0,09 +9,39

Amsterdam CBS 314 -0,09 +12,94

Tirage du Monde daté vendredi 1^{er} décembre 1995 : 472 132 exemplaires

3

litec



en vente chez votre libraire

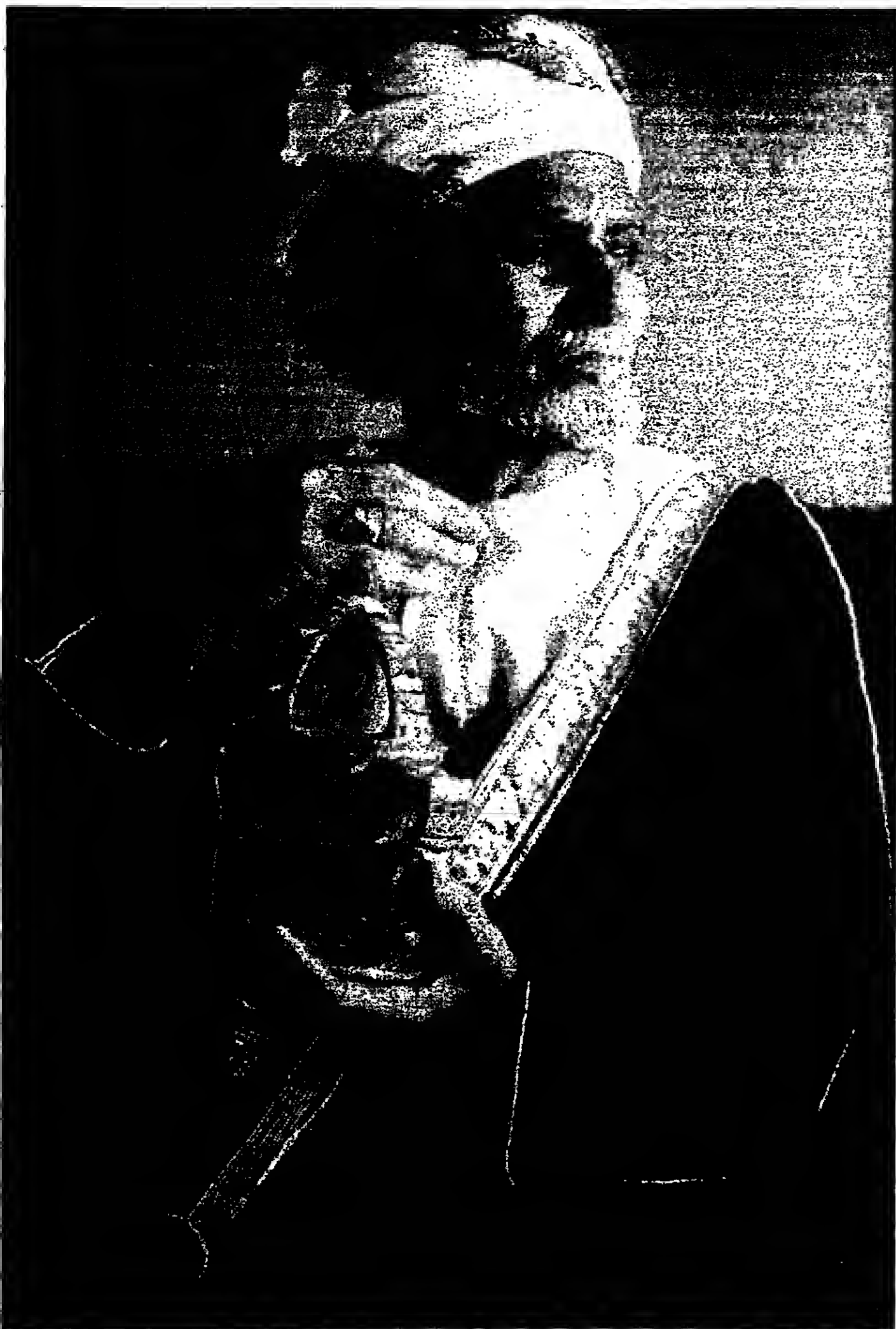
CODE
SOCIAL
BIBLIOTHEQUE

150

LE MONDE / TERRES D'HIVER / SAMEDI 2 DÉCEMBRE 1995

Le Monde
VOYAGES

Terres d'hiver



■ Sénégal : Une Camargue en Afrique

Loin des bababats déplumés, des savanes arides et de la désespérance dakaroise, un Sénégal septentrional, riche d'une faune et d'une flore originales, promu au rang de patrimoine national. Et protégé comme tel. Sur les rives de la Casamance, l'homme est le bienvenu. Mais sans fusil ni tapage. p. IV

■ Érythrée : Les fantômes de la mer Rouge

Autrefois escale obligée des aventuriers et des trafiquants, Massawa, un port aux allures de sous-préfecture. Sur les quais rôdent les ombres de Rimbaud et de Monfreid. Dans l'arrière-pays voisinent vertes vallées et désert blanc. p. V

■ Bancs d'essai : Les écrans du voyage

Tout savoir, via le Minitel et Internet, pour préparer ses vacances, choisir un vol, se renseigner sur une destination et partager avec le monde entier déceptions et coups de cœur. Un mode d'emploi et une sélection établie après avoir testé plusieurs dizaines de serveurs. p. VII

■ États-Unis : Quand la Floride s'habillait rétro

Ils s'appelaient Henry Flagler et Addison Mizner. Deux visionnaires, parmi d'autres, qui contribuèrent à transformer des marécages infestés de moustiques en un royaume ludique au décor inspiré de l'art de vivre méditerranéen. Toujours sur la côte atlantique, mais plus au nord, Virginie et Maryland permettent d'associer pèlerinages historiques dans le berceau de l'Amérique et pratique du golf sur des parcours à contempler et à défier. p. VIII

■ Nuits blanches à South Beach

Dix ans après sa renaissance, South Beach, le quartier à la mode de Miami s'adonne frénétiquement au « business ». La nuit venue et jusqu'à l'aube, il s'étourdit dans la ronde de discothèques. Des Bains-Douches, annexe de la maison mère parisienne, à Glam Slam, la boîte de Prince, en attendant celle de Madonna. Un ouragan de disco au royaume de l'Art déco. p. IX

■ Portugal : L'ombre des Maures dans un verger

En Algarve, au sud du Portugal, un jardin d'Eden, bordé à l'est par l'Espagne et, au nord, par les plaines alentejanaises. Un verger où les Maures coulèrent des jours heureux. A découvrir, de préférence, en hiver ou au printemps, lorsque les touristes n'ont pas encore envahi ses plages généreusement ensoleillées. p. X

■ Suisse : La chapelle de Mario Botta

Semées au gré des vallées d'un canton suisse luxuriant, à la frontière italienne, des églises inspirées parmi lesquelles s'élève aujourd'hui celle d'un enfant du pays devenu architecte de renom. En sa compagnie, visite guidée du Tessin. p. XI

■ Népal : La Route du bouddhisme

Dans la plaine du Terai, Lumbini, où est né le Bouddha. Aujourd'hui, point de départ obligé d'un nouvel itinéraire culturel dessiné par l'Unesco. p. XI

■ Australie : La solitaire des antipodes

Gardiennne d'un désert qui fit et fait encore sa fortune, Perth, « capitale » du Far West australien, doit surtout son éphémère notoriété au talent de ses marins, vainqueurs, en 1983, de la Coupe de l'America. Balade dans une ville qui prospéra grâce aux bagnards envoyés de Londres pour aider les pionniers. p. XII

Les sables de l'encens

Les Anciens l'appelaient l'Arabie Heureuse. Une péninsule vouée à l'opulence et à la volupté. Un arbre y pleure des larmes blanches et parfumées : l'encens, plus précieux que l'or. On se battait pour lui. Toujours encensé, encore récolté, il embaume les souks de Salalah, en Oman. Au Yémen, sur la route des caravanes, s'entrouvrent les portes des anciennes capitales. Pages II et III

CONCEPTION ET COORDINATION :
Florence Evin, Danielle Tramard
et Patrick Francès.
RÉALISATION :
Vincent Truffy
ICONOGRAPHIE :
Sophie Maléxis
CARTOGRAPHIE :
Infographie Le Monde
PUBLICITÉ :
Stéphane Moullé-Berteaux

PÉNINSULE ARABIQUE
Portraits. Quatre cités assoupies à l'écart des foules racontent l'histoire de ces caravanes et de ces marchands qui, depuis l'Antiquité, tra-

versaient de part en part l'Arabie pour acheter l'encens. ● A SALALAH, en Oman, séparée de Mascate par 1 000 kilomètres de désert, apprendre à choisir dans les sous les

fameux cailloux, blancs comme neige (les meilleurs), bruns, ocre ou transparents, qui embaument, purifiant, mais aussi soignent. ● DANS L'HADRAMAOUT, vallée profonde et

fertile de l'extrême sud du Yémen, découvrir deux anciennes capitales. Seyun, la « cité au million de palmiers », désertée par ses commerçants partis chercher fortune à Sin-

gapour ou à Java. Shibam, qui dresse ses cinq cents gratte-ciel de terre face au désert. Enfin, Tarim, la ville sainte « aux cent palais », s'effritant doucement dans l'oubli.

Il était une fois l'encens

Recroquevillée au bord de la mer d'Arabie, la capitale du Dhofar a bâti sa fortune sur une entêtante résine. Des effluves parfumés flottent dans ses souks et ses ruelles, ses maisons et ses mosquées

SALALAH
de notre envoyée spéciale
La longue procession avance lentement. Enveloppée dans le nuage de sable qu'a soulevé le vent tiède de la nuit, des centaines de cavaliers, *disdacha* (tunique) blanche, poignard d'argent à la ceinture et tête coiffée d'un carré de laine colorée, courbent le dos devant la poussière qui tournoie autour d'eux. Encore quelques heures à dos de chameau et Salalah apparaitra.

Là-bas, dans la petite cité recroquevillée sur la mer d'Arabie, le sultan est attendu depuis des jours et des lunes. Et ce matin, avant même que la lumière bleutée de Véous ne disparaisse du ciel, les riches marchands de la ville sont montés sur le

toit plat de leur maison pour y brûler de l'encens. En cuivre martelé, en argent ciselé, en terre cuite peinte de couleurs vives, en forme de barque, de citadelle, de tour... tout ce que chaque habitation compte de brûle-parfum se trouve désormais ici rassemblé. Et de Salalah tout entière s'élève vers le sultan les mouvantes colonnes des effluves parfumés.

Dans son petit bureau noyé sous les flamboyants, le vieux professeur Elqassani se remémore encore ces années - pas si lointaines, trois décennies à peine - où l'on honorait Sa Majesté eo encensant la ville tout entière... Se souvient-on encore à Salalah, la capitale du Dhofar, séparée de Mascate par 1 000

kilomètres de désert, que la ville bâtit sa richesse sur cette curieuse résine, blanche comme le lait, qui coule en abondance dès que l'on caresse de la pointe d'un couteau la chair tendre du *Boswellia sacra*, l'arbre à encens ?

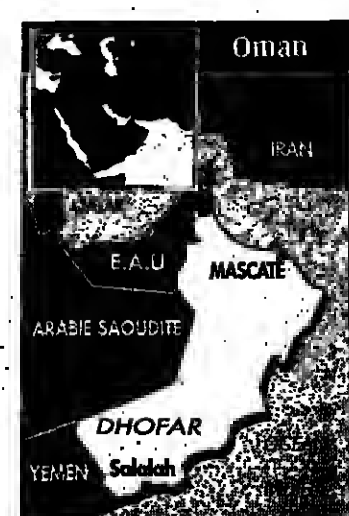
Combien sont-ils ces arbustes rarissimes qui ne poussent que dans le sud d'Oman et le nord de l'Éthiopie ? Aujourd'hui encore, personne ne saurait le dire. Ils croissent où bon leur semble, dans les ravines desséchées des wadi (torrents), sur la pente des montagnes qui séparent le Yémen du Dhofar, parfois au beau milieu de la ville. Petit, bis-cornu, enchevêtrant les unes aux autres ses branches couvertes de feuilles frisées, le *Boswellia sacra*

aurait bien peu de charme, n'était le parfum qu'il dégage. Légers effluves flottant à son abord, qui entendent dès qu'une lame de couteau griffe le tronc couleur chocolat.

Ali passe ses jours à récolter la résine odorante des précieux arbustes du wadi Arzouk, à une quarantaine de kilomètres de Salalah. Pour cela, point n'est besoin - comme le croyaient jadis les Anciens - de faire d'abord brûler du styrax (benjoin) : les petits serpents ailés et multicolores, protecteurs, disait-on, des arbres à encens et que seule éloignait la fumée âcre de la gomme de l'aliboufier, appartiennent à la légende. Mais, c'est des vipères, bien vivantes, qui prennent des bains de soleil, dont Ali doit se méfier.

Avec ses frères, venus des bords de la mer Rouge il y a quelques années, Ali le Somalien part tôt le matin, son *manghar* - un grossier outil de bois garni de fer - dans une main, un panier de palmiers tressés dans l'autre. Tantôt accroupi, tantôt debout, souvent courbé, il égratigne consciencieusement chaque tronc, en plusieurs endroits. Dans quinze jours, lorsque la résine qui perle en grosses gouttes collantes aura séché, il reviendra vers chacun pour arracher d'un coup sec les larmes jaunes collées sur la pellicule craquante de l'écorce du *Boswellia*. Si Allah est clément - c'est-à-dire si les dieux se sont montrés avares de pluie - la récolte sera bonne, et Ali s'en reviendra avec quatre paniers remplis d'encens, qu'il mettra à l'abri dans une grotte proche de son campement de fortune, une simple infractuosité du rocher protégée par un petit mur de pierre.

Deux à trois fois par mois, Ali, comme ses quelque trois mille compatriotes venus dans le Dhofar récolter l'encens, retourne à la ville faire ses provisions et vendre sa précieuse marchandise aux imposantes matrones des marchés de Salalah. Là, dans les souks tamisés par la fumée des parfums qui se consomment, l'œil agrandi jusqu'à la tempe et une marguerite d'or in-



crustée dans la narine, des femmes penchent leur tête voilée de mouseline fleurie sur les couffins remplis de cailloux et, de leurs doigts rouges de henné, trient les différentes qualités d'encens. Blanc comme neige - c'est le meilleur -, il a pour nom *ho-fari* ; un peu plus coloré, le voit baptisé *najdi* ; veiné de marron, il se nomme *shazai* et, plus foncé, *shaabi*.

« Summ ! » respire, sens... Négligemment allongée devant les monceaux - bruns, ocre, transparents - d'encens et de myrrhe, Ozama explique que l'on peut mâcher les petits cailloux pour soulager une digestion difficile, les piler pour en faire un baume, les laisser tremper toute une nuit pour boire à jeun le liquide ainsi décaité. « Encens, remède souverain ! Dans le brûle-parfum d'argile coloré, sur les charbons de bois qui grésillent, la résine fond doucement, comme un bonbon acidulé.

Tous les matins, les femmes de Salalah encensent ainsi leur maison pour la purifier et chasser les miasmes de la nuit ou tout simplement pour qu'elle sente bon. Leurs vêtements ont droit aux mêmes égards : posés sur un petit chevalet de bois - le *mashab* - sous lequel est glissé le brûle-parfum - le *miq-tara* -, ils s'imprègnent durant de

longues minutes des vapeurs parfumées. Tout à l'heure, en revenant du hammam, les femmes exposeront aussi leur chevelure et leur corps aux douces fumigations qui s'inscriront pour longtemps dans leur peau. Un raffinement réputé séduire la gent masculine... et qui explique en partie pourquoi les fumeroles d'encens envahissent Salalah, flottent dans ses souks et ses ruelles, ses maisons et ses mosquées, s'insinuant partout. Comme autrefois, lorsque Hérodote d'Halicarnasse écrivait que « de l'Arabie entière s'exhale une odeur divine-mente suave ».

Que reste-t-il aujourd'hui en Oman de la légendaire Route de l'encens ? Peu de chose. Les ruines d'Ubar, la ville mythique dont parle le Coran, « l'Atlantis des sables » longtemps recherchée par Lawrence d'Arabie et dont l'archéologue américain Juri Zaidin, un Indiana Jones du désert, à cheveux blancs, est convaincu qu'elle fut jadis un des plus importants carrefours commerciaux. Et Sumaram aussi, rebaptisée Khor Ror, où la reine de Saba aurait établi un port actif dans l'expédition de l'encens.

Sumaram se visite à la dérobée, en passant au travers d'un trou - percé par quelque féru d'archéologie - dans le grillage qui entoure le site. On marche là, le long des anciennes maisons de pierre sombre, en évitant au mieux les contrées de la reine de Saba et du roi Salomon. En contrebais, il y a la mer d'émoussée, que retient une large langue de sable gris. C'est là le domaine des vaches noires qui viennent boire l'eau salée de Sumaram, des hérons au long col, des monnettes rieuses et des crabes blancs, hautes sur pattes, qui se dandinent drôlement vers la mer et laissent sur leur passage de petites pyramides de sable mouillé.

Voilà tout ce qui reste du commerce florissant de l'encens. De ces siècles évanouïs, où des cailloux rugueux et odorants enchantaient les narines des dieux.

Mylène Sultan



Griffé par la lame d'un couteau, le *Boswellia sacra* pleure des larmes d'or

Plus précieux que l'or et l'argent

ENCENS, myrrhe, cannelle, laudanum : bien des siècles avant Jésus-Christ, l'Occident rêvait à ces essences, venues, croyait-on, d'un pays de cocagne, insolent de prospérité, une *Arabia felix* hardiment baptisée par Plin « contrée de la volupté et de l'opulence ». Que d'efforts n'allaient pas déployer pour la conquérir, cette pourvoyeuse de parfums sacrés ! Car n'est-ce pas grâce à elle que l'on communiquait avec les divinités ? Et dans le temple de Jérusalem, si l'encens brûlait devant le tabernacle, comme sur les autels de Damas et de Thèbes, de Ninive et de Rome, n'était-ce pas pour symboliser la nuée « qui seule permet de se tenir devant Dieu sans mourir » ?

Plus précieux que l'or et l'argent des butins, l'encens - *boutrou* en arabe - représentait « le souffle de la vie éternelle, l'halène pure qui parlerait aux dieux ». Pour lui se battaient les plus braves guerriers.

Afin de s'assurer les colossales quantités indispensables aux rites funéraires et aux embaumements, Thoutmès, Aménophis, Toutankhamon et Ramsès le virent des armées. En 334 avant Jésus-Christ, Alexandre le Grand se jeta à son tour dans la bataille ; puis, deux siècles plus tard, Auguste. Les dix mille soldats

commandés par le préfet Aelius Gallus débarquèrent trop loin, au nord de Médine, et, en lieu et place de paradis parfumé, trouvèrent la mort par le soleil et par la soif. L'Arabie heureuse ne deviendrait jamais une province de l'empire, ce qui n'empêcha pas Rome de continuer à consommer l'encens avec la même frénésie : ne raconte-t-on pas qu'aux funérailles de Poppée, Néron en fit brûler pour sa bien-aimée plus encore que n'en produisait l'Arabie en une année entière ?

Deux mille à 3 000 tonnes de cette gomme prenaient, une fois l'an, le chemin de l'Occident, lourds ballots de cailloux odoriférants transportés par les caravanes chamelières qui longeaient la côte à la lisière du désert ou empruntaient la voie maritime, cabotant de la mer Rouge à la Méditerranée, enrichissant au passage les villes traversées. Avec l'encens voyageaient aussi « l'écaillé des tortues de Malacca et le nord du Gange, l'écorce de cannelle de l'Himalaya (...) et des Indes, des diamants et des saphirs, de l'ivoire et du coton, de l'indigo, du lapis-lazuli, et surtout de la cannelle et du poivre, et des dattes et du vin, de l'or et des esclaves du golfe Persique ».

M. S.

assinter
voyages

"La Culture par le Voyage"

ASIE - AMERIQUES - AFRIQUE
PROCHE et MOYEN ORIENT

Circuits culturels élaborés
pour petit groupes
avec accompagnateurs spécialisés

Voyages sur mesure
Vols à prix spéciaux

Brochures sur simple demande 38, rue Madame
75006 PARIS - Tél : 45.44.45.87 - Fax : 45.44.18.09
et dans votre agence de voyages

CARNET DE ROUTE

■ **REPÈRES.** Situé sur les bords de l'océan Indien, le sultanat d'Oman se visite de préférence d'octobre à avril. L'été, le mercure flirte avec les 50 degrés dans le nord du pays, tandis que le Sud subit l'influence de la mousson. On trouve des arbres à encens à l'ouest de Salalah, entre Rayssat et Mughail.

■ **VOYAGE.** Gulf Air (tél. : (1) 49-52-41-41) propose cinq vols hebdomadaires jusqu'à Mascate. Tarifs réduits dans les agences, notamment auprès de Go Voyages : 4 350 F l'al-ler-retour de Paris. Il faut ensuite emprunter les lignes intérieures omanaises jusqu'à Salalah (une heure de vol), puis louer un 4x4 pour se rendre à Ubar, situé à environ trois heures de route (se renseigner auparavant pour savoir si le site est ouvert) et, en une demi-heure, à Sumaram.

■ **CIRCUITS.** Certains voyageurs proposent, depuis Paris, des combinés Mascate-Salalah. Citons notamment Mascate Explorer (tél. : (1) 42-66-66-24), bon spécialiste de la destination, mais aussi Peuples du monde (tél. : (1) 42-72-50-36), Ikar (tél. : (1) 43-06-73-13), Rêve Vacances (tél. : (1) 49-41-00), Jet Tours (tél. : (1) 47-05-01-95) et Directours (tél. : (1) 45-62-62-62), qui propose un circuit individuel de 8 nuits : avion, voiture et hôtels réservés pour environ 11 000 F. Nouvelles Frontières (tél. : (1) 41-41-58-58), Allibert (tél. : (1) 48-06-16-61) et Assinter (tél. : (1) 48-44-45-67) proposent d'autres circuits dans le sultanat. Comparer programmes et prix. Sur place, des excursions sont également organisées par les hôtels.

■ **SÉJOUR.** Les chambres de l'Holiday Inn de Salalah (tél. : (19) 968-235-333), bien situées entre mer et cocotiers, sont spacieuses. Si l'on fait escale à Mascate, dormir au moins une nuit dans une chambre mau-

resque du Bustan Palace Hotel (19) 968-799-666).

■ **SAVEURS.** Privilégier les petits restaurants populaires de la ville (Arab Word Restaurant, Hassan Bin Thabit), manger à l'omanaise chez Bin Atique ou grignoter des brochettes d'agneau dans l'une des innombrables gargotes indiennes. Se désaltérer en buvant un verre de jus de canne à sucre ou croquer une noix de coco fraîche dans les petites kiosques qui font face à la palmeraie de Salalah.

■ **LECTURES.** Oman, voyage au pays de Sindbad, de Jalel Bouagga (Éditions Edifra, 1994), est le meilleur guide sur le pays. La Route de l'encens, de Freya Stark (Voyageurs Payot), Parfums et aromates de l'Antiquité, de Paul Faure (Payot), Le Désert des déserts, de Wilfred Thesiger (Plon), Oman entre mers et citadelles, catalogue de l'exposition organisée à l'automne 1994 à l'Institut du monde arabe : somptueuses photos signées Arthur Thénvenart, Yves Gellie, Marc Carbonare et Christine Delpeal. L'excellente et honnête revue *Saba*, spécialisée sur l'Arabie méditerranéenne, notamment les deux premiers numéros « Aromates et senteurs du Yémen » et « Parfums d'Arabie », qui regorgent d'informations et de beaux textes sur l'encens, en particulier « L'encens dans la Bible et dans les liturgies chrétiennes orientales », d'Alain Desreumaux (n° 1, janvier 1994).

■ **VISITES.** Le fort de Taka, restauré et décoré comme jadis, la bourgade de Mirbat, la magnifique plage de Mughail, l'impressionnante route taillée dans la roche qui relie le Dhofar au Yémen, le tombeau de Job, les dunes rousses du Rub al-Khali, le musée de Salalah avec ses objets de jadis et les belles photos en noir et blanc prises dans les années 50 par Wilfred Thesiger.

■ **RENSEIGNEMENTS.** Ambassade d'Oman, 50, avenue d'Éna, 75116 Paris, tél. : (1) 47-23-01-63, qui délivre le visa requis.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

1500

Le désert où poussent les gratte-ciel

Sur la route des caravanes, Seyun et Shibam, antichambres d'un pays de sables et de fables

HADRAMAOUT

de notre envoyée spéciale
Sous les ailes, un désert de roche creusé de canyons aux méandres infinis. Les falaises sont comme tricotées au crochet, plissées, écharcées, déchirées d'anfractuosités. Multiples pils comme des rides, replis de mémoire. Stries et strates. L'appareil survole Shibam, serrée sur elle-même, ses « gratte-ciel » comme un jeu de papier kraft inventé par un architecte factieux, avant d'entamer la descente sur Seyun. Un petit aéroport ocre et turquoise, posé, comme un carton retourné, dans un no man's land de sable et de cailloux. Juste un chouia de verdure. L'avion glisse doucement, dans des troubles de poussière. Il n'est pas 8 heures, le soleil tape déjà, droit, sec, violent. Un azur comme une chape.

Seyun, Shibam, deux villes seules d'une région légendaire entre toutes, l'Hadramaout, au sud d'un pays fantôme, le Yémen. Territoire de la reine de Saba, « Arabie heureuse » des Européens qui, pendant longtemps, ne purent que la rêver, royaume des Mille et Une Nuits, celles du cinéaste italien Pasolini, par exemple. Hadramaout ou « Présence de la mort », dit l'éthymologie populaire. Hadramaout, le Sud extrême et mythique de la péninsule Arabique, paradis chimère de l'encens, de la myrrhe et du balsamier, qu'Alexandre, déjà, rêva de connaître et de conquérir. Une oasis de 200 kilomètres de long, qui vient buter au nord sur le désert des déserts, le « quart vide », le Rub al-khali, et au sud sur l'aride et ingrat plateau du Jol. Vallée pro-

million de palmiers », florissante étape sur la route des caravanes, devint la capitale de l'Hadramaout, que venaient de conquérir les Kathiri de Hamdani, une tribu venue du nord. Les Britanniques en firent, en 1839, le centre de leur protectorat oriental d'Aden. Aujourd'hui, la florissante n'est pas soupie. Les ruelles sont désertes. Derrière les moucharabieh, dentelles de bois ou de pierre, apparaît parfois une petite fille à la tête ronde et darée. Immenses yeux noirs, brûlants, rieurs.

Ici, comme dans toute la vallée, depuis le XVII^e siècle, les commerçants sont partis chercher fortune à Singapour ou à Java, en Malaisie ou dans le sud de l'Inde, semant sur leurs maisons, symboles de leur réussite, des pastels frais comme des dessins d'enfant. Seyun la sage semble avoir inventé sa limpide architecture, toute de jeux monochromes et d'angles droits, rectangles troués de rectangles, uniquement pour mieux mettre en valeur une dentelle, un ouvrage, une ciselure. Parfois dans la chaleur vibrante, au détour d'une ruelle poudreuse, une femme, grand fardeau noir, laisse échapper, sous l'épaisseur des étoffes sombres, un long jupon de goupure blanche à motif floral.

Les femmes... leur regard même est interdit. Citadelles fières, claquemurées de défenses, comme les immortelles forteresses de pierre accrochées au roc du wadi (oasis). Depuis la réunification des deux Yémens en 1990 et la fin du communisme, la région est devenue une des bases arrière des intégristes. Les femmes qui, au temps

des yeux pour l'étranger, curiosité réciproque. Quelques mots échangés, en arabe. Et la porte de la maison de Seyun s'ouvre. Les hommes sont absents, sauf le grand-père au sourire édenté. Dans la fraîcheur de la petite cour intérieure, elles sont une dizaine, belles, et si gaies. On boit le thé, on discute des enfants - sept ou huit par femme, en moyenne. Rires, complicité. Les petits garçons, insolents et malins, accourent, grands yeux pétrifiés d'étonnement et d'intérêt.

Il faut dissoudre ses certitudes, oublier les jugements, laisser filer les regards des hommes, qui vous disent votre impureté d'infidèle. « N'entrez pas dans des maisons / qui ne sont pas vos maisons, / sans demander la permission / et sans saluer ses habitants. / C'est préférable pour vous ; / peut-être vous en souviendrez-vous... », dit le Coran (verset 27 de la sourate 24, « La lumière »). D'ailleurs, « Qui veut voir, doit demeurer presque invisible. Qui veut se souvenir doit vivre oublié et sans attirer l'attention », note l'écrivain Thorild Hansen dans *La Mort en Arabie*, le très beau livre qu'il a consacré, il y a quelques années, à l'expédition danoise que menèrent Carsten Niebuhr et ses compagnons à la fin du XVIII^e siècle.

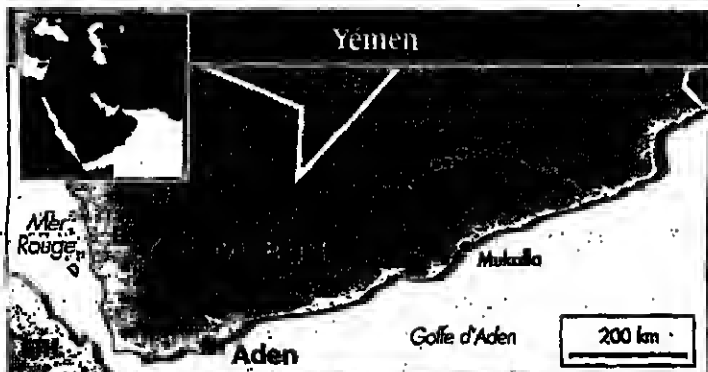
Shibam, ville légende. Elle apparaît, se tenant ses cinq cents gratte-ciel de terre et de chaux sur 900 mètres carrés, droite, fière, compacte, comme une armée de soldats rangés contre l'ennemi. Elle apparaît, bastion contre le vide du désert, regardant vers l'océan, vers l'absolu. L'ancienne capitale de l'Hadramaout, déclinée par Seyun à la fin du XV^e siècle, méritait mieux que son surnom de « Manhattan du désert ». « La façade d'une maison est de la même roche ocre que le visage d'un homme », écrit Paul Bonenfant dans *Yémen, passé et présent de l'unité*.

Cette splendeur de rigueur et de douceur, qui déroule à l'infini, comme un interminable oïdier, du blanc à l'ocre, tous les tons de l'Arabie, a été classée au patrimoine mondial de l'Unesco en 1984. Mais les touristes sont rares, et l'époque prospère des caravanes s'est perdue dans les sables du temps. Le Yémen est de loin le pays le plus pauvre de toute la péninsule Arabique, et les Hadramis sont pauvres parmi les pauvres. Les hommes, souvent, partent en exil dans le Golfe. Le régime marxiste-léniniste et la lutte entre les deux Yémens, en favorisant de défrayants investissements dans l'armement, n'ont rien arrangé : sur les marchés de la région, les œufs viennent des États-Unis et le lait en poudre des Pays-Bas.

Le soleil est tombé derrière Shibam. C'est l'heure de la prière, les



Shibam, « Manhattan » de terre et de chaux



fonde et fertile, à peu près parallèle à la côte de l'océan Indien. Les Britanniques y construisirent la première route en 1937. Avant, il fallait six jours, au rythme des caravanes, pour venir de la côte en traversant le Jol. Pays de sables, et de fables.

Seyun, cité poussiérée. Sous les décrochements de roche, les maisons en pisé - terre, paille, eau - laissent s'effriter quelques grains ocre au vent du temps. Le sable entre dans les yeux, dans la peau, dans le regard, dans la tête. A la fin du XV^e siècle, Seyun, la « cité au

du marxisme-léninisme, avaient acquis certaines libertés, ont dû remettre les crêpes noires. Leurs yeux regardent ce monde minéral derrière un rideau sombre. Rien n'est donné d'emblée. Les jardins, ici, sont toujours secrets.

Quatre femmes, trois générations sur le toit de leur maison. Les grands carrés de tissus aux couleurs explosives, rouge pivoine, orange solaire, rose fuchsia, venus de la Corne de l'Afrique ou de l'Inde, sèchent au vent ardent. Elles aperçoivent l'Occidentale, lèvent le voile. Sourires, douceur

muezins de la ville se répouident en longues mélodies apâtes, enroulées sur elles-mêmes. La nuit descend sur les portes de bois ouvragées de fleurs ou d'étoiles, sur les lourdes serrures ciselées qui gardent les mystères. L'Hadramaout est une énigme. « Le jour où les secrets seront dévoilés, dit le verset 9 de la sourate 86, « L'astre nocturne », l'homme ne trouvera alors ni force ni défenseur. » Ce jour-là n'est pas encore venu.

Fabienne Darge

La décadence en dentelle

« La ville aux cent palais », dit la légende, compte autant de mosquées que de jours dans le calendrier musulman : 354 ! Ce foyer de la foi sunnite, avec ses écoles coraniques, ses bibliothèques et ses mosquées, est aussi une fantaisie baroque. Son architecture, mélange sans fin d'influences indienne, indonésienne, ottomane et portugaise, lui donne un air de ville-casino. Les terrasses de plâtre ouvragées, les frontons ciselés, les colonnades néoclassiques ouvrent, pour la plupart, sur le bleu du ciel. Derrière les façades, tout est effondré. Tarim, décadente en dentelle, ne bénéficie pas, comme Shibam, d'un plan de sauvetage de l'Unesco. Elle s'effrite doucement dans l'oubli. Les propriétaires ont récupéré leurs palais, réquisitionnés par l'État au temps du communisme, mais n'ont pas les moyens de les entretenir.

CARNET DE ROUTE

■ **CLIMAT.** L'automne et le printemps, chauds et secs, sont agréables. Éviter l'été et ses 50 degrés à l'ombre. En hiver, petites pluies rares et nuits fraîches.
■ **VOLS.** Le Yémen est desservi par sa compagnie nationale, Yemenia. Nouvelles Frontières propose deux liaisons hebdomadaires Paris-Sanaa, à 4 515 F A/R.
■ **VOYAGISTES.** Shibam, Seyun et Tarim figurent dans cet itinéraire dessiné par Orients (tél. : (0) 46-34-29-00), « Hadramaout et citadelles d'Arabie », en 4 x 4, avec un trajet dans le désert (11 jours, 12 700 F, prochain départ le 22 décembre). Développé, il dévieot « La route de l'encens » (18 jours, 15 450 F). Ce voyageur se charge également d'organiser des voyages sur mesure. De même, Assuter (tél. : (0) 45-44-65-87), Explorator (tél. : (0) 42-66-66-24) relie l'Hadramaout au golfe d'Aden (15 jours, 13 800 F), Terres d'aventures (tél. : (0) 53-73-77-77) inaugure un « Hadramaout, désert et route de l'encens » de 15 jours, dont 6 de marche, à 12 800 F, tandis que Nouvelles Frontières (tél. : (0) 41-41-58-58) annonce deux circuits de 15 jours à, respectivement, 7 700 et 10 440 F, celui d'Kharr (tél. : (0) 43-06-73-13) s'élevant, pour 15 jours, à 19 900 F.

■ **SOLITAIRES.** Pour gagner l'Hadramaout depuis Sanaa, deux solutions : une voiture avec chauffeur ou les vols intérieurs de Yemenia, pour Aden et Seyun notamment. On peut organiser son voyage depuis Sanaa en s'adressant à l'agence Arabian Horizons, tenue par un Français (Al Qasr St., R. O. Box 8665, Sanaa, tél. : (967-1) 27-53-66, Fax : 27-543-15).
■ **HALTES.** L'infrastructure hôtelière n'est pas très développée dans l'Hadramaout. Deux hôtels corrects : l'As-Salam Hotel (tél. : 2341, 2401), à Seyun, au charme colonial, et le Qubaa Palace Tourist Hotel, à deux kilomètres de Tarim : dans une opulente palmeraie, une grande maison d'inspiration indonésienne, un peu décatie, mais véritablement enchantée. Aux routards qui n'ont peur de rien, signalons le Tourist Palace Hotel de Seyun, en face du palais des sultans (tél. : 3126) ; environ 15 F la nuit.
■ **SAVEURS.** L'Hadramaout est une région très pauvre : plats de lentilles ou de fèves accompagnés de galettes de pain délicieuses, viande hachée à la tomate constituent l'ordinaire du touriste hadrami. On trouve de l'eau minérale partout. Emporter, par précaution, des pastilles désinfectantes.
■ **ATOURS.** Le Yémen est un pays musulman strict où la pudeur est de mise : les vêtements amples et longs y sont très adap-

tés. Les Occidentales peuvent, comme les musulmanes, se protéger la tête avec un foulard qui tamise le violent soleil.
■ **LECTURES :** *Le Grand Guide du Yémen* (Gallimard, « Bibliothèque du voyageur »), *Yémen*, de Claudie Fayen, un petit livre exceptionnel (Petite Planète). En anglais, *Yémen* (Lonely Planet). *Le Yémen*, de Dominique Champault, Pascal et Maria Maréchaux (Phébus). *Yémen, passé et présent de l'unité* (n° 67, Revue du monde musulman et de la Méditerranée, Edisud, Aix-en-Provence). *La Route de l'encens : un voyage dans l'Hadramaout*, de Freya Stark (Voyageurs, Payot) : excellent récit de voyage, très vivant, d'une Anglaise tombée amoureuse de l'Hadramaout dans les années 30. *La Mort en Arabie - Une expédition danoise, 1761-1767*, de Thorild Hansen (Actes Sud-Babel), première expédition d'un groupe d'explorateurs européens en Arabie heureuse. *Aden Arabie*, de Paul Nizan (Seuil, « Points »). C'est dans ce roman en forme de quête existentielle, au fil d'un séjour au Yémen du Sud, que Nizan écrit : « J'avais vingt ans, je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie. » *Yémen*, de Hayim Habsbush (Actes Sud). En 1870, les péripéties d'un rabbin français, épigraphiste.
■ **RENSEIGNEMENTS.** Visa à demander au service consulaire de l'ambassade du Yémen, 25, rue Georges-Bizet, 75016 Paris, tél. : (0) 47-23-61-76.

Bravo!

Paris **Madrid** Paris

Paris **Seville** Paris

Pourquoi Bravo! Parce que c'est la clé des vacances en Espagne. Parce que Bravo! vous donne le service impeccable des vols réguliers Iberia... Avec des offres promotionnelles particulièrement intéressantes, par exemple au départ de Paris, Barcelone ou Bilbao 1390 FF*, Malaga 1600 FF* (1750 FF* de Marseille et Nice), Valence 1400 FF*, Las Palmas ou Tenerife 2250 FF* (2250 FF* de Marseille et Nice). Au départ de Marseille et de Nice, Madrid 1530 FF*.

* Tarif A/R. Conditions particulières de vente et de transport. Places en nombre limité dans la classe de réservation prévue à ce tarif. Contactez votre agence de voyages ou IBERIA (tél. : (0) 40.47.80.90) ou 3615 IBERIA (2,23 FF TTC/mn).

IBERIA

RIVAGES AFRICAINS Latitude 16° nord. A l'ouest, Saint-Louis du Sénégal regarde l'Atlantique ; à l'est, Massaoua est ancrée sur la mer Rouge. De part et d'autre

d'un continent, deux histoires baignant dans une atmosphère portuaire. ● **UNE VOIE ROYALE**, le fleuve Sénégal. Une vieille cité insulaire, Saint-Louis, recrue de sou-

venirs français, donnant les clés d'accès à cette région frontalière. ● **DES ILES ENTRE SEL ET EAUX DOUCES**, des marais, une nature préservée, des gîtes sans luxe mais

accueillants : autant d'attraits d'une région saharienne. ● **EN ÉRYTHÉE**, dans la corne de l'Afrique, Massaoua, un port meurtri par trente ans de guerre, savoure, avec

gaîté, le plaisir d'une indépendance conquise en 1993. Et n'oublie pas de restaurer vénérables demeures et anciens palais à l'architecture arabo-italienne.

Une Camargue en Afrique

Loin des baobabs déplumés, des savanes arides et de la désespérance dakaroise, un Sénégal septentrional où faune et flore originales sont défendues comme patrimoine national.

RANCH DE BANGO

C'est une zone localement, aux paysages vierges et modestes, sorte de Camargue indisciplinée courant sur une centaine de kilomètres entre Saint-Louis-du-Sénégal et Richard-Toll. Ce Septentrion sénégalais, peu peuplé et peu connu, est séparé de la Mauritanie par vingt bras fluviaux qui font croire à l'existence de plusieurs cours d'eau alors que tous forment le Sénégal, fleuve éponyme.

Ici, en observant le défilé des moutons peuls à maigre laine ou le vol lent des pélicans, de la langue de Barbarie, qui sépare le fleuve de l'océan, jusqu'au lac de Güler, noir de canards, on oublie vite Dakar, ses vieux lépreux et ses jeunes voleurs, la Casamance humide et ses séparatistes fangeux. Tout n'est pas rose 000 plus dans la région Nord où les massacres de 1989 entre Arabo-Berberes mauritaniens et Négro-Africains ont laissé cicatrices et réfugiés, et, où, nous dit une Européenne de Richard-Toll, « les esclavagistes maures continuent d'entretenir le ressentiment des Noirs en venant régulièrement sur notre rive enlever de pauvres négroïdes sé-

négalais qui iront trimer dans les campements du Nord mauritanien ».

Ces abusives pratiques sont cependant si anciennes qu'elles sont finalement « digérées » par la sorte de fatalisme qu'à la longue elles ont engendrées. Un jeune riziculteur originaire de Gao, bourgade fluviale, rencontré à Rosso-Sénégal - où se trouve, face à Rosso-Mauritanie, le principal point de passage, par bac, entre les deux États - nous confie, rigolant : « De toute façon, on se venge, la nuit, en allant acheter gratis (sic) des chèvres et des moutons maures, avec la complicité des Noirs, de l'autre côté du fleuve... » A chacun son équilibre de la terre !

Au ranch de Bango, devant une bière La Gazelle, le jeune broussard qui tient l'établissement et appartient à une de ces anciennes familles saint-louisiennes au type européen corsé de quelques gouttes de sang africain, présente sa contrée natale : une petite jungle de palmiers et manguiers, d'épineux adoucis de lierons, entourant la ferme-hôtel. Pierre Loti, il y a plus de cent ans, rêva, sous ces couverts feuillus, d'amours interdites avec une musulmane, « petite négresse très comique », voire avec des papo-

niaos, littéralement « vilains garçons » ; ces jeunes mahométans aventureux venaient du pays maure, avec leur mèche de cheveux jaillissant de leur boucle à zéro, afin que leur ange gardien les retienne en cas de mauvaise action.

Le patron du ranch est à la fois ami de la nature et chasseur, ce qui n'est pas contradictoire dans cette brousse aquatique ultrabouyouse. Il n'a pas son pareil pour lever les vols de couverts ou de sarcelles et en tirer deux ou trois afin d'agrémenter le souper des gens de Bango. Au passage il désigne, s'enfuyant sans précipitation, gangas, spatules, hérons, toucans à bec rouge. « Domage que des oiseaux d'occasion descendent de temps en temps des pélicans, pour les manger, figurez-vous ! » Dans les îles de l'interminable embouchure du Sénégal et dans le Parc national des oiseaux du Djoudj, les pélicans sont en revanche protégés et abondent, se laissant approcher par les piroguers avant d'aller se poser au milieu d'une harde de phacochères coquilletement grognons. La pirogue coûte trois fois plus cher pour un Blanc que pour un Sénégalais et deux fois plus cher seulement pour un autre Africain mais cette discrimination, qui ferait bondir à Paris, est admise par les locaux. La bonne humeur des bateleurs fait d'ailleurs vite oublier ce tarif à trois étages qui, à Dakar, s'affiche même officiellement pour aller en bateau à Gorée.

Au-delà de Saint-Louis, par le pont de Guet-Ndar, on gagne la langue de Barbarie, « onomatopée géographique due aux caprices du fleuve qui, refusant de se jeter dans l'océan au niveau de Saint-Louis, oblique soudain pour longer la côte sur 12 kilomètres avant de former son embou-



Le long du fleuve, un paradis animal où l'homme est admis sans fusil ni tapage

chure » (Georges Courrèges et Fadel Dia). Ladite langue n'est peuplée, outre quelques piroguers, que de comorans, chacals, varans du Nil et autres guêpes, mouettes et aigles-pêcheurs noirs à capuchon blanc, le tout composant un paradis animal où l'homme est admis mais sans fusil ni tapage.

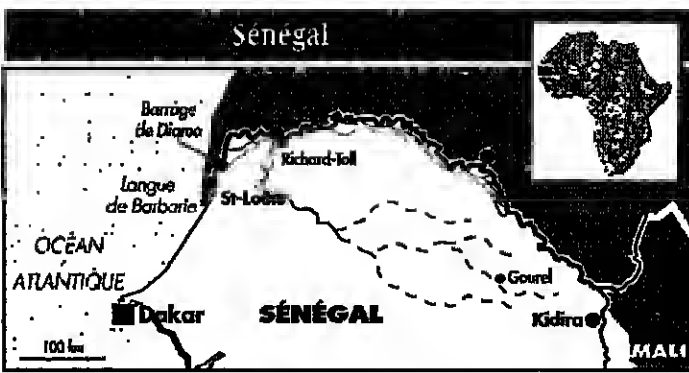
Un flot fluvial sans dénomination connue, apparu du haut des airs comme un œuf géant sur le plat, posé à même les flocs, s'avère, lorsqu'on y aborde, être un véritable tapis d'œufs. Attention ! vous mettez les pieds ! Dans le plus caquetant désordre, toutes les espèces

d'oiseaux marins des parages ont élu ce lieu pour nichoir. A même le sable, couvent les femelles en se querellant pour la place pendant que les mâles chassent au large. Un garde du Parc de la langue de Barbarie survient alors en canot à moteur : « Il est défendu par la loi sénégalaise de débarquer sur cette île ! N'avez-vous pas vu la pancarte ? - Si, mais on ne peut plus lire l'inscription qui a été recouverte de fientes... »

Un vol amical de pélicans curieux, blancs, gris et roses s'est posé sur l'eau pour assister à l'incident. Loin des braconniers, ici ce sont eux les rois des animaux. De plus, grâce

à une décision sénégalienne toujours en vigueur, la nuit de mai reste au programme de français des écoles publiques sénégalaises, où l'on recite volocuteurs au visiteur étranger ces vers de Musset, de longue date oubliés en France : « Lorsque le pélicon, lassé d'un long voyage Dans le brouillard du soir retourne à ses roseaux, Ses petits affamés courent sur le rivage En le voyant au loin s'abattre sur les eaux. »

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



Himalaya

Royaumes himalayens
19 j Sikkim-Bhoutan
26 950 F

Sur le toit du monde
17 j Népal-Tibet
20 950 F

Nous faisons tout pour vous rapprocher du toit du monde

Delhi : 3900 F

A la Cité des voyages, les conseillers de Voyageurs en Inde vous proposent de nombreux circuits pour approcher les pays himalayens : « Caravanes tibétaines » (14 jours, à partir de 11 500 F), « Sur le toit du monde », « Les royaumes himalayens » ou « Le Paléon par monts et vallées » (22 jours, à partir de 18 450 F), mais aussi leurs coups de cœur : Le Nouvel An Tibétain à Dharamsala à la rencontre de la communauté tibétaine autour du Dalaï Lama (15 jours), la traversée du Bhoutan d'ouest en est pour découvrir le Pays du Dragon (20 jours), ou encore les monastères de Labul, Spiti et Kinnaur (23 jours).

Et pour en savoir plus avant de partir, la Cité des voyages organise les jeudis, vendredis et samedis après-midi des réunions d'information animées par ses spécialistes et vous ouvre 7 jours sur 7 les portes de sa librairie (plus de 3000 ouvrages disponibles).

Demander l'information
Cite des voyages vous fournira
Voyageurs en Inde 1996

Le conseiller vous informera sur la Cité des voyages
Nom : _____
Prénoms : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Ville : _____

à la Cité des Voyages
55 rue Sainte-Anne
75002 Paris
tél. : 42 86 16 90

Voyageurs en Inde

« Ici, nous portons le nom de Louis XIV ! »

CHARLES DE GAULLE, en visite au Sénégal indépendant, se vit apostropher à Saint-Louis par un notable de cette ville : « Mon général, ici nous étions français avant vous ! » Mine du chef d'Etat français. « Eh oui, monsieur le président, Saint-Louis fut fondée par la France en 1658 et votre ville natale de Lille n'est devenue française, elle, qu'en 1668. » Et il se trouvera toujours, dans la plus ancienne cité coloniale française en Afrique noire, un écolier délégué qui viendra lâcher tout à trac sous le nez du voyageur français : « Ici, monsieur, nous portons le nom de Louis XIV ! », réclamant en échange quelques piécettes pour ce rafraîchissement de mémoire...

Au reste Saint-Louis mérite bien de figurer en bonne place dans l'histoire de l'aventure française outremer. Chef-lieu du Sénégal de 1659 à 1957 et chef-lieu en même temps, de 1902 à 1960, de la toute voisine Mauritanie, Saint-Louis, sur son île effilée, regardant d'un côté l'Afrique, de l'autre l'Atlantique, députa aux Etats généraux de 1789, obtint, parmi les premières colonies, le statut de citoyen français pour ses habitants et fut le tremplin de l'expansion française au sud du Sahara. Saint-Louis fut aussi le laboratoire d'un métissage culturel et social, métissé d'esclavage certes mais voluptueux et fructueux.

En plein XVIII^e siècle les Saint-Louisiennesses café au lait, les signares, lancèrent, deux siècles avant New-York et Paris, la beauté noire, célébrée ensuite par Léopold Senghor et bien d'autres. Aujourd'hui, la ville, qui a débordé son insularité native, s'installant aussi, plutôt violemment, sur la terre ferme, n'a plus le lustre politico-économique de jadis, et du coup elle se

néglige, oubliant trop souvent de balayer ses vieilles rues en damier. Elle fait encore de l'effet, néanmoins, avec son pont Faidherbe, tour Eiffel couchée depuis 1897, sur le fleuve Sénégal, ses étales de poissons frétillements, ses élégantes en boubou craquant d'amidon.

Les soirées sont douces à la terrasse de l'Hôtel de la Poste, construit sous Louis-Philippe, et où se croisent les fantômes du gouverneur-organisateur Louis-César Faidherbe, de l'aviateur Jean Mermoz, de Mbarik Fall dit Battling Siki (1897-1925), premier Africain champion du monde de boxe professionnelle, ou encore de Blaise Diagne (1872-1934), premier Noir à entrer dans un gouvernement français, en 1931. Charles X, prédécesseur du roi-bourgeois, plutôt qu'une prosaïque auberge, avait préféré faire édifier à Saint-Louis une cathédrale, afin que « de simple campoir le Sénégal s'élevât au rang de colonie ».

L'édifice est toujours là, un peu à l'écart du centre-ville, perpétuant le souvenir d'une Française oubliée partout sauf ici, la religieuse Anne-Marie Javouhey ; venue à Saint-Louis dès 1822, elle y joua un rôle éducatif décisif, avec sa congrégation Saint-Joseph-de-Cluny. Le premier écrivain sénégalais francophone, David Boilat, auteur en 1853 des *Esquisses sénégalaises* (réédité à Paris par Karthala en 1984), avait été éduqué à Saint-Louis puis envoyé en métropole par Mère Javouhey. Les gravures en couleurs accompagnant l'ouvrage de Boilat montrent que bien des tenues et attitudes saint-louisiennesses de notre époque plongent leurs racines dans le passé de l'ancienne capitale.

J.-P. P.-H.

CARNET DE ROUTE

■ **VOLS.** Air France (tél. : (1) 44-08-24-24) : un vol quotidien Paris-Dakar à partir de 3 700 F A/R. Air Liberté (tél. : (1) 49-79-09-09) : un Toulouse-Dakar hebdomadaire à 1 800 F, à certaines dates, puis à 3 560 F A/R. Nouvelles Frontières (tél. : (1) 41-41-58-58) inaugure, le 31 décembre, en plus de son Paris-Dakar habituel (à partir de 2 730 F A/R), une liaison directe hebdomadaire Paris-Saint-Louis-du-Sénégal à 2 500 F A/R, puis à 3 130 F.

■ **HALTES.** Pour le voyageur individuel, deux hébergements « historiques » et néanmoins abordables : à Saint-Louis-du-Sénégal, l'PHôtel de la Poste (tél. : 221-61-11-18, fax : 61-23-13), 220 F la chambre double avec petit déjeuner ; pour la 219, sans luxe particulier, mais où Mer-

moz reprit ses forces maintes fois, notamment lors de sa dernière nuit, le 6 décembre 1936, réserver à l'avance. A Richard-Toll, agglomération fluviale plutôt défavorisée mais point de départ de plusieurs excursions, le Cite d'étape (tél. : 221-63-32-40), véritable oasis franco-africaine : confort à l'ancienne, bonne table, jardins aquatiques, 200 F la chambre double avec petit-déjeuner.

■ **LECTURES.** Lire *in situ* le bonlivrant et bref ouvrage de Pierre Loti, *Le Roman d'un spahi* (Presses-Pocket), qui se passe à Saint-Louis. Tous les titres de l'africaniste Jean-Pierre Blondi sont précieux, notamment son *Saint-Louis-du-Sénégal, mémoires de métissage* (Deoël, 1987). Sur les trottoirs saint-louisiennesses on trouve, à bon prix, des livres épuisés comme l'album *Saint-Louis-du-Sénégal*, de G. Courrèges et F. Dia (L'Instant

durable, Clermont-Ferrand), où textes et clichés anciens et ooo-veaux se combinent remarquablement. Un guide : *Le Sénégal aujourd'hui*, de Mylène Remy (Jaguar) et le guide du Routard *Afrique noire* (Flammarion).

■ **VOYAGISTES.** Parmi les différents itinéraires sénégalais présentés par Nouvelles Frontières dans sa nouvelle brochure à paraître le 15 décembre, une découverte du nord du Sénégal associée au sud de la Mauritanie (nuit jours, 7 860 F en pension complète, vols non inclus) parcourt les chemins décrits ici. Pour prolonger son séjour, le voyageur suggère une semaine en demi-pension à l'PHôtel de la Poste (1 340 F) cité plus haut ou au Ranch de Bango (1 100 F).

■ **RENSEIGNEMENTS.** Bureau national du tourisme du Sénégal, 22, rue Hamelin, 75016 Paris, tél. : (1) 44-05-38-61.

201150

Les fantômes de la mer Rouge

Autrefois escale obligée des aventuriers et des trafiquants, un port aux allures de sous-préfecture où rôdent les ombres de Rimbaud et de Monfreid

MASSAOUA
de notre envoyé spécial
Depuis les premières heures du jour, le soleil a chauffé à blanc la ville et ses cubes alignés comme

combattre les Amharas (Ethiopiens). On connaît la suite. Le Négus - qui prétend descendre du roi Salomon et de la reine de Saba - s'enfuit à Londres, laissant le

saît de mieux au début du siècle pour épater. C'était, sans doute, la résidence d'un consul italien transformée par l'administration éthiopienne en banque populaire.

L'Afrique, qui fait oublier les catastrophes et passe pour de l'insouciance. Le bâtiment qui abritait le consulat de France est perdu dans

l'océan. Il raconte aussi ses voyages dans les colonnes du *Bosphore égyptien*. En ce temps, les navires en route vers Le Caire relâchaient dans cette escale de la mer Rouge.

En 1912, Henry de Monfreid amarré son bâteau au milieu de centaines d'autres. Il va pêcher les perles sur le banc de Dahlak, en face de Massaua. Plus tard, lui aussi vendra des armes. Et du haschisch. Mais il préfère le large ; il étouffe dans cette rade aménagée par l'Égypte des khédives : « Je suis incommode par la chaleur humide, intolérable jusqu'à dix heures du matin. »

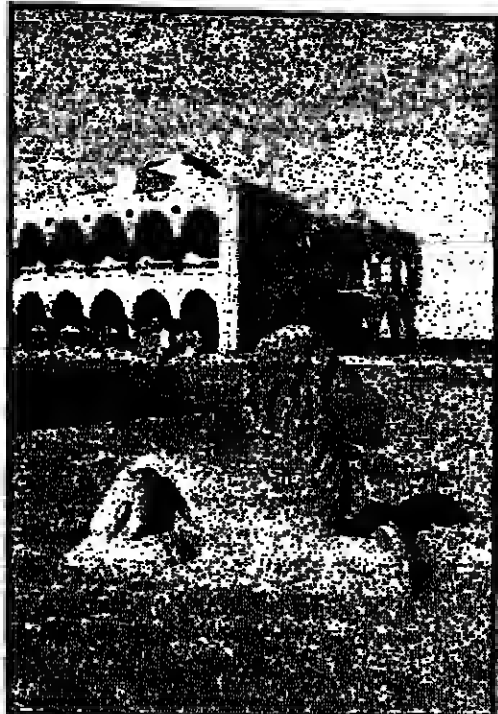
Le port érythréen était le passage obligé de tous les aventuriers qui sillonnaient la mer Rouge et la Corne de l'Afrique. Avec son allure de sous-préfecture coloniale, il a conservé une atmosphère intemporelle. Amalgame heureux des architectures arabe, turque et italienne, brassage des populations, tolérance des religions. Dans sa monumentalité *Nouvelle Géographie universelle* publiée à Paris en 1885, Elisée Reclus donne une description de la ville qu'il faut à peine corriger aujourd'hui. Le port est alors britannique, mais le drapeau égyptien flotte sur les bâtiments publics. La population, principalement composée de Bosniaques venus avec les Ottomans, s'est fondue peu à peu avec les Hababs.

Impossible de s'égarer : la ville est limitée sur ses quatre façades par la mer et les rues bordées de constructions rectilignes se croisent à angle droit, dessinant un damier. L'ombre et l'air frais de la mer tempèrent la canicule. Au milieu de la chaussée, qui sert à la fois de basse-cour et de terrain de jeux, des femmes écossent les fèves avec cette bonne humeur qu'engendre souvent une trop longue inaction. Le port est calme,

les affaires aussi. Un important *ra-chaida* promène un cortège de silhouettes flamboyantes tandis que s'échappe d'une fenêtre encadrée de stuc baroque un air du *Trouvère*. Les rachaldas sont des Bédouins venus d'Arabie saoudite, il y a un siècle et demi, et qui vivent dans le désert près des tribus bedjas. Leurs femmes, couvertes d'étoffes vives et de bijoux, sont largement voilées. Les petits métiers, les odeurs de l'Orient, le trottement des ânes désabusés, la nonchalance élégante des diabolabs, entretiennent ici une mélancolie onirique.

Retour obligé sur les quais. Un bateau mort de rouille s'est affaissé dans l'eau. On en sauve un autre de l'agonie. Son flanc est un monument d'art contemporain : peintures boursouflées, veines des soudures, badigeon de minium. Chaque jour, des cargos américains, italiens, ou australiens déversent du blé, du sorgho et de l'huile de colza. L'Erythrée dépend à 50 % de l'aide alimentaire internationale. Déficit annuel : trois cent mille tonnes de céréales. Les quais de Massaua irriguent le pays d'espoir.

Bruno Barbier



Le palais du « Roi des rois »



Un jeune Afar

un camp romain autour du port. Bâti sur un îlot de corail, la cité érythréenne est reliée par une digue au continent. Vélos, motos, chevaux, équipages invraisemblables s'y croisent dans un gentil brouhaha. Woldu Tedla vient tous les matins prendre un thé sous les arcades du front de mer. Il aime cet endroit où la brise tempère la grande chaleur. On y restaure une maison à colonnades, victime de l'artillerie. Les seaux de ciment passent de main en main sur des échafaudages de fortune.

Woldu annonce quatre-vingts ans, peut-être plus. Il parle si bien l'italien qu'on se croirait un instant sur les quais de Naples. « En 1935, dit-il, j'ai vu le maréchal Badoglio débarquer ici ! » Les troupes de Mussolini préparaient alors la conquête de l'Éthiopie. Le vieil homme se lève, pousse la table, avance dans la rue et désigne l'entrée du port : « J'étais assis (soldat indigène) et je suis allé

trône impérial au roi d'Italie. Petit-neveu de Ménélik II, roi du Choa, sacré empereur en 1930 sous le titre d'Haïlé Sélassié I^{er}, le « Roi des rois », que l'on surnomme aussi « Lion de Juda », revient à Addis-Abeba avec les Britanniques et quitte en 1974 son pouvoir et son palais dans une Volkswagen bleu ciel pour aller mourir en prison.

Face au port, le petit palais blanc transpercé par des obus de marine représente ce que l'on fai-

Il donne sur un gros bloc de béton couvert d'impacts et qui servait de base à une statue équestre d'Haïlé Sélassié laissée curieusement en place par Mengistu. Les troupes de libération l'ont dynamitée en entrant dans la ville, en février 1990. Malgré ce rappel désespérant des grandes épreuves, le port de la mer Rouge ne s'est pas enfoncé dans la désolation. On s'affaire partout ; on remet de l'ordre dans la cité meurtrie avec cette formidable gaieté, propre à

la vieille ville. De cette construction arabisante en pierre blanche, flanquée de moucharabieh aux dentelles de bois usées par le temps, le consul de France adressait une dépêche, le 5 août 1887, à son collègue d'Aden à propos d'un « sieur Rimbaud » se disant négociant à Harar et à Aden : « Je vous serais reconnaissant, monsieur le Consul, de vouloir bien me renseigner sur cet individu dont les allures sont quelque peu touchées. » L'auteur d'une saison en enfer tra-

Le 182^e Etat

Indépendante depuis le 24 mai 1993, au terme de la plus longue guerre de libération de l'histoire africaine, l'Erythrée devait être reconnue par l'ONU au mois de juin de la même année comme le 182^e Etat du monde. Sous influence turque puis égyptienne, colonie italienne de 1885 à la seconde guerre mondiale, l'Erythrée a été placée sous administration britannique jusqu'en 1952, date à laquelle les quatre Grands décident de l'associer à l'Éthiopie, au sein d'une fédération. Le Négus s'empresse alors de l'annexer. Résultat : trente ans de guerre jusqu'à l'indépendance.

CARNET DE ROUTE

■ **REPÈRES.** Le nom Erythrée fut donné par les Grecs depuis la plus haute Antiquité à la mer Rouge en raison de la prolifération d'une algue qui vire au rouge (*erythraeus*) en mourant. A juste titre car le pays possède un millier de kilomètres de côtes et de nombreuses îles (127 dans l'archipel de Dahlak, en face de Massaua, et d'innombrables îlots au large de la Dankalia). Climat et végétation changent rapidement en raison d'un relief varié et accidenté : hauts et bas plateaux, plaines irriguées ou désertiques. La population est également très diverse, bien que 80 % du

pays parle le tigrinia (les Tigriniens et les Djabarti) et le tigré (les communautés Sambar, Bani Amer, Habab, Mensa). Ces langues sont issues d'un idiome sémitique commun, le guzé, utilisé aujourd'hui dans la liturgie copte. Moins nombreuses sont les populations hamitiques (Afar, Beja, Bilen) et nilotiques (Kouama et Baria). Au total quatre millions d'habitants plus un million de réfugiés (cinq cent mille au Soudan). Ravagée par la guerre, l'économie reste très largement tributaire de l'aide internationale, notamment alimentaire.

■ **FORMALITÉS.** Visa obligatoire (300 F) auprès du consulat d'Erythrée, Unesco, 1, rue Molière, 75015 Paris, tél. : (1) 45-68-29-54. Déca-

lage horaire : 2 heures d'avance par rapport à la France en hiver, une en été. Monnaie : le Birr (1 Birr = 1 F). ■ **AVION.** La Luftansa (tél. : (1) 42-65-37-35) assure 2 liaisons par semaine (les lundis et vendredis) avec Asmara, via Francfort, à partir de 10 700 F A/R.

■ **VOYAGE.** Explorator (16, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél. : (1) 42-66-66-24) est l'une des rares agences françaises organisant des séjours en Erythrée. Deux circuits : « la naissance du Rit », un voyage en Toyota Land Cruiser, conduit par un chef d'expédition italien parlant français ; l'itinéraire part d'Asmara, descend des hauts plateaux vers Keren, Kelamet, Afabet, Sheeb, Massawa, Adonlis (ruines akoumites), traverse la dépression Dankalia, et embarque pour l'archipel de Dahlak avant de revenir vers les hauts plateaux des Tigrinia (12 jours, 5 nuits en campement, 6 en hôtels simples, 14 900 F pour 8 à 12 participants). Et « l'archipel de Dahlak », une croisière en mer Rouge à bord d'un catamaran (6 personnes) au milieu d'un chapelet d'îles (12 jours, 15 300 F).

■ **HÉBERGEMENT.** La capacité hôtelière est très limitée. Les établissements des villes sont assez simples (1 à 2 étoiles selon nos normes) mais confortables et pleins de charme. Citons l'hôtel Selam et l'hôtel Keren à Asmara, l'hôtel Gurgussam à Massaua. Ailleurs l'hébergement est très rustique.

■ **LECTURES.** Pour se plonger dans l'ambiance, (re)lire Arthur Rimbaud et Henry de Monfreid ; pour comprendre l'histoire contemporaine, un ouvrage très précis, *Erythrée, une identité retrouvée*, de Nafi Hassan Kurdi (Karthala) et Erythrée, un peuple en marche, de B. Cahsaï et E. C. Williamson (l'Harmattan). Un bel album de photos a été publié récemment chez Edifra : *Erythrée*, de Chis Kutschera. Il n'existe pas de guide touristique en français sur l'Erythrée.

Verte vallée et désert blanc

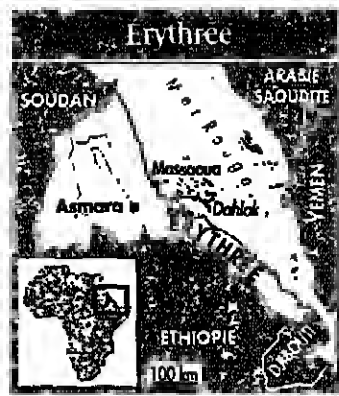
ASMAR, la capitale, est une charmante bourgade italienne posée sur les hauts plateaux, à 2 300 m d'altitude. L'air y est frais. De belles avenues bordées d'arbres, sillonnées par des Fiat d'avant-guerre, un cinéma Impero, des bâtiments « romains », des églises et des minarets - les chrétiens sont sensiblement plus nombreux que les musulmans - en constituent le décor. Le palais blanc à colonnades, jadis résidence du Négus, abrite aujourd'hui le musée national. Dans les anciens appartements d'Haïlé Sélassié (robinetterie d'époque), un singulier bric-à-brac mélange outils préhistoriques, buste de Mussolini et souvenirs de la guerre de libération.

La campagne, cernée par des crêtes montagneuses, est aimable et bucolique. Un programme agricole pharaonique a pour objectif la mise en culture (en terrasses) de 40 000 km² et la plantation de 20 millions d'arbres pour fixer l'eau. La route en lacets, qui descend rapidement vers la mer Rouge, a été taillée dans un brusque effondrement résultant d'un cataclysme intervenu à l'époque préhistorique.

La végétation se limite aux cactées charnues et aux épiphytes. Plein sud, le grand désert blanc de la dépression Dankalia conserve, de son long séjour sous la mer, une étonnante concentration de sources bouillonnantes et de salines colorées par une chimie délicate. Ici, autrefois, on exploitait les mines de sel de Dallol.

Sous un soleil de plomb, rencontre avec les Afars - littéralement « les errants » -, une population qui, apparemment, ne craint nullement les terres désolées. Musulmans, ils appartiennent, en majorité, aux deux groupes principaux, les Asamara et les Adomara, ainsi qu'à une multitude de tribus. La tradition veut que le chef de la communauté soit toujours issu du groupe asamara. « Ce sont des hommes de belle taille et d'une grande souplesse, observait déjà, au XIX^e siècle, le géographe Elisée Reclus, et comme danseurs, ils ont d'une singulière élégance. Les femmes, dont le visage n'est jamais voilé, ont, dans leur courte jeunesse, des formes admirables. »

B. B.



ICAR
LA CHOSE DES GRANDS VOYAGEURS

SYRIE - OMAN - YÉMEN - ÉTHIOPIE - NUBIE - LIBYE - IRAK - IRAN - ASIE CENTRALE - INDE - BHUTAN - CHINE - LAOS - ARMÉNIE - INDOCHINE - JAPON - VÉNÉZUELA - AMÉRIQUE DU SUD - AFRIQUE AUSTRALE - MADAGASCAR...
32 RUE DU LAOS - 75015 PARIS - TÉL. : 43 06 73 13

Paris **Barcelone** Paris

Paris **Las Palmas** Paris

Pourquoi Bravo! Parce que c'est la clé des vacances en Espagne. Parce que Bravo! vous donne le service impeccable des vols réguliers Iberia... Avec des offres promotionnelles particulièrement intéressantes, par exemple au départ de Paris, Madrid 1450 FF* (1530 FF* de Marseille et Nice), Bilbao 1390 FF*, Seville ou Malaga 1600 FF* (1750 FF* de Marseille et Nice), Valence 1400 FF*, Tenerife 2250 FF* (2250 FF* de Marseille et Nice).

* Tarif A/R. Conditions particulières de vente et de transport. Places en nombre limité dans la classe de réservation prévue à ce tarif. Contactez votre agence de voyages ou IBERIA (tél. : (1) 40.47.80.90) ou 3615 IBERIA (2.23 FF TTC/mn).



INVITATION AU VOYAGE



AMÉRIQUE
LA «BIBLE» DU VOYAGE
EN AMÉRIQUE
COMPREND:

- Tous les VOLS À PRIX RÉDUITS*
- Exemples: NEW-YORK 1500 F A/R
LOS ANGELES 3090 F A/R
MIAMI 2860 F A/R
MONTRÉAL 1900 F A/R
- Les LOCATIONS DE VOITURE
(à partir de 255 F par semaine en kilométrage illimité),
et de CAMPING CAR
- Les TRANSPORTS INTÉRIEURS
- Les TARIFS D'HÔTELS (à partir de 200 F la chambre TTC)
- Des RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

* Prix au 1/10/95 révisibles.

Envoi de notre brochure contre 16 F en timbres

BACK ROADS
LE CLUB DU GRAND VOYAGEUR
14, place Denfert-Rochereau - 75014 Paris
Tél. 43 22 65 65

Le voyage culturel a un nom... Clio

Depuis vingt ans, vers plus de 70 destinations, il s'agit d'itinéraires très étudiés permettant de découvrir l'histoire, les cultures, les arts et la réalité humaine des pays visités. Clio vous propose des vacances enrichissantes grâce à la compétence de ses guides-conférenciers et vous offre la garantie de voyager en petits groupes.

Plus de 15 000 voyageurs ont fait confiance à notre agence en 1995. Rejoignez, vous aussi, l'univers de Clio. Choisissez de visiter les villes-musées européennes aux trésors inépuisables, telles que Prague, Saint-Petersbourg, Florence, Rome, Venise, ou d'aller aux sources de notre culture au Proche-Orient, notamment en Israël, Syrie, Jordanie, Liban, Iran, Irak, Yémen, ou encore, préférez le dépaysement en sélectionnant un voyage long courrier vers l'Inde, la Chine, le Vietnam, le Cambodge, l'Indonésie, le Mexique, le Pérou, l'île de Pâques, l'Afrique...

Demandez notre catalogue général 1996
34, rue du Hameau - 75015 PARIS
Tél : (1) 53 68 82 82 - Fax : (1) 53 68 82 60
128 rue Boissac - 69009 Lyon - Tél : 78 52 61 42
45 rue de la Paix - 15001 Marseille - Tél : 91 54 02 13
Horizon Culturel Licence A 175 205

Vous voyagez ? ...votre banque voyage avec vous !

Toutes les implantations des banques françaises dans le monde, plus de 1000 adresses dans 120 pays...

Rubrique 4
«Banques françaises dans le monde»

AFB diffusion
18, rue La Fayette 75009 Paris

AVENTURE... de l'Irlande à la Mongolie

100 voyages de rêve, à pied et 4x4 dans les îles, les montagnes et les déserts du monde...

NOMADE
Brochure gratuite
Tél : (1) 46 32 71 71
Minitel : 3615 NOMADAV

Directours.

CHOIX, QUALITÉ, CONSEIL EN DIRECT

Tailande : 30 hôtels + 10 stop overs.
ex: vol non stop + séjour 7n hôtel 5* luxe (choix Mandarin Oriental) (No Sam) : 9 660 F
île Maurice : 8 hôtels au choix
ex: vol direct + hôtel Maritime 5* 10/7n 1/2 pension : sports, golf, 30 nautique inclus. jour sap en 1/2 pension : 325 F
Marrakech : 10 hôtels au choix, ex: vol + hôtel 4* centre ville 8/7n : 1 630 F
Tozeur : week-end vendredi/lundi, vol+hôtel 4* : 2 350 F
(hors prix additifs hors période Noël)

Brochures sur demande
DIRECTOURS, c'est aussi la Grèce, la Turquie, la Tunisie, le Maroc, Chypre, Malte.
DIRECTOURS : 102, av. des Champs Élysées 45 62 62 62
en au Travelstore Madeleine
3615 DIRECTOURS (1/27 mm) Audiotel 36 66 45 62 (2,19 F/min)

LE COMPTEUR BLEU

VOLS RÉGULIERS A/R, départ Paris

New York	1790 F
Jakarta	4800 F
Johannesburg	5350 F

SÉJOURS & WEEK-ENDS

Québec Nature	5850 F
Vol A/R hôtels 9/7n (pourtourner)	
Malte	1800 F
Vol A/R hôtel 2* 24/7n - 2000 F	
Antilles	3950 F
Vol A/R hôtel 3* 24/7n (séjourner)	
Venise	1950 F
Vol A/R hôtel 3* 4/3n + petit déjeuner	

Tout à partir de 40,44, 72, 73

SUPER PROMOTION JANVIER 1996

Vietnam circuit 12 jours : 9050 F
du 13.01 au 24.01.96
Mexique circuit 15 jours : 8090 F
du 27.01 au 10.02.96
Thaïlande circuit 11 jours : 5300 F
du 28.01 au 7.02.96

Autres dates et itinéraires
Consultez l'annuaire de nos agences

FRANCES
2, rue Lhomond 75005 PARIS
Tél : (1) 46.46.09.12 Fax : 44.07.20.36

ACCESS
voyages

Le spécialiste des vols réguliers à prix réduits

Prix au départ de Paris A/R

NEW YORK	1590 F
MIAMI	2680 F
MEXICO	3 490 F
RIO	4 330 F
MAURICE	4 445 F
PRAGUE	1 755 F
LONDRES	550 F
HO CHI MINH	5 265 F
BOMBAY	4 095 F
JOHANNESBURG	4 450 F

Ces prix s'entendent à partir de : Taxes en sus
Jouez et gagnez des billets d'avion avec ACCESS

ex: 36.68.07.10 (2,23 F/mm)
Tél. (à Paris) : 40.13.02.02
Tél. (à Lyon) : 72.58.15.95
Minitel 3615 ACCESS
VOYAGES (1.29 F/mm)

Republique
Ses prix magiques !

LONDRES
EUROSTAR
de Paris
860 F

Prix par personne 2e classe
+ 1 nuit hôtel LONDON PARK

3615 REPUBLIC - Tél. (1) 43 33 37 38
ou votre agent de voyage

DEGRIFTOUR
LE VOYAGE À PRIX DÉGRIFIÉ
PLUS LOIN PLUS SOUVENT
PLUS LONGTEMPS...

Hawaï
6 nuits en Hôtel 5*
Vols réguliers A/R
Départ Paris 46 460 F 6 300 F

Sénégal
7 nuits en Hôtel-Club 2*
en pension complète
Départ Marseille, Lyon
6 460 F 3 760 F

Bangkok
Vols réguliers A/R
Départ Paris 46 460 F 3 120 F

Retrouvez ces offres sur
3615 DT
1,29 Fr la min

SPECIAL BUDGET ROME
du 07/12 au 10/12
Hôtel 3* à partir de 1 580 F

Prix par personne :
vol A/R charter, taxes A/R,
logi 3 nts chambre double petit déjeuner

SUPER ÉVASION VENISE
du 01/12 au 01/04
SAUF 28/12 au 01/01
Départ vendredi/retour lundi
Hôtel 3* à partir de 1 910 F

Prix par personne :
vol groupés A/R, taxes A/R,
logi 3 nts chambre double petit déjeuner
Taxes aériennes en sus : 70 F

Tél : 44 51 39 27
Minitel 3615 :
Cit Evasion

OFFICE DE TOURISME

MIJOUX-LELEX-LA FAUCILLE
900 m. - 1680 m.
Station-Village familiale
aux pieds des plus hauts sommets du Jura

35 kms de ski de descente
220 kms de ski de fond

Animations dans chaque village
Écoles de ski - Garderies - 12 hôtels - Meublés
Gîtes - Tous commerces

CENTRE D'AUTODYALISE

RENSEIGNEMENTS
O.T. MIJOUX - 01410 - Tél : 50.41.30.25
O.T. LELEX - 01410 - Tél : 50.20.91.43

GASTRONOMIE

CHEZ GANDHI
41, rue Dauphine 6e
TANDOORI CURRY
43.29.01.29 - 44.07.08.06
Fermé Dimanche midi

L'INDE SUCCULENTE
du **MAHARAJAH**
72, bd St-Germain 5e
Menus 127 F - 169 F
43.54.26.07 / T.L.L.

Pathya
白天茶餐廳
222, rue Championnet - 18e
42.28.98.68
SPECIALITÉS CHINOISES
ET THAILANDAISES
tous les jours sauf mardi
M° Guy-Moquet

CHOCOLATIN
Au cœur d'un festival
d'un événement, d'une fête
ou d'une célébration.
Le goût dans tous les sens
sur le thème de la manifestation inventée
et préparée avec les auteurs.
Associations des femmes
cuisinières - Tél : 49.30.25.37

EVEREST
Nautica gastronomie
Indienne
Midi menu rapide 49 F - sur 99 / 120 F
18, bd Montparnasse - Paris 15e
46.44.26.77 - 77 - Paris, ouvert le soir

NORMANDIE
LA TARENTELE
DÉCOUVREZ SES SPECIALITÉS ILLUSTRIÉES
Pizzas : Normande - Océane -
Pêcheur - Tarentelle - St Jacques -
Lussignés et omelette Bretonne maison.
54, avenue du 6 juin (Route de Caen)
14100 LISIEUX - Tél : 31.62.29.00

HÔTEL* RESTAURANT**
LA SIVOIERE
Madeleine CATTELIN

Une maison particulière à la montagne, chaleureuse et raffinée, située en bordure des pistes et avec les écuries

Tél. : (16) 79 08 08 33
Fax : (16) 79 08 15 73

HAUTES-ALPES
SAINT-VERAN (Parc rég. du Queyras)
2040 m. site classé du XVIIIe siècle.
Eti-hiver, plus haute commune d'Europe.
2 hôtels - Logis de France.
Piscine, tennis, billard, salle sport.
Meublées, chambres studios, chambres,
1/2 pers., pens. complètes, sig. libres.

HÔTEL LE VILLARD
Tél : 92 45 82 08 - Fax : 92 45 88 22
et **HÔTEL LE BEAUREGARD**
Tél : 92 45 82 62 - Fax : 92 45 80 10

SUISSE
SUISSE-LEYSIN
La neige arrive
Le TGV des neiges vous y porte.
Le train des hôtels de Famille.
Forfait demi-pension 7 nuits
+ abonnement de ski 6 jours.

LE GRAND CHÂLET Forfait env. FF 3000
Tél : 34.11.36 - Fax 34.16.14
MONT-RIANT Forfait env. FF 2700
Tél : 34.27.01 - Fax 34.27.04
ORCHÈDES EGG Forfait env. FF 2600
Tél : 34.14.21 - Fax 34.18.10
LA PAIX EGG Forfait env. FF 2800
Tél : 34.13.75 - Fax 34.11.75
LA PRIMEVERE EGG Forfait env. FF 2800
Tél : 34.11.48 - Fax 34.11.45
CH1854 Laysan-Indonésie tél : fax 1941-25

SOMMAND PRAZ DE LYS - 74 -
HÔTEL DU LAC**

- 1500 m. pied des pistes de fond Alpin
- Piscine, sauna, spa
- PROMOTION (5 jours minimum). Pension + skis + forfaits
- Basse saison : 1600 F / Noël : 1900 F
- Pension complète de 230 F à 350 F - Gîte de 140 F à 200 F
- Tél. : (16) 50 34 20 88

CHALET-HOTEL LA MARMOTTE**
74260 LES GETS - Domaine des Portes du Soleil

Un grand chalet bien exposé, au pied des pistes pour 1 séjour de ski et de détente en famille. Piscine, remise en forme avec Thalasso-Esthétique, garage, location des skis.

Tél. : (16) 50 75 80 33 - Fax : (16) 50 75 83 26

HÔTEL BOILEAU NN**

Calm et sérénité en plein cœur du 16e.

350 à 395 F - Jardin + bar,
bain, wc, tv, - Salle de séminaire
81, rue Boileau - 75016 PARIS
Tél : 42 88 83 74 - Fax : 45 27 62 98

Retrouvez chaque mercredi daté jeudi la rubrique ÉVASION en page Voyages du quotidien.
Contact : Guillaume DROUILLET : 44.43.77.36

3615

Internet : Mode d'emploi

GUIDES TOURISTIQUES, cartes et billets d'avion sont au bout du clavier. Il devient aujourd'hui possible de préparer ses vacances en voyageant sur son écran. Internet, le plus grand réseau informatique mondial, permet à ses utilisateurs de s'évader vers de nouvelles cultures. Mais c'est aussi une agence de voyages astucieuse et diligente qui, du guide touristique à la réservation de billets d'avion, offre à ses dizaines de millions d'utilisateurs une palette de services destinés à organiser, « en ligne », leurs vacances.

CLÉS EN MAIN

Quelques agences de voyages et grands voyagistes français sont présents sur le World Wide Web, l'univers le plus convivial d'Internet. Nouvelles Frontières enregistre, chaque jour, plusieurs centaines de consultations sur son serveur, qui offre la possibilité de choisir un voyage selon son budget. Air Way et ABC Voyages, deux services créés sur le Minut, ont aujourd'hui également adopté le Web et proposent les dernières promotions des voyagistes sur de nombreuses destinations. Le Club Méditerranée, le premier d'entre eux, en France, à figurer sur le Web, se contente d'y afficher ses villages américains et polynésiens, en dépit d'une tentative, réussie, de réservation « on line ». Relais et Châteaux y présente, de son côté, l'ensemble des établissements regroupés, de par le monde, sous cette enseigne, ainsi que les offres promotionnelles de la chaîne. L'opérateur peut également commander l'annuaire, se renseigner sur le confort du « château » convoité et y réserver son séjour grâce à un formulaire indiquant le nom de l'hôtel et les dates de son choix. A l'approche des vacances d'hiver, les 100 stations Ski France ont ouvert leur serveur Web. Deux types d'accès : par critères (type de ski, région, activités, clientèle, familles) ou par stations (photo, accès, domaine skiable, enneigement, activités) avec, dans certaines, la possibilité de réserver directement son appartement ou son hôtel, un échange de fax ou de courrier électronique tenant lieu de confirmation.

OFFRES À L'ÉTRANGER

Internet permet d'aller faire son marché au-delà des frontières et de profiter ainsi de soldes qui ne sont pas proposés en France. On peut, par exemple, chez All Travel, embarquer à bord du *Marine Adventure*, un navire accueillant 79 passagers, pour une croisière dans l'Antarctique, au départ de Buenos Aires. Et, dans ce cas, réserver sa place d'avion par le biais d'Internet Travel Network (ITN), un serveur qui, une fois connues les villes de départ et d'arrivée, propose une liste de vols possibles. Le choix fait, l'agence de voyages la plus proche de l'utilisateur sera informée par ITN et contactera le client pour confirmer la vente et fournir les billets. Autre serveur spécialisé dans la réservation de billets d'avion, PC Travel vend directement via le réseau, le paiement s'effectuant par carte de crédit. Solution également retenue par La Compagnie des voyages, qui permet, au sein de l'International Travel Association, de consulter les tarifs et d'acheter les billets d'avion au départ de 16 pays vers le monde entier. L'utilisateur choisit la meilleure offre dans cette « Bourse » internationale des tarifs aériens, et peut retirer ses billets dans le pays de départ ou se les faire expédier.

ÉTAPES À LA CARTE

La chaîne hôtelière Hilton a mis sur Internet un système de réservation de chambre pour la totalité de ses hôtels sur le territoire américain. Présent tout au long du processus, un groom virtuel est à la disposition de l'utilisateur. Un courrier électronique confirme la réservation. Dans le domaine de l'hébergement, les propositions se multiplient. Situé au cœur de la Norvège, le camping d'Uvdal dispose de son serveur Web pour vanter le confort d'un site propice à la pêche et à la marche. De son côté, un club de randonneurs américains invite tous les utilisateurs du réseau à se joindre à ses explorations. A moins que l'on ne préfère se rendre aux îles Fidji pour en explorer les fonds sous-marins. Dans ce cas, on consultera le serveur Rocky Mountain Diving Center, un spécialiste en ce domaine.

MESSAGERIE PERMANENTE

Membres d'une grande famille, les utilisateurs peuvent également faire profiter la communauté de leurs expériences respectives. Tel est l'objectif du Newsgroup Rec. Travel, un forum ouvert à la discussion où se côtoient récits de voyages, mises en garde et bonnes adresses. On y rencontre aussi des Américains en quête de renseignements sur les us et coutumes de contrées aussi lointaines que la vieille Europe. Tous ces textes sont archivés sur le serveur Web du newsgroup The Rec. Travel Library, une des plus grandes banques de données touristiques présentes sur Internet. Un serveur qui est également l'un des plus consultés avec la possibilité d'y retirer les messages relatifs à une destination particulière.

RENSEIGNEMENTS

Plus précis, City Net propose les informations et les cartes urbaines du World Fact Book de la CIA, le service de renseignement américain. Il alligne également le voyageur vers d'autres serveurs Web traitant de la ville sélectionnée. Conçues par un Américain francophile, Les Pages de Paris présentent un panorama complet des guides de l'office de tourisme de Paris (hôtels, restaurants, musées, calendrier des manifestations), données qui suscitent chaque mois quelque 2 millions de consultations. World View s'intéresse plus particulièrement aux événements artistiques et culturels, festivals et expositions, organisés dans plus d'une centaine de villes réparties sur la planète. Plusieurs catalogues de serveur Web permettent de découvrir les sites traitant de la destination choisie. L'Urec et Yahoo I sont les plus populaires et permettent une recherche à partir de mots-clés. Enfin, avant de boucher ses bagages, on pourra obtenir un certain nombre d'informations pratiques. Consulter, par exemple, la Banque fédérale américaine pour connaître les taux de change des principales monnaies mondiales, voire planifier ses trajets en métro dans plus de cinquante villes. Il sera alors temps de quitter son écran pour partir à la découverte du monde réel.

CODES D'ACCÈS SUR INTERNET

Nouvelles Frontières : <http://www.sv.vtcom.fr/nf/> - Airway : <http://www.jca.fr/octopus/airway/> - ABC Voyages : <http://www.jca.fr/octopus/abcvoyage/ABCHome.html> - Club Méditerranée : <http://www.clubmed.com> - Relais et Châteaux : <http://www.calvacom.fr/relais/acueil.html> - SkiFrance : <http://www.skiFrance.fr> - All Travel : <http://www.all-travel.com/> - Internet Travel Network : <http://www.itn.com/> - PC Travel : <http://www.pctravel.com/> - Compagnie des voyages : <http://www.tiss.com/> et <http://www.cnb.net/agents/voyages/> - Hilton hôtel : <http://www.hilton.com/> - Camping d'Uvdal : <http://20449132/campion.html> - Rocky Mountain Diving Center : <http://www.csn.net/rmdc/> - Newsgroup : <http://www.rec-travel.com/> - City Net : <http://www.city.net/> - Pages de Paris : <http://www.paris.org/paris.html> (français) et <http://www.paris.org/paris.html> (anglais) - World View : <http://www.gnn.com/gnn/buswview/index.html> - Urec : <http://www.urec.fr> - Yahoo : <http://www.yahoo.com> - Banque fédérale américaine : <http://gopher://gopher.town.hall.org:70/1/other/fed/money> - Guide des métros : <http://metro.jussieu.fr:3000/>

Olivier Puech

Les écrans du voyage

Préparer les vacances, acheter un voyage sur Minitel. Après avoir testé, dans la jungle des « 3615 », plusieurs dizaines de serveurs, nous en avons sélectionné quinze

PRÉPARER LE VOYAGE

■ **3615 INFOVOYAGE** (2,23 F/min). Le voyageur peut se documenter sur la destination de son choix avant le départ, grâce à des informations pratiques sur (presque) tous les pays de la planète. Cependant la qualité et le nombre des données fournies varient énormément selon les destinations. Page vide pour l'Algérie, rubriques omises de points d'interrogation pour l'Éthiopie, renseignements très sommaires pour l'Afrique du Sud... Le service est nettement plus généreux pour le Mexique (quel modèle de hamac acheter, Intérix recommandé contre la ténia, le prix d'un repas ou le montant d'un pourboire...). Comme pour les États-Unis, où s'affichent notamment deux ou trois menus gratuits d'assistance aux touristes : 1-800 255 3050 et 1-800 356 8392.

■ **3615 ITI** (1,29 F/min). Pour ceux qui préfèrent partir en vacances en France et en voiture, le serveur de la Prévention routière s'avère extrêmement utile. Rapide, clair et convivial, il propose trois itinéraires pour chaque trajet (express, sans péage, bis) et calcule le temps, le kilométrage et le prix du parcour (péage, consommation, amortissement du véhicule après avoir introduit ses caractéristiques). Très précis, il indique par exemple, pour un voyage Paris/Belle-Ile, les 45 minutes de traversée en ferry. Le 3617 ITI permet aussi de recevoir, par fax, une feuille de route détaillée.

■ **3615 SV-Santé voyage** (1,01 F/min). Vaccinations exigées ou conseillées, informations diverses sur les pays, Santé Voyages offre un excellent service. Il suffit de taper le nom de la destination, pour voir défiler les informations médicales et les recommandations aussi bien alimentaires que vestimentaires. Pictogrammes, conseils d'hygiène, le serveur s'avère très complet sur les pays les plus fréquentés, mais reste succinct sur d'autres (ex. : la Somalie).

OPTER POUR LE BON VOL

■ **3617 AIRINFO** (2,23 F/min). Relativement peu connu du grand public, Airinfo est le seul à afficher les horaires de tous les vols réguliers des compagnies aériennes de la planète, au départ de n'importe quelle destination... Le secret de sa puissance : votre Minitel est directement connecté au système de réservation informatisé américain « Sabre », propriété d'American Airlines, situé à Tulsa, Oklahoma. Un outil habituellement réservé aux agences de voyages et aux compagnies aériennes. Une fois choisies la date de départ, les villes de départ et d'arrivée, Airinfo présente instantanément une liste de vols, classés selon l'heure d'embarquement. Les tarifs sont aussi disponibles, ainsi que la météo de la destination. Certains renseignements semblent cependant surprenants : sur Paris/Denver, le vol sans escale United Airlines en affiche pourtant une avec changement d'appareil.

■ **3615 HORAV** (1,29 F/min). Pour tout connaître sur les vols au départ ou à l'arrivée des aéroports de Paris. Tapez le jour de votre départ et la destination, Horav fera apparaître les horaires, l'aéroport, le jour et l'heure d'arrivée des différents vols proposés. Chaque vol peut être détaillé : numéro, compagnie aérienne et ses coordonnées téléphoniques, type d'appareil et éventuelles escales. Pratique et simple d'utilisation.

CHOISIR CIRCUIT, SÉJOUR, OU VOL DÉGRIFIÉ

■ **3615 COMPTOIRS** (2,23 F/min). Les marques de cette agence productrice de voyages se déclinent ici en fonction du continent désiré : Comptoir des Amériques/Marilho Coutury Travel, Comptoir d'Islande et des Terres

Extrêmes et Comptoir d'Afrique/Out of Africa. Les propositions s'affichent suivant la destination, la date de départ ou le thème du voyage. On peut aussi « dialoguer » avec un spécialiste et consulter ses réponses plus tard dans une boîte aux lettres électronique, ou découvrir les nouveautés et les « bons plans » du voyagiste. Nous avons pu préserver l'un des cinq voyages sélectionnés ce jour-là (8 jours dans le désert marocain, pour 7 300 F, tout compris Paris/Paris), en choisissant une date de départ et en inscrivant nos coordonnées téléphoniques pour un rappel dans les 48 heures. En revanche, la marque Comptoir des Amériques renvoie à une liste d'agences distributrices. Enfin, la rubrique « Informations pratiques/pays » s'avère exhaustive, allant des jours fériés aux recommandations médicales.

■ **3615 DAILY** (2,23 F/min). Une bible électronique pour dénicher les meilleurs tarifs aériens sur 700 destinations au départ de France, des prix négociés avec 5 500 hôtels dans le monde et auprès de plusieurs loueurs de voitures, ainsi qu'une sélection de séjours et circuits. Bref, l'essentiel des éléments pour construire un voyage à la carte. Ce nouveau serveur, lancé fin octobre par Brokair, un des meilleurs grossistes, jusqu'à accessible uniquement aux agences, annonce désormais ses offres sur Minitel. Son choix effectué, le client doit, pour réserver et payer, s'adresser à une agence de voyages « partenaire », qui connaît les disponibilités et émet les billets. Au chapitre « vols à prix réduits » sur lignes régulières (uniquement), Daily affiche deux tarifs pour chaque offre : son prix (toutes taxes incluses), ainsi que le prix moyen du marché (hors taxes) : ce qui permet d'effectuer des comparaisons. Quant à la rubrique « Infos consommateurs » (achetez malin, lorsque du voyage, informations sur les pays, assurances), elle dispose des conseils pertinents.

■ **3615 DÉCRITOUR** (0,99 F à 2,19 F/min). Champion des ventes de dernière minute à prix cassés, Dégritour est aussi accessible via les codes DT, Dégritour ou Rédioctour. Il héberge une dizaine d'autres services télématiques touristiques (Dégritour, Dégritour, Rédioctour, Club Unique, Voyageur...). Mais sa spécialité demeure la vente de produits soldés à moins de 15 jours du départ. Les réductions peuvent atteindre 50 % du prix initial. Chaque de ses rubriques propose plusieurs voies d'accès, permettant de réduire drastiquement l'utilisation du clavier, de même pour donner coordonnées et numéro de carte bleue en cas de réservation. Les rubriques : voyages, spectacles, préparation du voyage, écriture DT, suivre sa commande, calculer son itinéraire. Enfin, au menu de « la super-affaire » du jour : un circuit en Inde, de Delhi à Agra, avec le vol 6 nuits en hôtel 4/5 étoiles, les excursions et une voiture avec chauffeur... pour 6 220 F par personne, contre 8 890 F prix public. Pour plus de détails, il est possible de recevoir un

descriptif de l'itinéraire par télécopie. Seul défaut : la division aléatoire de l'Europe en trois zones (sud, nord, centre), qui oblige parfois à s'y reprendre à une ou deux fois pour trouver un pays...

■ **3615 LOOK VOYAGES** (2,23 F/min). Promotions intéressantes, vols réguliers et charters, circuits, séjours ou informations pratiques. Look offre un service très complet, rapide à lire et clair. Il permet de consulter les produits de ses brochures, mais aussi de commander leur envoi à domicile. Sachez cependant que 90 % des ventes aériennes de Look sont des vols charters, avec tous les aléas que cela suppose. En particulier, au chapitre des conditions de voyage, Look Voyages précise (dans sa mini-brochure) qu'en cas de nombre insuffisant de passagers sur un vol, celui-ci serait regroupé sur d'autres vols dans les 24 heures précédant ou suivant la date originelle, et ce avec un préavis de deux jours. Tous les frais induits par ce décalage (hôtels, restaurants et téléphones... coûteux si l'on est immobilisé à l'autre bout du monde) restent à la charge du voyageur. Pour réserver, Look renvoie à une liste de ses agences. Il dispose cependant d'un autre serveur, 3615 Air Direct (2,23 F/min), qui permet de réserver et de commander son voyage par carte bleue.

■ **3615 NF** (1,29 F/min). Un programme très complet d'une production signée Nouvelles Frontières qui a fait ses preuves sur les cinq continents. Les premières pages de la brochure électronique sont lentes, avant de défilier à un rythme plus rapide une fois le choix de la rubrique effectué : « promotions », « ventes de dernière minute » (par exemple, vol aller-retour Bangkok à 2 280 F), « choisir son voyage » (circuits, vols, hôtels, par pays ou par dates), « le réserver » par carte bancaire... Le serveur propose aussi un suivi de la commande, et permet d'obtenir les informations pratiques nécessaires à la préparation du voyage.

■ **3615 VOYAGEUR** (2,23 F/min). Un vrai service interactif : non seulement il affiche les offres et les promotions de plusieurs dizaines de tour-opérateurs, mais il permet de se faire appeler au téléphone par une agence de voyages, après une demande de renseignements. Premier chapitre, les « ventes de dernière minute » : 22 produits proposés le jour de notre consultation, avec des réductions tarifaires de 10 à 25 %. Exemple : un weekend de 4 nuits à Istanbul, hébergement 3 étoiles, avec vol et transfert aéroport/hôtel, pour 1 550 F par personne (contre un prix initial de 2 200 F). Pour réserver, le descriptif du produit est accompagné du nom du tour-opérateur et d'un numéro de téléphone. A la rubrique « voyages sur mesure », attirés par la promesse d'une prompt réponse « d'un professionnel » par écrit ou par téléphone (pouvant être le minitelliste laisse ses coordonnées), nous avons déposé, un samedi après-midi, une demande de renseignements pour un voyage

« complexe » en Indonésie : 48 heures plus tard, Corinne, de l'agence Welcome à Paris 14^e, nous prodiguait quelques conseils par téléphone, comptant plus tard sur une visite. Autres rubriques : les petites annonces, des renseignements pratiques sur les destinations, et une liste très complète des prestataires de tourisme du marché français.

RÉSERVER UN TOIT

■ **3615 ORC** (1,29 F/min). Europe Hotels dispense des informations sur une sélection d'hôtels en France, en Italie, en Espagne et au Maroc, et permet d'y réserver sa chambre. Certaines rubriques (sélection d'adresses) n'ont cependant pas été renouvelées depuis 1994. Ce service offre un large choix d'hôtels 2 à 4 étoiles avec leurs tarifs, notamment dans les villes d'art italiennes. L'établissement et le type de chambre choisis, le serveur demande au client de remplir une fiche d'identification qui génère un fax automatique envoyé à l'hôtel. La communication du numéro de carte bancaire assure ensuite une réservation ferme.

■ **3615 RESISTER** (1,01 F/min). Connecté au système de réservation des hôtels du groupe Accor (Pullman/Softel, Novotel, Mercure/Altia, Ibis, Arcade, Jardins de Paris, Marine hôtels), ce serveur permet de connaître leur implantation, en France et dans le monde, offre un descriptif de chaque établissement et autorise la réservation, après avoir retenu le type de chambre et le tarif. En précisant coordonnées, date et heure d'arrivée, la chambre est gardée jusqu'à 19 heures. Utile et convivial.

■ **3615 TCFH-Tourisme** chez l'habitant (2,23 F/min). « La formule idéale pour ceux qui souhaitent construire leur voyage en kit », affirme cette centrale de réservation : 15 000 chambres chez l'habitant dans 27 destinations du monde entier, de la Laponie à Malte, des États-Unis au Vietnam. L'offre pour la France se limite cependant à Paris. Ce serveur, un peu lent, explique certes tous les détails du système, mais omet toute description des hébergements. Il permet aussi de commander l'envoi gratuit de la brochure. Son rôle s'arrête là : le pays et la ville du « B&B » choisis, la réservation s'effectue par téléphone (en communiquant son numéro de carte bancaire) ou par courrier.


■ **3615 UFC TEL** (1,29 F/min). Proposé par l'UFC-Que Choisir, il s'agit du premier guide qualitatif des services Minitel grand public. Au menu, les dix meilleurs services dans trois domaines : offres d'emploi, annonces immobilières et hébergements de vacances. Une sélection opérée en tenant compte de la qualité de l'information, de la couverture géographique, de l'économie et du tarif de consultation. Et la preuve que les services les plus performants ne sont pas toujours les plus coûteux ni les plus connus.

Antoine Ozeel

VOYAGES

sur les routes de la soie

D'Istanbul à Pékin en passant par Palmyre et Persopolis, Samarkand et Kashgar, Pagan et Angkor. Orient vous envoie sur les routes de la soie, de l'or, des parfums, des épices... et vous propose des voyages culturels accompagnés par des spécialistes.



- Ouzbékistan / Turkménistan 14 jours : 13 950 F
- YEMEN - 18 jours : 15 450 F
- BIRMANIE - 19 jours : 19 900 F
- CHINE / PAKISTAN - 18 jours : 20 500 F
- PEKIN - 1 semaine avion compris : 5 980 F

Orients
sur les Routes de la Soie
29, rue des Boulangers - 75005 Paris
Tel. (1) 46 34 29 00 et (1) 46 34 54 20

Nom _____

Adresse _____

Code Postal _____

Prénom _____

Ville _____

souhaite recevoir gratuitement la brochure Orients.

VOYAGES

Vols, séjours et circuits
Guides touristiques
Votre agence 24 h/24

3615 LEMONDE

CÔTE DANS LE VENT La Floride: des marécages infestés de moustiques et transformés, au début du siècle, en un lieu de villégiature élitiste. Aujourd'hui, un

royaume ludique attirant chaque année 40 millions de visiteurs. ● **PALACES ET RÉSIDENCES** d'antan, métamorphosés en séduisants complexes touristiques, y offrent un

large éventail d'activités sportives. ● **MIAMI SOUTH BEACH**, dit So Be, lancé il y a une dizaine d'années par des New-Yorkais enthousiastes d'art déco, est victime de son succès. Fief

des stylistes et des créateurs, point de passage obligé des top-modèles du monde entier, rendez-vous des « rock stars » et des acteurs, la voirie asphyxiée par les bars, bistrots et

discos. ● **AU MARYLAND ET EN VIRGINIE**, berceau de l'Amérique, les pèlerinages historiques croisent des parcours de golf où l'on respire les fleurs ou l'air marin.

Quand la Floride s'habillait en Europe

Ils s'appelaient Henry Flager et Addison Mizner. Deux visionnaires qui s'inspirèrent de l'art de vivre méditerranéen

BOCA RATON

de notre envoyé spécial
La Floride en général et sa Côte est en particulier sont, à l'évidence, des lieux de résidence appréciés des retraités et des destinations de vacances prisées des Nord-Américains (un raz de marée annuel de plus de 40 millions de visiteurs). Elles le doivent au climat agréable qui y règne tout au long de l'année (ce qui a valu à l'Etat son surnom de « Sunshine State », l'Etat ensoleillé, en dépit des ouragans qui, entre juin et novembre, le dévastent périodiquement), aux centaines de kilomètres de plages de sable fin et aux parcs d'attractions de renommée mondiale qui y sont implantés.

Mais la Floride et sa côte le doivent d'abord à quelques visionnaires qui, à l'origine, parlèrent sur son avenir, ainsi qu'à la poignée d'architectes qui, progressivement, en façonnèrent le décor. Multipliant des édifices dont le charme et l'originalité attirent aujourd'hui une clientèle européenne ravie de pouvoir ponctuer sa découverte du Nouveau Monde d'escales au charme familial.

Côté visionnaires, citons Henry Flager, cofondateur, avec John D.

Rockefeller, de la Standard Oil. A son actif, la construction de la ligne de chemin de fer qui, de New York, descendra, en 1912, jusqu'à Key West, changeant, du même coup, le destin de ces « marécages » à quoi se résument alors Miami ou Palm Beach. Parallèlement, il dotera la Floride d'une infrastructure hôtelière haut de gamme, à l'image du Ponce de Leon Hotel (l'actuel Flager College, à St Augustine), de la Casa Marina (à Key West) ou du Breakers, à Palm Beach. Edifié en 1896 sur le modèle d'une villa de la Renaissance italienne, ce dernier offrait aux nostalgiques de la Belle Époque le raffinement d'un dîner en smoking dans la Florentine Room ou l'Alcazar Lounge.

Côté architectes, Addison Mizner mérite une mention spéciale. C'est lui, en effet, qui, à partir de 1918, introduira dans ces lieux ce *Spanish style* (hommage aux trois petits siècles d'influence espagnole que connut la Floride avant de devenir, en 1845, américaine) qui défierait ensuite sur toute la Côte est de la Floride. Une côte où il multipliera hôtels et résidences de milliardaire influencées par les maisons romaines de Pompéi. Avec, pour fleuron, au nord de Fort Lau-

derdale (la « Venise d'Amérique »), le Boca Raton Hotel & Club, situé dans la petite ville du même nom. Un établissement dont on ne voudrait garder pour seul souvenir que le bâtiment d'origine, ce *cloister* (cloître) au charme raffiné (patios, fontaines, poutres apparentes, toit de tuiles), petit chef-d'œuvre de Mizner, hélas flanqué, aujourd'hui, d'une hideuse tour de vingt-sept étages dont seuls les occupants ont la chance de pouvoir nubilier la présence incongrue tout en profitant de la belle vue offerte sur les canaux, le terrain de golf voisin ou l'océan.

A l'occasion, promoteurs et architectes conjuguèrent leurs talents, comme à Miami Beach, autre marais insalubre viabilisé dans les années 1910 par John Collins et Carl Fisher. Construit après qu'un ouragan eut, en 1926, dévasté l'endroit, le quartier Art déco est aujourd'hui un des lieux les plus « in » de la Côte est américaine.

S'y concentrent il est vrai près de huit cents édifices aux couleurs pastel les plus kitsch, édifices dessinés, autour des années 30, par Murray Dixon, Henry Hobauser, Albert Anis, Roy F. France, Robert Swarthburg, Russel T. Pancoast et

Anton Skisiewicz, pour ne citer que les plus connus. Résultat : un décor de rêve pour les photographes de mode qui y affluent du monde entier.

Et une exceptionnelle vitrine offerte aux amateurs de styles Art déco, « Zigzag », « Depression », « Streamline modern » et « Spanish Mediterranean revival ». Inscrits, en 1979, sur le National Register of Historic Places, ils ont été restaurés et réhabilités depuis une vingtaine d'années grâce aux efforts conjugués de la Miami Design Preservation League, fondée en 1976, et de quelques promoteurs esthètes, au premier rang desquels Tony Goldman.

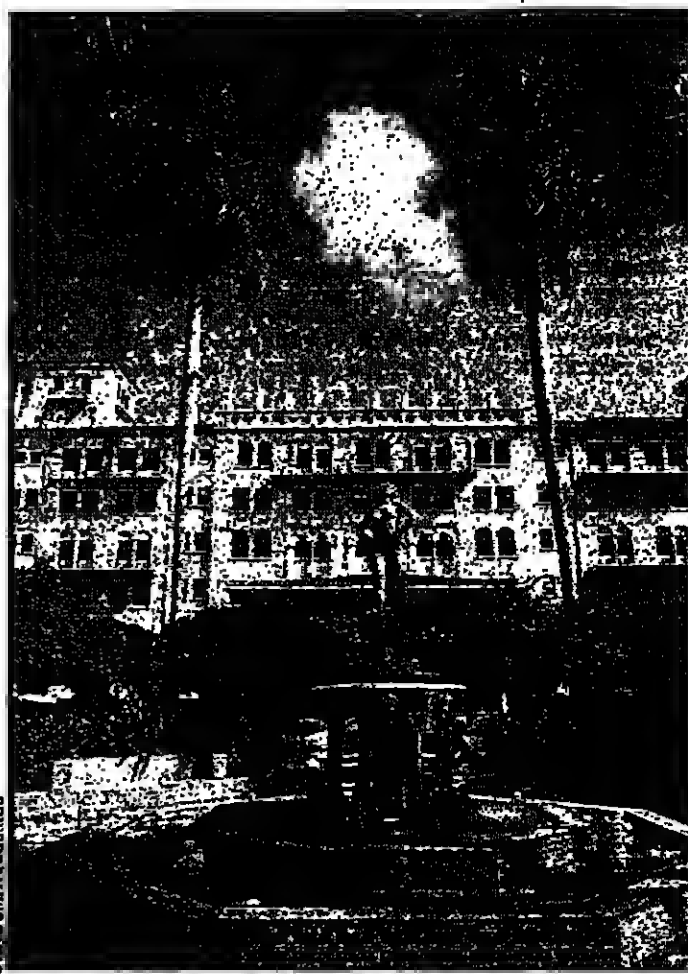
Propriétaire de trois hôtels, ce dernier a investi dans l'affaire, depuis 1985, autant de dollars que de passion. Une cause, il est vrai, chère à un homme qui s'est, entre autres, spécialisé dans la réhabilitation des quartiers urbains naufragés. Là, comme à New York (ville dont il a fait, à Sobn notamment, le laboratoire d'une croisade couronnée de succès), le résultat est impressionnant. Avec, amarré à un Miami qui s'évertue aujourd'hui à restaurer une image de marque entachée par l'insécurité régnant dans certains

secteurs de la ville, un Miami Art déco où, dans un décor à l'élégance sophistiquée, s'épanouit un art de vivre hédoniste.

Un village où se côtoient hôtels à taille humaine (trois ou quatre étages seulement), restaurants à la mode, boîtes branchées et terrasses de cafés fluo alignées le long d'Ocean Drive. Loin, très loin des retraités, qui, hier encore, ré-

gnaient ici en maîtres et qui, aujourd'hui, ont déserté le front de mer pour des havres plus discrets. Une retraite confirmée par les chiffres : en 1980, la moyenne d'âge des résidents de Miami Beach était de soixante-six ans ; dix ans plus tard, elle était tombée à quarante-six.

Patrick Francès



Le Cloister, bonbonnière rose au milieu des palmiers

Golf en Virginie et au Maryland

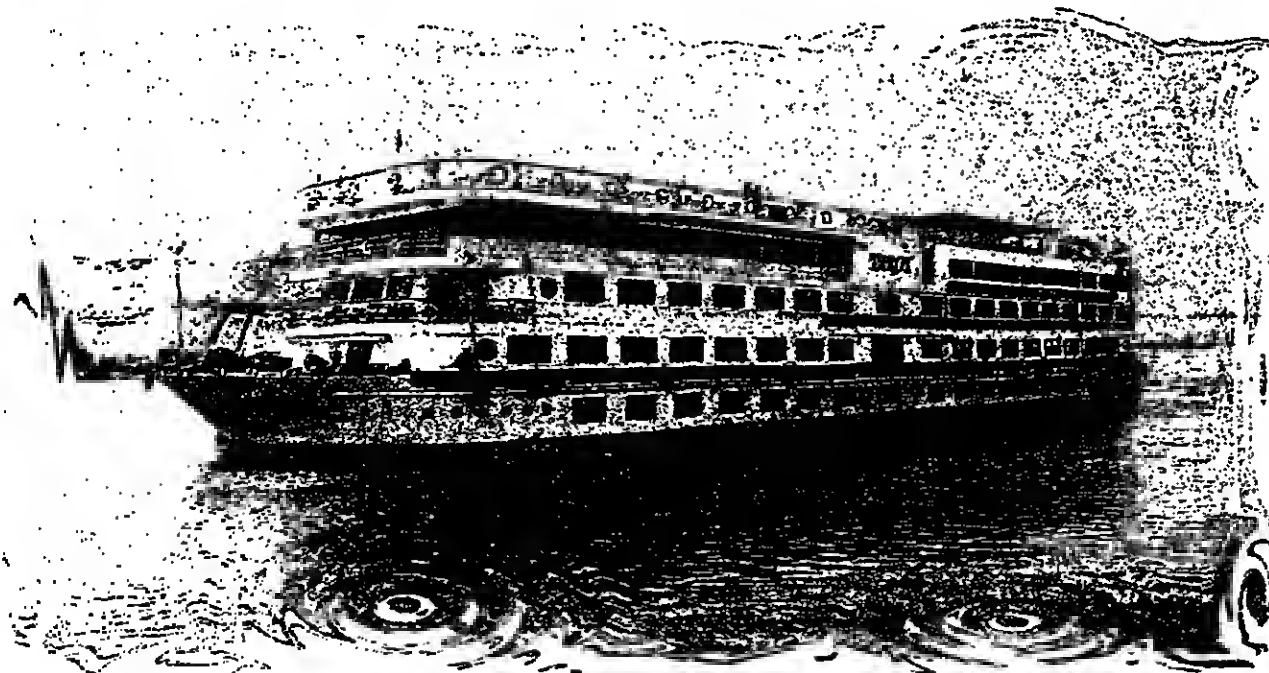
Pour ceux qui désirent découvrir le berceau de l'Amérique (celle, aristocratique, des auberges cossues, des brocantes et des galeries d'art) tout en taquinant la petite balle blanche sur des fairways aussi léchés qu'accueillants, la Virginie et le Maryland constituent des Etats privilégiés. De Washington (ville passionnante en raison, notamment, de sa densité en musées), desservi par plusieurs compagnies américaines (dont United et USAir) et européennes (dont Air France et Icelandair, via Luxembourg), on peut effectuer un itinéraire en boucle qui permet de découvrir Mount Vernon (la retraite de George Washington), Alexandria, Fredericksburg (au centre des champs de bataille de la guerre de Sécession), Richmond (l'ancienne capitale de la Confédération), Charlottesville (siège de la néo-classique University of Virginia), Monticello (la plantation de Thomas Jefferson) et Williamsburg, une bourgade du XVIII^e siècle reconstituée et parcourue par des centaines de figurants. De là, se diriger vers Norfolk puis, par l'impressionnant pont-tunnel qui traverse la Chesapeake Bay, gagner Ocean City, sur l'Atlantique. Un circuit qui s'achève par les visites d'Easton, de St Michaels, de Chester et d'Annapolis, capitale du Maryland et belle ville historique riche en édifices de l'époque coloniale, d'où on regagne Washington.

Côté golf, on a l'embarras du choix : quelque 135 parcours en Virginie et environ 150 au Maryland. Citons, à Williamsburg, les deux parcours du Golden Horseshoe (le Gold Course, signé Robert Trent Jones, somptueux jardin où l'on joue au milieu des azalées, et le Green Course, une petite merveille de Rees Jones avec d'étroits fairways serpentins, telles des vagues vertes ourlées de bunkers blancs, à travers la forêt), les deux parcours de championnat de Kingsmill (signés Pete Dye et Arnold Palmer) et, à six kilomètres, d'Eagle's Landing (un parcours démoniaque au milieu des marais), de Hog Neck (Easton), d'Easton Club (flamant neuf), d'Harbourtown Golf Resort à St Michaels et, surtout, les superbes vingt-sept trous de Queenstown Harbor, sur la Chesapeake Bay, un parcours considéré, à juste titre, comme l'un des plus beaux golfs publics de cette région.

Les green fees s'échelonnent de 150 F à 600 F selon la saison (c'est moins cher en hiver) et l'heure (les tarifs baissent l'après-midi), l'usage d'une voiture électrique (généralement comprise dans le prix) étant souvent obligatoire. On peut louer des clubs sur place. Quant au climat, il permet de jouer de mars à novembre. L'automne, qui culmine fin octobre, ajoute à l'exceptionnelle qualité des parcours la beauté de décors féeriques.

Pour organiser son périple, consulter, dans les agences ou directement, les brochures des spécialistes des Etats-Unis (notamment Jetset, Forum Voyages, Council Travel Service, Filaneries américaines, Kuoni, Look, Rev'Amérique, Travel'Am, Vacances fabuleuses, Nouvelles Frontières, Voyageurs du monde et Zenith qui, pour la plupart d'entre eux, montent des voyages à la carte) ainsi que celles des voyagistes voués à la petite balle blanche et qui organisent des programmes sur mesure : Voyages Gallia-Golf autour du monde, tél. : (1) 42-66-48-71; Destination Golf (1) 47-54-82-82; Golf Evasion (1) 47-53-89-21; Golf Holidays (1) 45-61-23-09; Golfissime (1) 47-72-28-10 et, à Lyon, Le Grand Golf (72-61-91-71). Pour ce qui est de l'hébergement, quelques bonnes adresses : le Williamsburg Inn, à Williamsburg; Kingsmill, un superbe complexe à l'américaine, paradis des golfeurs; Coconut Mallory, à Ocean City; la Tidewater Inn, à Easton et une des auberges historiques d'Annapolis, ville où l'on dînera notamment au Treaty of Paris. Pour se renseigner sur place, deux numéros de téléphone : le (410) 333-6611 pour le Maryland et le (804) 786-2051 ou le 786-4484 pour la Virginie.

P.F.



FRAM a jeté l'ancre sur un fleuve de légende.

Le Nil à bord du TAROT*****



FRAM vous entraîne en Haute-Egypte à la rencontre des pharaons, des temples et des vallées légendaires. A bord du Tarot*****, premier Framissima flottant, votre croisière au départ de Louxor sera des plus confortables. 8 jours inoubliables dédiés à la beauté et à la fête : visite de Thèbes, de la Vallée des Rois, d'Assouan, promenade en felouque... spectacles son et lumière, soirée nubiennne dans le désert...

CROISIÈRE EN
EGYPTE
EN
Framissima

3800 F*

Forfait 7 nuits en pension complète. Départ de Paris.

Chaque jour vous ferez découvrir un nouveau paysage et de nouvelles émotions. Cet hiver, 12 Framissima vous attendent sous le soleil pour votre plus grand plaisir. 12 Framissima pensés pour apporter un soin tout particulier à la qualité de l'accueil, de la restauration et de l'animation. En Andalousie, aux Canaries, à Majorque, au Maroc, au Sénégal, en Tunisie. En Egypte, les 12 Framissima de FRAM font de l'hiver la saison la plus douce.

Pour recevoir gratuitement le catalogue FRAM «Automne-Hiver 95/96» adressez-vous à votre agent de voyages ou retournez ce coupon-réponse à : Voyages FRAM - BP 427 - 31008 Toulouse Cedex

Je désire recevoir gratuitement le catalogue FRAM «Automne-Hiver 95/96».

Nom
Prénom



Adresse
Code Postal
Ville

La loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés vous garantit un droit d'accès et de modification aux données vous concernant.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

50 ans

Les nuits blanches de Miami

Dix ans après sa renaissance, le quartier Art déco sombre dans le « business » et s'étourdit dans la ronde des discothèques

SOUTH BEACH

de notre envoyée spéciale
A minuit quarante-cinq, Cornelia Stumpf s'affaire à la réception du Colony comme s'il était 11 heures du matin. Regard bleu acier, voix monocorde, elle répond aux clients. A cette heure tardive, des pseudo-startistes et des éphèbes à carure de boxeur sont accrochés par grappes au comptoir de bois. Cornelia porte des boucles blondes jusqu'aux épaules, et une robe ajustée en jersey fleuri très « seventies ». Il n'y a pas la moindre lassitude dans ses yeux, le ton est celui d'une maîtresse femme.

Plus tard dans la nuit noire, au milieu du brouhaha assourdissant des terrasses de café qui ne désempliront pas avant l'aube, la boss de l'un des établissements Art déco d'Ocean Drive avouera un certain dépit. « En deux ans, l'ambiance conviviale de fête permanente qui attirait, de bouche à oreille, la gent new-yorkaise du Village a disparu. Désormais « la » plage à la mode de la côte Est américaine est un enjeu commercial. On vient ici pour faire de l'argent comme dans n'importe quelle « station » de vacances. » « Les brochures touristiques ont tué l'endroit, ajoute-t-elle. Miami, c'est fini, de la même manière qu'Ibiza ou Saint-Tropez, envahies durant l'été par les vacanciers, la frappe et les boutiques de pacoille, sont devenues invivables. »

Il y a trois ans, la jeune femme avait quitté Munich, et un bon job, pour bâtir son rêve américain sur les rivages décadents d'une péninsule ensoleillée à longueur d'année. Aujourd'hui, elle déchant. Miami, pôle de production cinématographique de premier plan (132 millions de dollars investis sur les tournages durant les huit premiers mois de 1995, notamment pour *Blood and Wine*, avec Jack Nicholson, et *Cruel Intentions*, de Quentin Tarantino, avec Billy Baldwin), est devenu le centre d'affaires le plus important des Etats-Unis pour l'Amérique du Sud. Nombre de sociétés y démantent leurs sièges sociaux, auparavant installés à Mexico ou à Rio. Les salaires sont deux fois moins élevés qu'à New York, précise-t-elle : « 6 dollars de l'heure contre 12, et la vie quotidienne, baignée d'ambiance européenne et latino-américaine, fort agréable. »

Comme nombre de ses amis artistes, Cornelia songe à s'expatrier un peu plus au nord, pour échapper à Ocean Drive, la « Promenade » trop courue de l'Art déco National Historic District, le quartier classé et rénové depuis dix ans entre la 6^e et la 15^e Rue. Elle envisage de déménager au-delà de North Beach, entre la 71^e et la 80^e Rue, dans cet autre bloc Art déco où rien n'a encore été restauré et qui devient à la mode comme South Beach, dit So-Be, il y a cinq ans.

Lorsqu'on débarque, par une

belle matinée gorgée de soleil, dans les ruelles bordées de petits immeubles 1930 aux couleurs acidulées fraîchement badigeonnées, on est séduit. Il y a partout des cafés et des terrasses, des galeries d'art et des antiquités mêlant objets des années 50 et artisanat folklorique. Il y a une plage de sable blanc sans fin. Il y a le cri des mouettes, le bruit du ressac et les perchoirs de bois d'un autre âge pour les maîtres nageurs chargés de la surveillance des baigns de mer.

Séduits, mais aussitôt alertés par des travaux qui ont éventré Lincoln Road, l'une des artères principales, pour la transformer en rue

snoobs cherchent des endroits exclusifs. Ainsi, le Delano, l'« hôtel » dont on parle, récemment redécouvert par Philippe Starck.

La mise en scène y est parfaite. Villages blancs vertigineux, abajour géant en parchemin, oreillers de dentelle immaculée en éventail sur un sofa de cuir vert amande et fauteuils d'osier donnent un ton mi-campagnard mi-décadent au portique d'entrée. Décor de l'épémère qui évoque celui de Terre étrangère, d'Arthur Schnitzler, mis en scène par Luc Bondy il y a dix ans aux Amandiers. « South Miami, devenu un endroit branché, confie un habitué, défilé se démode. Aujourd'hui, les gens riches qui

nequins vivent sur place, précise un consultant artistique, sans compter ceux de New York, qui viennent par intermittence. Une trentaine d'équipes de mode, soit de 300 à 500 personnes, photographes et assistants, travaillent ici en même temps. Les mannequins sont payés 150 dollars de l'heure (environ 1 000 francs), alors qu'en Europe la facture grimpe jusqu'à 20 000 francs par jour, budget auquel il faut ajouter les frais de déplacement, d'avion et d'hôtel.

Ce sont les Allemands qui ont contribué au succès en s'établissant ici durant de longs mois, le temps de réaliser les catalogues de

Les boîtes de nuit sont, à leur tour, entrées dans la danse. Les enseignes internationales, annexes des discos en vogue de la vieille Europe, fleurissent le long de Washington Avenue : Les Bains (succursale des Bains-Douches de Paris) et leur restaurant adjacent, The Strand, une vaste brasserie-bar à vins bondée à partir de minuit ; Pacha, dont la maison mère survit à Ibiza ; Kremlin, comme à Lisbonne, ou Amnesia, l'internationale ; Glam Slam, la boîte de Prince, repérable à la file d'attente des fans alignés sur une cinquantaine de mètres chaque soir ; Bash, au décor très barcelonais, tenu par Eric Omores, un ancien

du Club Med d'origine sénégalaise, taillé comme un basketteur et dont la franche galeté assure la convivialité des lieux : Warshaw Ballroom, « la » boîte gay la plus folle ; et fin novembre une nouvelle « disco » signée Madonna, une habitué de So-Be. Comme Mickey Rourke, Paloma Picasso, Linda de Souza, Cindy Crawford, Sylvester Stallone, Robert Altman ou Gianni Versace, qui a récemment transformé une villa gothique, après 8 millions de dollars de travaux, en palais vénitien, avec patio et mini-planétarium, pour observer les étoiles sur le front de mer.

Sur Ocean Drive, à 3 heures du matin, les embouteillages sont à leur comble. Le feu consiste à rouler au pas, la sonne poussée à fond. Porsche, Jaguar, Mercedes, Corvette, japonaises gros calibre, rouge ou noir, flambant neuves, parquent, pare-choc contre pare-choc, avec les cabriolets décapotables des années 50, rose pâle ou jaune citron, qui se lèvent à la journée. Seule entrave à ce défilé exhibitionniste, le feu clignotant orange qui s'allume lorsque la circulation est bloquée : « Cruising prohibited when light is flashing », « interdit de flâner quand la lumière clignote », précise le panneau de signalisation invitant les automobilistes à décaler la « Promenade ». Les berlines et les coupés tournent jusqu'au petit matin. D'autres se garent tous feux allumés. Devant le Park Central, à la façade bleu électrique, une Dodge noire toute ronde est immobilisée. A son bord, un étrange conducteur. Feutre sur l'œil et cigarette aux lèvres - on dirait Bogart dans *Le Grand Sommeil*. Marlowe attend Vivian... Bacall, Lauren ne viendra pas. So-be joue la scène avec des mannequins de cire. Un jeu dangereux qui peut-être la perdra.

Florence Evyn



Ocean Drive, vitrine de l'Art déco, où l'on parade jusqu'à l'aube, pour voir et être vu.

plétoine : 16 millions de dollars investis, indique la municipalité. Michael Caine y ouvrira un restaurant au printemps 1996. Succès oblige. La banalisation, à l'image des villes jouant le commerce-roi, est en cours. On s'étonne. On s'attriste. So-Be, concentré sur 1 kilomètre carré, demeure un des rares vrais quartiers de Miami, si compact qu'il se parcourt à pied ou à vélo. Pourqu'on donc y crée artificiellement des zones piétonnes ? Les gricieux ralent, et les nostalgiques prennent le large, les

s'ennuient accablent, paient des chambres 200 dollars la nuit et s'habillent pour sortir le soir. Le sens de la fête s'est perdu. »

Par son architecture unique au monde - quelque 800 bâtisses construites pour la plupart entre 1923 et 1943 et remarquablement restaurées -, So-Be a attiré depuis dix ans les magnats de la mode européenne, qui, tout au long de l'année, travaillent dans les meilleures conditions - soleil et environnement garantis - et à moindre frais. De 100 à 200 man-

mode. Le boom éclate voilà cinq ans. A l'époque, on vivait bien pour 50 à 60 dollars par jour (environ 300 francs), confie un habitué, et les petits hôtels de charme affichaient 1 000 francs la semaine. Aujourd'hui, on ne compte plus les hôtels, les bars et les restaurants, au touché à touché sur le front de mer. Certains établissements, comme le Marlin Hotel, fréquenté par U2, Grace Jones, Prince, Madonna ou Lenny Kravitz, ont un studio de production pour leurs clients.

Chez Starck

Le ball intérieur du Delano est nu comme les coulisses d'un théâtre. Parquet ciré couleur acajou pour la réception ; un lit recouvert d'une peau zébrée trône au centre de l'espace vide, on est à l'hôtel. Un large corridor, très obscur, encadré de niches-salons à la manière des loges d'artistes, meublé de bergères et de divans crammoisis, mène au restaurant. Là, domine le coton blanc, tapissant tout du sol au plafond. La piscine, hollywoodienne, creusée dans un jardin tropical, jouxte la plage. Des cabines de bains à l'ancienne, en bois laqué gris perle, garnies de canapés, invitent à la sieste. Les conversations ressemblent à des murmures entendus. On est ici, vêtus de noir ou de blanc, entre gens de bonne compagnie. L'uniforme, les attitudes, les éclats de voix sont les mêmes qu'à Paris, au Café de Flore, un dimanche d'été à l'heure du brunch.

CARNET DE ROUTE

■ AVION. Deux portes d'entrée au choix : Miami, desservie sans escale par Air France (à partir de 3 250 F, tarif « le kiosk ») et American Airlines (3 740 F, tarif commercialisé

à la Maison des Amériques/Pacific Holidays (34, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris, (1) 45-41-52-58), qui édite chaque année un guide pratique répertoriant les meilleurs tarifs sur l'Amérique du Nord.

■ FORFAITS. Les combinés « avion + hôtel » se révèlent souvent bon marché. Notamment chez Jetset, Forum Voyages (l'un des premiers à programmer Miami Art déco), Alternative Travel, Wingate Travel/Flaneries américaines, Vacances Fabuleuses, Nouvelles Frontières, Council Travel, Directours (location d'appartements à Miami Beach), Jet Tours, Look, Planète, RevVacances, Sirocco, Tourmonde, etc.

■ LOISIRS. A la carte, dans les « resorts ». Notamment, programmé par Kuoni et Zénith, le Boca Raton Resort and Club (963 chambres dont 39 suites) offre, en plus du Cloister (un hall plein de charme), le Boca Beach Club (situé sur l'océan, il est relié au Cloister par un yacht « vénitien »), des villas jouxtant les tennis (une trentaine de courts) et le golf. A noter, l'originale école de Dave Pelz (pour affûter son petit jeu), plusieurs centres de remise en forme et la possibilité d'aller taquiner espadons et barracudas. Programmé par Jetset, le Turnberry Isle Resort and Club, membre de la chaîne des Hôtels Rafael (585 F, par personne et par nuit, en chambre double jusqu'au 20 décembre, 985 F après), est situé à mi-chemin des deux aéroports. Au cœur d'une enclave tropicale de 120 hectares à North Miami Beach, l'hôtel de grand luxe, qui a l'allure d'une gigantesque hacienda, met à la disposition de ses hôtes (270 chambres identiques, très spacieuses, équipées d'un jacuzzi) : deux parcours de golf 18 trous dessinés par Trent

Jones, 24 courts de tennis, une très belle piscine, une plage privée avec « bistro » sur le sable, accessible en 5 minutes par une navette privée, une marina avec yachts à louer et plusieurs restaurants dirigés par un chef français.

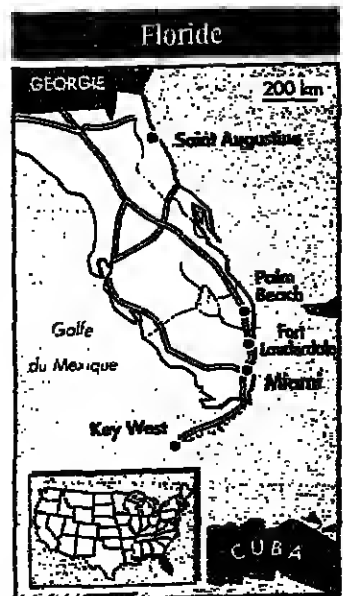
■ ART DÉCO. Parmi les bons hôtels d'Ocean Drive (environ 220 dollars la chambre avec vue sur l'océan), le Park Central, le Raleigh, dont jardin et piscine donnent directement sur la plage, le Delano (idem, en plus luxueux), Côté restaurants : Mezzanina (l'annexe de New York, le plus chic), Nimo's et la « table » du Park Central (sur Ocean Drive), Pacific Time (bon et cher sur Lincoln Rd), The Bang (Washington Av.). Les nuits commencent après minuit : Lua (Espanola Way), Bar None, Glam Slam, Bash (Washington Av.), Warsaw Ballroom (Collins Av.). Soupers, jusqu'à l'aube, chez Wolfies (Collins Av.), un vrai délicatessen ouvert 24 heures sur 24, banquette de moleskine rose et formica turquoise : une merveille, intacte. Ne pas manquer le Wolfsonian Museum (1001 Washington Av.), ouvert tous les jours sauf le lundi.

■ LECTURES. Plusieurs guides, dont le Guide bleu Etats-Unis Est et Sud (Hachette), *Floride et Vieux Sud* (Jika), le guide Voyageurs du monde et le Guide canadien Ulisse. Pour visiter le quartier Art déco de Miami, acheter sur place le pratique Art Deco Guide (publié par la Miami Design Preservation League) et deux ouvrages érudits et illustrés, *Tropical Deca* (Rizzoli) et *Deco Delights* (E. R. Dutton). Egalement en anglais, et pour en savoir plus sur l'histoire de Boca Raton, *Once Upon a Time at Boca Raton, a Pictorial History*.

■ INFORMATIONS. Office du tourisme, messagerie vocale au (1) 42-60-57-15, ou Minitel 3615 USA.

La propagande s'affiche

Réunies par un infatigable globe-trotter au cours de ses innombrables voyages en Europe et en Asie, quelque 100 000 pièces d'une collection très particulière constituent le fond du Wolfsonian Museum, le dernier-né des musées de Miami. Mitchell Wolfson, riche héritier des Wolfnetco Enterprises - une des grandes fortunes locales -, a consacré sa vie à acheter meubles, affiches et objets de la vie quotidienne de la fin du siècle dernier et du premier quart de notre siècle. La première exposition temporaire, « The Arts of Reform and Persuasion 1885-1945 », présentée jusqu'au 28 avril 1996, dénonce le pouvoir de la propagande, notamment fasciste, à travers le design.



par Jetset, tél. : (1) 53-67-13-00 et par plusieurs compagnies américaines via une autre ville ; et, à 70 km au nord de Miami, Fort Lauderdale (desservi de Paris via Atlanta par Delta Airlines dont la classe affaires est une fête pour les gourmets) qui, moins fréquenté, permet de bénéficier de formalités terrestres plus rapides tout en offrant le meilleur accès à Boca Raton, situé à 38 km. Pour s'y retrouver dans la jungle de tarifs variant au fil des saisons, consulter une agence de voyages ainsi que les spécialistes des vols secs à prix réduits sachant que ces derniers sont souvent proposés par les spécialistes des Etats-Unis.

■ VOITURE. Louer une voiture (à partir de 500 F la semaine en kilométrage illimité, si on la réserve en France avant le départ) et en prendre possession à l'aéroport ou à son hôtel. On peut aussi s'adresser

SKI & FUN.

Une station rendue célèbre par les jeux olympiques et un public international qui cependant ont conservé son caractère chaleureux, villageois, typiquement tyrolien. Enneigement assuré à 900 m d'altitude sur une terrasse ensoleillée, à 3 km seulement d'Innsbruck, au pied du Patscherkofel, montagne idéale pour le ski. 5 autres domaines skiables dans les proches environs. 1 skipass pour 112 km de pistes et 52 remontées mécaniques. Ski de 900 à 3.210 m. Skibus gratuit. Bob pour hôtes, surf de neige, pistes de ski de fond, randonnées hivernales, tennis, écoles de ski. Après-ski et traditions à Igls, shopping et culture à Innsbruck.

igls
Village à caractère
900 - 2.250 m
INNSBRUCK

Verkehrsamt Igls, A-6080 Igls, Tel. 0943.512.37 71 01, Fax 37 89 65
Veuillez m'envoyer gratuitement de la documentation sur : Igls Innsbruck Info-tour
Nom : _____ Adresse : _____
Hôtel Pension Chambre chez l'habitant Appartement de vac. Cures & soins de beauté

ARCHITECTURES Au sud extrême de la péninsule ibérique, en Algarve, des villas mudéjar et des traces d'Afrique laissent par l'envahisseur maure entre le VIII^e et le

XIII^e siècle. ● EN SUISSE, le long de la frontière italienne, les vallées ensoleillées d'un canton, le Tessin, et, dans un village d'alpage, une église contemporaine signée Mario Botta.

Au pays de Francesco Borromini. ● DANS LA PLAINE DU TERA, Lumbini, un hameau paisible où, il y a vingt-sept siècles, le Bouddha est né. Pour ses disciples, un haut lieu

de pèlerinage. Pour les archéologues, un site à explorer : une colonie, les fondations d'un monastère, les ruines d'un temple, un étang. Pour tous, des vestiges sa-

crés. Pour l'Unesco, le point de départ d'un nouvel itinéraire culturel. Un plan directeur de l'architecte japonais Kenzo Tange doit mettre ce sanctuaire en valeur.

L'ombre des Maures dans un verger

Sur l'Atlantique, un jardin d'Eden, bordé à l'est par l'Espagne et, au nord, par les plaines alentejanas. A découvrir en hiver ou au printemps, lorsque les touristes n'ont pas encore envahi les plages

ALGARVE

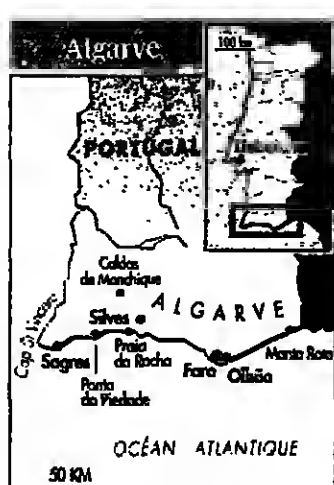
Il est des villes dans lesquelles on s'enfonce, on se perd, on s'enfuit. Qu'on parcoure jusqu'à l'épuisement. Lisbonne, Prague, Venise. D'autres vouées au survol, aux quelques lignes dans les livres. Très éprouvée par le tremblement de terre de 1755, qui ravagea également la capitale portugaise, Faro fut longtemps, semble-t-il, de celles-ci. Jusqu'à la création récente de son aéroport international.

En 1939, alors que l'Espagne était encore en guerre, l'écrivain Albert T'Serstevens (auteur oublié de *Tota* et *L'Homme seul*) visita la capitale de l'Algarve essentiellement... de sa chambre. Occupé à lire le récit du séjour de l'amiral Byrd au pôle Sud. A jouer sur un banjo des chansons antillaises. Ou à observer son serviteur noir et saolopette rose jouer avec son chat Puma et se partager des sardines frites - « le nègre épluchait le poisson avec ses doigts, le chat faisant des monières et ne mangeant que du bout des lèvres... ».

CARQUES, FIGUES, CITRONS

Orientalisme de mauvais goût mis à part, le jeu pourrait être de rester quelques jours sur place, pour donner une nouvelle chance à la ville. A visiter la Sé et les autres églises (Santo Antonio do Alto, église de Misericórdia). A rôder sur le port, en tentant de retrouver le meuble ou l'hôtel dans lequel séjourna T'Serstevens, un peu comme le héros du *Nocturne indien* de Tabucchi, ancrant ses pas dans ceux de son double.

Plus fécond, et surtout moins immobile, l'autre jeu serait de sillonner ce verger (El Gbarb : « le jardin », en arabe), d'est en ouest. Du Sotavento (côte sous le vent)



au Barlavento (côte au vent). Tel un Petit Poucet. A la recherche de tous les « cailloux » jetés, toutes les traces d'Afrique laissées par l'envahisseur maure, entre le VIII^e et le XIII^e siècle. Maisons cubiques et blanches, d'inspiration marocaine. Forteresse rouge sang. Terrasses sur lesquelles sont mises à sécher caroubes, figues sèches et amandes. Citrons. Oranges.

Par exemple. Prendre un bus et regarder défiler Quarteira et Vila Moura la noctambule, moins pour son casino et ses night-clubs que pour ses tours de quinze-vingt étages : architectures poussées à la va-vite dans les années 80 - lorsque le pays, délivré de la dictature salazariste, achève de s'ouvrir au tourisme de masse - mais dont les coupes et les arabesques turquoises s'acharnent malgré tout à parler du Maroc. Puis, après Portimao et ses conserveries fantômes, toutes abandonnées sauf une, depuis la concurrence africaine, s'arrêter à Praia da Rocha, la plus belle plage, peut-être, du Portugal.

Sous un ciel bleu cobalt et par 16 degrés (température hivernale), flâner sur l'avenida Tomaz Cabreira, qui surplombe la mer. Négociant les magasins de souvenirs où gisent chapeaux de paille et Vierges en plâtre, s'avancer au-delà des quelques villas mudéjar et de l'Hôtel Oriental jusqu'au Miradouro do Santa Catarina, construit en 1621 pour protéger la ville des pirates maures et espagnols. Regarder en contrebas le phare, les barques et, au bout de la jetée, les promeneurs immobiles, comme des figures d'Edward Munch.

Puis gagner l'extrême ouest de l'Ouest : Lagos - où se tint en 1441 le premier marché aux esclaves -, Sagres et le cap Saint-Vincent. Lieu stérile, où ne semblent vouloir pousser que cactus, lichens et figues. Lieu veuteux et magnifique, sur lequel continue de veiller l'ombre d'Henri.

MIMOSAS, ACACIAS, AMANDIERS

L'infant, fils de Jean I^{er}, qui ordonna le premier, à partir de cette pointe même, la découverte et la conquête des côtes africaines : Ceuta la Marocaine, le Sénégal, le Cap-Vert... Victoires, grand-peurs et trafics de tout genre : du sel et des étoffes contre de l'ivoire, des esclaves et du poivre.

Tout l'arrière-pays est encore embaumé. De silves - nûs les cîmes arabes « des Chiens » et de la « Mauresque enchantée » promettent abolitions et mirages - à Caldas de Monchique, délicate station thermique nichée à 300 m d'altitude, à proximité des plaines de l'Alentejo, autre province très « arabe ».

Dès janvier, les mimosas, les acacias et les amandiers y sont en fleurs ; le bâtiment mudéjar, où l'on prenait jadis les eaux, est inondé de soleil. Petit coup d'œil à travers les vitraux : tout est désert. Mais, est-ce l'impression de temps suspendu qui flotte toujours sur les villes d'eau, l'on se dit que de fugitives silhouettes pourraient soudain passer. Serments mezza voce, feux mal éteints, lotirigues nouées et dénouées un peu plus loin, dans les vertes allées, au bord de la « fontaine des amours » et de la « fontaine des larmes ».

Thérèse Rocher



Blanches et cubiques, des maisons d'inspiration marocaine

La poule sultane et le caméléon

UNE HERBE GRASSE et verte à faire pâlir le Bocard normand. Des pins parasols (les Portugais disent *moncos* : « parapluies »). Et, dans les allées, des couples suisses, suédois, britanniques et allemands, nonchalants : polo et pantalon à pinces, démarche légère. Zweig, Fitzgerald... Une balle tombe dans un lac, rejoignant des milliers d'autres endormies. « Le mouvement était pourtant joli », concède David Harving, joueur professionnel et directeur de golf à la Quinta do Lago, la « ferme du lac », l'un des plus beaux complexes touristiques du pays, situé à vingt minutes de l'aéroport international de Faro.

Tête immobile, geste balancé, la jeune femme tente un nouvel exploit. Moue dépitée, boucles blondes secouées. Malgré le swing, le coup est encore manqué. A peine effarouché, un volatile bat des ailes. Un *Fulica atra* ou foulque noire, échappé du parc voisin de la ria Formosa. Une lagune aménagée en réserve naturelle qui s'étend sur 18 hectares et longe 60 kilomètres de côte d'Ancao à Manta Rota.

C'est là le territoire des populations amphibiennes - reptiles, insectes -, des hippocampes et des animaux rares : le caméléon, la *Porphyrio porphyrio* (poule sultane, spécifique à cette lagune) et l'*Upupa epops*, étrange oiseau à dos zébré et tête jaune incendiaire. C'est là aussi que vivent le coqueret, l'*Himantopus himantopus* (un échassier aux ailes noires), la pie azur et que le flamant rose, animal peu répandu au Portugal, vient trouver refuge entre novembre et mai. Nichés parmi les pins, les joncs, les palmiers ou les stactées, sortes de lavande des mers.

Faifois, sur des bandes de terre comme sur les bords d'un gigantesque damier, passent des Inconnues, la tête chargée d'un fardeau. A la manière des femmes arabes. Elles transportent du sel, extrait

des salines de la ria : 945 hectares édifiés sur des marais. Il y a aussi des pêcheurs qui lancent leurs *alcatrazes*, des espèces de pots de terre très trépus qui servent à capturer les pieuvres. Avant d'asperger le récipient d'eau de Javel, pour décoller les mollusques. Une technique employée dans tout l'est de l'Algarve. Ancestrale, comme celle du broyage avec des « moulins de marée », apparus au XIII^e siècle dans la région et aujourd'hui tous désaffectés, sauf celui de la ria Formosa.

Véritable fourmilière malgré, de loin, son air immobile, la lagune abrite aussi des ramasseurs de clams (80 % des exportations de mollusques portugais proviennent d'ici). Et des pisciculteurs veillant jalousement sur leurs élevages de soles, perches, dorades, brèmes et anguilles. En tout, plus de sept mille résidents permanents. Sans compter les touristes.

Un pont étrangement semblable à celui de la rivière Kwaï - même enchevêtrement en bois - relie la ria à la Quinta, les dunes et l'Atlantique au gazon frais tondus. Nul heurt entre les deux univers. Dans le complexe touristique, les constructions sont limitées à 8 % de la superficie. Pour ne pas endommager la beauté du site et déséquilibrer l'écosystème. Dans ce paradis fréquenté par une jet-set internationale, la vie s'écoule au rythme des promenades, des baignades et du golf.

Une nouvelle balle tombe dans le lac artificiel. Comme en écho, une brune se met soudain à tomber. Les couples en pantalon à pinces et polo rangent leurs clubs, remontent dans les petites voitures et disparaissent en zigzaguant dans les allées. Fin momentanée du swing.

T. R.

Le voyage de Vincent

Le corps de Vincent, martyr espagnol et saint patron de Lisbonne, a-t-il flotté, oui ou non, de Valence jusqu'au Cap, après avoir été supplicié puis jeté dans la mer par le gouverneur Decian, en 304 avant Jésus-Christ ? La légende affirme que oui. D'où, d'ailleurs, le nom du promontoire. Elle dit aussi que dix corbeaux gardèrent la tombe. Jusqu'à ce que le corps soit transféré du Cap à Lisbonne.

Pour être ensuite brûlé dans la cathédrale en 1173, date de l'indépendance du pays. Certains Algarviens rapportent l'histoire avec quelques variantes : les corbeaux, en escouade réduite (ils auraient été deux et non dix), n'auraient pas veillé sur la tombe. Mais auraient accompagné le corps du Cap jusqu'à Lisbonne.

Envies de Vacances

YACHTING • GOLF • PÊCHE • TENNIS • ÉQUIN • ALPES • MONTAGNE • CÔTE D'AZUR • MONTAIGNE • MONTAGNE

1

CHAMONIX MONT-BLANC

un jour ou l'autre vous skiez à Chamonix

Office du Tourisme
45 place du Triangle de l'Amitié
74400 Chamonix-Mont-Blanc
Tél. : 04 51 00 24 - Fax : 04 51 58 90

2

LA BALAGUÈRE

Les Pyrénées avec leur pics, leurs lacs, leurs vallées, semblent avoir été créés pour la randonnée ! La Balaguère vous invite au voyage, à la découverte, à la rencontre à pied, à ski de fond, à randonnées de neige, en petit groupe, des Pyrénées au bout du monde.

3

CHAMONIX MONT-BLANC

un jour ou l'autre vous skiez à Chamonix

Office du Tourisme
45 place du Triangle de l'Amitié
74400 Chamonix-Mont-Blanc
Tél. : 04 51 00 24 - Fax : 04 51 58 90

4

VACANCES EN PÉNICHETTE

Pour visiter la nouvelle Pénichette 1150, demandez 2 entrées gratuites pour le Salon nautique de Paris Pré de Versailles (21/23/25).
Tél. : 16 86 91 72 72
Fax : 16 86 62 42 41
LOCALBOAT PLANNING
B.P. 150 - 89303 Joigny Cedex

5

LA BALAGUÈRE

Les Pyrénées avec leur pics, leurs lacs, leurs vallées, semblent avoir été créés pour la randonnée ! La Balaguère vous invite au voyage, à la découverte, à la rencontre à pied, à ski de fond, à randonnées de neige, en petit groupe, des Pyrénées au bout du monde.

6

LA PLAGNE, SAVOIE

Domaine skiable exceptionnel de 1250 à 3250 m. 210 km de pistes, 113 remontées mécaniques. 10 stations proposant tous types d'hébergement et d'activités. Infos : Office de Tourisme - 8,2-62-73210 ALME - Tél. : 79 09 79 79, Fax : 79 09 70 10

7

Les mûres et une neige du Massif du Jura

Le Massif du Jura, c'est avant tout un cadre, un cadre unique, qui vous laisse respirer, qui vous fait rêver, qui vous fait découvrir le Jura, le Jura d'aujourd'hui et le Jura d'hier, pour mille et un plaisirs d'hiver !

Commande de brochures

☐ 1 ☐ 5
☐ 2 ☐ 6
☐ 3 ☐ 7
☐ 4

Coupon à découper et à retourner à :

Infos Vacances
Tipline France
102, rue du Temple
75003 Paris

CARNET DE ROUTE

■ **S'ENVOIER.** Avec Air Liberté (tél. : (1) 49-79-09-09), un vol hebdomadaire Paris-Faro à partir de 1390 F A/R. La TAP (tél. : (1) 44-86-89-89) assure, elle, un vol hebdomadaire Paris-Faro de fin novembre à fin mars et 2 vols hebdomadaires l'été (tél. : (1) 44-86-89-50), tandis qu'Air France ((1) 44-08-24-24) effectue plusieurs rotations quotidiennes Paris-Lisbonne, toutes deux au même tarif, 1390 F.

■ **SE REPOSER.** Sur la côte, privilégiez les « résidences » (chambre et petit déjeuner uniquement) et, pour le plaisir du dépaysement, les bords de style mauresque. A Praia da Rocha - malheureusement assez abîmée par une urbanisation massive -, l'Hôtel Algarve (tél. : (082) 41-50-01) offre, outre une jolie piscine d'eau de mer, une suite orientale avec coussins dorés et

meubles « chaloupés ». Le voyageur Nouvelle Liberté (tél. : (1) 40-41-91-91) propose des forfaits de 7 jours à partir de 3175 F. Tourisme « d'habitation » dans l'arrière-pays. Près de Silves, dormir à la Vila Sodre (tél. : (082) 44-34-41), au milieu des oranges : excellente cave et dîners pantagruéliques. Autre endroit de calme absolu pendant la basse saison : l'Alberga Velha (tél. : (082) 9-22-04), sur la place de Caldas de Monchique.

■ **DÉGUSTER.** La *cataplana*, des fruits de mer cuits à l'étouffée dans une cocotte en cuivre ; la liqueur d'amandes amères, servie très fraîche, avec un zeste de citron. Et, au Wine bar o tascos de Caldas de Monchique, du pain au chorizo, sorti tout chaud du four de la place communale. Boire aussi sans compter les eaux des cinq sources, malgré leur goût sulfureux : longévité assurée, au dire des habitants.

■ **JOUER AU GOLF.** A la Quinta do Lago, près d'Almancil, à 17 km à

l'ouest de Faro. Parmi les formules proposées, un forfait golf d'une semaine avec séjour dans le très luxueux Hôtel Quinta do Lago (tél. : (089) 39-66-66), de la chaîne Orient-Express. Véritable paradis des golfeurs, l'Algarve offre une quinzaine d'autres magnifiques terrains, concentrés sur la côte.

■ **LIRE.** Le Guide Bleu Portugal (Hachette), le Guide du routard Portugal (Hachette), Portugal (Nagel), Le Grand Guide du Portugal (Gallimard), Algarve, de Fulvio Roiter (éditions Clairefontaine, Lausanne), ainsi qu'*Itinéraire portugais*, d'Albert T'Serstevens (Grasset, 1940). Et, pour tout savoir sur la conquête de l'Afrique à partir de la côte algarvienne, *Les Grandes découvertes d'Alexandre de Magellan*, de Jean Favier (Payot).

■ **STIMFORMER.** Office national du tourisme portugais, 7, rue Scrive, 75009 Paris, tél. : (1) 47-42-55-57.

Opinion 150

La chapelle de Mario Botta

Dans les vallées d'un canton luxuriant, des églises inspirées, et celle d'un enfant du pays

TESSIN
de notre envoyée spéciale
Le Tessin ? Des dizaines de vallées, quelques centaines de lacs, autant d'entreprises industrielles, une bonne poignée de banques et 280 000 habitants. Longtemps isolé du cœur de la Suisse par la barrière des Alpes, le canton, qui commence au col du Saint-Gothard, se termine à la frontière lombarde. C'est déjà un Sud luxuriant - Milan est à une heure de voiture. C'est encore la Suisse, refuge pour les capitaux étrangers.

Les Tessinois sont fiers de leurs traditions, forgées par la rude vie d'autan. Leurs ancêtres leur ont aussi laissé des trésors - monuments, chapelles, châteaux-forts. Des architectes inventifs nés au bord des lacs, tels Domenico Fontana et le célèbre Francesco Borromini, en partent, dès le XVI^e siècle, pour travailler à la chapelle Sixtine et à Saint-Pierre-de-Rome. Les églises ponctuant les vallées ont été élevées par des émigrés expérimentés, lorsqu'ils revenaient chez eux à la morte-saison.

Les œuvres de leurs descendants rythment aujourd'hui le territoire, devenu l'une des Meccas de l'architecture contemporaine. Botta roule vers le Mendrisiotto, sa région natale, pour effectuer une visite au Musée Vela, qu'il restaure. Il raconte son canton bien-aimé, les hautes montagnes et les plans horizontaux des lacs formant des configurations architecturales : « Autrement, par crainte des avalanches, les vallées latérales alpines étaient fermées par de vrais portails six mois par an. Et les montagnards devaient faire trois jours de voyage pénible jusqu'au marché de Locarno, hôte sur le dos, afin d'y vendre pommes de terre ou oignons. »

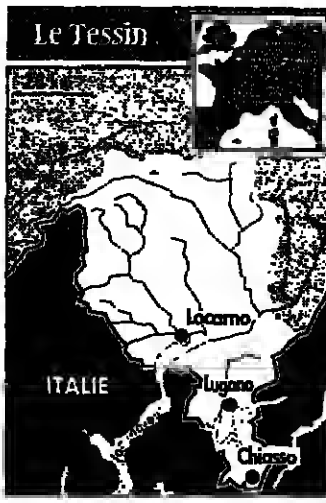
A Genestrerio, Botta désigne une maison : « C'est là que je suis né, que j'ai habité jusqu'à l'âge de vingt ans. Il n'y avait pas de grande route, comme celle-ci. Voyez la dignité de cette église de village, avec ses cinq tilleuls bordant l'espionnade. Les clochers servent de repères, il est rare de ne pas en trouver dans les endroits stratégiques. L'orographie joue ici un rôle majeur. » L'architecte a installé son lumineux bureau de Lugano au sommet d'un donjon en béton revêtu de briques. Mais il loge au-dessus de Chiasso, dans une demeure du XIX^e siècle. Il n'a pas refait la peinture ocre-jaune de l'escalier et le jardin est resté sauvage. « Depuis cette colline, je regarde, je ressens l'Italie, ce qui me plaît. C'est d'ailleurs à trois kilomètres. » Il est deux

heures. Une cloche tinte. Dans la lumière presque méditerranéenne de l'après-midi, comment ne pas voir les bâtiments des années 70 qui défigurent la ville ? « Eh oui, on a trop construit, trap mal, pendant la période où la société de consommation s'est accélérée, constate Botta. Inévitable : l'architecture est une expression formelle de l'histoire. De nos jours, les gens prennent conscience de la qualité de l'espace. Afin de corriger les erreurs, l'urbanisme du futur sera celui de la démolition. »

Retour plein nord vers Locarno. La voiture s'engage dans une vallée puis grimpe le long d'un torrent, la Maggia. Des plaques de neige subsistent sur les ha-

vient Mario Botta, j'ai eu le sentiment de faire partie de la communauté et j'ai offert mon travail pour un projet de reconstruction. »

La chapelle de Mogno, défilée aux violences de la montagne, s'élève en mémoire de l'église emportée : « L'oratoire tiendra bien deux cents ans... » Mais l'entreprise « maison de Dieu » déclenche les polémiques. Localement, presque tous s'y opposent : une telle « prière de pierres » est-elle nécessaire dans un village où quarante familles vivent en été et une seule en hiver ? Un comité se met néanmoins en place. Le coût des travaux - 1,5 million de francs suisses, soit 6,4 millions de francs



Le village de Mogno et son présent incongru

teurs. Les toits des rustici - ces maisons rustiques du XVI^e siècle en pierres sèches - sont couverts de dalles de gneiss. Au fond du val Maggia, au fond du sac, voici Mogno. Des maisons accrochées au rocher, quelques alpages et une étrange construction, tout marbre blanc et gneiss, qui ressemble plus à un cercle magique qu'à une chapelle.

Le 25 avril 1986, une avalanche détruisait une dizaine de maisons ainsi que l'ancien sanctuaire du XVII^e siècle. « Dès ma première visite ou héméau dévasté, se sou-

-sera pris en charge par cette association. Dix ans après l'avalanche, la chapelle à géométrie visionnaire est quasi terminée. Les murs, de plus de deux mètres à la base, s'aminçissent jusqu'au sommet. Le cylindre elliptique se transforme en cercle au niveau de la toiture de verre. A l'intérieur, la lumière varie à chaque instant. Les cloches de l'ancienne église s'intègrent à une structure extérieure. Les eaux de pluie cascaded depuis le milieu du toit sur l'un des murs en arc. « Il suffisait d'y croire ! résume Botta. J'ai découvert ici le plaisir de modifier une muraille de pierres vivantes. »

Le monument, résolument futuriste, trône dans un village traditionnel avec vaches, claires et mûlées. Provocation ? Non. Désir de « construire le beau, à travers une expression actuelle du sacré ». Aimerait-il être enterré ici ? L'architecte regarde autour de lui avant de répondre : « Mai ? Nan. Mai, j'aimerais être éternel. »

Nicole-Lise Bernheim

Un architecte tessinois

Mario Botta est sans doute l'architecte tessinois dont la force d'innovation s'exprime avec le plus d'intensité. Vêtu d'une chemise rouge brigue au col clos, cet autodidacte d'une cinquantaine d'années, râblé et vif, porte des lunettes rondes, hmbots qui évoquent les œils-de-bœuf qu'il aime dessiner pour ses clients. Il a le culot d'imaginer d'harmonieuses demeures-sculptures souvent circulaires, rappelant d'une manière très personnelle les anciennes rustici. Les effrontées s'élèvent sans complexe au milieu de cosues sans façon « Phénix » suisses. Ce citoyen du monde a conçu, entre autres, le nouveau Musée d'art moderne de San Francisco, une galerie d'art contemporain à Tokyo, le Théâtre de Chambéry, la cathédrale d'Evry, près de Paris, et prépare à Jérusalem une Arche de Noé qui sera peuplée d'animaux imaginés par Niki de Saint-Phalle.

Unesco

La Route du bouddhisme

NÉPAL

de notre envoyée spéciale
Cinquième expédition des Routes de la Soie, la « Route du bouddhisme », conduite du 21 au 30 septembre au Népal par Doudou Diène, directeur des projets interculturels de l'Unesco, se devait de commencer son périple aux sources de cette philosophie pacifique, à Lumbini, où, il y a vingt-sept siècles, le Bouddha est né. Sur le site même, trois monuments attestent l'événement : un pilier élevé par l'empereur Ashoka au III^e siècle avant Jésus-Christ et son inscription explicite ; les vestiges du temple construit en l'honneur de Mayadevi, la mère du Bouddha, sur les fondations d'un sanctuaire plus ancien et l'étang des Sakya, qui porte le nom du clan du prince Siddhartha, devenu par la suite le Bouddha, c'est-à-dire l'« Éveillé ». Le palais, où il vécut jusqu'à l'âge de vingt-neuf ans, est à une vingtaine de kilomètres de là, à Kapilavastu, aujourd'hui Tilaurakot. On peut en voir les fondations de brique émergeant du sol, ainsi que celles de la porte de l'Est, par laquelle il partit à la découverte d'une voie permettant d'échapper à la souffrance et à la mort. Le jeune prince, qui menait une vie raffinée et protégée, s'engagea dans cette démarche spirituelle à la suite de quatre rencontres décisives : un malade, un vieillard, un mort, un ascète. Comment il obtint l'Éveil, délivra son enseignement et par quelles routes son message se répandit à travers l'Asie, autant de questions qui seront traitées lors d'une expédition complémentaire ultérieure.

Lumbini est l'objet d'un ambitieux plan de « développement » qui doit en faire un centre de pèlerinage international. Conçu par l'architecte japonais Kenzo Tange, ce schéma directeur est en cours de réalisation. La vingtaine de savants réunis pour confronter leurs recherches in situ sous la conduite d'archéologues népalais a formé le vœu que les fouilles en cours s'achèvent rapidement à Lumbini et que la sérénité beauté des lieux ainsi que la vie traditionnelle qui en est la garante ne soient pas altérées. A une heure de route environ de Lumbini, toujours dans les plaines verdoyantes du Terai, il est un lieu de grâce épargné jusqu'ici par la fureur démolisseuse des archéologues. Le stupa de Ramagram, imposant tertre herbeux, domine les champs de paddy. Le chemin qui y conduit serpente dans la campagne, découvrant ici des maisons à toit de chaume tombant à terre, là des femmes au sari relevé en voile sur la tête, un bijou délicat fixé à la nuque, ailleurs un ascète cheminant sous un parapluie noir. Le stupa est le monument emblématique du bouddhisme, et en particulier du Népal, qui a ajouté des yeux, symboles de l'omniscience du Bouddha, sur chacune de ses faces. Sur une base carrée s'arrondit un hémisphère blanc, surmonté d'un tympan carré et d'une pyramide à treize anneaux coiffée d'un parasol. Le stupa contient une relique du Bouddha, d'où la dévotion dont on l'entoure, au sens propre, en le circumambulant, de gauche à droite, récitant les formules sacrées que sont les mantras. Les plus populaires sont les stupas de Bodnath (notre photo) et de Swayambunath, mais il en est bien d'autres dans la vallée de Katmandou.

Lumbini, c'est un Népal secret, séduisant et familier, accessible à tous. On s'y rend par la route ou par un bref vol intérieur. Dès maintenant, on peut louer aux environs, afin de préserver la paix de l'enceinte sacrée : deux établissements y ont ouvert leurs portes, l'un luxueux, l'hôtel japonais Hokke (tél. : 071-20-236), l'autre plus simple, la Lumbini Guest House (tél. : 01-27-10-61), sd-lankaise. Royal Nepal Airlines (tél. : 53-73-77-53) assure trois liaisons hebdomadaires Paris-Katmandou, via Francfort, l'une d'elles étant actuellement l'unique vol direct, à partir de 5 070 F A/R. Esprit d'Aventure (tél. : 43-29-94-50) est l'un des rares voyagistes à proposer une découverte du Népal qui rende justice à Lumbini et à Kapilavastu au cours d'un circuit très complet, associant architecture (la vallée de Katmandou) et nature (de la jungle du Terai aux contreforts de l'Himalaya) : 15 jours, 13 900 F, plusieurs départs de décembre à mars. De même, Orient (tél. : 43-54-60-00) met ses pas dans ceux du Bouddha au cours d'une Route du bouddhisme qui va du Népal à l'Inde en faisant halte à Lumbini (21 jours, 17 890 F). Orient, comme Esprit d'aventure qu'une vieille amitié lie au Népal, façonne des circuits à la carte sur ce thème spécifique.

Trois livres excellents, chacun dans son domaine : un guide, *Katmandou et sa vallée*, de John Sanday, architecte spécialiste de la conservation (Ollzane), et deux ouvrages de fond, *Sur les traces du Bouddha*, de René Grousset (L'Asiatique) et *La Non-Histoire d'une illusion, méditations sur le bouddhisme tantrique*, de Charles Genoud (Ollzane). A Katmandou, la librairie Mandala Book Point (Kantipath, tél. : 227711) présente un choix étonnant de livres en anglais, sur le bouddhisme et l'Himalaya notamment, dont certains introuvables en Europe.

Danielle Trumard

► SUR LES ONDES. Au programme d'« Escapes », un magazine de la rédaction de France Culture, un reportage de François Bédin consacré au Népal, paradis menacé du tourisme. Les difficultés actuelles de ce qui constitue la principale ressource en devises d'un des pays les plus pauvres de la planète pourraient être compensées par la relance du tourisme culturel et religieux, la même où est né le Bouddha. Samedi 2 décembre, à 18 h 35.

CARNET DE ROUTE

► S'Y RENDRE. En avion : vols quotidiens Air France (tél. : (1) 44-08-24-24) et Crossair (dans les agences de voyages ou au 05-33-34-44) de Paris à Lugano, via Berne, à partir de 1 760 F A/R. En train (tél. : (1) 45-65-60-60) : Paris-Lugano, via Bâle, 1 078 F en 2^e classe. Trains directs depuis l'Alsace et le Nord - Pas-de-Calais.

► SE DÉPLACER. Le Swiss Pass permet la libre circulation sur les trains, bus, cars postaux, bateaux et donne une réduction sur les funiculaires et téléphériques : forfaits de 4 jours (840 F en 2^e classe), 8 jours (1 060 F), 15 et 30 jours.

► S'LOGER. La Villa Principe Leopoldo, une villa à l'italienne aménagée en somptueux hôtel « Relais et châteaux », avec vue sur la ville et le lac, 1 840 F environ pour 2 personnes en chambre double avec petit déjeuner (réservations au (1) 45-72-96-50). Le Splendide Royal, un agréable palace refait dans le style des années 50, au bord du lac, à partir de 1 440 F environ

pour deux personnes en chambre double avec petit déjeuner (réservations au 05-90-84-44). Au fond du Val Maggia, non loin de la chapelle de Botta, l'Albergo Basodino (tél. : 93-96-11-01), simple et confortable, 320 F environ pour deux personnes en chambre double avec petit déjeuner.

► RÉSERVER. L'office de tourisme de Locarno (tél. : 91-751-03-33) propose, jusqu'au 17 mars, fêtes de fin d'année exceptées, un forfait très avantageux : 3 nuits avec petit déjeuner et divers avantages (carte journalière sur les transports publics, un A/R gratuit en funiculaire, une entrée de musée), de 733 F en hôtel simple à 1 358 F en 4 étoiles. L'office de tourisme de Lugano (tél. : 91-921-46-64) présente une offre semblable (3 jours de libre parcours sur les transports urbains, demi-tarif sur le funiculaire du monte Bré, des entrées dans plusieurs musées) : de 690 F à 1 979 F (5 étoiles).

► SAVOURER. La cuisine tessinoise est aromatisée à l'italienne d'herbes et de basilic : minestrone aux mille variantes, lapin en civet à la polenta, filets de truites du val Verzasca au merlot, pesci in car-

pione, poisson en marinade, servi froid, parfait pour le début de l'été, pain tessinois à l'huile.

Quelques adresses. A Gaggliano, à une dizaine de kilomètres de Lugano, l'Osteria San Matteo (tél. : 91-943-51-97), une ferme-auberge en pleine campagne qui a retrouvé d'anciennes recettes - à partir de 200 F. Non loin de Lugano, à Taverna-Tonizella, le Ristorante Mottolo del Gallo (tél. : 91-945-28-71), aménagé avec goût dans un poste militaire du XV^e siècle ; tendance nouvelle cuisine agrémentée de produits du jardin - à partir de 400 F. A Gandria, au bord du lac de Lugano, la Locanda Gandriese (tél. : 91-971-41-81), que l'on atteint en bateau pour y déguster polenta et poissons du lac (truite et perche) - à partir de 120 F. A Gollmo, dans la banlieue de Locarno, le Ristorante Madonna (91-796-16-95), un lieu élégant et branché où l'on dîne aux bougies - environ 190 F. A Giubiasco, près de Lugano, le Grotto della Salute (tél. 91-857-51-67) - à partir de 120 F.

► DÉCOUVRIR. Le lac de Lugano en bateau ; Locarno et le parc botanique des îles de Brissago ; les villages du val Maggia ; les églises

romanes du valle Blenio ; le monte Verità, à Ascona ; la fondation Thyssen-Bornemisza, dans la merveilleuse Villa Favorita, à Lugano ; la maison-musée Vela, au milieu des vignes, à Ligermetto ; en funiculaire, admirer la vue depuis le monte Bré et les alpages du monte Generoso. Participer aux fêtes de Pâques et aux vendanges de Mendrisio ; au Festival de jazz de Lugano et au Festival de cinéma de Locarno.

► LIRE. Projet pour une église à Mogno, de Mario Botta et Jean Petit (Fidia Edizioni d'Arte, Lugano). Le Fond du soc, de Plinio Martini (L'Aire/Ex-Libris, Vevey). L'Année de l'avalanche, de Giovanni Orelli (Grounauer/Ex Libris, Genève). Le Pays oublié, d'Alberto Nessi (Zoo, Genève). Le Dernier Été de Klingens, d'Hermann Hesse (Le Livre de poche/Biblio). Le Guide bleu Suisse (Hachette). Itinéraires artistiques du Tessin et A la découverte de l'architecture moderne au Tessin, auprès de l'Ente ticinese per il turismo (tél. : 92/825-70-56, à Bellinzona).

► S'INFORMER. Suisse Tourisme, 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : (1) 44-51-65-51 ou Minitel 3615 Suisse.

CELEBRITY CRUISES

VIVEZ L'EXCEPTIONNEL À BORD DE NOS PAQUEBOTS

★ ★ ★ ★ ★

CENTURY • HORIZON • MERIDIAN • ZENITH

ANTILLES
CÔTE PACIFIQUE USA
CANADA - ALASKA

8 jours Antilles
10 jours Paris/Paris à partir de **9.890 FF**

Pour recevoir la brochure Celebrity Cruises 96 n° 4115 70072
Votre Agence de Voyages ou Celebrity Cruises 35, rue Etienne Marcel 75001 Paris

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

La solitaire des antipodes

Gardiennne d'un désert richissime, la « capitale » du Far West australien doit son éphémère notoriété au talent de ses marins

PERTH

de notre envoyé spécial

Loin, si loin. Seule, si seule. La solitude de Perth, c'est son destin, son tourment, sa fierté. La distance est un tyran, notait un historien australien. Dans ce cas, Perth est sa plus belle esclave. Ici, la géographie est implacable. Les points cardinaux se perdent dans l'immensité océane ou désertique, vers l'Afrique, le pôle Sud ou le cœur de l'île continent.

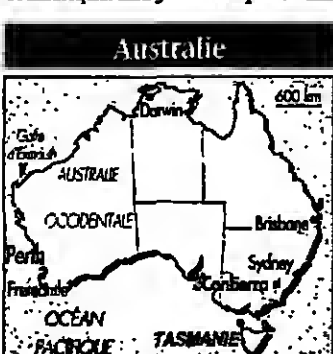
Loin du monde, et de... l'Australie. De Perth, on arrive deux fois plus vite à Jakarta qu'à Brisbane. Pour rejoindre Canberra ou Sydney, escales et décalage horaire aidant, il faut passer la nuit dans l'avion. Quelle ville n'en ressentirait un orgueil secret ? Et le besoin, pour chasser le doute, d'affirmer un peu plus sa différence, quitte à paraître chercher noise aux grandes villes de l'Est. Etre de Perth incite à marteler ses origines. En voyage hors de chez lui, tout dignitaire d'ici répète à l'excès qu'il est un « Australien de l'Ouest ». Ce que ne fait jamais un officiel du Queensland ou du Victoria.

Perth a trop longtemps connu la peur de l'oubli. Est-ce pour cela qu'on y goûte plus qu'ailleurs les joies du téléphone portable ou du courrier électronique ? Nouvelles manières de plannier. Car Perth reste fille du Far West, elle qui doit son essor et sa fortune à la ruée vers l'or d'il y a un siècle. Derrière les élégantes silhouettes des gratte-ciel de la City, qui se reflètent dans le miroir immobile de la rivière Swan, règne encore l'ambiance de « la frontière ». Avec ses vertus, la nouveauté du regard, l'envie d'entreprendre, le sens de la communauté. Avec, aussi, l'argent trop vite gagné, la morgue des nouveaux riches, les entrées douteuses.

Porte d'un Etat, l'Australie occidentale, grand comme cinq France, gardienne d'un désert richissime — or, fer, bauxite, nickel, diamants, pétrole, gaz naturel, blé, laine — Perth entretient, chiffrés à l'appui, un vieux fond sécessionniste. Pourquoi diable, entend-on souvent ici, venons-nous tant d'impôts sans être

payés de retour, alors que nous contribuons déjà plus que d'autres à la prospérité commune ? Tant il est vrai que 10 % de la population produit 25 % des exportations du pays. Eternel grief des régions nanties reclinant à la solidarité nationale.

Perth doit son éphémère notoriété mondiale au talent de ses marins. Le 26 septembre 1983, *Australia II*, un douze mètres du Royal Perth Yacht Club, enlève la Coupe de l'America à Newport. Pour la première fois depuis la création de cette épreuve, cent trente-deux ans plus tôt, la fameuse soupière d'argent remise au vainqueur quitte l'Amérique. Elle y revient quatre ans



plus tard, après que le skipper Dennis Conner eut lavé l'affront au large de Fremantle.

Derrière l'exploit australien, il y a Alan Bond, un homme audacieux, pugnace et franchement mégalo-mane. Arrivé à Sydney à l'âge de douze ans sans un penny en poche, ce brasseur d'affaires multimillionnaire et installé à Perth devient en quelques heures le personnage le plus populaire du pays. La victoire de son équipage donnera un formidable coup de fouet à l'économie, au tourisme et... à la spéculation foncière. Jusqu'à la défaite de 1987. Aujourd'hui, l'empire d'Alan Bond a fait faillite et son étoile a pâli. La navigation de plaisance, elle, reste un mode de vie.

Sur les rives bûchées de la Swan, entre Perth et Fremantle, s'alignent les villas-palais des Crésus locaux

— vieilles fortunes ou nouveaux riches. Les Rolls sont devant l'entrée et les toiles de maître dans les salons. A Dalkeith, à deux minutes de l'océan et de ses plages pour surfeurs, Alan Bond y occupe encore l'une de ces vastes demeures, dont l'extravagance sombre parfois dans le mauvais goût. Vue de la vedette de croisière qui descend la rivière, cette opulence provoque chez les touristes australiens une moue perplexe, vaguement réprobatrice, comme si elle faisait offense au credo égalitariste cher à l'immense classe moyenne.

Sans la Coupe de l'America, qui en fit un port à la mode, Fremantle aurait sans doute mis moins de hâte à se refaire une beauté. La restauration de son patrimoine historique est réussie. Les immeubles de style baroque victorien exhibent fièrement leurs façades fraîchement repeintes dans des tons pastel, où dominent blanc, rose et crème. Avec leurs fines colonnes de bois et leurs verandas en dentelle, les vieux hôtels retrouvent une seconde jeunesse.

Dans le fringant décor de cet ancien bastion ouvrier devenu une petite ville jeune et vivante, il fait bon s'attarder aux terrasses des cafés — ou flâner dans les librairies et les galeries d'art. Fremantle reste un port très actif, par où transitent, surtout vers les pays du Golfe, 70 % des moutons exportés d'Australie. Au large, les baleines, naguère exterminées, sont désormais jalousement protégées.

L'écologie n'est-elle pas, sur ce continent, comme une nouvelle religion ? A Perth, on vante, à bon droit, les splendeurs d'une nature si proche. On explique avec ardeur que la région dédient le record mondial de la pollinisation des fleurs par les oiseaux. On vous invite à observer les gros pélicans de la rivière Swan ou les *kookaburras*, martins-pêcheurs locaux.

On déplore la disparition du bois de jarrah, avec lequel on construisait des ponts, des navires et jusqu'aux fondations du métro de Londres. Et

l'on se console en admirant l'élégance des pins de Norfolk, dans lesquels on taillait autrefois les mâts des voiliers. Les marins, dit la légende, avaient coutume de jeter près des côtes des graines de ce bel arbre pour être sûrs de trouver plus tard à chaque escale le bois d'œuvre nécessaire à leurs réparations.

Le somptueux climat de Perth exalte la nature et favorise, encore plus qu'ailleurs, l'épanouissement de l'hédonisme australien, auquel sacrifie une jeunesse désormais largement cosmopolite. Même la grosse chaleur d'été est rendue supportable par la brise qui, chaque soir, souffle de l'océan et qu'on appelle affectueusement le « *Fremantle Doctor* ».

La nuit, le spectacle se donne à la belle étoile, au sens fort du terme, là où scintille à l'infini la Voie lactée, cette *Milky Way* au nom anglais venu. Un soir de février 1962, la transparence du ciel de Perth avait émerveillé l'astronome américain John Glenn, qui effectuait à bord de la capsule Mercury le premier vol orbital autour de la Terre. Il avait admiré cet flot de lumière perdu entre la Terre et l'océan obscurs. Vue du ciel aussi, Perth est solitaire.

Jean-Pierre Langelier



Quand les pionniers descendent en ville

Des bagnards et des soldats

DANS LES ANNÉES qui suivent sa création, Perth végète. Elle souffre d'isolement, de disette et, surtout, d'un manque de bras. Les colons demandent qu'on leur envoie des forçats et obtiennent gain de cause. Entre 1830 et 1868, l'Australie occidentale en accueille près de dix mille, libérés, sous conditions, des bagnes flottants ancrés sur la Tamise. Chânes aux pieds pour certains, chapeau brun, tenue noire (propriété du gouvernement de Sa Majesté), ils sortiront la jeune colonie de sa léthargie. Une main-d'œuvre bon marché qui travaillera la terre, ouvrira des routes et construira des villes.

Leurs fantômes hantent les couloirs de la prison désaffectée de Fremantle, rôdent dans les sombres cellules. Certains, à en juger par les murs décorés, étaient de vrais artistes. Un cachot, conçu spécialement pour dissuader les candidats à l'évasion, perpétue le souvenir de son plus célèbre locataire, Joseph Boltho Jones, alias Moondyne Joe, ancien bagnard devenu voleur de chevaux. Incarcéré à plusieurs reprises, entre 1861 et 1873, mais jamais pour crime, il s'évada à chaque fois. Ses cavalcades dans la brousse, avec la police à ses trousses, en feront un personnage mythique, héros de romans populaires. Il mourra dans son lit, plus chanceux que le « *bushranger* » Ned Kelly, bandit de grand chemin et premier héros malheureux des « *Australos* ». Ce dernier finira en effet au bout d'une corde, à l'âge de vingt-cinq ans, dans la prison de Melbourne. En prononçant trois mots qui ajouteront à sa légende : « *Such is life* », « *C'est la vie* ».

Grâce aux bagnards, Perth s'éveille et prend l'allure d'une vraie cité. Dans les rues du centre, résonnent le grolot des calèches et le carillon de l'hôtel de ville. L'odeur du crottin se mêle à l'arôme de malt et de levure qui s'échappe de la brasserie. Dans sa résidence,

qui a depuis longtemps remplacé la hutte construite pour le capitaine Stirling, le gouverneur donne des bals superbes. Après la découverte de l'or, en 1890, Perth s'embourgeoise. Avec ses cent trente chambres, ses douze salles de bains, son ascenseur et son propre bureau de poste, l'hôtel Palace — qui abrite aujourd'hui une banque — est, à l'époque, un sujet de fierté. Dans cette ville, comme dans bien d'autres aux quatre coins du glorieux Empire, on reste « *british* » jusqu'au bout des bottes. Les maisons, les vêtements, la cuisine, le sport : tout, ici, rappelle la lointaine Albion.

En 1914, sans hésiter une seconde, les volontaires australiens et néo-zélandais, qui avaient déjà pris part à la guerre des Boers, s'en vont combattre pour la mère patrie. Comme l'Australie tout entière, Perth entretient la mémoire de cet immense sacrifice. Soixante mille jeunes tomberont sur le front de la Somme, dans « la mêlée des Flandres » ou aux Dardanelles. Deux soldats sur trois, fauchés sur les champs de bataille d'Europe. Ceux qui échapperont aux boucheries d'Ypres, de Bullecourt ou de Gallipoli ramèneront, avec eux, le virus de la grippe espagnole qui ravagera le pays.

A Kings Park, splendide lieu de promenade qui domine Perth, mille arbres sont dédiés aux combattants disparus. Leur souvenir est parfois sollicité à des fins politiques. Ainsi les Australiens violent-ils dans la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique, le comble de l'ingratitude envers un peuple qui a versé son sang sur le sol français. Et c'est à Perth qu'un incendie criminel détruisit, en juin dernier, les bureaux du consulat de France.

J.-P. L.



Quelle que soit votre destination, un festival vous y accueillera

Des idées nouvelles, des plus d'attractions, des distractions encore plus colorées : attendez plus pour organiser votre voyage !

Nom : _____

Adresse : _____

India

Office National Indien de Tourisme
8, bd de la Madeleine, 75009 Paris
Tél. 01 42 63 83 86, Fax 01 42 63 01 16
Minitel 3615 ENDE

CARNET DE ROUTE

■ **SAISON.** Capitale de l'Australie-Occidentale, Perth est la plus ensablée des grandes villes d'une île continent où les saisons sont inversées : l'hiver (de juin à août) est méditerranéen, l'été (de septembre à février) chaud et très sec. La température de l'eau oscille entre 17 et 20 degrés. City Beach, à 12 km, est la plage de surf la plus proche.

■ **AVION.** Compte tenu des distances (4 000 km d'est en ouest), il est conseillé d'éviter un transit par Sydney (situé à 4 heures d'avion, sur la côte est). Qantas Airways, la compagnie nationale (tél. : (1)-44-55-52-00), rallie Londres à Perth via Singapour (ou Bangkok, selon les jours) et Djakarta, avec des escales autorisées dans ces villes, sans supplément de prix : à partir de 7 620 F, l'aller-retour de Paris, chez Tours 33 (43-29-36-50), qui propose également de bons prix sur British Airways ou Malaysian Airlines (à partir de 6 290 F).

■ **SÉJOUR A LA CARTE.** Spécialiste de l'Australie, Tours 33 programme à la carte, dans son agence de Perth (dirigée par un Français), location de voiture (270 F par jour pour un véhicule de catégorie B, sur la base d'une semaine en kilométrage illimité) et réservations d'hôtels ; bed and breakfast (590 F la chambre avec petit-déjeuner) à Fremantle, à 19 km de Perth ; établissements de charme tels les « boutiques hôtels » (Hôtel Sullivan's, 360 F la

chambre double) ou hôtels haut de gamme (de 750 F à 850 F) ; ainsi que des excursions sur le littoral et dans l'intérieur. Un exemple de circuit proposé : 16 jours, de Paris (16 785 F en chambre double, avec British Airways), avec visite de Perth et de sa région, et deux excursions, l'une en voiture jusqu'à Albany, l'autre en avion, pour passer 3 jours dans le Ningaloo Marine National Park (avec vols intérieurs A/R pour Exmouth). Dans les agences de voyage, consulter également les brochures d'Asia et d'Australie Tours.

■ **DAUPHINS ET MOUTONS.** L'excursion aérienne « Bush and Bay » permet, en 3 jours, de séjourner dans une station d'élevage et au cœur de la brousse. A Monkey Mia, en bordure de Shark Bay, on peut nourrir des dauphins sauvages mais peu farouches. A Wooleen Station, une ferme de quelque 200 000 hectares (une dimension moyenne pour la région), Brett et Helen Pollock élèvent 15 000 moutons et vous font découvrir leur domaine en véhicule tout-terrain. Au programme : sites aborigènes, coucher de soleil et dîner aux chandelles. Renseignements auprès de Flight Seeing Tours, à Perth, au (619)-314-22-24.

■ **VILLES DE L'OR.** Dans l'arrière-pays, à environ 600 km de l'océan, un pèlerinage s'impose sur les lieux de la ruée vers l'or locale. De toutes les villes liées à cette épopée, seule Kalgoorlie a survécu. Autour du légendaire « Golden Mile », le plus riche filon de la planète (une mine à ciel ouvert toujours en exploitation), la

ville présente bâtiments officiels et hôtels de style victorien, restaurants avec bonhomie. C'est le chef-lieu de la plus grande circonscription électorale du monde : 2 265 050 km² et seulement 66 000 électeurs. Parmi les cités-fantômes, la plus intéressante est Coolgardie. Une centaine d'habitants y vivent du tourisme et on y visite un petit musée étonnant.

■ **LECTURES.** A acheter sur place, *The Streets of Old Perth*, de Tom Austen (bel ouvrage de photos d'époque intelligemment commentées), qui évoque un siècle d'histoire. Sur l'aventure des chercheurs d'or, *Gold Seekers of the 1890s*, un petit livre publié en 1992 par la poste australienne. Les mordus du « Two-up », le jeu ou face australien, liront *Heads and Tails*, de Danny Sheehan et Wayne Lamotte (Wescolour Press), qui retrace l'histoire des pionniers. Récemment publié, le guide *Les Trois Portes* (Éditions du Dauphin) donne un bref aperçu des villes de Darwin, Sydney et Perth. Le guide le plus complet est *Australie* (Lonely Planet), qui vient juste d'être traduit en français. On lira avec profit des ouvrages plus généraux, tel le guide *Visa En Australie*, de Pierre Grunmann (Hachette, 1995), ou le numéro de la revue *Aventure*, *Aventure Australie* (1984).

■ **INFORMATIONS.** Australian Tourist Commission : 4, rue Jean-Rey, 75015 Paris, tél. : (1)-45-79-80-44 et Minitel 3615 Australie. Sur place : Western Australian Tourist Centre, Forest Place, tél. : (09)-483-11-11. Le visa, obligatoire et gratuit, s'obtient auprès du consulat situé rue Jean-Rey.

Je Pense 1550